



INTEGRATING & ADVANCING THE REGION

RAPPORT ANNUEL ET ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

EASTERN AND SOUTHERN AFRICAN **TRADE & DEVELOPMENT BANK**
BANQUE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

RAPPORT ANNUEL
ET ETATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2021

TABLE DES MATIERES

LETTRE DE TRANSMISSION	4
DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	5
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE	6
01 GOUVERNANCE	8
RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	8
NOS ACTIONNAIRES	13
02 RECONNAISSANCES	15
PRIX	16
ENQUETE DE SATISFACTION DES CLIENTS ET DES PARTENAIRES	17
03 DÉVELOPPEMENT DURABLE	18
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	18
RESPONSABILITE SOCIALE D'ENTREPRISE	19
04 PARTENARIATS	20
05 ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL	22
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	23
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	23
ZONES DE COUVERTURE DE LA TDB	23
06 PERFORMANCE FINANCIERE	28
PRODUITS	29
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	31
DEPRECIATIONS	31
RENTABILITE	31
ACTIFS	32
PASSIFS	34
CAPITAUX PROPRES	34
INDICATEURS DE LA SOLIDITE FINANCIERE	36
07 OPÉRATIONS COMMERCIALES ET FILIALES	37
OPERATIONS DE PRETS	38
PORTEFEUILLE	40
GESTION DES ACTIFS	42
FONDS POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDF)	43

08 MOBILISATION DES RESSOURCES	44
MOBILISATION DES OBLIGATIONS	44
MOBILISATION DE FONDS PROPRES	45
09 GESTION INSTITUTIONNELLE	46
COMPLEXE DE RISQUE	46
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION	49
SERVICES GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS	49
10 ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS POUR L'EXERCICE CLOS EN 2021	55



Crédit photo : TDB

LETTRE DE TRANSMISSION

Le Président

Conseil des Gouverneurs

Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 35(2) des Statuts de la Banque, j'ai l'honneur de vous transmettre, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel de la Banque pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Le Rapport couvre les activités de l'année sous revue ainsi que les états financiers audités pour la même période.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

M. JUSTE RWAMABUGA

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Rapport annuel 2021 souligne la bonne performance du Groupe de la TDB dans un contexte marqué par la poursuite de la gestion des chocs associés à la pandémie de COVID-19 et l'accroissement du triple bilan sur le résultat net dans la région qu'il dessert.

Avec le train de mesures inégales déployées pour contenir la COVID-19 à l'échelle mondiale, parfois souples et parfois plus restrictives, le FMI estime que la production totale de l'Afrique subsaharienne a augmenté de 4 % en 2021, une croissance plus lente que les moyennes mondiales. Il s'agit là d'une performance remarquable, en dépit des besoins globalement plus élevés de la région en matière de dépenses, d'un environnement marqué par une inflation croissante, de perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement et des prix plus élevés des matières premières, qui profite à certains secteurs économiques et frappe durement d'autres.

Malgré les pressions sur le crédit restées fortes dans la région, même avec des dégradations moindres que l'année précédente, les notations de crédit de la qualité investissement de la TDB ont été confirmées au cours de cette année. En effet, la notation de crédit du Groupe de la TDB est passée d'une perspective négative à une perspective stable. Les actifs et les bénéfices nets du Groupe ont augmenté de 10 %, tandis que les capitaux propres ont augmenté de 11 %, grâce au soutien indéfectible des actionnaires à la Banque et au nombre record d'actionnaires ayant réinvesti leurs dividendes de l'exercice 2020. Avec un rendement des capitaux propres (ROE) resté supérieur à 10 %, les réalisations dans ce domaine du bilan du Groupe témoignent de la confiance soutenue des actionnaires dans la performance et l'impact du Groupe sur le développement.

Le portefeuille du Groupe de la TDB a progressé de près de 3 % en 2021, afin de soutenir la reprise des échanges et encouragé par l'amélioration de l'activité économique. Conformément à ses Objectifs de développement durable (ODD) et ses engagements envers le climat, à travers ses opérations de financement du commerce et de projets en 2021, le Groupe de la TDB a réussi à avoir une incidence positive dans la région comme l'attestent divers indicateurs. En 2021, un accent important et particulier a été mis sur la mise en œuvre d'opérations qui favorisent la création et la rétention d'emplois, l'importation de matières premières stratégiques, la sécurité alimentaire et énergétique, les infrastructures, notamment les énergies renouvelables, la disponibilité du marché des changes et les PME, principalement les PME dirigées par des femmes et des jeunes.

Les activités de gestion d'actifs de la TDB se sont également développées, à travers les différentes fonctions du Fonds pour le commerce et le développement (TDF) du Groupe et la Compagnie d'assurances captive de la TDB (TCI) qui a conclu sa première opération.

En reconnaissance de ses performances en matière de financement et d'impact dans la région en cette période trouble, le Groupe de la TDB a remporté plusieurs distinctions en 2021, notamment le Global Trade Review, l'African Banker et le Global Finance, pour n'en citer que quelques-uns. Le Groupe a également remporté d'autres prix décernés par des pays, des récompenses spécifiques liées à des transactions et des récompenses célébrant sa résilience, son leadership en matière de développement durable et ses innovations. A titre d'exemple, le Président émérite de la TDB et Directeur général du Groupe a également remporté le titre de Banquier de développement de l'année décerné par le Financial Afrik.

Je me réjouis d'avance de l'année exceptionnelle que sera 2022, pleine de promesses en termes d'impact, car le Groupe TDB continuera d'innover dans ses processus, ses institutions et tous les autres pans de son bilan.

JUSTE RWAMABUGA
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
GROUPE DE LA TDB



Crédit photo : TDB

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE

Le Groupe TDB a clôturé l'année avec des résultats qu'il est fier de communiquer. Dans un contexte économique mondial actuel marqué par l'incertitude, bien que décroissante, le Groupe s'est développé à travers des indicateurs clés, lui permettant de continuer à assurer le développement économique, social et environnemental dans les États membres qu'il couvre.

Cette année, les actifs du Groupe ont augmenté de 10 %, passant à 8 milliards USD ; les bénéfices nets de 10 %, passant à 174 millions USD, et les capitaux propres de 11 %, passant à 1,7 milliard USD, tandis que son portefeuille de prêts bruts¹ s'est accru de près de 3 %, passant à 6 milliards USD, avec un financement du commerce en hausse de 10 %, représentant environ les deux tiers du portefeuille total du Groupe. Les prêts non performants sont restés faibles à 2,93 % en 2021, signe

de l'excellente qualité des actifs. Les actionnaires souverains et institutionnels ont marqué leur soutien à la vision du Groupe, compte tenu de sa solide performance et de la capacité de ses opérations à atteindre le triple bilan, grâce à un rendement des capitaux propres supérieur à 10 % et une valeur liquidative en hausse de 7 % par rapport à l'année dernière, soit 13 846 USD.

En 2021, alors que le Groupe de la TDB a continué de soutenir ses clients souverains, institutions financières et entreprises et octroyé des financements alignés sur les impératifs des ODD et de l'Accord de Paris, le Fonds pour le commerce et le développement (TDF), créé en 2020, a financé diverses PME dirigées par des femmes et jeunes dans toute la région, en partenariat avec des institutions financières locales. Il a en outre fourni au personnel de la TDB ainsi qu'aux principales parties prenantes de la région une assistance technique

¹ Le portefeuille de prêts bruts comprend l'exposition au bilan et hors bilan

vitale et des formations en matière de renforcement des capacités. Le Fonds pour le commerce de l'Afrique orientale et australe (ESATF), lancé en 2019 et géré par un gestionnaire de fonds établi entre la TDB et un partenaire de coentreprise, a doublé son capital pour atteindre 106 millions USD et réalisé une performance annuelle de plus de 3,5 %. La Compagnie d'assurances captive de la TDB (TCI), créée l'année dernière, a quant à elle conclu sa première opération.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources, en plus d'excellents résultats en termes de fonds propres, le Groupe a augmenté ses emprunts à court et à long terme et a émis son euro-obligation la moins chère et la plus longue à l'échelle mondiale ; elle a été sursouscrite 4,5 fois. Cette initiative a permis de diversifier davantage les sources de financement du Groupe auprès des banques commerciales et stratégiques, des marchés des prêts et des marchés des capitaux, avec des échéances plus longues. L'objectif à long terme est de stimuler une croissance durable dans la région, avec certaines lignes de crédit spécifiquement dédiées à la santé, au climat, à l'investissement dans des contextes fragiles, et au développement durable en général. Dans le même esprit, le Groupe a signé de nouveaux protocoles d'accord avec des partenaires stratégiques.

Conformément à ses pratiques internationales de gestion des risques, le Groupe de la TDB continue d'adopter chaque année des mesures novatrices et efficaces dans le but d'atténuer les risques actuels et à venir, et de maintenir de solides positions de liquidité et d'adéquation des fonds propres, en plus de la discipline dans son approche de prêt. Par conséquent, malgré un environnement opérationnel complexe en raison des effets néfastes de la pandémie de Covid-19, les notations de qualité d'investissement de la TDB ont de nouveau été confirmées en 2021, certaines de ses perspectives étant passées de stables à positives, et une autre à stable en début d'année.

Au cours de l'année, le Groupe de la TDB a continué d'investir dans son personnel et le développement de l'organisation, afin de s'assurer une croissance continue et maîtrisée et de s'acquitter de ses missions de financement et de promotion du commerce, d'intégration économique régionale et de développement durable dans la région. Entre autres réalisations, diverses initiatives de renforcement des capacités institutionnelles ont été mises en œuvre par l'intermédiaire de la TDB Academy dans le but de développer les compétences internes ; de nouveaux collaborateurs ont été recrutés, les femmes représentant désormais 43 % du personnel du Groupe au 31 décembre 2021.

L'enquête annuelle de satisfaction des clients et des partenaires (CPSS) de la TDB en 2021 a révélé que les parties prenantes se sont déclarées satisfaites des processus relativement plus simples, des prix plus compétitifs, ainsi qu'une communication régulière du Groupe avec les parties prenantes. L'enquête a également souligné le souci de la TDB pour la viabilité environnementale et l'équité entre les sexes, ainsi que l'avis général que l'institution offre un accès facile aux prêts, de bonnes politiques de financement et un excellent service.

Ces résultats témoignent de la résilience du Groupe tout au long de la période de pandémie et de ses efforts continus pour faire évoluer et intensifier le programme « construire un avenir meilleur » et plus vert.

ADMASSU Y. TADESSE
PRÉSIDENT ÉMÉRITE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU GROUPE



GOUVERNANCE

Crédit photo : TDB

RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement (TDB ou la Banque) est une entité juridique multilatérale créée conformément au chapitre 9 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique orientale et australe (le Traité de la ZEP). La désignation Groupe de la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement (Groupe de la TDB ou le Groupe) fait référence à la TDB et à ses filiales.

Les axes clés de l'approche de gouvernance d'entreprise de la Banque sont les suivants :

NORMES DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

En tant qu'institution multilatérale de financement du développement (IFD), la TDB observe des principes de bonne gouvernance et des normes éthiques rigoureuses inscrits dans ses Statuts.

Les principes et les normes de gouvernance d'entreprise validés par le Conseil ont été élaborés sur la base des directives acceptées par d'autres IFD internationales jouissant d'une excellente cote.

Pour confirmer son attachement à une gouvernance d'entreprise saine, la TDB a signé une déclaration d'approche conjointe sur la gouvernance d'entreprise avec 30 IFD internationales en octobre 2007, ce qui a conduit à l'élaboration du Cadre commun pour le développement de la gouvernance d'entreprise (CGDF). L'objectif du CGDF est de promouvoir la coopération entre les institutions signataires afin de contribuer à la mise en œuvre de réformes institutionnelles clés dans le cadre des meilleures pratiques internationales en matière de transparence, de reddition des comptes et de bonne gouvernance. Le CGDF offre également une plateforme commune en vue d'évaluer et d'améliorer les pratiques de gouvernance parmi les institutions signataires. En outre, la TDB collabore étroitement avec d'autres institutions multilatérales pour s'assurer qu'elle suit la tendance des meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise.

STRUCTURE DE GOUVERNANCE

LES STATUTS

La TDB est une entité juridique multilatérale établie conformément au chapitre 9 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique orientale et australe (le Traité de la ZEP). Le Traité de la ZEP a ensuite été remplacé par le Traité instituant le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (le Traité du COMESA). L'article 174 du Traité du COMESA reconnaît la TDB comme l'une des institutions établies dans le cadre du Traité de la ZEP qui ont été considérées et désignées comme des institutions du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), qui continueraient d'être régies par les Statuts respectifs

les établissant. La TDB est par conséquent réglementée et régie par ses Statuts. Les Statuts, qui lient tous les membres de la TDB, définissent les objectifs, la composition, la structure du capital et l'organisation de la Banque. Les Statuts identifient également les types de transactions que la TDB peut entreprendre. Ils définissent également les immunités, exemptions et privilèges dont jouissent la TDB et ses filiales. En outre, les Statuts comportent des dispositions régissant la structure des souscriptions au capital. Les Statuts sont révisés régulièrement afin d'assurer l'harmonie avec la croissance de la TDB, la stratégie d'entreprise, les intérêts des actionnaires et les meilleures pratiques de gouvernance. Les dernières modifications apportées aux Statuts de la TDB ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs lors de sa 37^{ème} Réunion annuelle tenue au troisième trimestre de l'année 2021.

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Tous les pouvoirs du Groupe de la TDB sont dévolus au Conseil des Gouverneurs. Chaque Membre du Groupe de la TDB nomme un Gouverneur et un Suppléant, le suppléant ne vote qu'en l'absence de son titulaire. Le Gouverneur ou le suppléant exerce les droits de vote au nom du Membre pour qui le Gouverneur ou le suppléant a été nommé. Chaque Gouverneur est habilité à exprimer le nombre de voix de l'État Membre ou du Membre qui l'a nommé et qu'il représente, sauf disposition contraire des Statuts, toutes les questions soumises au Conseil des Gouverneurs sont déterminées par la majorité des droits de vote des membres présents à la réunion.

Le Conseil des Gouverneurs se compose généralement des Ministres des Finances ou Ministres de la Planification Economique des États Membres, ainsi que toute personne nommée par les Membres autres que les États Membres. Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur du Groupe et les Administrateurs Non-Exécutifs (NED) du Conseil d'Administration. Il délègue d'autres pouvoirs au Conseil d'Administration. Il se réunit normalement une fois par an. Quoiqu'il délègue d'autres pouvoirs au Conseil d'Administration, certains pouvoirs bien spécifiques tels que l'augmentation ou la diminution du capital autorisé du Groupe et les amendements aux Statuts sont de la compétence exclusive du Conseil des Gouverneurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition du Conseil

Les Statuts du Groupe de la TDB définissent les rôles et responsabilités spécifiques du Conseil d'Administration. L'article 27 (6) des Statuts du Groupe dispose que le Conseil d'Administration est responsable de la conduite des opérations générales du Groupe.

Les Statuts prévoient que le Conseil est constitué d'au plus 10 Administrateurs Non-Exécutifs (en plus du Directeur du Groupe qui agit en qualité d'Administrateur Exécutif), ou tout autre nombre qui peut être désigné par le Conseil des Gouverneurs de temps à autre. Cinq (5) des dix (10) Administrateurs Non-Exécutifs représentent les cinq (5) groupes des circonscriptions d'Etats Membres. Chaque circonscription d'Etats Membres dispose également d'un Administrateur Non-Exécutif Suppléant. En outre, chacune des catégories d'actionnaires ci-après dispose d'un siège au Conseil d'Administration : i) Etats non-Africains ; ii) Institutions africaines ; et iii) tous les autres actionnaires institutionnels non représentés par les Institutions Africaines. Les deux (2) autres sièges du Conseil d'Administration sont réservés aux Administrateurs Non-Exécutifs indépendants, conformément aux principes de bonne gouvernance d'entreprise.

Lors de sa 2ème Réunion Annuelle, le Conseil des Gouverneurs du Groupe a fixé le principe de rotation en ce qui concerne la nomination des membres du Conseil d'Administration. Sur la base de ce principe, le Conseil d'Administration et le Conseil d'Administration Suppléant du Groupe alternent entre les Etats Membres de la circonscription tous les trois ans. Ce principe donne à chaque actionnaire la possibilité de nommer ses propres ressortissants/ candidats au Conseil d'Administration, à condition que l'Etat Membre n'ait pas d'arriérés sur ses souscriptions au capital.

Lors de sa 37ème Réunion annuelle tenue en 2021, le Conseil des Gouverneurs a nommé trois (3) nouveaux membres du Conseil d'Administration :

- M. Solomon Quaynor, Administrateur non-exécutif représentant le groupe des institutions africaines,
- M. Gerald Kasaato, Administrateur non-exécutif représentant la circonscription regroupant le Soudan, les Comores, l'Ouganda et la RDC,
- M. George Guvamatanga, Administrateur non-exécutif représentant la circonscription regroupant l'Érythrée, le Rwanda, le Zimbabwe et Maurice. Chaque administrateur a été nommé pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2021.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'Administration était composé de dix (10) Administrateurs non-exécutifs.

Réunions du Conseil

Les réunions du Conseil se tiennent dans l'un des bureaux du Groupe ou à tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation à la réunion. Les membres du Conseil d'Administration élisent deux (2) Administrateurs qui assumeront les fonctions de Président et de Vice-président du Conseil respectivement pour une période d'un (1) an. Le Directeur général du Groupe travaille en collaboration avec le Président et le Vice-président du Conseil. Le rôle et les responsabilités du Président du Conseil et ceux de Directeur général du Groupe sont distincts et sont exercés séparément, tel

que clairement précisé dans les Statuts. Afin d'aider les membres du Conseil à s'acquitter de leurs responsabilités, la Banque a défini des règles de procédure qui régissent la conduite des réunions ainsi qu'un Code de conduite pour les administrateurs. Le quorum pour toute réunion du conseil est constitué de la majorité du nombre total d'administrateurs représentant au moins les deux tiers des droits de vote de la TDB. En 2021, toutes les réunions du Conseil ont satisfait à ce critère de quorum.

Comités du Conseil

Le Comité d'audit et des risques (ARCO) a pour mandat d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses fonctions en rapport avec l'identification et la gestion des principaux risques auxquels la Banque fait face pour autant qu'ils sont liés au contrôle et à l'analyse du Cadre de Gestion des Risques d'Entreprise du Groupe, au contrôle interne et aux pratiques d'information financière. Il joue un rôle consultatif auprès du Conseil d'Administration. L'ARCO veille également à ce que les actifs du Groupe de la TDB sont protégés, que des contrôles internes adéquats sont en place et que les risques matériels sont efficacement gérés. Le Comité d'Investissement et de Crédit (INVESCO) a pour mandat d'assurer un contrôle sur les questions relatives aux missions d'investissement et de crédit du Groupe. Il conseille la Direction sur la mise en œuvre des initiatives d'investissement, assiste le Conseil dans la prise des décisions importantes concernant les investissements, et assure le suivi des politiques d'investissement du Groupe de la TDB.

Le Comité des Rémunérations et des Nominations (REMCO) a pour mission d'analyser, de recommander et d'améliorer la politique générale du Groupe en matière de gestion des ressources humaines, notamment la rémunération, les incitations ou toute autre question ayant un impact sur les conditions de travail. Il donne des avis et formule des recommandations au Conseil sur la performance d'entreprise et les questions touchant les conditions de travail du personnel en général. Le REMCO agit également en tant que comité de référence pour toutes les questions relatives au Code de conduite du Conseil.

Le Comité des finances et des capitaux (FINCO) a pour mission de conseiller le Conseil d'administration sur des questions relatives à la gestion financière, à la gestion de la trésorerie et à la levée de capitaux, entre autres. Chaque Comité du Conseil comprend au moins quatre Administrateurs.

Conformément aux pratiques de la Banque, les Comités du Conseil sont reconstitués chaque année. Le Directeur général du Groupe est membre des Comités FINCO, INVESCO et REMCO et participe au Comité ARCO en qualité de membre de droit.

Le tableau ci-dessous montre la participation des membres du Conseil d'Administration aux réunions tenues. Il convient de noter que deux (2) membres du Conseil, à savoir, MM. Mohamed Kalif et Said Mhamadi ont quitté le Conseil d'Administration du Groupe

de la TDB à compter du 30 septembre 2021. Conformément à la réglementation adoptée par le Conseil des Gouverneurs du Groupe de la TDB, ils ont pris part à leur dernière réunion du Conseil au quatrième trimestre 2021.

	Réunions du Conseil	Réunions du Comité ARCO	Réunions du Comité INVESCO	Réunions du Comité REMCO	Réunion du Comité FINCO
M. Mohamed Kalif	4/4		4/4		4/4
Dr Abdel Rahman Taha	4/4	4/4	4/4		
Mme Shuo Zhou	4/4		4/4		4/4
M. Said Mhamadi	4/4	4/4			4/4
M. Juste Rwamabuga	4/4	4/4		4/4	
M. Veenay Rambarassah	4/4	4/4			4/4
M. Gerard Bussier	4/4		4/4		4/4
M. Peter Simbani	4/4		4/4		4/4
M. Peter Molu Ibrae	4/4	4/4		4/4	
Mme Busisiwe Alice Dlamini	4/4			4/4	4/4
M. Admassu Tadesse	4/4		4/4	4/4	4/4
M. Gerald Kasaato	1/1	1/1	1/1		
M. Solomon Quaynor	1/1	1/1	1/1	1/1	1/1
M. George Guvamatanga	1/1	1/1	1/1	1/1	1/1

DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

En octobre 2020, le Conseil d'Administration a renforcé le Comité Exécutif du Groupe de la TDB et l'a transformé en une Direction Générale, partant du principe qu'un comité exécutif renforcé serait en mesure d'unir formellement les différents comités de direction des constituants du Groupe et d'améliorer la coordination et la préparation des soumissions de la direction au Conseil d'Administration. Ainsi, la Direction Générale fait office d'organe de coordination sous l'autorité du Directeur Général du Groupe qui le préside.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE

Conformément aux Statuts de la TDB, le Directeur Général doit être une personne intègre et hautement compétente pour toutes les questions concernant les activités, la gestion et l'administration du Groupe de la TDB. Le Directeur Général du Groupe dirige les affaires du Groupe de la TDB et agit en tant que représentant légal du Groupe.

LE DIRECTEUR EXÉCUTIF

Conformément aux Statuts de TDB, le Directeur Exécutif de la Banque doit être une personne d'une intégrité avérée et hautement compétente dans les activités commerciales et institutionnelles relatives à sa fonction. Le Directeur Exécutif travaille en étroite collaboration avec le Directeur Général du Groupe dans la gestion des affaires courantes de la Banque sous la direction du Conseil d'Administration et est assisté dans son rôle par une équipe de direction.

DOUBLE DOMICILIATION

Le Groupe de la TDB dispose de deux bureaux principaux, au Burundi et à Maurice. Maurice a été choisie par le Conseil des Gouverneurs pour accueillir un deuxième bureau principal du Groupe à compter du 31 décembre 2016, en reconnaissance de la domiciliation existante des fonds à vocation spéciale du Groupe à Maurice, tels que le Fonds pour le commerce en Afrique orientale et australe (ESATF) et plus tôt le Fonds pour les infrastructures du COMESA. Maurice abrite également des deux filiales du Groupe de la TDB créées en 2020, à savoir le Fonds pour le commerce et le développement (TDF) et la Compagnie d'assurances active de la TDB (TCI).

L'établissement d'une deuxième domiciliation à Maurice visait à renforcer le positionnement du Groupe de la TDB avec un siège situé dans un Etat membre du COMESA jouissant d'une forte cote de crédit et d'une domiciliation bien établie pour les fonds internationaux et les institutions financières en Afrique. Le bureau principal du Groupe à Maurice servira de plaque tournante et d'adresse pour la gestion de fonds, la gestion des actifs, les structures d'accueil ainsi que les opérations sous régionales du Groupe. En outre, il sert de siège social et de centre de soutien aux entreprises, ainsi que de point de continuité des opérations pour l'ensemble du Groupe. En plus de ses deux sièges principaux, le Groupe de la TDB dispose également d'un centre pour les opérations régionales et mondiales à Nairobi (Kenya) et de deux bureaux régionaux à Harare (Zimbabwe) et à Addis-Abeba (Ethiopie). Conformément à sa stratégie de sensibilisation et de partenariat visant à mieux desservir la vaste région dans laquelle il opère et renforcer ses capacités de gestion de portefeuille, le Groupe de la TDB a créé un nouveau bureau national à Kinshasa (République démocratique du Congo), en partenariat avec deux autres institutions du COMESA, ZEP- RE (PTA Reinsurance Company) et African Trade Insurance Agency (ATI).

NOS ACTIONNAIRES

ÉTATS MEMBRES



République du Burundi



Union des Comores



République Démocratique
du Congo



Royaume d'Eswatini



République Arabe
d'Egypte



Etat d'Erythrée



Royaume d'Eswatini



République fédérale
démocratique d'Ethiopie



République du Kenya



République de Madagascar



République du Malawi



République de Maurice



République du Mozambique



République du Rwanda



République des Seychelles



République fédérale de
Somalie



République du Soudan
du Sud



République du Soudan



République-Unie de
Tanzanie



République d'Ouganda



République de Zambie



République du Zimbabwe

PAYS MEMBRES



JSC Development Bank de la République du Bélarus



Banque populaire de Chine

MEMBRES INSTITUTIONNELS



Banque africaine de développement (BAD)



Consortium pour la recherche économique en Afrique (CRÉA)



African Reinsurance Corporation (Africa-Re)



Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)



Banco Nacional de Investimento (BNI, Mozambique)



Caisse Nationale de Sécurité Sociale (Djibouti)



Eagle Insurance (Maurice)



Fonds d'investissement pour les pays en développement (IFU, Danemark)



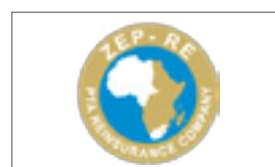
Caisse nationale de retraite (NPF, Maurice)



Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda (NSSF, Ouganda)



Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP)



Société de réassurance de la ZEP (ZEP-RE)



Office Rwandais de Sécurité Sociale (RSSB)



Sacos Insurance Group (Seychelles)



Seychelles Pension Fund (SPF)



02

Crédit photo : TDB

RECONNAISSANCES

PRIX

Financial Afrik

Décerné par : FINANCIAL AFRIK

Prix : BANQUIER DE DÉVELOPPEMENT DE L'ANNÉE POUR ADMASSU TADESSE, PRÉSIDENT ÉMÉRITE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE DE LA TDB.

Le Président émérite et Directeur général du Groupe de la TDB a reçu le prix du banquier de développement de l'année décerné par le Financial Afrik. Ce choix a été fait par un jury et a pris en compte la participation de plus de 25 000 lecteurs de Financial Afrik et Kapital Afrik.

AFRICAN BANKER AWARDS 2021

Décerné par : AFRICAN BANKER AWARDS

Prix : DEAL DE L'ANNÉE – INFRASTRUCTURES

La TDB a remporté ce prix, conjointement avec la Standard Chartered Bank et la Nedbank, pour sa contribution dans le cadre de la tranche IFD de la facilité de prêt pour le chemin de fer à écartement standard de Tanzanie.

**GTR 2021
Leaders
in Trade**

Décerné par : GLOBAL TRADE REVIEW (GTR) – LEADERS IN TRADE

Prix : LEADERS IN TRADE - RÉSILIENCE

Ce prix récompense l'approche innovante du Groupe de la TDB en matière d'appui au commerce dans les économies émergentes, en particulier dans le contexte de la pandémie. La TDB est le seul lauréat mondial dans la catégorie financement du développement pour la résilience.

**GTR 2021
Best
Deals**

Décerné par : GLOBAL TRADE REVIEW (GTR) – MEILLEURS DEALS

Prix : MEILLEUR DEAL DE L'ANNÉE- CATÉGORIE MATIÈRES PREMIÈRES

Ce prix - l'une des onze principales distinctions dans le monde - récompense la TDB pour son appui à l'accès au financement pré-exportation en faveur de l'un des principaux exportateurs de vanille de Madagascar, Épices de Madagascar, une entreprise de commerce équitable détenue par une femme.

**GTR
Leaders
in Trade
AFRICA**

Décerné par : GLOBAL TRADE REVIEW – LEADERS IN TRADE

Prix : MEILLEURE BANQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE EN ÉTHIOPIE ANNÉE: 2021

La TDB a remporté ce prix pour la deuxième année consécutive. Il s'agit là d'une reconnaissance des solutions de financement du commerce sur mesure et de grande envergure de la Banque qui ont permis au pays d'améliorer ses niveaux de productivité en matière d'agriculture, de création d'emploi, de promotion de la sécurité alimentaire, etc.

**BEST BANK AWARD 2021
GLOBAL FINANCE**

Décerné par : GLOBAL FINANCE – SUSTAINABLE FINANCE AWARDS

Prix : LEADERSHIP EXCEPTIONNEL EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DURABLE PAR UNE INSTITUTION MULTILATÉRALE POUR LA RÉGION AFRIQUE

Ce prix récompense la TDB pour son « leadership mondial et régional en matière de financement durable dans le cadre d'initiatives conçues pour atténuer les impacts négatifs du changement climatique et contribuer à bâtir un avenir plus durable pour l'humanité ».

**BEST BANK AWARD 2021
GLOBAL FINANCE**

Décerné par : GLOBAL FINANCE – THE INNOVATORS 2021

Prix : MEILLEURES INNOVATIONS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DU COMMERCE

Ce prix - l'un des dix pour cette catégorie dans le monde - récompense les efforts inlassables de la TDB pour rester à la pointe de l'innovation, en particulier concernant son rôle de pionnier sur le continent dans l'exécution de opérations de financement du commerce grâce à la technologie de blockchain..



Décerné par : GLOBAL FINANCE – FINANCEMENT DU COMMERCE ET DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Prix : MEILLEURE BANQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE À MAURICE

Maurice abritant l'un des sièges de la Banque, ce prix célèbre l'impact des activités de financement du commerce de la TDB dans la région qu'elle dessert et plus particulièrement celles qui « ont réagi au contexte inédit de 2020 en adoptant de nouvelles technologies et des capacités améliorées qui ont aidé leurs clients à réussir ».



Décerné par : GLOBAL FINANCE – FINANCEMENT DU COMMERCE ET DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Prix : MEILLEURE BANQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE AU KENYA

Le Kenya abritant un bureau régional et le centre opérationnel de la Banque, ce prix célèbre l'impact des activités de financement du commerce de la TDB dans la région qu'elle dessert et plus particulièrement celles qui « ont réagi au contexte inédit de 2020 en adoptant de nouvelles technologies et des capacités améliorées qui ont aidé leurs clients à réussir ».



Décerné par : GLOBAL FINANCE – MEILLEURES BANQUES DANS LE MONDE

Prix : MEILLEURE BANQUE EN ÉTHIOPIE

Ce prix récompense la TDB pour son rôle dans la restauration de la croissance et la planification de solutions pour l'avenir le pays.

ENQUÊTE DE SATISFACTION DES CLIENTS ET DES PARTENAIRES

La TDB mène une enquête sur la satisfaction des clients et des partenaires (CPSS) chaque année pour mieux comprendre les points de vue, les attitudes, les opinions, les perceptions et le niveau de satisfaction des partenaires, clients et actionnaires vis-à-vis de l'offre du Groupe. L'enquête formule des recommandations dans le but d'améliorer continuellement le service client et le niveau de satisfaction des parties prenantes.

L'enquête de 2021 a révélé que les parties prenantes sont satisfaites des processus relativement plus simples, des prix plus compétitifs, et de la régularité des communications du Groupe avec les parties prenantes. L'enquête a également souligné le souci permanent de la TDB pour la viabilité environnementale et l'équité entre les sexes, ainsi que l'avis général que l'institution offre un accès facile aux prêts, de bonnes politiques de financement et un excellent service. Le rapport 2021 a déterminé une note globale de 4,17 sur un maximum de 5.

A photograph of a landscape with several wind turbines on a hill under a blue sky. The image is partially covered by a dark blue banner at the bottom which contains the title text. The number '03' is large and white, followed by 'DÉVELOPPEMENT DURABLE' in a slightly smaller white font. There are decorative light blue wavy lines on the left side of the banner.

03 DÉVELOPPEMENT DURABLE

Crédit photo : Adobe Stock

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les pratiques bancaires responsables et durables du Groupe de la TDB sont solidement enracinées dans son cadre intégré de gestion des risques d'entreprise, qui comprend le Système de gestion environnementale et sociale (ESMS), la Politique de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et le Système de suivi de l'impact sur le développement durable (SDIMS). Institution avisée en matière de risques, le Groupe de la TDB est conscient de l'importance d'équilibrer la gestion des risques et l'offre d'interventions de financement durables. Le Groupe a donc adopté une approche de triple bilan dans l'ensemble de ses secteurs d'activité, de ses processus de crédit et s'assure également que ses interventions œuvrent de manière proactive en faveur d'un développement durable, inclusif et résilient, notamment à travers des investissements dans l'énergie propre, la croissance verte et une transition équitable.

Les priorités environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) continuent de stimuler la création de valeur dans les opérations du Groupe de la TDB. Le Groupe a conscience que des solutions environnementales fortes contribuent à la croissance de son chiffre d'affaires et améliorent son profil de crédit grâce à la diversification de son portefeuille sur de nouveaux marchés. Par ailleurs, sa capacité à atténuer les effets indirects des événements météorologiques néfastes sur son bilan cadre parfaitement avec son engagement envers l'Accord de Paris sur le climat de 2015 et les Objectifs de développement durable (ODD). Le Groupe comprend les risques sociaux dans le cadre ESG et continue à traduire son engagement en actions concrètes, notamment en ce qui concerne

sa réponse à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur ses clients. En tant qu'institution régionale de financement du développement, tout au long de l'année 2021, la TDB a joué un rôle clé en fournissant des ressources financières pour aider ses États membres à répondre de manière adéquate aux impacts socio-économiques de la pandémie et renforcer les actions du Programme d'intervention d'urgence COVID-19 (CERP).

Les options de gouvernance du Groupe de la TDB reflètent des principes de gouvernance solides et s'articulent autour de l'élaboration de meilleures pratiques axées sur les objectifs, réalisées grâce à un accompagnement avisé et cohérent, au recrutement de personnel adapté aux principaux postes de gestion des risques, et l'adoption d'outils pour mesurer et atténuer de manière précise les risques liés à la gouvernance. Dans le cadre de cet effort progressif, les structures de gouvernance du Groupe sont en permanence réorganisées et ont été récemment renforcées pour refléter la nouvelle structure du Groupe adoptée en 2021. En outre, la TDB a défini sa Stratégie de renforcement et d'amélioration des capacités du personnel affecté à la gestion environnementale et sociale. Elle vise à proposer la forme et la nature des actions de renforcement des capacités du personnel de la TDB en charge des questions environnementales et sociales, ainsi que les cadres et outils nécessaires pour mieux gérer les risques environnementaux et sociaux inhérents aux opérations de la Banque.

Par conséquent, le renforcement des capacités environnementales et sociales de la TDB repose sur les piliers suivants : Amélioration des procédures et outils liés aux questions environnementales et sociales, avec pour objectif de développer des procédures et des outils supplémentaires, nécessaires pour garantir l'efficacité et l'efficacité de la gestion des risques environnementaux et sociaux. Recrutement d'un plus grand nombre de personnel en charge des questions environnementales et sociales, afin d'avoir plus d'effectifs sur le terrain pour mener des procédures d'audit préalable sur le plan social et environnemental (ESDD) et un suivi détaillés. Programmes de formation et de sensibilisation aux questions environnementales et sociales : la TDB s'engage à assurer l'évolution professionnelle et la mise à niveau continue des compétences de ses employés.

La TDB continue de tirer parti de ses opérations de financement pour minimiser le changement climatique et ses effets néfastes. L'initiative entend créer de nouveaux partenariats et mobiliser des ressources financières supplémentaires pour soutenir la transition à moyen et long terme de ses Etats membres vers des économies à faibles émissions de carbone. Le Groupe poursuit actuellement la mise en œuvre de sa stratégie et de son cadre climatiques conformément à son mandat et en fonction des normes et méthodes utilisées par ses pairs à l'échelle mondiale. Ceci vise à faciliter une approche plus ciblée de la mobilisation de capitaux et d'offre de solutions de financement alignées sur la lutte contre le changement climatique et ses impacts négatifs sur les États membres de la Banque, tout en soutenant les objectifs climatiques de Paris et les contributions déterminées au niveau national (CDN) des États membres de la Banque.

En plus de la création de valeur inhérente aux solutions ESG, la TDB a continué à tirer parti de son cadre d'impact sur le développement durable pour montrer comment ses activités de financement produisent de bons résultats en matière de développement. Dans cette optique, la TDB a publié son deuxième Rapport relatif à l'impact sur le développement durable qui résume les principaux résultats de développement de la Banque, notamment un meilleur accès au financement, l'amélioration de la performance des entreprises, davantage d'emplois, l'accès accru à la performance sociale et économique, l'amélioration de la performance du secteur stratégique, et de meilleurs résultats du commerce intra et extra régional, pour ne citer que ces exemples.

La TDB reconnaît qu'un environnement sain constitue le socle d'une économie et d'une société résilientes pour les générations présentes et futures. Par conséquent, dans la mise en œuvre de son ESMS, le Groupe s'efforce de s'acquitter de ses obligations en matière de protection des valeurs environnementales et d'aligner au mieux son engagement et ses activités sur les objectifs de l'Accord de Paris. La politique énergétique de la TDB, approuvée en 2021, vise à accompagner nos Etats membres dans la transition vers une économie décarbonée.

RESPONSABILITE SOCIALE D'ENTREPRISE

La vision de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) de la TDB repose sur la promotion du bien-être social et économique de ses parties prenantes dans ses domaines d'activité, grâce à une série d'interventions qui améliorent le développement économique et la prospérité dans la région qu'elle dessert.

Dans le cadre de ses initiatives de RSE, la TDB a lancé son Programme de riposte d'urgence à la COVID-19 (CERP) à la suite de la pandémie de 2020, dont l'objectif est de renforcer le niveau de préparation de ses Etats membres et des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) afin de combattre et prévenir la propagation de la pandémie, et d'atténuer ainsi ses effets socio-économiques négatifs les plus imminents.

Plus concrètement, en collaboration avec des partenaires stratégiques, le CERP a financé l'achat de matériels sanitaires et d'assainissement d'urgence dans le but de prévenir la propagation du virus, limiter les pertes en vie humaines, et, au bout du compte, réduire la pression sur les systèmes de santé de la région. Il s'agit notamment d'équipements médicaux tels que les kits de test, les moniteurs de surveillance et les équipements de protection individuelle (EPI), tels que les masques, les lunettes et les combinaisons de protection contre les risques biologiques. A travers le CERP, la TDB a également financé la construction d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) pour fournir de l'eau aux communautés mal desservies. Il a en outre accordé une subvention au CDC Afrique.

Afin de faire face aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement provoquées par la pandémie et dans la mesure de son possible, la TDB a veillé à ce que le matériel acheté dans le cadre du CERP soit fourni par des entreprises de ses Etats membres, pour soutenir le secteur privé, notamment les PME, et protéger les emplois locaux. Ces efforts ont contribué à renforcer la résilience des filières de l'approvisionnement et la fabrication dans les Etats membres de la TDB.

À la fin de l'année 2021, la plupart des Etats membres de la TDB avaient reçu un appui dans le cadre du CERP.

By the end of 2021, most of TDB's Member States had received CERP support.



04

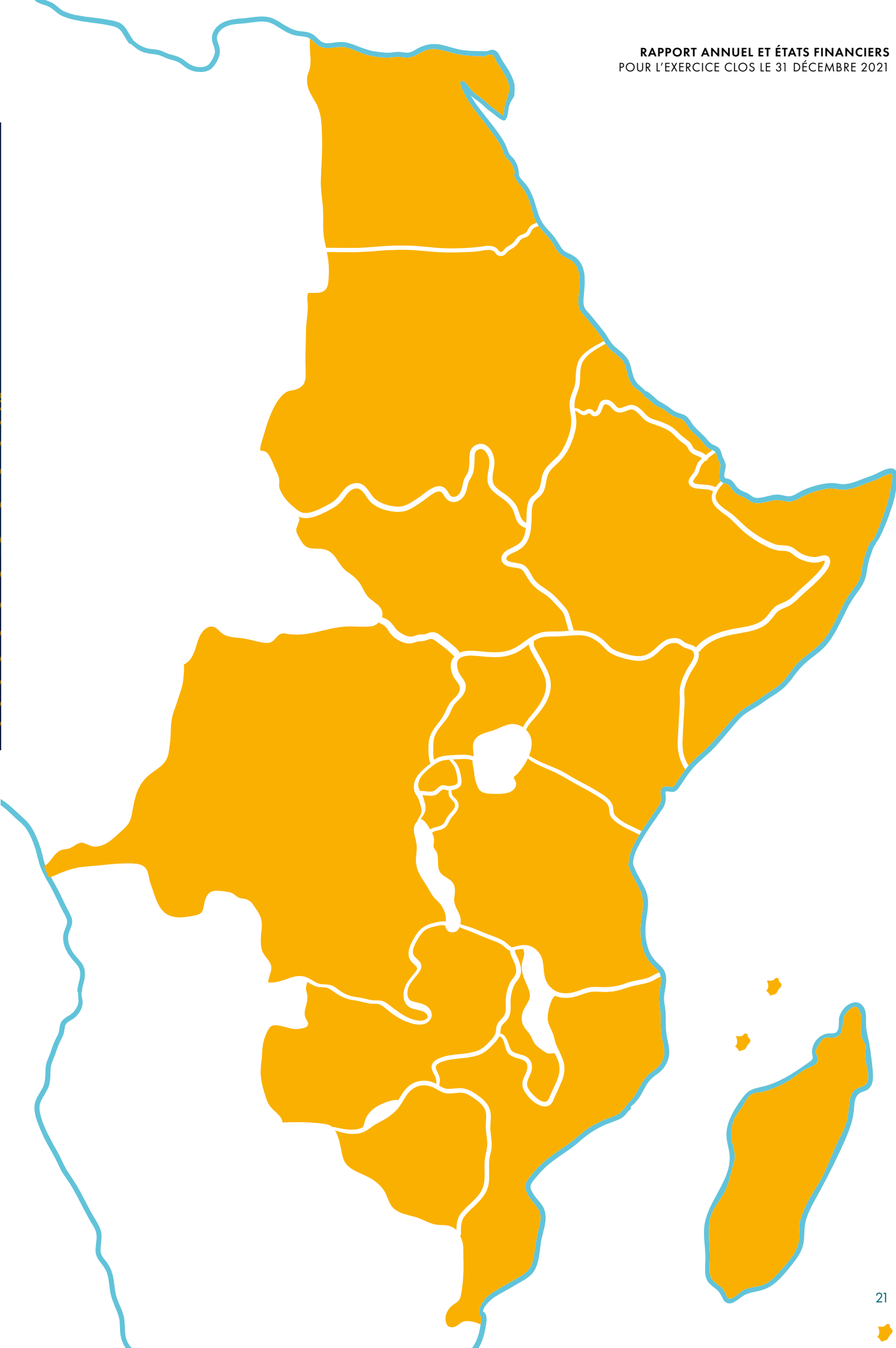
Photo credits: Adobe Stock

PARTENARIATS

En 2021, le Groupe de la TDB a tiré parti de ses nouveaux partenariats et de ses partenariats existants pour développer ses activités et promouvoir un leadership éclairé en tant que banque stratégique.

En tant que membre et partenaire de réseaux et institutions influents tels que l'International Development Finance Club (IDFC), le Corporate Council for Africa (CCA), le Réseau Mondial des Banques d'Import-Export et des Institutions Financières de Développement (G-NEXID), l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD), le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), l'Atlantic Council, l'International Trade and Forfeiting Association (ITFA) entre autres, le Groupe de la TDB est désormais un acteur respecté dont la voix compte sur les thématiques relatives au financement du développement durable en Afrique et au-delà. À travers ces réseaux, le Groupe de la TDB a participé à des forums internationaux d'envergure tels que le Sommet « Finance en commun » et la COP26 en 2021.

En outre, à travers des protocoles d'accord stratégiques signés avec diverses institutions, le Groupe de la TDB est en mesure d'offrir de nouvelles opportunités sous forme de capitaux propres, de financement par emprunt, de cofinancement, d'assurance-crédit à l'exportation et d'assistance technique entre autres. La TDB a ainsi signé au cours de cette année des protocoles d'accord avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), la Trademark East Africa (TMEA), le Fonds souverain de Djibouti SA (FSD), Bpifrance, la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), la Nippon Export and Investment Insurance (NEXI) et la Nordic Investment Bank (NIB).





05

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL

Crédit photo : adobe Stock

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Au cours de l'année écoulée, la pandémie de COVID-19 a continué d'affecter des pays du monde entier. Selon les estimations d'un rapport de la Banque mondiale², la croissance mondiale a atteint 5,5 % en 2021 – son niveau post-récession le plus élevé en 80 ans, un assouplissement des mesures de confinement liées à la pandémie dans de nombreux pays ayant contribué à stimuler la demande. Malgré cette augmentation annuelle prometteuse, ainsi que des signes de reprise et d'émergence, la croissance a été limitée par des épisodes de COVID-19, la baisse des appuis budgétaires, les pressions inflationnistes et des difficultés persistantes et généralisées en matière d'approvisionnement. La croissance a été inégale, les économies émergentes et en développement enregistrant des reprises nettement plus faibles et plus fragiles que celles des économies avancées, en raison de progrès plus lents en matière de vaccination, d'une réponse politique plus limitée et des stigmates de la pandémie.

La reprise économique mondiale se poursuit. Malgré une augmentation constante quoique inégale des taux de vaccination, les cas de COVID-19 à l'échelle mondiale ont de nouveau fortement augmenté vers la fin de 2021, avec l'apparition du variant Omicron, hautement transmissible. L'activité mondiale a continué de se redresser et le commerce des biens a atteint de nouveaux sommets malgré des difficultés persistantes d'approvisionnement. Au niveau national et international, des réformes structurelles et des politiques budgétaires et monétaires efficaces demeurent cruciales pour la relance des activités économiques et la création d'opportunités en faveur d'une reprise économique mondiale solide, inclusive et durable.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne continuera de croître de façon modérée, avec des estimations pour 2021 établissant une croissance de 3,5 %, ce qui reste inférieur au taux de croissance moyen à long terme de la région. Cette performance résulte de la disponibilité des vaccins, de l'amélioration du commerce mondial et de la hausse sensible des prix des matières premières. L'absence de diversification économique demeure une préoccupation majeure car de nombreux pays de la région dépendent des matières premières³ (par exemple, le cuivre de la Zambie, l'or du Ghana, le pétrole du Nigeria). Bien que la production de pétrole reste inférieure aux niveaux d'avant la crise, le secteur pétrolier et gazier devrait jouer un rôle important dans la croissance du PIB étant donné la fragilité politique à l'échelle mondiale et le conflit russo-ukrainien. En outre, avec la réouverture partielle des frontières dans le monde entier, on prévoit que pour les économies tributaires du tourisme, 2022

sera une année plus prometteuse sur le plan économique et cela concerne quelques-uns des États membres de la TDB (le Kenya, la Tanzanie, Maurice, les Seychelles, Madagascar).

Selon la Banque mondiale, les projections globales de croissance pour l'Afrique subsaharienne s'établissent à 3,6 % en 2022. Ces projections, même si elles sont encourageantes, restent encore bien inférieures à la moyenne des années 2000 à 2019, en raison des effets persistants de la pandémie et du faible taux de vaccination. Ces facteurs devraient davantage entraver le plein développement du potentiel de la région. En outre, les taux de croissance en Afrique subsaharienne font face à un risque lié à l'instabilité actuelle dans diverses régions du continent et aux incertitudes politiques. La guerre civile en Éthiopie (qui a été l'une des économies à la croissance la plus rapide du continent au cours de la dernière décennie), l'impasse politique au Soudan, au Mali, au Burkina Faso et en République centrafricaine, entre autres, constituent autant de raisons de ces faibles projections. Deuxièmement, la tendance haussière des prix des denrées alimentaires continuera d'amplifier l'impact sur la croissance économique en raison des perturbations liées à l'approvisionnement et des événements météorologiques extrêmes. Ces facteurs ont débouché sur une croissance modérée et affecté les aspects de la reprise post-COVID en Afrique subsaharienne. Cependant, selon les prévisions, le commerce intra-africain devrait croître de 2,3 %, en partie à cause de l'opérationnalisation de la zone de libre-échange continentale africaine, ce qui stimulera le commerce régional et le financement du commerce dans la région.

2 Banque mondiale. Perspectives économiques mondiale – janvier 2022

3 Banque mondiale. Perspectives économiques mondiale – janvier 2022

ZONES DE COUVERTURE DE LA TDB

Les pays des zones couvertes par la TDB ont affiché des niveaux de croissance variables en 2021, principalement en raison de l'impact continu de la pandémie de COVID-19, en plus des facteurs spécifiques aux pays.



ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE DU NORD

La région continue de subir les effets de l'instabilité politique (Éthiopie, Soudan, Libye) en plus de la pandémie et d'une baisse importante du nombre de touristes, ainsi que la chute des prix du pétrole pour une grande partie de l'année 2021. À ce titre, la Banque africaine de développement a indiqué que la croissance chuterait de -1,1 % en 2020-2021. L'Éthiopie, par exemple, continue d'avoir un faible niveau d'actifs étrangers dans les banques commerciales, ce qui aggrave davantage la pénurie de devises comme c'est le cas au Soudan et en Égypte. En outre, la région a connu une hausse de l'inflation de près de 15 % en 2021, malgré une forte activité économique axée sur les exportations et les produits de base dans la région. Les perspectives pour 2022 annoncent que la région connaîtra une amélioration globale du ratio des prêts non performants, indiquant une stabilité monétaire et budgétaire malgré les difficultés. À titre d'exemple, l'Égypte a abaissé son seuil de prêts non performants à 3,5 % contre 10,5 % il y a une décennie. Cette initiative permet aux banques centrales de mettre en œuvre des mesures d'urgence ou d'avoir une bonne marge de manœuvre pour se concentrer sur des secteurs viables et importants dans la région (tourisme, énergie et services). Le Soudan devrait enregistrer une réduction des déficits budgétaires tout au long de 2022, passant d'environ 6 % à 3,2 % du PIB, compte tenu de l'augmentation de l'aide et du recouvrement des recettes de transit pétrolier du Soudan du Sud voisin. Par conséquent, la région continuera d'enregistrer une croissance de l'agriculture favorisée par les investissements étrangers des pays du Golfe et à mesure que la demande des produits alimentaires augmentera dans le monde en 2022.



ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE DE L'EST

L'année 2021 a été marquée par une faible reprise sur la base des récentes statistiques de croissance de la région, avec une croissance moyenne de 1,05 %. Cependant, grâce à l'atténuation des effets de la pandémie, le PIB a rebondi à 5,3 % en 2021, principalement tiré par le Rwanda et le Kenya. Cette performance résultait principalement d'une hausse des prix des produits de base et de la production agricole dans toute la région. L'Ouganda, le Rwanda et le Kenya avaient prévu un renforcement du secteur du tourisme qui génère environ 33 % de l'activité de change dans leurs économies, assurant ainsi la croissance de l'activité économique dans l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie.

La performance de la Tanzanie, tout comme celle du Kenya, devrait connaître une croissance dans le secteur agricole, tirée par les cultures de rente destinées à l'exportation. Toutefois, le pays reste conscient des risques liés aux conditions météorologiques et à la sécheresse. La tendance de 2021 devrait se poursuivre dans l'ensemble de la région, à savoir une embellie notée dans le secteur des services en raison de la croissance des échanges régionaux, des transports et des télécommunications. Il convient également de noter que la région continuera d'enregistrer une croissance des industries minières et la poursuite de mégaprojets tels que le chemin de fer reliant la Tanzanie et le Rwanda et le projet hydroélectrique de Rufiji. Cependant, la situation de la région reste précaire, avec la prédominance d'un seul secteur ou une forte dépendance aux biens, ce qui la rend vulnérable aux chocs de prix et de demande. Cette situation est également exacerbée par de lourds déficits budgétaires et une faible assiette fiscale (même si elle est plus importante que dans d'autres régions du continent). En outre, les pays-membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est devraient poursuivre la mise en œuvre des mesures budgétaires expansionnistes dans les années à venir, avec la reprise post-pandémie.



ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE FRANCO-LUSOPHONE ⁴

Le taux de croissance du PIB de la zone Afrique franco-lusophone en 2021 s'est établi à 2,9 %. La région est dominée par les nations insulaires tributaires du tourisme qui ont pris les mesures les plus strictes en réponse à la pandémie de COVID, notamment en imposant un confinement et une fermeture totale ou partielle de leurs frontières. Après une récession provoquée par la pandémie en 2020, Maurice a connu une croissance de 5 % en 2021 contre -14,9 % en 2020. La croissance est tirée par une forte demande intérieure, le redressement de la demande extérieure pour les exportations agricoles et manufacturières de Maurice (principalement le sucre et le textile) et la reprise du tourisme. Les Seychelles ont atteint une croissance de 6,9 % en 2021 grâce à un taux de vaccination élevé ainsi qu'à la reprise du tourisme qui constitue le secteur dominant de l'économie. La croissance a également été soutenue par la filière des produits de la mer (en particulier le thon en conserve) et l'intérêt croissant des investisseurs pour les projets dans l'économie bleue.

Au Mozambique, principalement tiré par de précédents investissements dans le secteur gazier et une augmentation de la production de charbon et d'aluminium, des conditions météorologiques favorables ont stimulé le secteur agricole. En outre, les mesures d'assouplissement des restrictions liées au coronavirus (le programme de vaccination se poursuit) ont porté la croissance dans le secteur des services. Après s'être contractée d'environ 6,1 % en 2020, l'économie de Madagascar a rebondi en 2021 et enregistré une croissance du PIB réel de 2,9 %. Cette croissance a été portée par une forte reprise de l'économie mondiale et la demande pour les exportations des produits agricoles, manufacturiers (notamment le textile) et miniers de Madagascar. Malgré la relance de l'activité économique en 2021, la croissance a été freinée par un accès limité aux vaccins anti-COVID-19. L'impact de la pandémie sur l'économie du Burundi a conduit à une récession générale avec une croissance négative du PIB réel de 1 % en 2020. La croissance du PIB réel de 1,6 % en 2021 a été portée par des exportations soutenues, notamment de café Arabica, de thé, d'or, des éléments de terres

rare, et de nickel. La croissance du PIB réel de l'île des Comores s'est redressée, passant d'un taux négatif estimé à 0,5 % en 2020 à 1,6 % en 2021, reflétant l'impact de la pandémie sur le commerce, le tourisme et la demande intérieure, et grâce au Plan Comores Émergent 2030 (PCE), qui a soutenu le commerce, l'agriculture et les investissements (public et privé).



ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE AUSTRALE⁵

Le taux de croissance moyen du PIB de la région Afrique australe en 2021 était estimé à 2,45 %. En 2021, la croissance de la Zambie a continué d'être tirée par les secteurs minier et touristique, en plus des améliorations dans la formulation des politiques et les relations avec les investisseurs. Ce qui a permis au secteur privé de compenser les réductions des dépenses publiques consacrées aux infrastructures après l'élection d'un gouvernement plus favorable aux entreprises en 2021. La croissance du PIB s'est établie à 1 % en 2021 contre 3 % en 2020. Le pays a eu un accès limité aux lignes de crédit extérieures en raison de sa dette extérieure et de l'échec de la mise en œuvre du programme de relance économique. Au Zimbabwe, après une récession de deux ans en 2019 et 2020 en raison de défis structurels déjà existants et de la pandémie de COVID-19, l'économie du pays est sur la voie de la reprise, même si l'instabilité monétaire et les pénuries de devises persistent. L'agriculture et l'exploitation minière ont été les principaux moteurs de la croissance en 2021, grâce à une envolée de la production de maïs lors de la campagne agricole 2020/21 et la mise en œuvre de plusieurs projets dans le secteur minier. La croissance du PIB s'est établie à 5,1 % contre -4,1 % en 2020.

La reprise post-pandémie du Malawi s'est accélérée en 2021, dominée par les secteurs des services et de l'agriculture, qui permettront d'importants gains de productivité. Le PIB est passé de 0,9 % en 2020 à 2,2 % en 2021. Le Malawi a pu maintenir une croissance réelle positive et éviter une contraction du PIB réel en 2020, principalement grâce à l'absence de restrictions économiques nationales ou d'un confinement à l'échelle nationale (contrairement aux tendances mondiales et régionales). Les perspectives de croissance de l'Éswatini pour 2021 sont positives dans tous les

4 Compilé par la TDB - Adapté les Rapports économiques des pays 2021

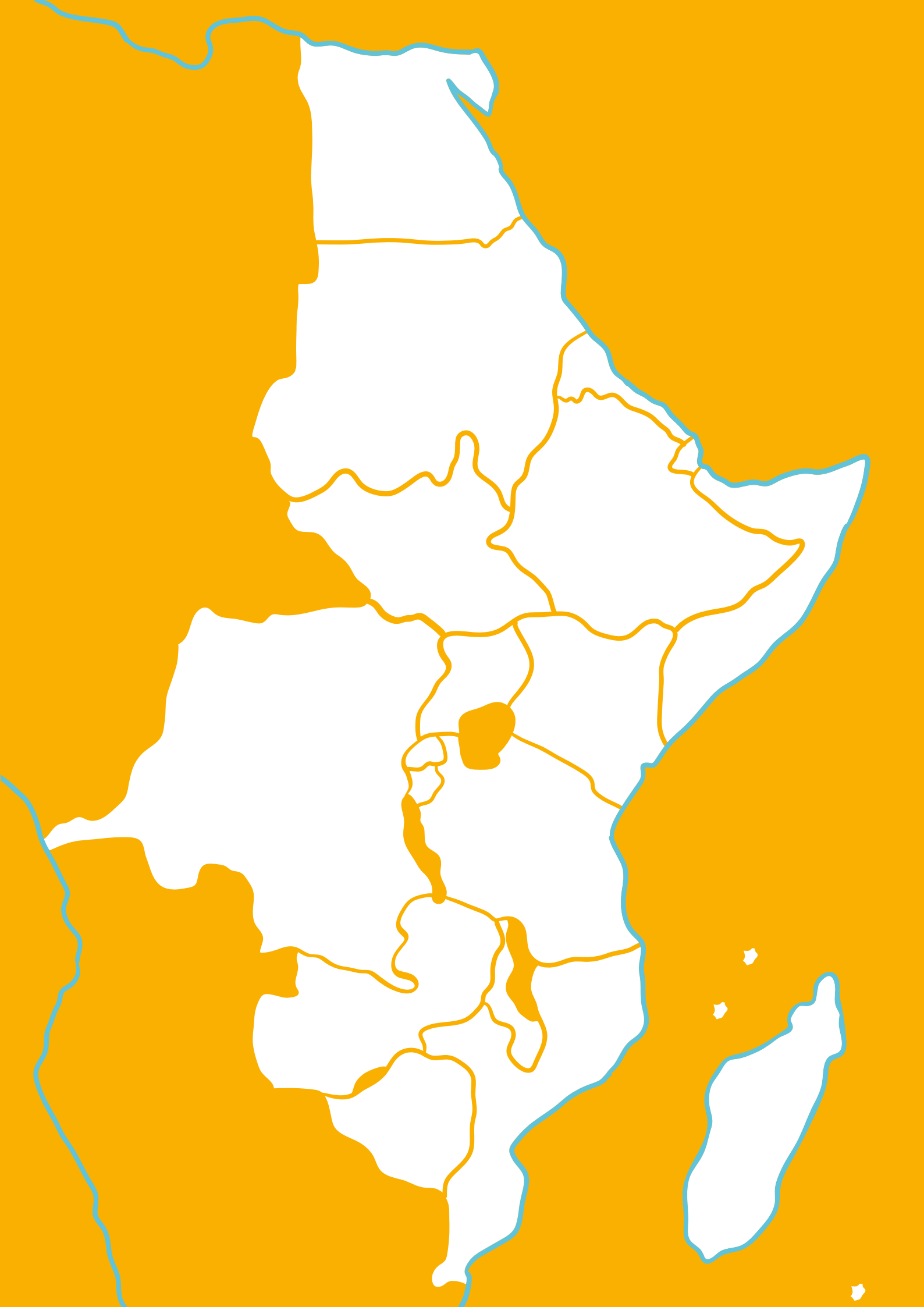
5 Compilé par la TDB - Adapté les Rapports économiques des pays 2021



secteurs et reposent en grande partie sur une reprise de l'activité économique intérieure, en particulier dans les secteurs de l'industrie et des services. La croissance de l'Eswatini a atteint 1,5 % en 2021, contre une croissance négative de -2,4 % en 2020. Cette croissance a été particulièrement soutenue par une demande extérieure plus forte (due à l'accélération de la croissance en Afrique du Sud) et consolidée par le secteur manufacturier et l'activité de construction qui restent robustes. En outre, de faibles perturbations de la chaîne d'approvisionnement et une reprise des projets d'infrastructure au niveau national (principalement des routes et de l'électricité), soutenues par une augmentation des dépenses publiques, ont renforcé la croissance du pays.

RDC ET AUTRES POTENTIELS PAYS DE LA ZONE AFRIQUE

La RDC, dont l'économie dépend fortement de l'exploitation minière, a connu une croissance modeste de 4,9 % en 2021, principalement soutenue par le lancement de la mine de cuivre de Kamo-Kakula au milieu de l'année; son expansion progressive en cours attire les investissements. En plus de la lenteur des progrès en matière de vaccination contre le coronavirus; les secteurs non miniers tels que l'industrie manufacturière, les infrastructures et les services n'ont que modestement contribué à la croissance économique de la RDC. En d'autres termes, celle-ci est restée inférieure à son potentiel.





06

PERFORMANCE FINANCIERE

Crédit photo : Adobe Stock

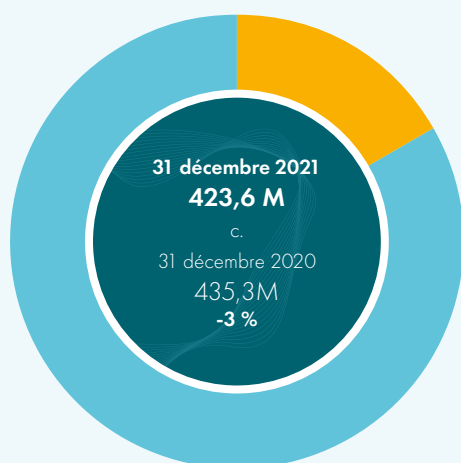
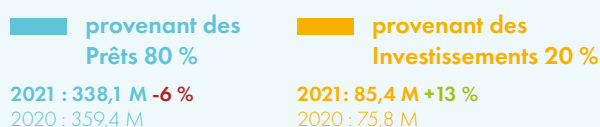
PRODUITS

En 2021, les produits d'intérêt bruts du Groupe ont chuté de 3 %, se chiffrant à 423,57 millions USD contre 435,28 millions USD en 2020. Une baisse qui résulte de la contraction des soldes principaux des prêts pour le financement des projets et les infrastructures (PIF) de l'ordre de 9 %, en raison de l'amortissement contractuel et du règlement anticipé des prêts des grands clients. En plus de la réduction des soldes principaux des prêts, le taux débiteur effectif

brut moyen de 6,90 % en 2021 était inférieur à celui de l'année précédente (7,67 %). Le financement du commerce extérieur a contribué pour 44 % du produit d'intérêt. Toutefois, on a enregistré une variation favorable de 13 % des revenus provenant des placements de dépôts à terme et des bons du Trésor, principalement due à une hausse des placements.

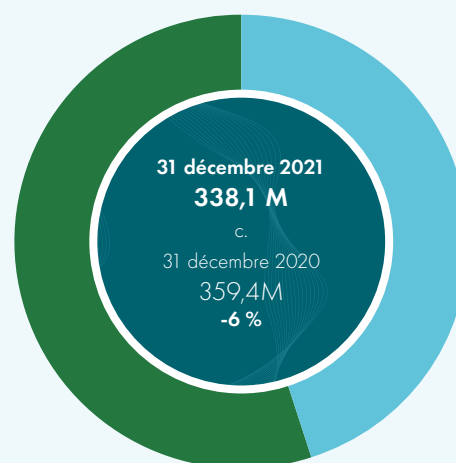
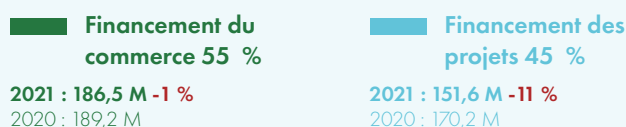
PRODUITS BRUTS D'INTÉRÊT

EN MILLIONS DE \$



PRODUITS BRUTS PREVENANT DES PRÊTS

EN MILLIONS DE \$



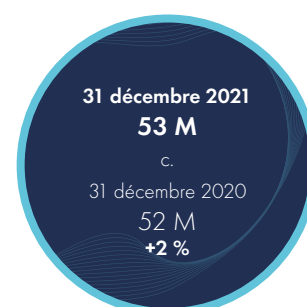
Les charges d'intérêts et autres coûts d'emprunt ont diminué de 8 %, passant de 205,73 millions USD en 2020 à 188,56 millions USD en 2021, principalement en raison d'une baisse de 13 % des charges d'intérêts totales qui sont passées de 194,15 millions USD en 2020 à 169,67 millions USD en 2021. La baisse du total les charges d'intérêts résultait de la diminution du coût moyen des fonds, reflétant une réduction du LIBOR et le faible coût d'emprunt sur les

nouvelles facilités. Les autres coûts d'emprunt ont connu une hausse considérable, passant de 11,58 millions USD en 2020 à 18,89 millions USD, reflétant les frais de facilité, de gestion et d'engagement ainsi que les coûts connexes sur les facilités levées pour soutenir la croissance des actifs de prêt.

Par conséquent, les produits d'intérêts nets ont augmenté de 2 %, pour se situer à 235,01 millions USD contre 229,56 millions USD en 2020.

PRODUITS NETS D'HONORAIRES ET COMMISSIONS

Les produits nets d'honoraires et commissions ont connu une hausse de 2 %, se situant à 52,95 millions USD en 2021 contre 51,77 millions USD en 2020. Cette hausse est attribuable à la croissance des frais de financement du commerce (TF), qui sont passés à 37,03 millions USD en 2021 contre 35,12 millions USD en 2020. Les frais sur le financement des projets et infrastructures ont connu une baisse de 4 %, passant de 16,65 millions USD en 2020 à 15,92 millions USD, reflétant les difficultés et les retards dans la conclusion des transactions en raison de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de la Banque.



Les coûts d'atténuation des risques (coûts de réduction des risques et d'assurance) pour l'exercice 2021 se sont élevés à 40,64 millions USD contre 36,09 millions USD en 2020, soit une augmentation de 13 %. Une performance due à la hausse du montant du capital exigible assuré et un recours accru aux Accords-cadres de participation aux risques (MRPA) pour gérer le risque d'exposition à un seul débiteur de la Banque, faisant suite à l'augmentation des

volumes de financement du commerce. Les coûts de risques de vente à la baisse représentent les honoraires versés aux acquéreurs d'actifs de crédit distribués dans le contexte des activités de négociation de prêts secondaires et de distribution d'actifs par le Groupe, afin de gérer les limites prudentielles par débiteurs, par secteurs et par régions.

COÛTS D'ATTÉNUATION DU RISQUE

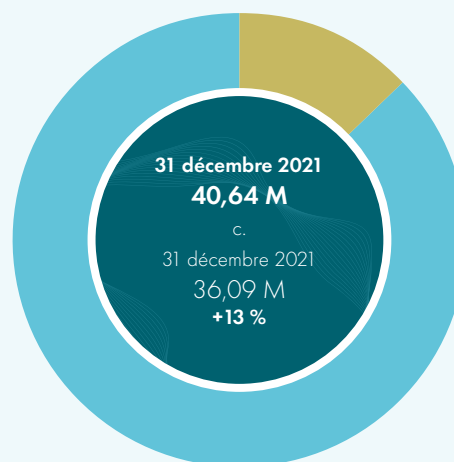
EN MILLIONS DE \$

Coûts de garantie 87 %

2021 : 35,24 M +2 %
2020 : 34,51 M

Coûts du risque de vente à la baisse 13 %

2021 : 5,40 M +244 %
2020 : 1,57 M



La vente à la baisse permet au Groupe de réserver de nouveaux actifs et de générer des revenus supplémentaires. L'assurance permet au Groupe d'obtenir un allègement du capital, tout en servant de facteur d'atténuation des risques liés à la convertibilité du crédit et des devises et des risques d'externalisation. Depuis 2016, le Groupe assure 60 % de son capital exigible, contribuant ainsi à sa valorisation et à l'amélioration effective du crédit et de la notation

moyenne de ses principaux actionnaires. Cette mesure a été levée au cours de l'année en réponse à la croissance du capital exigible. Les mesures d'atténuation des risques sont considérées comme partie intégrante des initiatives positives globales du Groupe en matière de crédit ; elles contribuent à l'atteinte et la conservation de la notation de qualité supérieure du Groupe.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat d'exploitation a diminué de 7 %, se situant à 247,86 millions USD en 2021 contre 266,25 millions USD en 2020. Cette baisse découle principalement de la croissance des produits d'intérêts en 2021, tel qu'indiqué ci-dessus.



Le tableau ci-dessous illustre les produits d'intérêts bruts et les commissions du Groupe sur une période de 10 ans.

Tendance en matière de revenu (2012-2021).

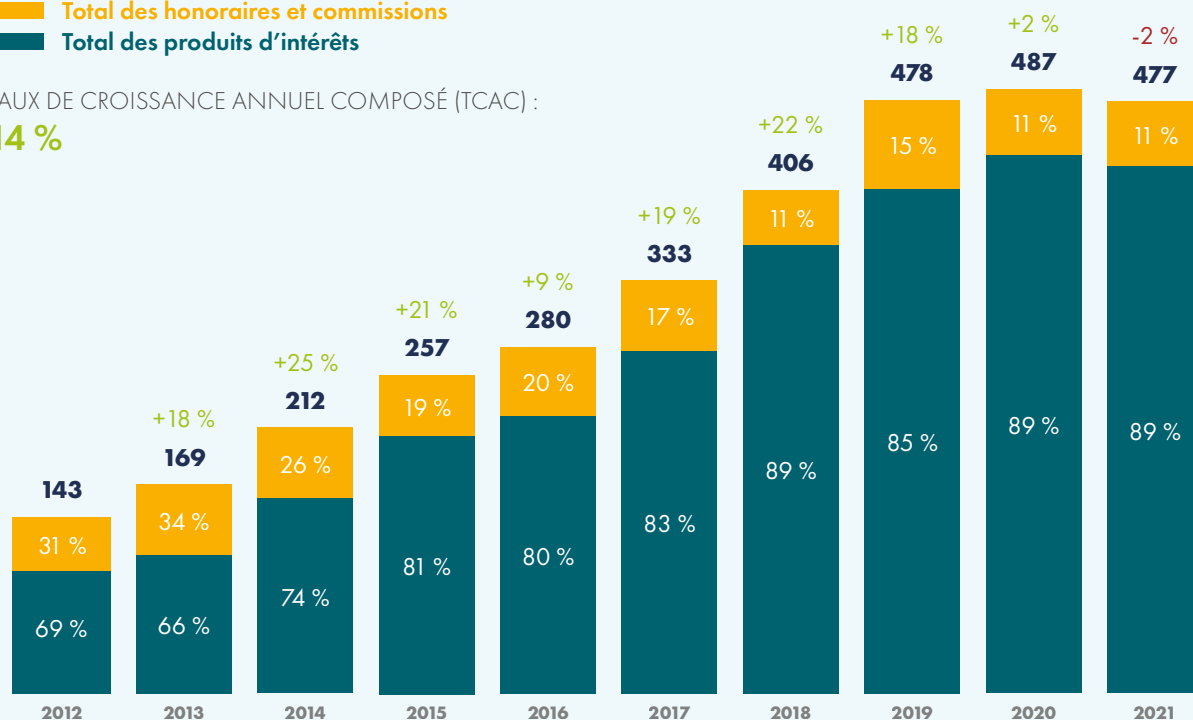
ÉVOLUTION HISTORIQUE DU MONTANT TOTAL DES RECETTES

EN MILLIONS \$

■ Total des honoraires et commissions
■ Total des produits d'intérêts

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL COMPOSÉ (TCAC) :

14 %



DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement sont restées quasiment stables, soit 44,49 millions USD en 2021, contre 44,46 millions USD en 2020. Alors que la plupart des coûts ont diminué en raison de la baisse d'activités du Groupe due à l'impact de la COVID-19, les honoraires des consultants, soit 2,28 millions USD, étaient de 23 % supérieurs à ceux de l'année précédente. Cette hausse découle principalement de l'augmentation des honoraires des consultants juridiques liée à une forte activité en ce qui concerne les facilités d'emprunt, car les opérations de prêt de la Banque enregistrent déjà une légère reprise par rapport à l'année précédente. Les autres dépenses de fonctionnement ont augmenté de 1,54 million USD par rapport à l'année précédente en raison de la hausse des coûts de communication, car la majorité du personnel travaillait à domicile pendant la pandémie et a dû recevoir des mesures d'accompagnement, en plus des licences pour les nouveaux systèmes informatiques.

DEPRECIATIONS

Les frais de dépréciations sur les prêts pour le PIF et le TF ont chuté de 47 %, passant de 60,60 millions USD en 2020 à 31,97 millions USD en 2021. En 2020, la Banque a considérablement augmenté ses provisions pour dépréciation en raison de l'impact de la COVID-19 qui affecte tous ses services opérationnels et la plupart des clients. La baisse des frais de dépréciation en 2021 reflète bien la pertinence des provisions pour dépréciation des périodes précédentes, les frais de l'année en cours reflétant une augmentation des soldes des principaux prêts de la Banque. Les provisions pour dépréciation sont basées sur une révision complète du portefeuille réalisée par le Groupe en utilisant le modèle de « perte de crédit attendue (ECL) » pour calculer ces provisions conformément à la Norme internationale d'information financière 9 (IFRS 9).

RENTABILITE

Pour l'année 2021, le Groupe a réalisé un bénéfice net de 173,94 millions USD, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport aux 157,62 millions USD de 2020. Ce chiffre est de 4 % supérieur à l'enveloppe de base annuelle de 167,08 millions USD,

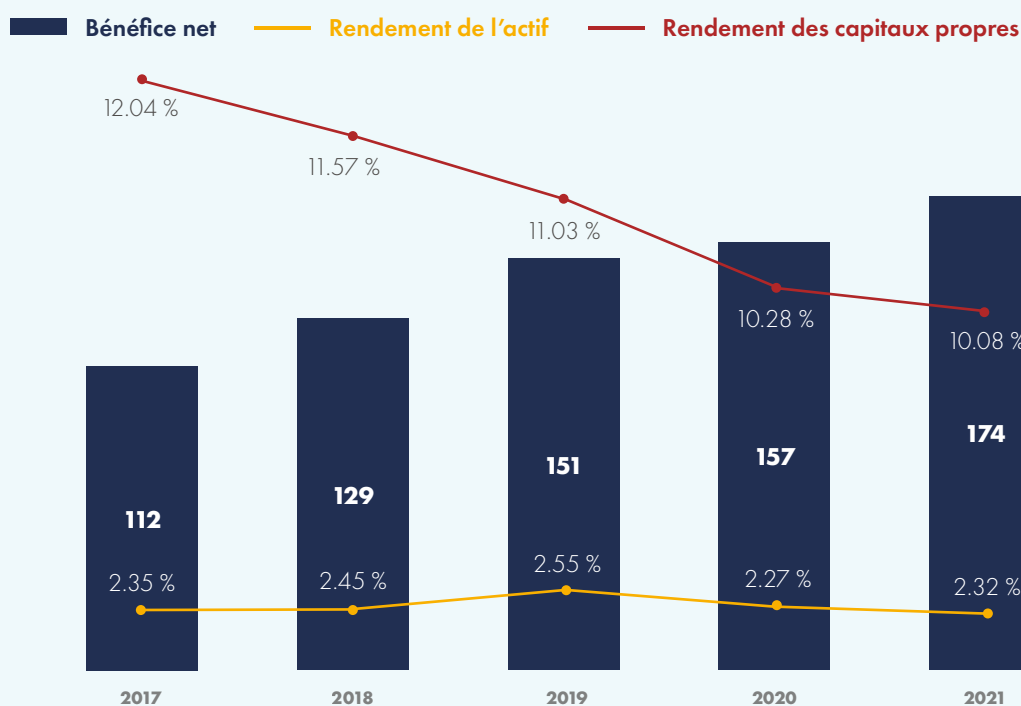
signe de la résilience de la Banque face à l'adversité. La croissance de la rentabilité de 10 % est principalement attribuable à une baisse des charges de dépréciation. Le ROE a légèrement diminué, passant de 10,28 % en 2020 à 10,08 % en 2021, tandis que le ROA s'est accru de 2,27 % en 2020 à 2,32 % en 2021 en raison de la baisse des frais de dépréciation. La légère baisse du ROE du Groupe au cours des dernières années s'explique par une combinaison de facteurs : a) des investissements relatifs aux capacités dans le Groupe à travers le recrutement de nouveaux personnels ; et b) des investissements stratégiques dans l'atténuation des risques par l'assurance partielle du portefeuille de prêts, le rehaussement de

crédit du capital exigible du Groupe, et le partage et la réduction des risques. Les investissements du Groupe dans l'atténuation des risques participent d'un effort concerté de renforcement du profil de risque et des notations de crédit du Groupe. En conséquence, ces dernières ont été rehaussées au cours des années précédentes malgré l'environnement opérationnel difficile créé par la COVID-19. Conformément à ce qui précède, en 2021, le Groupe a dépensé 40,64 millions USD en atténuation des risques.

Le graphique ci-dessous illustre la rentabilité et les ratios de rentabilité du Groupe entre 2017 et 2021.

RENTABILITÉ

EN MILLIONS \$, RATIOS EN %



ACTIFS

Le Groupe de la TDB a augmenté son actif total de 10 % par rapport à 2020 pour atteindre 7,94 milliards USD en 2021.

Au titre de la croissance de l'actif de 694,74 millions USD en 2021, 494,41 millions USD résultent de prêts pour le financement du commerce, dont le solde net a augmenté pour atteindre 3,58 milliards USD, soit une hausse de 16 % par rapport à 3,08 milliards USD en 2020, due à de nouveaux décaissements déduits des remboursements effectués au courant de l'exercice. Les prêts bruts pour le financement du commerce ont légèrement augmenté de 16 %, passant de 3,18 milliards USD en 2020 à 3,68 milliards USD.

Les prêts nets pour le financement de projets ont chuté de 8 %, passant à 2,05 milliards USD, contre 2,22 milliards USD en 2020, en raison de la baisse de nouveaux décaissements déduits des remboursements. Le portefeuille de prêts nets du Groupe⁶ a augmenté de 6 % en glissement annuel, passant à 5,63 milliards USD.

⁶ Le portefeuille de prêts du Groupe renvoie uniquement aux expositions au bilan. Les prêts bruts sont déduits des provisions pour dépréciation afin d'obtenir les prêts-nets.

RÊTS NETS



PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE



PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS



Les liquidités et les soldes bancaires ont augmenté de 28 %, passant de 1,54 milliard USD en 2020 à 1,97 milliard USD, en raison de fonds levés pour financer les décaissements des prêts et pour maintenir le volant de liquidités de la Banque. Les autres créances ont diminué de 69 % en 2021 pour s'établir à 42,38 millions USD, contre 136,89 millions USD en 2020, principalement en raison d'une baisse des actifs vendus de l'ordre de 80,00 millions USD. Les instruments de couverture dérivés ont augmenté de 98,96 millions USD, passant d'un passif de 41,33 millions USD en 2020 à un actif de 57,63 millions USD, en raison des fluctuations des taux de change. Les investissements en capitaux propres, situés à 61,08 millions USD ont enregistré un gain net de juste valeur de

7,09 millions USD au cours de l'année. Les immobilisations, comprenant les immobilisations corporelles, les droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles, ont atteint 40,12 millions USD en 2021, contre 34,68 millions USD en 2020, principalement en raison de la construction en cours de l'immeuble de bureaux de Nairobi.

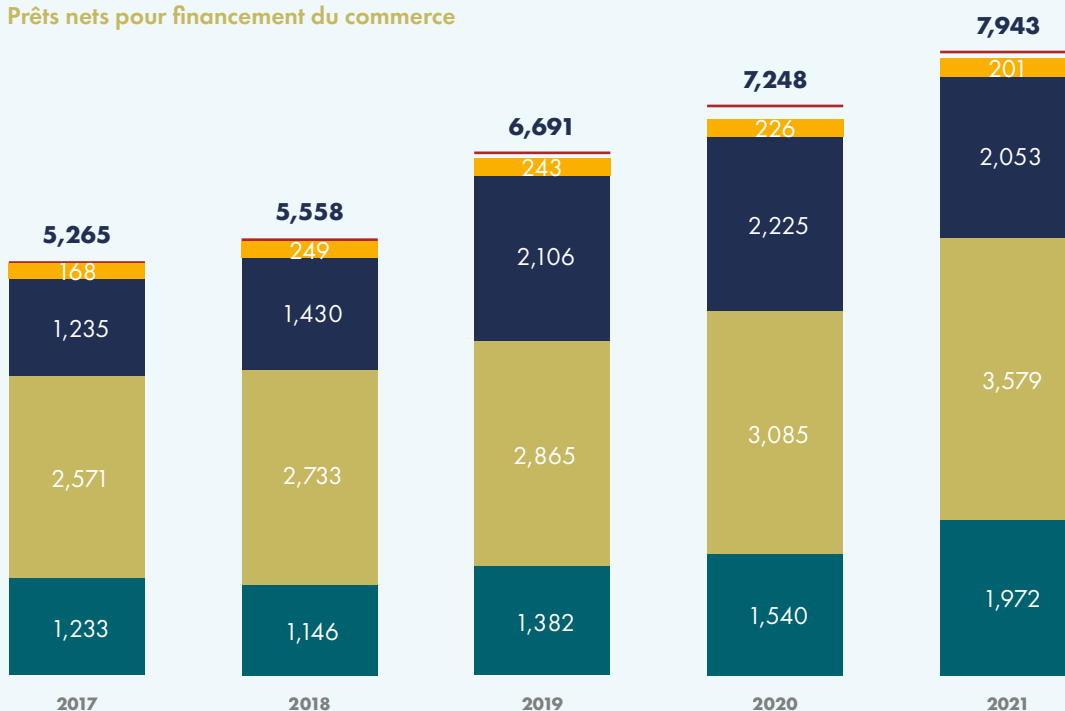
Le graphique ci-dessous présente la croissance des prêts pour les PIF et TF nets du Groupe, des liquidités (espèces et placements), des autres actifs et du total des actifs au cours des cinq dernières années.

Le total du passif du Groupe a augmenté de 9 % pour s'établir à 6,21 milliards USD contre 5,69 milliards USD en 2020.

COMPOSITION DE L'ACTIF

EN MILLIONS \$

Autres actifs
Prêts nets pour financement de projets
Prêts nets pour financement du commerce



PASSIFS

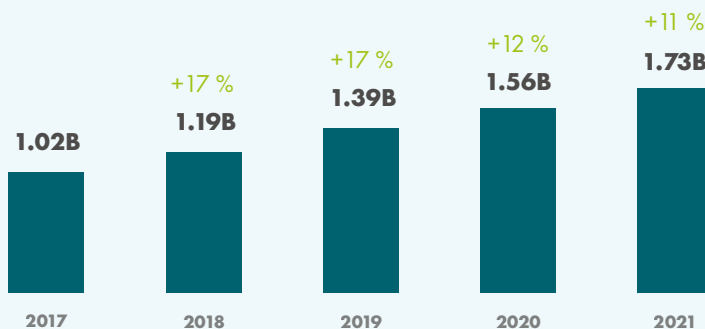
Les emprunts à court terme ont augmenté de 11 %, passant de 2,41 milliards USD en 2020 à 2,66 milliards USD en 2021, tandis que les emprunts à long terme ont augmenté de 322,57 millions USD, passant de 3,05 milliards USD en 2020 à 3,37 milliards USD, soit une hausse de 11 %. Ainsi, globalement, le Groupe a rallongé la durée de ses emprunts. Des emprunts ont été reçus de divers prêteurs et contreparties au cours de l'exercice, notamment grâce à des émissions d'euro-obligations, permettant ainsi de financer les activités du Groupe et de maintenir un volant de liquidités optimal, alors que les remboursements programmés ont été versés aux facilités à échéance.

Les dépôts dans le compte de recouvrement ont diminué de 28,30 millions USD, pour s'établir à 64,98 millions USD, principalement en

raison de la réduction des fonds dans certains comptes en monnaie locale. Les comptes de recouvrement représentent les espèces incluses dans les soldes de trésorerie du Groupe, déposés par les clients tournés vers le financement du commerce dans le cadre de la structure des facilités des paiements échus. Le risque de change sur de tels comptes est supporté par les clients. Les autres dettes, soit 96,22 millions USD, étaient composées des soldes des fonds de prévoyance, des revenus d'escompte des lettres de crédit différées, des créanciers et des charges locatives. Les charges à payer étaient de 12 % supérieures à l'année précédente, principalement en raison d'une augmentation du fonds de prévoyance du personnel reflétant les cotisations versées en 2020.

CAPITAUX PROPRES

EN MILLIONS \$



FONDS PROPRES

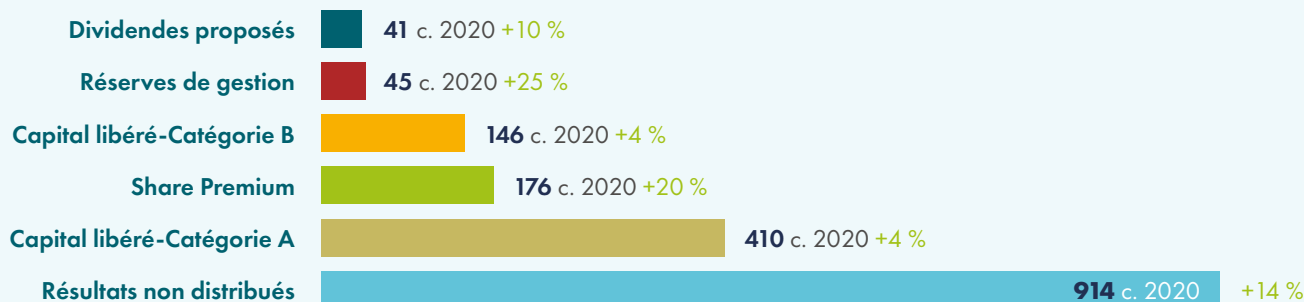


Les fonds propres du Groupe ont augmenté de 11 % pour atteindre 1,73 milliard USD contre 1,56 milliard USD en 2020. Sur l'augmentation de 174,42 millions USD des capitaux propres en 2020, 50,12 millions USD étaient sous forme de souscriptions

au capital, dont les primes d'émission, tandis que 173,94 millions USD provenaient du bénéfice de l'exercice, 8,93 millions USD de la plus-value sur investissements, déduction faite du paiement de 37,69 millions USD au titre de dividende en 2020 et du dividende

FONDS PROPRES

EN MILLIONS \$, AU 31 DÉCEMBRE 2021



spécial de 20,50 millions USD. Une distribution de dividendes de 41,40 millions USD est proposée pour 2021, soit un taux de distribution de 23,75 % du bénéfice net de 2021. Des sommes supplémentaires de 19,82 millions USD et 25,23 millions USD sont respectivement détenues dans les réserves de gestion et les réserves de juste valeur, créées en 2018. La réserve de juste valeur, en ce qui concerne les placements en actions, découle de l'adoption de l'IFRS

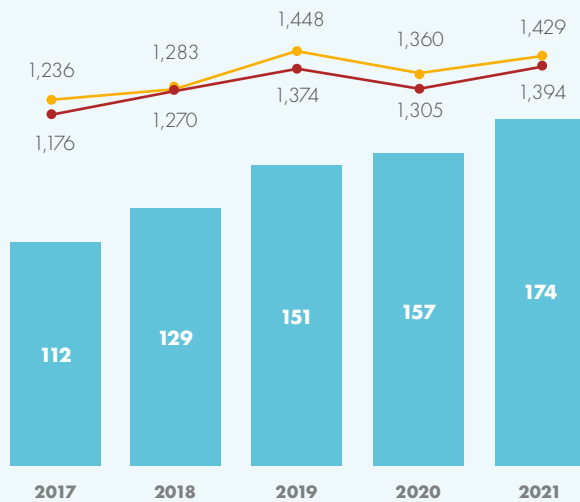
9 par le Groupe, tandis que la réserve de gestion a été créée sur approbation du Conseil d'Administration pour amortir les incidents entraînant des pertes importantes.

Les graphiques ci-dessous présentent la croissance des fonds propres du Groupe entre 2017 et 2021.

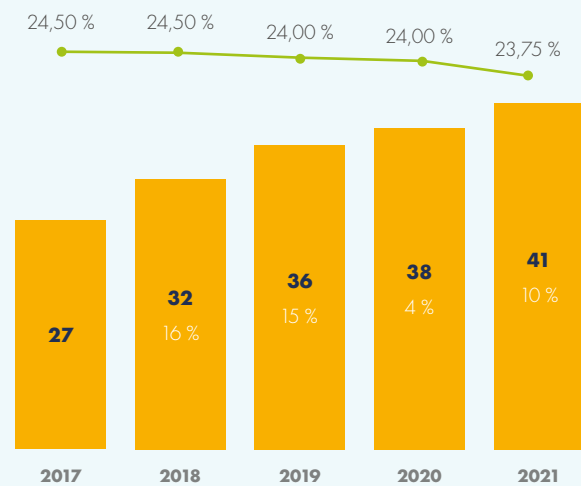
RENDEMENT POUR LES ACTIONNAIRES

(LE BÉNÉFICE NET ET LE DIVIDENDE PROPOSÉ SONT EXPRIMÉS EN MILLIONS \$,
LE BÉNÉFICE PAR ACTION ET LES RATIOS SONT EXPRIMÉS EN %)

— Bénéfice de base par action (EPS)
— Bénéfice dilué par action (EPS)
■ Bénéfice net



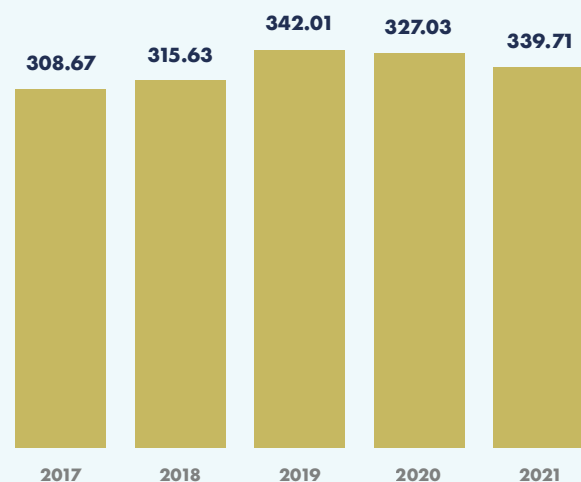
— Dividendes versés
■ Dividendes proposés



VALEUR DE L'ACTIF NET (VAN) DE CATÉGORIE B



DIVIDENDE PAR ACTION (DPA)

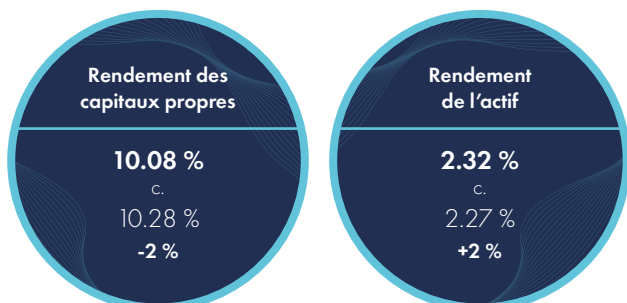


INDICATEURS DE LA SOLIDITE FINANCIERE

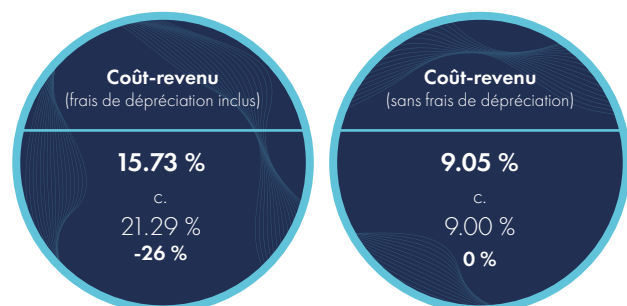
Le tableau ci-dessous présente les principaux ratios du Groupe pour l'exercice 2021 par rapport à 2020.

RATIOS FINANCIERS

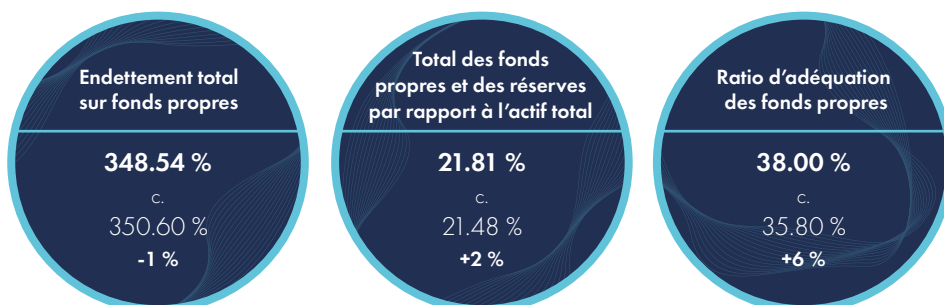
TAUX DE RENTABILITÉ



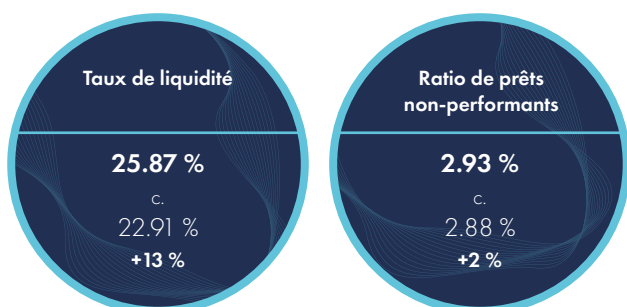
TAUX DE RENDEMENT



RATIOS DE LEVIER FINANCIER



QUALITÉ DE L'ACTIF



A photograph of a person, likely a woman, wearing a vibrant orange and blue patterned dress. She is holding a large, dark, rounded metal gourd with a handle. The background is a blurred rural landscape with green plants and a small tree under a cloudy sky.

07

OPÉRATIONS COMMERCIALES ET FILIALES

OPERATIONS DE PRETS

FINANCEMENT DU COMMERCE (TF)

Dans le cadre de ses activités de financement du commerce, la TDB propose des crédits à court et moyen terme pour financer le commerce intérieur ou transfrontalier, grâce à un ou plusieurs instruments. Ces financements sont destinés aux entités commerciales se livrant à des activités d'importation et d'exportation qui sont le moteur des économies et du développement social et économique dans les Etats membres de la Banque.

Conformément au Plan d'entreprise de la Banque, les activités de financement du commerce ont continué de se concentrer sur la diversification du portefeuille par pays, par secteur et par produits, à travers la consolidation de relations commerciales stratégiques avec des acteurs locaux et des fournisseurs mondiaux dans des secteurs clés tels que l'agriculture, les services financiers et l'énergie. En outre, le Groupe a poursuivi l'automatisation et la numérisation de ses processus et opérations en matière de financement du commerce, particulièrement en ce qui concerne la confirmation et l'escompte des lettres de crédit. Cette approche vise à s'adapter aux rapides évolutions technologiques à l'échelle mondiale et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement occasionnées par la pandémie de COVID-19 et qui ont affecté la croissance des volumes.

Dans l'ensemble, les volumes de financement du commerce ont enregistré une hausse de 36 % et, par ricochet, les actifs ont augmenté de 16 %. Cette performance résulte de l'augmentation de 36 % des décaissements en espèces et de 35 % des volumes de lettres de crédit. Toutefois, le total des produits est resté relativement stable en raison des défis liés à la COVID-19, qui ont entraîné une baisse des décaissements par rapport au budget ainsi qu'une baisse des taux de prêt moyens, grâce aux mesures d'assouplissement quantitatif dans le monde.

FINANCEMENT DES PROJETS ET DES INFRASTRUCTURES (PIF)

Dans le cadre du guichet de financement de projets et d'infrastructures (PIF), la TDB propose des financements à long terme dans divers secteurs à fort impact. L'activité de PIF de la Banque promeut l'innovation et le développement en finançant des projets catalytiques dans divers secteurs tels que l'énergie, la fabrication et les infrastructures.

Bien que la plupart des secteurs économiques des Etats membres aient eu du mal à se maintenir à flot en 2021 en raison d'une contraction de la demande de biens et de services, l'année a été marquée par une amélioration des volumes d'échanges par rapport à 2020. Cependant, la pandémie a eu des impacts immédiats sur les activités de la Banque à l'instar des retards de décaissement, car des clients ont renvoyé ou suspendu des investissements à long terme déjà programmés, pour se concentrer sur des actions d'atténuation de l'impact de la pandémie sur leurs activités, ce qui a entraîné

l'annulation ou le report de la majorité des transactions qui devaient être finalisées en 2021. Malgré un climat des affaires tendu, la TDB a signé près de trois cent millions de dollars de nouveaux engagements en 2021, couvrant divers secteurs, notamment le financement souverain de projets d'infrastructure dans l'un des Etats membres du Groupe, un projet d'exploitation minière, un projet dans l'industrie manufacturière, ainsi qu'un projet à fort impact dans les énergies renouvelables.

SYNDICATIONS

La TDB reste un partenaire stratégique majeur pour les Etats Membres souverains et les clients du secteur privé, car elle mobilise des capitaux par le biais de prêts syndiqués pour soutenir les investissements dans les infrastructures et les importations stratégiques. En 2021, le Groupe de la TDB, agissant en tant qu'arrangeur principal mandaté, a conclu avec succès une transaction syndiquée de 200 millions d'euros pour le gouvernement de l'Ouganda afin de financer son budget de développement et d'infrastructure pour l'exercice 2020/2021. L'un des objectifs stratégiques du service des syndications est d'accompagner la croissance du Groupe à travers une participation maîtrisée et marquée sur de nouveaux marchés et secteurs porteurs. Le Groupe a participé à trois transactions sur ses marchés porteurs que sont l'Egypte, le Kenya et la Tanzanie, générant près de 300 millions USD de nouvelles expositions sur ces marchés.

Il a en outre poursuivi ses discussions avec les investisseurs institutionnels dans le but de mettre en place une plateforme de distribution des prêts du Groupe sur les marchés obligataires. Avec un intérêt accru pour les investissements porteurs à l'échelle mondiale, les liquidités des investisseurs institutionnels continuent d'être une source clé pour le financement des infrastructures et du développement, encore largement inexploité en Afrique.

En 2021, la TDB a continué d'être considérée par le classement Bloomberg Africa Syndicated Loans League Table comme l'un des meilleurs arrangeurs, teneurs de livres et agents mandatés en Afrique. L'un des objectifs stratégiques du service des syndications est d'accompagner la croissance du Groupe à travers une participation maîtrisée et marquée sur de nouveaux marchés porteurs. Le Groupe a participé à deux transactions sur ses marchés porteurs que sont l'Egypte et la Tanzanie. Le Groupe a participé à un prêt à terme syndiqué de 2 milliards USD pour la République arabe d'Egypte agissant par l'intermédiaire du ministère des Finances, avec un montant de participation de 100 millions USD. Pour la Tanzanie, le Groupe a participé pour un montant de 100 millions USD à la facilité de crédit syndiqué du gouvernement tanzanien de 1,64 milliard USD pour financer la construction du chemin de fer à voie normale.

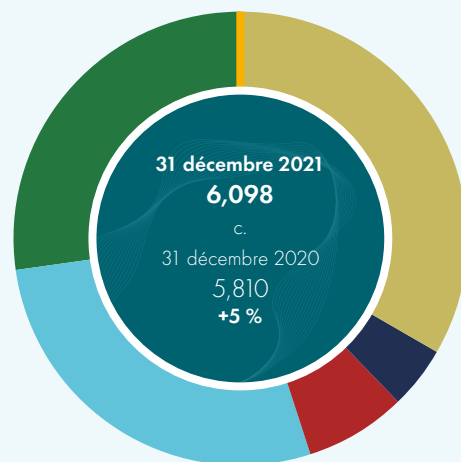
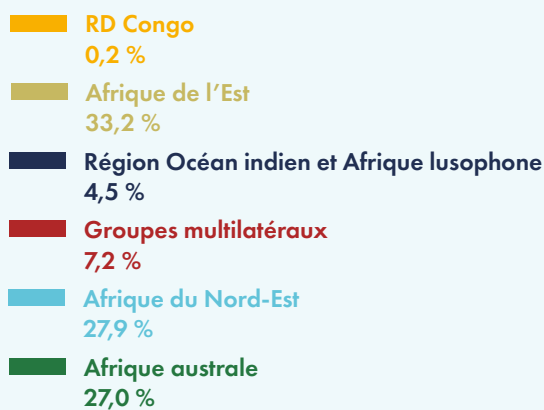
Afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de ses actions, le service des syndications a mis à jour ses directives opérationnelles. Par ailleurs, il a poursuivi ses discussions avec les investisseurs institutionnels dans le but de mettre en place une plateforme de distribution des prêts du Groupe sur les marchés obligataires. Avec un intérêt accru pour les investissements porteurs à l'échelle mondiale, les liquidités des investisseurs institutionnels continuent d'être une source clé pour le financement des infrastructures et du développement, encore largement inexploité en Afrique. Le service des syndications approfondira la réflexion dans ce sens avec l'intention de tester le concept avec une transaction en 2021.

En 2021, la TDB a continué d'être considérée par le classement Bloomberg Africa Syndicated Loans League Table comme l'un des meilleurs arrangeurs, teneurs de livres et agents mandatés en Afrique.

ZONES DE COUVERTURE

Les zones de couverture continuent de travailler en collaboration avec les équipes de spécialistes sur les produits pour le financement du commerce, le financement de projets et d'infrastructures et les services consultatifs, logées dans le Complexe des opérations de prêt.

PORTFEUILLE DE PRÊTS BRUTS INSCRITS AU BILAN ET HORS BILAN PAR RÉGIONS DE COUVERTURE



PORTEFEUILLE

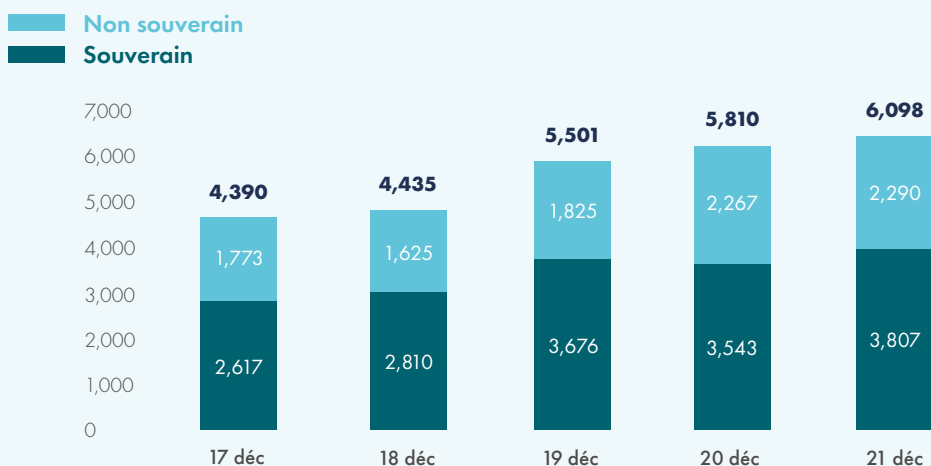
REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR CLIENTS

La répartition du portefeuille par clients est constituée de 64 % pour les clients souverains (dont les entreprises publiques) et 36 % pour les clients non souverains. Elle était bien en deçà du seuil de tolérance au risque de la Banque. Le portefeuille brut de prêts aux

clients souverains s'élevait à 3,8 milliards USD (contre 3,5 milliards USD en 2020), tandis que les prêts aux clients non souverains sont restés stables à 2,2 milliards USD, pareil qu'en 2020).

L'augmentation des prêts aux clients souverains a été portée par la demande accrue de prêts de financement du commerce destinés aux importations de produits de base essentiels. Le graphique ci-dessous présente la composition du portefeuille par type de client entre 2017 et 2021.

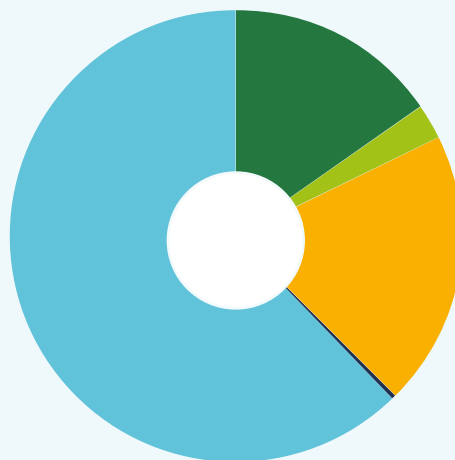
COMBINAISON DE PRÊTS SOUVERAINS ET NON SOUVERAINS



L'exposition aux grandes entreprises est passée de 24 % (2020) à 15,3 % (2021) tandis que les prêts aux institutions financières sont passés de 11 % (2020) à 19,7 % (2021) du portefeuille. Les prêts

aux PME représentaient 2,5 % (contre 3,6 % en 2020). Le graphique ci-dessous présente la composition du portefeuille au bilan et hors bilan du Groupe au 31 décembre 2021.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR TYPE DE CLIENT



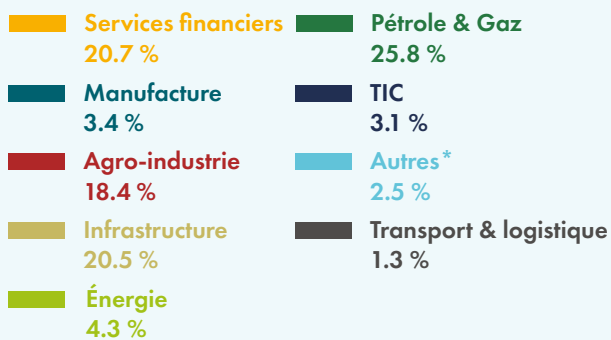
RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR

Le secteur du pétrole et du gaz est resté prédominant dans le portefeuille avec une valeur brute à 25,8 % (contre 27 % en 2020). En termes absolus, l'exposition au pétrole et au gaz a diminué de 14,24 millions USD, passant de 1,59 milliard USD (2020) à 1,57 milliard USD en 2021. La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur la demande de financements à long terme, principalement en raison de retards dans la mise en œuvre des projets d'infrastructure. Le deuxième secteur prédominant était celui des infrastructures représentant 20,5 % (contre 22 % en 2020). L'exposition s'est contractée de 1,29 milliard USD (T4 2020) à 1,25 milliard USD (T4 2021). L'agro-industrie avait la troisième

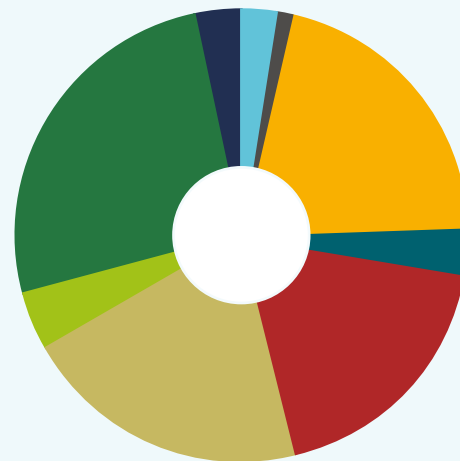
principale exposition sectorielle avec 18,4 % (contre 18,7 % en 2020). L'exposition la plus marquée concernait les prêts au secteur des services financiers, qui sont passés à 20,7 % en 2021 (contre 13,72 % en 2020). Cette augmentation faisait suite à une stratégie de développement des activités axée sur les institutions financières dont le processus de mise en œuvre a été lancé en 2020. Les secteurs susmentionnés sont stratégiques et essentiels pour stimuler le développement dans la sous-région.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du portefeuille au bilan et hors bilan par secteur en 2021.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR



* Autres (autres 1,02 %, hôtellerie 0,67 %, services de santé 0,37 %, bâtiment et travaux publics 0,22 %, secteur immobilier 0,21 %, marchandises en gros 0,03 %)



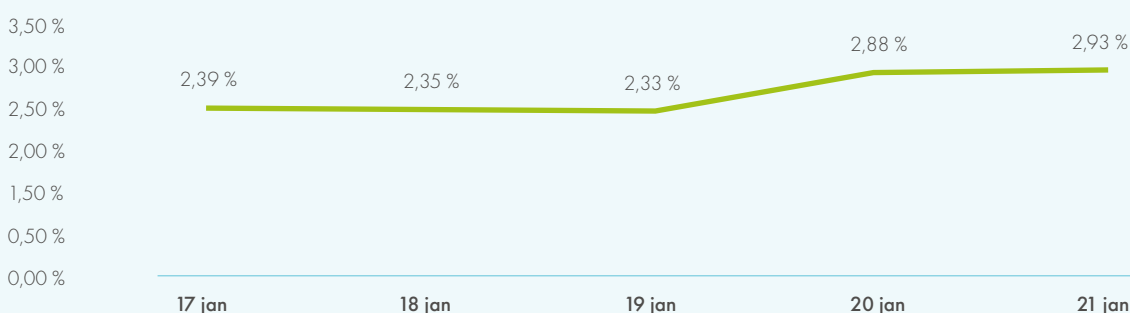
QUALITE DE L'ACTIF

Au cours de la période sous revue, la Banque a adopté une approche granulaire du suivi du portefeuille et des transactions et l'a renforcée grâce à des modèles révisés de notation interne ainsi que des contrôles afin d'évaluer la qualité du portefeuille de crédit. Alors que les économies de la région continuent leur reprise après les revers de la pandémie de COVID-19, quelques difficultés liées à la gestion de ses conséquences demeurent au niveau local et mondial. La reprise des marchés financiers de la région a été confrontée à de

soudaines perturbations en raison des confinements généralisés suite à de l'apparition du variant Omicron. Ces perturbations ont sapé les efforts de redressement des prêts non performants de la Banque, à cause de la morosité des marchés des actifs en difficulté. La qualité de l'actif de la TDB reflétée par les prêts non performants (PNP) est restée stable malgré une légère augmentation de 2,88 % (2020) à 2,93 % (2021).

Le graphique ci-dessous présente la tendance Y-o-Y des prêts non performants :

RATIO DES PRÊTS NON PERFORMANTS (PNP)



GESTION DES ACTIFS

En 2021, le point culminant des opérations de gestion d'actifs du Groupe a été la conclusion d'une deuxième année de transactions réussies par le Fonds pour le commerce en Afrique orientale et australe (ESATF) malgré le contexte économique difficile en raison de la COVID-19. Cette réussite faisait suite au lancement en douceur de l'ESATF le 1^{er} août 2019, ancré par le Groupe avec un investissement initial de 50 millions USD.

Depuis son lancement, l'Eastern and Southern African Trade Advisors Limited (ESATAL), un gestionnaire de fonds en coentreprise établi entre la Banque (avec un peu plus de 50 % des parts) et la société londonienne GML Capital (avec un peu moins de 50 % des parts), gère l'ESATF de manière à réaliser les retours sur investissements réguliers espérés. En outre, le fonds a doublé de volume pour atteindre plus de 106 millions USD et enregistré une performance annuelle de 3,52 % en USD (nette de tous les frais et dépenses) et un rendement absolu de 9,59 % en USD depuis son lancement.

Pour l'avenir, les principaux domaines d'intervention pour les opérations de gestion d'actifs du Groupe sont les suivantes : (1) faciliter la croissance de l'ESATF en attirant de nouveaux investisseurs ; et (2) développer d'autres fonds et rechercher des opportunités commerciales connexes par le biais de partenariats et de réseaux.

ESAIF

Le Fonds d'infrastructure de l'Afrique orientale et australe (ESAIF) est la société de gestion de fonds créée à l'origine pour gérer le Fonds d'infrastructure du COMESA (CIF) au profit du COMESA. Le Fonds devrait être reclassé comme un fonds d'infrastructure publique et, par conséquent, l'ESAIF a pu conserver sa pleine capacité à accorder des prêts et à intensifier ses opérations.

SERVICES CONSULTATIFS

L'unité TDB Advisory Services (TDB Advisory) se concentre sur les services consultatifs aux membres souverains et aux promoteurs de projets dans les domaines prioritaires suivants :

- services consultatifs aux transactions de financement d'infrastructures,
- planification du développement et restructuration de la dette souveraine,
- structuration des opérations de financement spécialisées pour les acteurs souverains, et
- développement de projets.

La TDB Advisory établit la connexion entre les projets d'infrastructure et les investisseurs, en veillant à ce que les projets soient correctement structurés afin d'obtenir le financement dont ils ont besoin. Parallèlement, elle assure aux prêteurs et aux investisseurs la confiance nécessaire pour prendre les bonnes décisions tout en garantissant une « valeur de l'argent » et en traitant

FONDS POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDF)

les questions « d'abordabilité ». En octobre 2020, le Groupe a officiellement lancé le Fonds pour le commerce et le développement (TDF), une filiale en propriété exclusive dont la mission est de piloter les initiatives et programmes du Groupe pour des solutions innovantes, inclusives et durables dans la région grâce à des financements concessionnels et mixtes, des programmes spéciaux et le renforcement des capacités. Dans le cadre du lancement de ses opérations, le TDF a regroupé les activités existantes de l'Académie, du programme pour les PME et du programme d'assistance technique. Les activités du TDF se concentrent sur des transactions plus précoces et plus petites que celles typiques de la Banque. La stratégie du TDF s'articule autour d'une reconfiguration des volets Incubation, Investissements et Connaissances afin d'avoir le meilleur impact.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Le programme pour les PME est le point d'ancrage du volet Investissements. En 2021, le programme pour les PME avait :

- investi la totalité du capital initial fourni par la TDB dans une série de transactions au Burundi, au Malawi et au Zimbabwe en fournissant des garanties et des prêts à des institutions financières, soit plus de 700 PME.
- conçu et mis en œuvre le programme pour la KfW (axé sur la gestion d'une subvention d'environ 15 millions USD) pour soutenir près de 1 000 PME en Éthiopie afin de préserver des emplois qui auraient été perdus à cause de la pandémie de COVID-19 en l'absence de cette subvention.
- mis en place un système de garantie de crédit pour le COMESA/FEMCOM et dont la phase pilote sera mise en œuvre en 2022 en eSwatini et au Burundi.
- généré des revenus sous forme d'intérêts, de frais de garantie et de frais de gestion de programme.
- suscité un certain intérêt de la part des acteurs disposés à fournir des fonds pour soutenir les activités du programme.

ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique (volet Incubation) gère environ 17 millions USD de fonds de donateurs qui soutiennent les travaux de développement de projets dans les domaines des infrastructures, du changement climatique et de la santé. Parmi les principales réalisations de 2021 et les perspectives pour 2022 on peut citer :

- les relations de longue date avec l'AFD et la KfW continuent de se développer et d'évoluer. L'AFD a accordé sa plus grosse subvention au Groupe de la TDB pour soutenir l'élaboration d'une stratégie sanitaire et des outils d'évaluation. D'autre part, la TDB et la KfW négocient une nouvelle subvention.

- la subvention de 15 millions USD de la Banque mondiale a financé l'élaboration de cadres de stratégie environnementale et sociale, le recrutement de personnel clé (expert en suivi et évaluation, comptable de projet et spécialiste en passation des marchés) pour renforcer la capacité institutionnelle au sein du TDF et du Groupe dans son ensemble.
- l'évaluation des besoins des États membres et des parties prenantes de la région pour étendre l'assistance technique au-delà de la TDB.
- alors que le TDF entame des levées de fonds supplémentaires, il envisage également la conception des modèles de recouvrement des coûts pour son assistance technique.

TDB ACADEMY

L'Académie (volet Connaissances) se concentre sur les activités de renforcement des capacités du Groupe. En 2021, la TDB Academy a continué d'offrir ses programmes de formation et de renforcement de capacités, notamment à travers :

Renforcement des capacités et partage des connaissances

– En 2021, les programmes de formation et de renforcement de capacités ont été menés virtuellement, ce qui a permis au Groupe de réaliser d'importantes économies. La TDB Academy a organisé avec succès 16 programmes de formation et 17 sessions de « brown bags » (sessions d'échange de connaissances) au profit du personnel de TDB.

Forums régionaux et partenariats – Sur la lancée de 2020, la TDB a organisé, en collaboration avec la Banque européenne d'investissement (BEI), le 4^{ème} Forum bancaire de l'Afrique de l'Est qui s'est tenu virtuellement en novembre 2021, avec la participation de plus de 600 personnes.

La TDB Academy a également organisé sa première formation pour un acteur externe (le Ministère des Finances du Mozambique), en collaboration avec l'Institut de gestion macroéconomique et financière (MEFMI).

TCI

Le Groupe de la TDB a créé en 2020 une Compagnie d'assurances captive de la TDB afin de permettre à la Banque d'être plus efficace dans la gestion des risques et de bénéficier des avantages de la souscription d'une assurance au Groupe. En 2021, la TCI a conclu ses premières opérations et mis la Banque sur la bonne voie pour réaliser des gains d'efficacité dans la gestion des risques et tirer parti des avantages liés à la souscription d'assurance au Groupe.



08

MOBILISATION DES RESSOURCES

Crédit photo : Adobe Stock

MOBILISATION DES OBLIGATIONS

Le Groupe a amélioré sa stratégie de diversification du financement en s'engageant à renforcer son capital, ses liquidités et ses principaux partenariats.

Entre autres principales transactions de financement clôturées en 2021, on peut citer des prêts de diverses institutions multilatérales telles que la facilité de 122,5 millions USD de l'Agence française de développement (AFD), 81,5 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI), 20 millions USD de l'Institut de financement du développement Canada (DFIC)-FinDev Canada et 100 millions USD de KfW.

En outre, la TDB a réussi à tirer profit du marché international des prêts syndiqués avec un prêt syndiqué mondial de 500 millions USD qui a attiré des investisseurs du monde entier, notamment d'Europe, d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et des Amériques, ainsi qu'un prêt Samurai de 150 millions USD visant à consolider sa présence sur le marché japonais.

La TDB a levé 160 millions USD supplémentaires auprès de diverses institutions pour ses opérations de financement du commerce. La Banque a réussi à structurer et à exécuter des transactions garanties

par des ACE pour un montant d'environ 260 millions USD afin de soutenir les importations européennes dans la région où il opère. Les transactions ont été exécutées avec l'appui d'institutions financières réputées.

MARCHÉS DE CAPITALAUX

L'année 2021 a été mouvementée pour les marchés des capitaux d'emprunt, car la TDB a émis avec succès une euro-obligation de premier rang non garantie de 650 millions USD sur 7 ans. Elle a bénéficié de conditions de marché favorables et augmenté son capital pour atteindre les objectifs de son plan de financement visant à diversifier les sources de financement à l'échelle mondiale, à rallonger les échéances et à définir leurs profils.

Pour l'avenir, le Groupe entend bénéficier d'une meilleure liquidité sur les marchés émergents, chercher à attirer des partenaires de financement nouveaux et existants et anticiper une reprise des activités commerciales et des dépenses d'infrastructure, en mettant l'accent sur l'éducation des investisseurs et la diversification des marchés et des produits.

Conformément à notre vision de développer nos marchés financiers régionaux, la TDB a engagé les dernières étapes de la mise en place d'un programme régional d'émission d'obligations locales qui assurerait une plus grande diversification de nos émissions. Ces actions complètent le train de mesures visant à rendre nos marchés régionaux plus résistants aux mouvements volatils des flux de capitaux étrangers.

AGENCES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION (ACE)

La TDB a continué de renforcer ses partenariats avec les principales agences de crédit à l'exportation dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les marchés émergents, ainsi qu'avec des prêteurs garantis par des ACE en Asie, en Europe et dans les Amériques, à travers des accords de facilité de crédit bilatérales à moyen et long terme. Les efforts permanents de développement commercial, tirant parti de la position unique de la Banque, de ses partenariats stratégiques et de son statut d'institution de « qualité supérieure », ont entraîné un total de transactions garanties par les ACE de plus de 500 millions USD pour cet exercice.

L'unité financière dédiée aux ACE du Groupe a deux principaux domaines d'intervention : la mobilisation des ressources et la structuration de transactions garanties par les ACE en collaboration avec des institutions financières mondiales de haute facture et respectables. La TDB a par conséquent reçu des engagements fermes pour le financement de transactions garanties par les ACE de la part de : SMBC, garantie par SACE (14 millions USD); Commerzbank garantie par BPI France (49 millions USD) et American Trade & Finance Company (ATRAFIN) garantie par U.S. Exim Bank (13 millions USD). Au cours de l'exercice 2021, l'unité dédiée aux ACE a mobilisé un montant total de 76 millions USD.

Dans le cadre de ses activités de 2021, la TDB a validé un accord de prêt individuel d'un montant de 5,8 millions USD au titre de la ligne de crédit de la Banque de développement JSC de la République du Bélarus, garanti par Exim Garant du Bélarus, pour financer l'importation de matériel agricole du Bélarus à destination

du Zimbabwe. La Banque a en outre reçu un remboursement de 2,7 millions USD de SMBC, garanti par Finnvera, pour un projet d'exploitation de tourbe au Rwanda.

La TDB a signé des protocoles d'accord avec BPI France et Nippon Export and Investment Insurance (NEXI) dans le cadre de ses activités de développement afin de renforcer ses partenariats stratégiques.

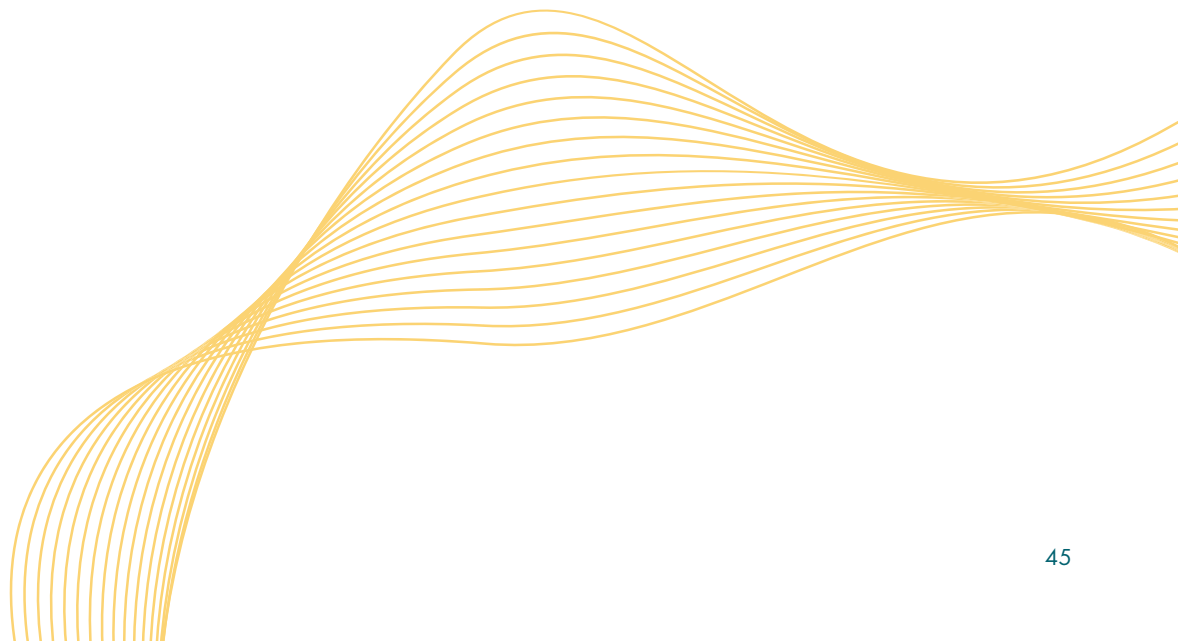
MOBILISATION DE FONDS PROPRES

En 2021, malgré les effets négatifs persistants de la COVID-19, les actionnaires existants ont continué à soutenir la Banque en honorant leurs obligations de souscription au capital.

Pour témoigner davantage de sa confiance renouvelée dans la performance et l'impact de la Banque, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) de Djibouti et Saccos Insurance Group Limited ont acheté des actions de catégorie B supplémentaires, et un nombre record d'actionnaires ont réinvesti leurs dividendes de l'exercice 2020.

Afin d'élargir et de diversifier sa base d'actionnaires, la TDB a renforcé ses relations avec les États membres et les potentiels pays de sa région et au-delà. Elle a aussi poursuivi sa collaboration avec des bassins de capitaux non traditionnels en vue de lancer des actions de classe C à impact.

Le montant total des fonds propres à la fin de l'exercice 2021 s'élève à 1,73 milliard USD, soit une augmentation de 11 % en glissement annuel.





09

GESTION INSTITUTIONNELLE

Crédit photo : Adobe Stock

COMPLEXE DE RISQUE

Le Complexe de gestion des risques, sous la direction du Responsable de la gestion des risques, est composé de l'Unité de conformité, l'Unité de la gestion des risques d'entreprise, l'Unité de gestion du portefeuille et de la Direction de la gestion du risque. Le Complexe de gestion des risques est chargé de la mise en œuvre du Cadre de gestion des risques (CGR), qui définit la politique de gestion du risque du Groupe dans l'ensemble de l'organisation. Le CGR identifie les processus, détient la propriété et est responsable de la surveillance des risques requise pour soutenir la mise en œuvre efficace de la gestion des risques au sein du Groupe.

Le Complexe de gestion des risques du Groupe met l'accent sur la gestion permanente de la volatilité, de l'incertitude, de la complexité et de l'ambiguïté (VUCA). Cette approche contribue à identifier, évaluer, mesurer, atténuer, surveiller et signaler les risques susceptibles de menacer la mission du Groupe. La responsabilité globale de la gestion des risques au sein du Groupe incombe au Conseil d'Administration (le Conseil), tandis que la responsabilité quotidienne est déléguée à un Comité de gestion intégrée des risques (BIRMC) qui examine l'ensemble des risques. Le Conseil d'Administration délègue également les aspects liés aux risques

particulièrement élevés au Comité d'audit et des risques (ARCO) et au Comité permanent d'investissement et de crédit (INVESCO), chaque comité se concentrant sur des aspects distincts de la gestion des risques.

Le modèle standard des « trois lignes de défense » du secteur est intégré dans le modèle opérationnel du Groupe. Pour la première ligne de défense, le cadre hiérarchique assume la gestion quotidienne des risques. La fonction de gestion des risques représente la deuxième ligne de défense, qui est indépendante du cadre hiérarchique. Cette fonction consiste essentiellement dans la mise en place et dans le maintien du cadre de gestion des risques du Groupe, dans le contrôle des risques et dans les rapports indépendants sur les risques aux instances dirigeantes et au Conseil d'Administration. La troisième ligne de défense est composée d'auditeurs externes et internes qui donnent une évaluation indépendante de la pertinence et de l'efficacité du cadre de gestion. Les auditeurs internes rendent compte de façon indépendante au Comité d'audit et des risques du Conseil.

Le Cadre de gestion des risques d'entreprise à l'échelle du Groupe (ERM) met l'accent sur les contrôles, la reddition des comptes, la responsabilité, l'indépendance, le reporting, les communications et la transparence. L'approche du cadre de GRE par rapport à la gestion des risques adopte une vision holistique des risques inhérents à la stratégie, aux opérations et aux activités du Groupe. La gestion des risques est intégrée également dans le processus général de planification, de conduite des affaires et de prise de décision.

BILAN DE L'ANNEE

En 2021, le Groupe de la TDB a continué le suivi des mesures mises en place au cours de l'exercice et s'est attelé avec succès à atténuer l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 sur ses opérations et sur ses clients dans les Etats membres.

Le Comité de gestion intégrée des risques de la Banque (BIRMC) a continué à surveiller l'environnement opérationnel et mis en œuvre un Plan efficace de continuité des opérations pour privilégier la sécurité et le bien-être de son personnel et assurer la continuité des opérations. La direction du Groupe a également continué d'envisager des initiatives précédemment étendues aux clients touchés, afin de les aider à surmonter les effets de la pandémie et protéger leurs activités et la qualité des actifs de TDB, mais aussi à placer le Groupe dans une position de liquidité adaptée.

Malgré l'environnement économique difficile, le Groupe a maintenu ses notations auprès des trois (3) agences de notation de crédit externes régulières et révisé ses perspectives de notation comme l'indique les cotes ci-dessous :

- Fitch Ratings a confirmé la notation BB+/ avec une perspective rehaussée de Stable à Positive
- Moody's a confirmé la notation Baa3 avec des perspectives améliorées de négatives à stables
- GCR a confirmé la notation BBB-/ avec des perspectives améliorées de stables à positives

Les principaux éléments de notation sont résumés ci-dessous :

- i. l'adéquation du capital est restée solide, malgré les défis importants posés par la pandémie ;
- ii. la position de liquidité raisonnablement solide soutenue par d'importantes réserves de liquidités et de facilités d'institutions financières de développement bilatérales ou multilatérales pour appuyer les activités et le profil de liquidité et de financement ;
- iii. la qualité de l'actif est résiliente malgré une hausse des indicateurs due à l'impact de la pandémie.
- iv. l'atténuation du risque de crédit du portefeuille en plus de celui sur le capital exigible ;
- v. la résilience de la position de solvabilité.

En 2021, les interventions suivantes ont été axées sur l'amélioration de la capacité de gestion du risque de crédit dans un contexte économique peu favorable :

- a. Le Groupe a réalisé une autre enquête d'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur les entreprises, adaptée à des secteurs spécifiques au préalable et identifiés comme vulnérables. La Banque a noté une reprise positive dans les secteurs clés de la région, conformément aux premières mesures d'atténuation proposées aux clients pour contrer les effets négatifs liés à la pandémie. Une situation confirmée par l'enquête d'impact et une baisse des demandes de modifications de prêt. En 2020 par exemple, le portefeuille de financement de projets de la Banque a enregistré une baisse des décaissements en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19, entraînant la fermeture de chantiers de projets dans le secteur de la construction et le rapatriement des expatriés. Par contre, en 2021, on a noté une croissance par rapport à l'exercice précédent, avec l'assouplissement des mesures de confinement dans toutes les économies.
- b. Le Groupe a mis en œuvre et renforcé la stratégie de partage des risques à travers des accords de participation aux risques (RPA) avec des partenaires stratégiques, ce qui lui permet de rehausser ses crédits, diversifier son portefeuille et financer sa trésorerie dans le cadre de ses missions.
- c. Le Groupe a pu relever le montant et la durée l'assurance-crédit sur capital exigible avec pour objectif d'améliorer la qualité de l'accompagnement des actionnaires dans un contexte de durcissement du marché de l'assurance. Cette initiative vise à garantir que les cotes de crédit de la TDB sont au moins maintenues, car le capital exigible est une considération importante.
- d. La nouvelle compagnie d'assurances captive du Groupe de la TDB a conclu sa première transaction en 2021 et positionné la Banque pour être acteur majeur dans la gestion des risques et bénéficier des avantages de la souscription d'une assurance au Groupe.
- e. La poursuite de l'amélioration et de la mise en œuvre d'outils de gestion du risque de crédit, notamment les outils de simulation de crise d'adéquation des fonds propres, les outils de notation du risque des emprunteurs, et des facilités dans l'ensemble du portefeuille, afin de tirer davantage parti des avantages des stratégies de notation internes de la gestion du risque de crédit.

Le Groupe de la TDB a également réalisé des progrès substantiels dans la gestion du risque opérationnel, car une culture renforcée du risque s'implante progressivement dans l'ensemble de l'institution.

On a noté une nette amélioration dans l'utilisation des outils de risque opérationnel, notamment, le tableau de bord de la situation liée à la Covid-19, les auto-évaluations de contrôle des risques (RCSA), pour surveiller les risques dans les domaines opérationnels et identifier et signaler efficacement les incidents en temps opportun. La culture du risque a également joué un rôle déterminant dans la conduite des opérations commerciales, la majorité du personnel travaillant à domicile, alors que nous envisageons la reprise du travail au bureau.

En outre, le Groupe a géré le risque de conformité grâce à des mesures proactives fondées sur des principes de gestion des risques nationaux et internationaux. L'Unité de conformité (l'« Unité ») a recruté un consultant externe chargé d'examiner les politiques de la Banque en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (LBC), de lutte contre le financement du terrorisme (CFT) et de sanctions (les « Politiques »). L'objectif final est d'intégrer les tendances actuelles et bonnes pratiques dans les politiques de LBC/FT et de Sanctions du Groupe. Le Conseil d'Administration a par la suite validé les politiques; en outre les membres du Conseil

et le personnel de la Banque ont reçu une formation sur cet aspect. L'Unité a également amélioré ses vérifications dans le cadre de sa politique de connaissance du client (KYC), à travers la mise à niveau de ses systèmes Finscan et de contrôle des paiements, ainsi que la fonctionnalité de contrôle par lots. Le suivi constant des objectifs de conformité du Groupe garantira qu'il exerce ses activités conformément aux lois et règlements applicables, aux directives du Conseil d'Administration et à ses politiques et procédures internes.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION

En 2021, diverses initiatives de renforcement des capacités institutionnelles ont été mises en œuvre afin d'attirer, de développer et de retenir une main-d'œuvre talentueuse et motivée, nécessaire pour atteindre les objectifs commerciaux du Groupe et créer de la valeur pour les actionnaires conformément au sixième plan d'entreprise quinquennal 2018 2022 (FYCP-VI) de la TDB.

Catégorie	Hommes	Femmes	Total	%
Professionnels	85	55	140	77.8
Cadres subalternes	5	12	17	9.4
Personnel d'appui	12	11	23	12.8
Total	102	78	180	100.0

RECRUTEMENT DE TALENTS ET DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Au cours de l'année, le Groupe a poursuivi le renforcement de son capital humain et a recruté quinze (15) employés.

PROFIL DU PERSONNEL

Au 31 décembre 2021, le Groupe comptait un effectif permanent total de 180 personnes, dont 140 professionnels, soit 78 % des effectifs. Les femmes représentaient 43 % du personnel. Le tableau ci-dessous présente une répartition détaillée : En 2021, le Département des ressources humaines et du développement organisationnel (POD) a travaillé en étroite collaboration avec la TDB Academy pour mettre en œuvre des initiatives de formation et de perfectionnement et pour renforcer les capacités en termes de capital humain.

AMÉLIORATION DES PROCESSUS COMMERCIAUX GRÂCE À LEAN SIX-SIGMA

Après avoir lancé le programme Lean Six Sigma, baptisé Projet Wakanda, en avril 2018, le Groupe a continué à offrir un service d'excellence, et des progrès sont effectifs grâce à une réduction importante du temps d'exécution global des transactions.

En termes de maîtrise du Six Sigma, le Groupe oscille autour du niveau 3 pour l'ensemble de ses processus. Le Groupe a en tout traversé quatre cycles de projets pour un total de 10 améliorations/innovations de processus. Mieux encore, cette prouesse a été possible sans compromettre la qualité du portefeuille de prêts, ce qui s'est traduit par des avantages quantifiables substantiels.

SERVICES GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

L'activité majeure des Services généraux et administratifs est le projet de construction d'un immeuble de bureaux à Nairobi qui a débuté au premier trimestre de 2019. Le gros œuvre devrait être achevé en mars 2022.

En 2021, le Groupe a réalisé des progrès considérables dans de projet malgré les différents obstacles liés à la pandémie de Covid-19. À la fin du mois de décembre 2021, l'ensemble des travaux de construction couvrant une superficie d'environ 20 041 mètres carrés soit 95 % des travaux de gros œuvre étaient achevés. La désignation d'un consultant pour les travaux de conception et d'aménagement du bâtiment a été effective au troisième trimestre 2021 et le bâtiment devrait être opérationnel au quatrième trimestre 2022. Au cours de l'année, la construction a évolué conformément aux prévisions et sans dépassement de coûts.

SOMMAIRE

Informations sur l'organisation	52-54
Rapport des Administrateurs	55
Déclaration des responsabilités des Administrateurs	56
Rapport des Commissaires aux comptes indépendants	57-61
États financiers :	
État consolidé du compte de résultat et des autres éléments du résultat global	62
État séparé du compte de résultat et des autres éléments du résultat global	63
État consolidé de la situation financière	64
État séparé de la situation financière	65
État consolidé des variations des capitaux propres	66
État séparé des variations des capitaux propres	63
État consolidé des flux de trésorerie	68
État séparé des flux de trésorerie	69
Notes sur les États financiers	70-182



RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

CONSEIL DES GOUVERNEURS

ACTIONNAIRES (CHAQUE ACTIONNAIRE EST REPRÉSENTÉ PAR UN GOUVERNEUR AU CONSEIL DES GOUVERNEURS)

ÉTATS MEMBRES

République du Rwanda
République-Unie de Tanzanie
République de Zambie
République de Maurice
République des Seychelles
République d'Ouganda
République du Burundi
Union des Comores
République Arabe d'Égypte
État d'Érythrée
République du Kenya
République du Malawi
République du Zimbabwe
République de Djibouti
République du Soudan
République fédérale démocratique d'Éthiopie
République Démocratique du Congo
République fédérale de Somalie
République du Sud-Soudan
Royaume d'eSwatini
République du Mozambique
République de Madagascar

MEMBRES NON RÉGIONAUX

République populaire de Chine (représentée par la Banque populaire de Chine)
République du Bélarus (représenté par la Banque de développement du Bélarus)

INSTITUTIONS

Banque africaine de développement
Caisse nationale de retraite - Maurice
Mauritian Eagle Insurance Company Limited
Office Rwandais de Sécurité Sociale
Banco Nacional de Inverimento
Seychelles Pension Fund
Société africaine de réassurance
ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP)
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda
SACOS Group Limited
Fonds de l'OPEP
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
Fonds d'investissement pour les pays en développement (IFU)
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (CREA)
Caisse Nationale de la Sécurité Sociale Djibouti

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION (SUITE)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

ADMINISTRATEURS

M. Veenay Rambarassah	Administrateur non exécutif pour tous les autres actionnaires et Président du Conseil d'Administration
Mme Busisiwe Alice Dlamini-Nsibande	Administratrice non-exécutive pour Djibouti, l'Égypte, l'eSwatini, le Sud-Soudan et la Tanzanie
M. George T. Guvamatanga	Administrateur non exécutif pour l'Érythrée, Maurice, le Rwanda et le Zimbabwe
M. Peter Molu Ibrae	Administrateur non exécutif pour le Kenya, le Mozambique, la Somalie et la Zambie
M. Gerald Kasaato	Administrateur non exécutif pour les Comores, la RDC, le Soudan et l'Ouganda
M. Solomon Quaynor	Administrateur non exécutif pour les institutions africaines
M. Peter Simbani	Administrateur non exécutif pour le Burundi, l'Éthiopie, le Malawi, Madagascar et les Seychelles
M. Juste Rwamabuga	Administrateur indépendant non exécutif
Dr. Abdel-Rahman Taha	Administrateur indépendant non exécutif
Mme Shuo Zhou	Administratrice non exécutive pour les États non africains
M. Admassu Tadesse	Président honoraire et Président-Directeur Général du Groupe
M. Ayman Al Adl	Administrateur non exécutif suppléant indépendant
M. Gerard Bussier	Administrateur non exécutif suppléant pour l'Érythrée, Maurice, le Rwanda et le Zimbabwe
Mme Lynda Kahari	Administratrice non exécutive suppléante indépendante
M. Said Mhamadi	Administrateur non exécutif suppléant pour les Comores, la RDC, le Soudan et l'Ouganda
Dr. Natu Mwamba	Administrateur non-exécutif suppléant pour Djibouti, l'Égypte, l'eSwatini, le Sud-Soudan et la Tanzanie
Mme Nnenna Nwabuo	Administratrice non exécutive suppléante pour les institutions africaines
Mme Isabel Sumar	Administratrice non exécutive suppléante pour le Kenya, le Mozambique, la Somalie et la Zambie
M. Liu Wenzhong	Administrateur non exécutif suppléant pour les États non africains
À confirmer	Administrateur non exécutif suppléant pour le Burundi, l'Éthiopie, le Malawi, Madagascar et les Seychelles
À confirmer	Administrateur non exécutif suppléant pour tous les autres actionnaires

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION (SUITE)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMMISSAIRES AUX COMPTES

DELOITTE & TOUCHE LLP

Certified Public Accountants (Experts comptables agréés) (Kenya)
Deloitte Place, Waiyaki Way, Muthangari
B.P. 40092, 00100
Nairobi, Kenya

SIÈGE

SIÈGE DE LA TDB

📍 Africa FI Place
Lot 13, Wall Street, Ebene, Cybercity
B. P. 43, Réduit, Maurice
☎ T: +230 4676021 / 4676016
F: +230 4675971
✉ E: Official@tdbgroup.org

SIÈGE DE LA TDB

📍 Chaussée, Prince Louis, Rwagasore
P. O. Box 1750, Bujumbura, Burundi
☎ T: +257 (22) 4966 / +257 (22) 4625
F: +257 (22) 4983
✉ E: Official@tdbgroup.org

AUTRES REPRÉSENTATIONS

BUREAU RÉGIONAL DE LA TDB À NAIROBI : AFRIQUE DE L'EST

📍 197 Lenana Place, Lenana Road
P. O. Box 48596 - 00100 Nairobi, Kenya
☎ T: +254 (20) 271 2250
F: +254 (20) 2711510
Swift: ESATKENA

BUREAU RÉGIONAL DE LA TDB À HARARE : AFRIQUE AUSTRALE

📍 70 Enterprise Road
Harare, Zimbabwe
☎ T: +263 (4) 788330-3 / 788336-9 / 788317
Ligne fixe : +263 7827884955
F: +263 772788345

BUREAU RÉGIONAL DE LA TDB À ADDIS-ABEBA : CORNE DE L'AFRIQUE ET DE L'AFRIQUE DU NORD

📍 UNDP Compound
Main Bole Rd, Olympia Roundabout, DRC St.
Kirkos Subcity, Kebele 01, House No. 119,
Addis-Abeba, Éthiopie
☎ T: +251 11 518 1730/31

BUREAU NATIONAL DE LA TDB À KINSHASA DR CONGO AND WEST AFRICA

📍 Crown Tower 2è étage Porte 301
Avenue Batetela et Boulevard du 30 juin,
Commune de Gombe, Kinshasa,
République Démocratique du Congo
☎ T: +243 (0) 99601090 - 104

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les administrateurs ont le plaisir de présenter le rapport et les états financiers annuels de la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement (TDB - anciennement appelée Banque de la ZEP) - pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

L'activité principale du Groupe consiste à assurer le financement, si possible, de projets viables et d'activités commerciales susceptibles de rendre les économies des États membres de plus en plus complémentaires.

La Banque a été créée par des Statuts, conformément au Chapitre 9 du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP), par la suite abrogée et remplacée par le Traité pour le Marché commun des États d'Afrique orientale et australe (COMESA).

2. RÉSULTATS FINANCIERS

Les résultats de l'année sous revue sont indiqués aux pages 11 et 12.

3. DIVIDENDE

Le Conseil a recommandé un dividende de 329,71 USD (contre 327,03 USD en 2020) par action, sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle.

4. CONSEIL DES GOUVERNEURS

La page 1 présente les actuels actionnaires.

Conformément aux Statuts de la Banque, chaque membre nomme un gouverneur.

5. ADMINISTRATEURS

La page 2 présente les membres actuels du Conseil d'administration.

Conformément aux Statuts de la Banque et sous réserve d'une nouvelle nomination par le Conseil des gouverneurs, les administrateurs sont nommés pour un mandat de trois ans et ne sont donc pas soumis au régime de retraite par rotation annuelle.

6. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les commissaires aux comptes de la Banque, Deloitte & Touche LLP, ont été désignés pour un mandat de trois ans à compter de juillet 2021. Ils se sont dits disposés à poursuivre leur mission, conformément à l'article 26(2) (e) des Statuts de la Banque.

PAR ORDRE DU CONSEIL



Le Président

31 MARS 2022

DÉCLARATION DES RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les Statuts de la Banque stipulent que les administrateurs doivent préparer, pour chaque exercice, des états financiers qui reflètent fidèlement la situation du Groupe et de la Banque en fin d'exercice et des résultats d'exploitation du Groupe et de la Banque pour cet exercice. Elle exige également aux administrateurs de veiller à ce que le Groupe et la Banque tiennent des états comptables en bonne et due forme, ces derniers révélant une exactitude raisonnable de la situation financière du Groupe et de la Banque. Ils sont également responsables de la protection des actifs du Groupe et de la Banque.

Les administrateurs acceptent la responsabilité de l'établissement et de la présentation des présents états financiers qui sont préparés à l'aide de méthodes comptables appropriées, appuyées par des jugements et estimations raisonnables et prudents, conformément aux Normes internationales d'information financière et aux exigences des Statuts de la Banque. Les administrateurs sont d'avis que les états financiers annuels donnent une image fidèle de l'état des affaires financières du Groupe et de la Banque et de leurs résultats d'exploitation. Les administrateurs acceptent en outre la responsabilité de la tenue des états comptables qui peuvent être utilisés dans la préparation des états financiers, ainsi que des systèmes adéquats de contrôle financier interne.

Après avoir procédé à une évaluation de la capacité de la Banque et de ses filiales à poursuivre leur activité, les administrateurs n'ont pas connaissance d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la Banque et de ses filiales à poursuivre leur activité.

Les administrateurs reconnaissent que la réalisation d'un audit indépendant des états financiers ne les dégage pas de leurs responsabilités.



Group MD & CEO/ Director



Administrateur

31 Mars 2022

31st Mars 2022



Deloitte & Touche LLP

Certified Public Accountants (Experts comptables agréés) (Kenya)
Deloitte Place, Waiyaki Way, Muthangari
B.P. 40092 - GPO 00100
Nairobi
Kenya

Tel: (+254 20) 423 0000
Cell: (+254 20) 0719 039 000
Lieu de dépôt No. 92
Email: admin@deloitte.co.ke

www.deloitte.com

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS AUX MEMBRES DE LA BANQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDB)

RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers consolidés et individuels de la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement (la « Banque ») et de ses filiales (collectivement, le « Groupe ») présentés aux pages 11 à 127, qui comprennent les états consolidés et individuels de la situation financière au 31 décembre 2021, les états consolidés et individuels du compte de résultat et des autres éléments du résultat global, les états consolidés et individuels des variations des capitaux propres, et les états consolidés et individuels des flux de trésorerie, pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes sur les états financiers, dont un résumé des principales méthodes comptables.

De notre avis, les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière du Groupe et de la Banque au 31 décembre 2021 ainsi que de leurs résultats financiers et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes internationales d'information financière et aux Statuts de la Banque.

BASE DE NOTRE EXPRESSION D'OPINION

Nous avons procédé à la vérification des états conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport portant sur les responsabilités du commissaire aux comptes concernant la vérification des états financiers.

Nous sommes indépendants vis-à-vis de la Banque, conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (« Code IESBA »), ainsi qu'aux exigences éthiques pertinentes pour notre vérification des états financiers au Kenya, et nous avons respecté nos autres responsabilités éthiques conformément au Code IESBA.

Nous estimons que les éléments de preuve qui nous ont été fournis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

POINT CLÉ DE LA VÉRIFICATION

Le point clé de vérification est celui qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important dans notre vérification des états financiers consolidés et individuels pour l'année en cours.

Ce point a été traité dans le contexte de notre vérification des états financiers consolidés et individuels dans leur ensemble et pour fonder notre opinion à ce sujet ; en outre, nous ne proposons pas d'opinion distincte sur ce point.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS (SUITE)

RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

Point clé de la vérification	Description de la méthodologie de vérification du point
Dépréciation des prêts et avances	
L'évaluation de la dépréciation des prêts à la fin de l'exercice implique d'importants jugements et estimations de la part de la direction et des administrateurs, ce qui pourrait avoir une incidence palpable sur la situation financière et les résultats du Groupe et de la Banque. Au 31 décembre 2021, le Groupe et la Banque avaient déclaré des prêts bruts pour le financement du commerce s'élevant à 3,68 milliards USD avec des provisions pour pertes de crédit attendues (ECL) de 105,9 millions USD, ainsi que des prêts bruts pour le financement de projets s'élevant à 2,1 milliards USD et 46,21 millions USD de provisions ECL. Ces chiffres sont présentés dans les Notes 16 et 17 des états financiers consolidés et individuels. La mesure des ECL sur les prêts et les avances a été considérée comme un point clé de la vérification pour notre vérification de l'année en cours du fait des éléments suivants : • Les prêts pour le financement de projets et les prêts pour le financement du commerce revêtent une importance significative au regard des états financiers consolidés ; • Le degré de jugement subjectif exercé lorsqu'il s'agit de déterminer les ECL sur les prêts ; • L'incertitude relative à des tensions économiques sans précédent à l'échelle mondiale et locale ; et • L'effet des ECL sur la dépréciation des prêts et la gestion du risque de crédit du Groupe. Les secteurs qui impliquent un bon jugement managérial comprennent la méthode de modélisation appliquée aux expositions au stade 1 et au stade 2, notamment : • Le jugement exercé à l'égard des hypothèses et des méthodes utilisées pour estimer la probabilité de défaut (PD), l'exposition au moment du défaut (EAD) et la perte en cas de défaut (LGD) dans le cadre du calcul des ECL ; • L'intégration d'informations de nature prospective (FI) et de données macroéconomiques dans l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit (SICR) et dans le calcul des ECL ; • L'évaluation de l'existence d'une SICR entre la date initiale de l'exposition et la date de clôture (c'est-à-dire un événement déclencheur ayant entraîné une détérioration du risque de crédit, de sorte que le prêt est passé du stade 1 au stade 2), en tenant compte de l'impact de la COVID-19 ; et • L'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur les données économiques prospectives intégrées dans les différents modèles.	Notre démarche de vérification de la perte de valeur des avances a porté, entre autres, sur les procédures de vérification suivantes, réalisées en collaboration avec nos experts en crédit et actuaires : - Nous avons évalué la conception, la mise en œuvre et l'efficacité du fonctionnement des contrôles de l'information financière et des contrôles informatiques généraux et d'application informatisés associés aux processus utilisés pour le calcul des dépréciations des prêts, et vérifié les contrôles relatifs à la gouvernance des données et des modèles ; - Nous avons évalué le bien-fondé de la méthode des ECL, y compris les améliorations par rapport à l'expérience concrète et aux pratiques en vigueur dans le secteur ; - Nous avons évalué la qualité des données utilisées dans la gestion, l'évaluation et la modélisation du crédit pour déterminer si elles sont complètes et exactes par le biais d'une analyse de données, avec une attention toute particulière sur la pertinence des hypothèses formulées par la direction pour déterminer les données macroéconomiques applicables, les notations de crédit, l'exposition au moment du défaut, la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'évaluation des garanties dans le contexte économique actuel ; - Pour un exemplaire des avances, nous avons validé les données mises à disposition dans la documentation préparée dans ce cadre ; - Nous avons vérifié que les informations prospectives les plus récentes ont été judicieusement intégrées dans les modèles de dépréciation en les comparant à nos propres statistiques actuarielles et aux données indépendantes sur le marché ; - Nous avons développé une opinion indépendante dans le but de mesurer l'impact de la COVID-19 compte tenu de l'incertitude inhérente à l'estimation de ce risque, en appliquant nos propres données indépendantes au modèle de la direction. Nous avons comparé la gravité par rapport aux situations de tensions réelles antérieures et à la capacité des modèles d'ECL à rendre compte d'une tension avec la même précision ; - Nous avons évalué les estimations des scénarios macroéconomiques du Groupe et de la Banque selon une pondération probabiliste et évalué la méthode décrite, les vues des scénarios et les probabilités associées au regard des principes de l'IFRS 9, en examinant notamment l'approbation de ces variables macroéconomiques à travers des structures de gouvernance appropriées. Nous avons également évalué la manière dont la direction a intégré l'impact de la COVID-19 dans les scénarios macroéconomiques ;

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS (SUITE)

RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

Point clé de la vérification	Description de la méthodologie de vérification du point
Dépréciation des prêts et avances	
- Évaluer l'impact de la COVID-19 sur les ECL enregistrées pour les créances restructurées, en cas de retard de la SICR sous la forme d'arriérés. Par ailleurs, pour les expositions au stade 3 : - Les hypothèses utilisées pour estimer les montants et l'échéancier des flux de trésorerie futurs recouvrables des différentes expositions classées en créances douteuses. Superpositions de gestion : Lorsqu'il est incertain que les modèles respectifs peuvent prendre en compte des tendances ou des conditions particulières en raison des limites propres à la modélisation sur la base des résultats précédents, de l'échéancier des versions actualisées du modèle et des événements macroéconomiques, d'autres dispositions sont prévues à travers des superpositions de gestion. La direction a posé un jugement important quant à la détermination de l'ajustement macroéconomique résultant de la pandémie de COVID-19 examiné plus haut. Les informations connexes sont incluses aux notes suivantes des états financiers consolidés : - Note 18 - Déductions pour perte de valeur ; - Note 3(s)(ii) - Jugements importants concernant l'application des méthodes comptables du Groupe ; - Note 3(t) - Principales sources d'incertitude relative aux estimations ; - Note 42 - Jugement important et estimations affectés par la COVID-19 ; et - Note 43 (b) - Gestion des risques financiers - Risque de crédit.	viii. Nous avons sélectionné un exemplaire d'avances ne présentant aucun indicateur de SICR et déterminé si cela était raisonnable en nous formant une opinion impartiale qui s'appuie sur des informations accessibles au public sur l'existence éventuelle d'une augmentation significative du risque de crédit ; ix. Évaluation des hypothèses, des données et des formules utilisées dans les modèles d'ECL. Il s'agissait d'évaluer la pertinence de la conception du modèle et des formules utilisées, de vérifier les techniques de modélisation alternatives et de recalculer la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition en cas de défaut. x. Examen de la pertinence des seuils utilisés pour déterminer la « SICR ». La Banque s'appuie sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, qui ont servi de base à notre examen de la structure d'un échantillon de prêts ; et xi. Évaluation de l'exactitude et de l'intégralité des informations contenues dans les notes sur les états financiers consolidés et individuels. En ce qui concerne les avances au stade 3, nous avons testé l'efficacité des principaux contrôles concernant l'évaluation des garanties (le cas échéant), et examiné notamment des accords juridiques types et des documents de base afin d'évaluer le droit légal et l'existence des garanties ainsi que l'échéancier prévu des flux de trésorerie futurs. i. Évaluation du caractère raisonnable des ajustements postérieurs au modèle apportés par la direction (tels que les ajustements concernant la couverture dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 pour tenir compte de l'impact du report des arriérés), dont un examen indépendant tenant compte du risque spécifique au secteur et au client/portefeuille ; et ii. Réalisation par la direction de nouveaux calculs des superpositions en lien avec la COVID-19 pour les créances restructurées afin d'évaluer si les calculs sont exacts et s'ils ont été effectués conformément aux règles établies. Sur la base de ces diligences, nos informations probantes étaient conformes aux données saisies dans les ECL sur les avances aux sociétés qu'on considère comme une marge acceptable dans le cadre de la norme IFRS 9.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS (SUITE)

RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

AUTRES INFORMATIONS

Les administrateurs sont responsables des autres informations, notamment les Informations sur l'organisation interne, le Rapport des Administrateurs et l'Énoncé des responsabilités des administrateurs, que nous avons obtenus avant la date de ce rapport du commissaire aux comptes et du Rapport annuel, et le document intitulé « Rapport annuel de la TDB 2021 », qui devrait être mis à notre disposition après cette date. Les autres informations ne comprennent pas les états financiers consolidés et individuels et le rapport de notre commissaire aux comptes.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune opinion ni conclusion à leur sujet.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés et individuels, nous sommes tenus de lire les autres informations et, par la même occasion, de déterminer si elles sont sensiblement incompatibles avec les états financiers consolidés et individuels ou avec nos connaissances acquises dans le cadre de la vérification ; ou si elles semblent comporter des inexactitudes importantes. Si, sur la base du travail que nous avons effectué sur les autres informations obtenues avant la date du présent rapport des commissaires aux comptes, nous concluons qu'il existe une inexactitude importante concernant cette autre information, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les administrateurs et la direction sont responsables de la préparation des états financiers consolidés et individuels et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière et aux Statuts de la Banque. Ils sont également chargés du contrôle interne que les administrateurs jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers qui ne comportent aucune anomalie importante, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers consolidés et individuels, les administrateurs doivent évaluer la capacité du Groupe et de la Banque à poursuivre leurs activités, en publiant, le cas échéant, des informations sur la poursuite des activités et en utilisant les données comptables sur ces activités, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Banque ou de cesser ses activités ou s'ils n'ont pas d'autre solution réaliste que de le faire.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ÉGARD DE LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés et individuels, dans leur ensemble, ne comportent pas d'inexactitude significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de produire un rapport d'audit qui intègre notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes ISA permette toujours de détecter une inexactitude significative lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent découler de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs, sur la base de ces états financiers consolidés et individuels.

Dans le cadre d'une vérification effectuée conformément aux normes ISA, nous faisons preuve de jugement professionnel et gardons notre scepticisme professionnel tout au long du processus. En outre, nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers consolidés et individuels, qu'elles découlent de fraudes ou d'erreurs, concevons et exécutons des procédures de vérification adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de manquer une inexactitude significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou l'annulation du contrôle interne.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS (SUITE)

RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

- nous assurons d'une bonne compréhension du contrôle interne pertinent pour la vérification afin de concevoir des procédures adaptées à la situation, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe et de la Banque.
- évaluons la pertinence des conventions comptables utilisées et la crédibilité des estimations comptables et des informations connexes fournies par les administrateurs.
- décidons de la pertinence de l'utilisation de la méthode de poursuite des activités par les administrateurs et, sur la base d'éléments probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou de situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe et de la Banque à poursuivre leurs activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, notre rapport d'audit doit attirer l'attention sur les informations correspondantes dans les états financiers consolidés et individuels ou, si ces informations sont insuffisantes, nous devons changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe et/ou la Banque à cesser ses activités.
- évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers consolidés et individuels, y compris les informations à fournir, et déterminons si les états financiers consolidés et individuels représentent les transactions et les événements sous-jacents de manière à garantir une présentation fidèle.
- obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières de l'entité ou les activités commerciales du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'encadrement, de la supervision et de l'exécution de l'audit. Nous sommes entièrement responsables de l'expression de notre opinion.

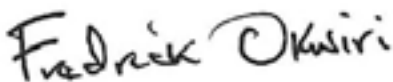
Nous discutons de divers points avec les administrateurs, notamment la portée et le calendrier prévus de la vérification et les principales conclusions de la vérification, y compris les lacunes importantes du contrôle interne que nous avons relevées au cours de notre travail.

Nous informons également les administrateurs que nous avons respecté les exigences déontologiques pertinentes en matière d'indépendance et nous leur communiquons toutes les relations et autres questions qui pourraient raisonnablement remettre en cause notre indépendance et, le cas échéant, les garanties y relatives.

À partir des points évoqués avec les administrateurs, nous déterminons ceux qui ont eu le plus d'importance dans la vérification des états financiers consolidés et individuels pour la période en cours et constituent par conséquent les points clés de la vérification. Nous décrivons ces points dans notre rapport de vérification à moins que la loi ou la réglementation n'interdise la divulgation publique ou lorsque, dans de très rares cas, nous déterminons qu'une question ne devrait pas être mentionnée dans notre rapport parce que les conséquences défavorables l'emportent sur les avantages d'intérêt public d'une telle publication.

L'associé responsable de l'audit qui a permis de produire le présent rapport du vérificateur indépendant est **CCPA F Okwiri, certificat d'exercice n° 1699**

Pour le compte de Deloitte & Touche LLP
Experts-comptables (Kenya)
Nairobi



Date: 04 avril 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 USD	2020 USD
PRODUITS			
Produits d'intérêts	4	423,570,371	435,283,929
Charges d'intérêts	5	(169,668,911)	(194,147,067)
Autres coûts d'emprunt	6	(18,892,076)	(11,580,793)
Intérêts et charges assimilées		(188,560,987)	(205,727,860)
Produits d'intérêts nets		235,009,384	229,556,069
Produits d'honoraires et commissions	7(a)	52,945,017	51,767,366
(Perte)/gain sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par profit ou perte	15	(1,905,701)	14,200,217
Revenu net d'exploitation	10	286,048,700	295,523,652
Coûts d'atténuation du risque	7(b)	(40,636,360)	(36,085,713)
Autres produits	8	2,452,645	6,812,154
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	10	247,864,985	266,250,093
DÉPENSES			
Dépenses d'exploitation	9(a)	(44,486,786)	(44,461,783)
Dépréciation sur les autres actifs financiers	11	(698,625)	(363,754)
Perte de valeur des prêts	18	(31,965,646)	(60,598,738)
Gains/(perte) de change net		3,229,849	(3,211,459)
TOTAL DES DÉPENSES		(73,921,208)	(108,635,734)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		173,943,777	157,614,359
Crédit d'impôt	12(a)	-	3,494
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE		173,943,777	157,617,853
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
Éléments qui ne seront ultérieurement pas reclassés en compte de résultat :			
Gains à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Placements en actions	19	7,090,952	2,803,020
Gains à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Financement du commerce	23	1,842,917	2,777,578
		8,933,869	5,580,598
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE		182,877,646	163,198,451
Le bénéfice de l'exercice est attribuable :			
aux actionnaires de la Banque		173,555,182	157,253,961
Actionnaires sans contrôle		388,595	363,892
		173,943,777	157,617,853
Le résultat global total est attribuable :			
aux actionnaires de la Banque		182,489,051	162,834,559
Actionnaires sans contrôle		388,595	363,892
		182,877,646	163,198,451
BÉNÉFICE PAR ACTION :			
Base	13	1,426	1,362
Dilué	13	1,390	1,306

ÉTAT SÉPARÉ DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 USD	2020 USD
PRODUITS			
Produits d'intérêts	4	423,570,371	435,283,929
Charges d'intérêts	5	(169,668,911)	(194,147,067)
Autres coûts d'emprunt	6	(18,892,076)	(11,580,793)
Intérêts et charges assimilées		(188,560,987)	(205,727,860)
Produits d'intérêts nets		235,009,384	229,556,069
Produits d'honoraires et commissions	7(a)	52,945,017	51,767,366
(Perte)/gain sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par profit ou perte	15	(1,905,701)	14,200,217
Revenu net d'exploitation	10	286,048,700	295,523,652
Coûts d'atténuation du risque	7(b)	(40,636,360)	(36,085,713)
Autres produits	8	1,601,335	6,197,848
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	10	247,013,675	265,635,787
DÉPENSES			
Dépenses d'exploitation	9(a)	(43,246,710)	(44,415,191)
Dépréciation sur les autres actifs financiers	11	(698,625)	(363,754)
Perte de valeur des prêts	18	(31,965,646)	(60,598,738)
Gains/(perte) de change net		3,229,849	(3,211,459)
TOTAL DES DÉPENSES		(72,681,132)	(108,589,142)
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE		174,332,543	157,046,645
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
<i>Éléments qui ne seront ultérieurement pas reclassés en compte de résultat :</i>			
Gains à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Placements en actions	19	7,090,952	2,803,020
Gains à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Financement du commerce	23	1,842,917	2,777,578
		8,933,869	5,580,598
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE REVENANT AUX ACTIONNAIRES		183,266,412	162,627,243
BÉNÉFICE PAR ACTION			
Basic	13	1,429	1,360
Dilué	13	1,394	1,305

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 USD	2020 USD
ACTIFS			
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	14	1,971,937,461	1,539,924,217
Instruments financiers dérivés	15	57,634,835	-
Prêts pour financement du commerce	16	3,579,041,684	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	17	2,052,889,467	2,224,776,722
Investissement dans des titres publics	22	83,950,034	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	23	54,170,335	52,327,417
Autres créances	24	42,378,470	136,891,570
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	19	61,078,070	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	20(a)	-	317,010
Immobilisations corporelles	25	35,562,919	29,331,571
Droit d'utilisation des actifs	26	3,053,898	3,348,569
Immobilisations incorporelles	27	1,507,557	1,998,699
TOTAL DES ACTIFS		7,943,204,530	7,248,465,792
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Dépôts sur compte de recouvrement	28	64,979,105	93,275,106
Instruments financiers dérivés	15	-	41,329,500
Passifs locatifs	29	612,758	1,087,250
Emprunts à court terme	30	2,663,462,546	2,407,476,876
Provision pour salaires et congés payés	33	11,287,734	9,957,779
Autres dettes	32	96,219,148	86,016,880
Emprunts à long terme	31	3,374,096,364	3,051,524,280
TOTAL DES PASSIFS		6,210,657,655	5,690,667,671
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	34	555,868,667	534,933,840
Prime d'émission	34	176,188,495	146,999,927
Bénéfices non répartis		913,251,791	801,599,826
Dividende proposé		41,403,979	37,691,195
Réserve de juste valeur		25,228,266	16,294,397
Réserve de gestion	35	19,842,911	19,842,911
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque		1,731,784,109	1,557,362,096
Actionnaires sans contrôle		762,766	436,025
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1,732,546,875	1,557,798,121
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		7,943,204,530	7,248,465,792

Les notes figurant aux pages 66 à 170 font partie intégrante des présents états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration le 31 mars 2022 et ont été signés en son nom par :



Directeur Général du Groupe et PDG



Administrateur

ÉTAT SÉPARÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 USD	2020 USD
ACTIFS			
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	14	1,970,882,704	1,539,158,445
Instruments financiers dérivés	15	57,634,835	-
Prêts pour financement du commerce	16	3,579,041,684	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	17	2,052,889,467	2,224,776,722
Investissement dans des titres publics	22	83,950,034	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	23	54,170,235	52,327,317
Autres créances	24	40,903,159	136,817,961
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	19	61,078,070	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	20(a)	-	317,010
Investissement dans les filiales	21	1,114,135	69,984
Immobilisations corporelles	25	35,562,919	29,331,571
Droit d'utilisation des actifs	26	3,053,898	3,348,569
Immobilisations incorporelles	27	1,507,557	1,998,699
TOTAL DES ACTIFS		7,941,788,697	7,247,696,295
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Dépôts sur compte de recouvrement	28	64,979,105	93,275,106
Instruments financiers dérivés	15	-	41,329,500
Passifs locatifs	29	612,758	1,087,250
Emprunts à court terme	30	2,663,462,546	2,407,476,876
Provision pour salaires et congés payés	33	11,287,734	9,957,779
Autres dettes	32	95,108,411	86,003,099
Emprunts à long terme	31	3,374,096,364	3,051,524,280
TOTAL DES PASSIFS		6,209,546,918	5,690,653,890
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	34	555,868,667	534,933,840
Prime d'émission	34	176,188,495	146,999,927
Bénéfices non répartis		913,709,461	801,280,135
Dividende proposé		41,403,979	37,691,195
Réserve de juste valeur		25,228,266	16,294,397
Réserve de gestion	35	19,842,911	19,842,911
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1,732,241,779	1,557,042,405
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		7,941,788,697	7,247,696,295

Les notes figurant aux pages 66 à 170 font partie intégrante des présents états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 31 mars 2022 et ont été signés en son nom par :

Directeur Général du Groupe et PDG

Administrateur

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	NOTE	PRIME CAPITAL USD	PRIME D'ÉMISSION USD	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS USD	DIVIDENDE PROPOSÉ USD	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR USD	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR (NOTE 35) USD	TOTAL USD	ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE USD	TOTAL USD
Au 1er janvier 2020		499,107,472	101,867,839	722,081,828	36,313,155	10,713,799	19,842,911	1,389,927,004	86,741	1,390,013,745
Souscriptions au capital	34	35,826,368	-	-	-	-	-	35,826,368	-	35,826,368
Prime d'émission	34	-	45,132,088	-	-	-	-	45,132,088	-	45,132,088
Attribution d'actions* en vue de l'Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2)	34	-	-	(40,044,768)	-	-	-	(40,044,768)	-	(40,044,768)
Dividende proposé	34	-	-	(37,691,195)	37,691,195	-	-	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(28,651,751)	-	-	(28,651,751)	(14,608)	(28,666,359)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(7,661,404)	-	-	(7,661,404)	-	(7,661,404)
Autres éléments du résultat global	19,23	-	-	-	-	5,580,598	-	5,580,598	-	5,580,598
Bénéfice de l'exercice		-	-	157,253,961	-	-	-	157,253,961	363,892	157,617,853
Au 31 décembre 2020		534,933,840	146,999,927	801,599,826	37,691,195	16,294,397	19,842,911	1,557,362,096	436,025	1,557,798,121
Au 1er janvier 2021		534,933,840	146,999,927	801,599,826	37,691,195	16,294,397	19,842,911	1,557,362,096	436,025	1,557,798,121
Souscriptions au capital	34	20,934,827	-	-	-	-	-	20,934,827	-	20,934,827
Prime d'émission	34	-	29,188,568	-	-	-	-	29,188,568	-	29,188,568
Attribution d'actions* en vue de l'Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2)	34	-	-	(20,499,238)	-	-	-	(20,499,238)	-	(20,499,238)
Dividende proposé	34	-	-	(41,403,979)	41,403,979	-	-	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(28,125,735)	-	-	(28,125,735)	(61,854)	(28,187,589)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(9,565,460)	-	-	(9,565,460)	-	(9,565,460)
Autres éléments du résultat global	19,21,23	-	-	-	-	8,933,869	-	8,933,869	-	8,933,869
Bénéfice de l'exercice		-	-	173,555,182	-	-	-	173,555,182	388,595	173,943,777
Au 31 décembre 2021		555,868,667	176,188,495	913,251,791	41,403,979	25,228,266	19,842,911	1,731,784,109	762,766	1,732,546,875

* Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2) - En août 2019, le Conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende spécial aux actionnaires qui existaient au 31 décembre 2013. Le dividende spécial a été converti en une Augmentation Générale du Capital qui a été prélevée sur les réserves de la Banque.

SÉTAT INDIVIDUEL DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	NOTE	PRIME CAPITAL USD	PRIME D'ÉMISSION USD	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS USD	DIVIDENDE PROPOSÉ USD	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR USD	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR (NOTE 35) USD	TOTAL CAPITAUX PROPRES USD
Au 1er janvier 2020		499,107,472	101,867,839	721,969,453	36,313,155	10,713,799	19,842,911	1,389,814,629
Souscriptions au capital	34	35,826,368	-	-	-	-	-	35,826,368
Prime d'émission	34	-	45,132,088	-	-	-	-	45,132,088
Attribution d'actions* en vue de l'Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2)	34	-	-	(40,044,768)	-	-	-	(40,044,768)
Dividende proposé	34	-	-	(37,691,195)	37,691,195	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(28,651,751)	-	-	(28,651,751)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(7661,404)	-	-	(7661,404)
Autres éléments du résultat global	19,23	-	-	-	-	5,580,598	-	5,580,598
Bénéfice de l'exercice		-	-	157,046,645	-	-	-	157,046,645
Au 31 décembre 2020		534,933,840	146,999,927	801,280,135	37,691,195	16,294,397	19,842,911	1,557,042,405
Au 1er janvier 2021		534,933,840	146,999,927	801,280,135	37,691,195	16,294,397	19,842,911	1,557,042,405
Souscriptions au capital	34	20,934,827	-	-	-	-	-	20,934,827
Prime d'émission	34	-	29,188,568	-	-	-	-	29,188,568
Attribution d'actions* en vue de l'Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2)	34	-	-	(20,499,238)	-	-	-	(20,499,238)
Dividende proposé	34	-	-	(41,403,979)	41,403,979	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(28,125,735)	-	-	(28,125,735)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(9,565,460)	-	-	(9,565,460)
Autres éléments du résultat global	19,21,23	-	-	-	-	8,933,869	-	8,933,869
Bénéfice de l'exercice		-	-	174,332,543	-	-	-	174,332,543
Au 31 décembre 2021		555,868,667	176,188,495	913,709,461	41,403,979	25,228,266	19,842,911	1,732,241,779

* Augmentation Générale du Capital 2 - E août 2019, le Conseil d'Administration a approuvé le versement d'un dividende spécial aux actionnaires qui existait au 31 décembre 2013. Le dividende spécial a été converti en une Augmentation Générale du Capital qui a été prélevée sur les réserves de la Banque.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 USD	2020 USD
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	36(a)	405,106,188	217,195,456
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	25	(7,211,038)	(5,716,336)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	27	(354,576)	(760,161)
Acquisition de titres de participation	19	-	(48,248)
Investissement dans des titres publics	22	-	(76,030,448)
Rachat de titres publics	22	36,978,050	-
Rachat du fonds pour le commerce	23	-	447,250
Trésorerie nette générée/utilisée par les activités d'investissement		29,412,436	(82,107,943)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit tiré des souscriptions au capital	34	10,781,651	23,638,328
Produit tiré de primes d'émission	34	18,842,505	25,865,600
Paiement des dividendes	34	(28,125,735)	(28,651,751)
Règlement des dettes de location	29	(891,826)	(594,011)
Trésorerie nette générée par les activités de financement		606,595	20,258,166
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		435,125,219	155,345,679
(Gains)/perte de change sur les espèces et quasi-espèces		(3,111,975)	2,174,974
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		1,539,924,217	1,382,403,564
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	36(c)	1,971,937,461	1,539,924,217

ÉTAT INDIVIDUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 USD	2020 USD
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	36(a)	404,817,203	216,722,667
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	25	(7,211,038)	(5,716,336)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	27	(354,576)	(760,161)
Acquisition de titres de participation	19	-	(48,248)
Investissement dans des titres publics		-	(76,030,448)
Rachat de titres publics	22	36,978,050	-
Rachat du fonds pour le commerce	23	-	447,250
Trésorerie nette générée/utilisée par les activités d'investissement		29,412,436	(82,107,943)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit tiré des souscriptions au capital	34	10,781,651	23,638,328
Produit tiré de primes d'émission	34	18,842,505	25,865,600
Paiement des dividendes	34	(28,125,735)	(28,651,751)
Règlement des dettes de location	29	(891,826)	(594,011)
Trésorerie nette générée par les activités de financement		606,595	20,258,166
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		434,836,234	154,872,890
(Gains)/perte de change sur les espèces et quasi-espèces		(3,111,975)	2,174,974
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		1,539,158,445	1,382,110,581
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	36(c)	1,970,882,704	1,539,158,445

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION

L'activité principale du Groupe et de la Banque consiste à assurer le financement, si possible, de projets viables et d'activités commerciales susceptibles de rendre les économies des États membres de plus en plus complémentaires.

La Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le Commerce et le Développement a été créée par des Statuts, conformément au Chapitre 9 du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP), par la suite abrogée et remplacée par le Traité pour le Marché commun des États d'Afrique orientale et australe (COMESA).

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS

Les politiques comptables adoptées sont en harmonie avec celles utilisées dans la préparation des états financiers annuels consolidés et individuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des nouvelles normes, modifications et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2021. La nature et l'impact de chaque nouvelle norme/modification sont décrits ci-dessous. La nature et l'impact de chaque nouvelle norme/modification sont décrits ci-dessous :

I. NOUVELLES NORMES ET MODIFICATIONS PERTINENTES AUX NORMES PUBLIÉES AU 31 DÉCEMBRE 2021

Plusieurs normes et interprétations nouvelles et révisées sont entrées en vigueur au cours de l'exercice. Les administrateurs ont évalué l'impact de ces nouvelles normes et interprétations et aucune d'entre elles n'a eu une incidence importante sur les états financiers du Groupe.

Les normes IFRS révisées ci-après sont entrées en vigueur au cours de l'exercice à l'étude et la nature et l'incidence des modifications visées sont décrites ci-dessous.

A. RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE

Les modifications effectuées lors de la phase 1 ne sont pas pertinentes pour le Groupe car il n'applique pas la comptabilité de couverture pour ses expositions au risque de taux d'intérêt de référence.

À compter du 1^{er} janvier 2021, le Groupe a adopté les modifications de la phase 2, intitulées Réforme des taux d'intérêt de référence - Modifications de l'IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16. L'adoption de ces modifications permet au Groupe de tenir compte des effets du passage des taux interbancaires offerts (IBOR) aux taux d'intérêt de référence alternatifs (également appelés « taux sans risque » ou RFR), sans entraîner des incidences sur la comptabilité qui ne fourniraient aucune information utile aux utilisateurs des états financiers. Le Groupe n'a pas retraité les chiffres de l'exercice précédent.

La confirmation par le comité chargé de la transition du LIBOR dollar américain de l'annonce que ces taux devraient être appliqués jusqu'en juin 2023 constitue une avancée significative. L'application des modifications de la Phase 2 affectera la comptabilité du Groupe lorsque les termes contractuels des instruments financiers non dérivés seront modifiés, suite à la réforme des taux d'intérêt de référence. En outre, la nouvelle base de détermination des flux de trésorerie contractuels est, sur le plan économique, équivalente à la base précédente (c'est-à-dire la base précédant immédiatement le changement).

Les administrateurs poursuivent l'évaluation de l'incidence globale de ces modifications sur les états financiers de la Banque. Il n'est pas possible à l'heure actuelle de proposer une estimation financière raisonnable des effets, car les prêteurs n'ont pas encore fourni toutes les informations concernant leurs facilités. La Banque a procédé à des simulations sur son portefeuille de prêts variables qui impliquent une réduction des revenus de 5 %. De plus, elle dispose de plusieurs prêts à taux fixe qui ne sont pas affectés par ce changement et environ 75 % de ses prêts actuels ne changeront pas à court terme.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

III. NOUVELLES NORMES ET MODIFICATIONS PERTINENTES AUX NORMES PUBLIÉES AU 31 DÉCEMBRE 2021 (SUITE)

A. RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE (SUITE)

Il s'agit en grande partie de nouveaux prêts qui seraient tarifés en utilisant le SOFR, pourtant la Banque n'avait pas prêté en utilisant le taux SOFR au 31 décembre 2021. Le Groupe changera la référence utilisée pour déterminer les flux de trésorerie contractuels de manière prospective en révisant le taux d'intérêt effectif. Si la Banque apporte des modifications supplémentaires qui ne sont pas directement liées à la réforme, les exigences applicables de la norme IFRS 9 seront appliquées aux autres modifications. La note 43 (d)(i) fournit les informations requises liées à cette modification.

B. INCIDENCE DE LA PREMIÈRE APPLICATION DES MODIFICATIONS D'IFRS 16 DANS LE CADRE DE L'ALLÈGEMENT DE LOYER LIÉ À LA COVID-19

En mars 2021, l'IASB a publié le document intitulé Allègements de loyer liés à la COVID-19 au-delà du 30 juin 2021 (Modification d'IFRS 16) qui prolonge l'application de la mesure de simplification aux allègements de loyers portant sur des paiements originellement exigibles le 30 juin 2022 ou avant cette date.

La mesure de simplification libère le preneur de l'obligation d'évaluer si un allègement de loyer offert en lien avec la pandémie de COVID-19 constitue une modification du contrat de location. Un preneur qui fait ce choix doit comptabiliser une modification apportée aux paiements de loyers résultant de l'allègement de loyer en lien avec la pandémie de COVID-19 de la même manière qu'il comptabiliserait la modification si celle-ci ne constituait pas une modification du contrat selon l'IFRS 16.

La mesure de simplification s'applique uniquement aux allègements de loyer octroyés en tant que conséquence directe de la COVID-19, et seulement lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Le changement apporté aux paiements de loyer a pour résultat que la contrepartie révisée du contrat de location est pour l'essentiel identique, sinon inférieure, à la contrepartie du contrat de location immédiatement avant ce changement ;
- s'il y a réduction des paiements de loyers, celle-ci ne porte que sur les paiements originellement exigibles au plus tard le 30 juin 2022 (par exemple, répondrait à cette condition un allègement de loyer qui donnerait lieu à des paiements de loyers réduits au plus tard le 30 juin 2022) et ;
- Aucun changement de fond n'est apporté aux autres conditions du contrat de location.

Au cours de l'exercice à l'étude et de l'exercice précédent, le Groupe n'a pas appliqué la mesure de simplification comprise dans la modification à IFRS 16 (tel que publiée par l'IASB en mars 2021). Aucun allègement de loyer en lien avec la Covid-19 n'a été accordé au cours de l'exercice à l'étude et le Groupe n'a donc pas appliqué les amendements.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

II. INCIDENCE DES NORMES ET INTERPRÉTATIONS NOUVELLES ET MODIFIÉES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR.

À la date d'autorisation des présents états financiers, le Groupe n'avait pas encore appliqué les normes IFRS nouvelles et révisées ci-après, qui sont publiées mais non encore entrées en vigueur.

IFRS 17	<i>Contrats d'assurance</i>
IFRS 10 et IAS 28 (modifications)	<i>Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou coentreprise</i>
Modifications à IAS 1	<i>Classement des passifs en courant ou non courant</i>
Modifications à IFRS 3	<i>Référence au Cadre conceptuel</i>
Modifications à IAS 16	<i>Immobilisations corporelles – Produit de la vente avant l'utilisation prévue</i>
Modifications à IAS 37	<i>Contrats déficitaires – Coûts d'exécution du contrat</i>
Cycle 2018-2020 des améliorations annuelles des normes IFRS	<i>Améliorations à IFRS 1 relative à la première adoption des normes internationales d'information financière,</i> <i>à IFRS 9 Instruments financiers, IFRS 16 Contrats de location et IAS 41 Agriculture</i>

Les administrateurs ne prévoient pas que l'adoption des normes précitées aura un impact significatif sur les états financiers consolidés des exercices à venir du Groupe, sauf dans les cas décrits ci-après :

MODIFICATIONS À IFRS 10 ET IAS 28 – VENTE OU APPORT D'ACTIFS ENTRE UN INVESTISSEUR ET UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE OU UNE COENTREPRISE

Les modifications à IFRS 10 et IAS 28 s'appliquent dans les cas de vente ou d'apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. Les modifications précisent particulièrement que les gains ou pertes résultant de la perte de contrôle d'une filiale qui ne contient pas de parts dans une opération avec une entreprise associée ou une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ne sont comptabilisés dans le résultat de la société mère qu'à concurrence des parts d'intérêt des investisseurs non liés dans cette entreprise associée. De même, les gains et pertes enregistrés suite au changement de valeur d'une participation conservée dans une ancienne filiale (devenue une entreprise associée ou une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence) ne sont comptabilisés dans le résultat de l'ancienne société mère qu'à concurrence des parts d'intérêt des investisseurs non liés dans la nouvelle entreprise associée ou coentreprise.

La date d'entrée en vigueur des modifications n'a pas encore été fixée par l'IASB ; une adoption anticipée des modifications est toutefois autorisée. Les administrateurs du Groupe prévoient que l'adoption de ces modifications peut avoir un impact sur les états financiers consolidés des prochains exercices du Groupe si de telles opérations sont observées.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

CYCLE 2018-2020 DES AMÉLIORATIONS ANNUELLES DES NORMES IFRS

Les améliorations annuelles comprennent les modifications apportées aux normes suivantes.

A. IFRS 1 RELATIVE À LA PREMIÈRE ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

La modification prévoit un allègement supplémentaire pour une filiale qui devient un premier adoptant à une date ultérieure à celle de la société mère en ce qui concerne la comptabilisation des écarts de conversion cumulés. Par suite de la modification apportée, une filiale qui utilise l'exemption prévue au paragraphe D 16(a) de l'IFRS 1 peut désormais également choisir d'évaluer le montant cumulé des écarts de conversion sur toutes les opérations faites à l'étranger à la valeur comptable qu'il conviendrait d'intégrer aux états financiers consolidés de sa société mère, compte tenu de la date de transition de la société mère aux normes IFRS, en l'absence d'ajustements liés aux procédures de consolidation et aux incidences liées au traitement du regroupement d'entreprises au cours duquel la société mère a acquis la filiale. Un choix similaire est proposé à une entreprise associée ou une coentreprise qui utilise l'exemption prévue au paragraphe D 16(a) de l'IFRS 1.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022, avec une adoption anticipée autorisée.

B. IFRS 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS

La modification précise qu'en appliquant le test des « 10 pour cent » pour évaluer s'il faut décomptabiliser un passif financier, une entité ne tient compte que des commissions payées ou reçues entre l'entité (l'emprunteur) et le prêteur, y compris les commissions payées ou reçues par l'entité ou le prêteur pour le compte de l'autre. La modification est appliquée de manière prospective aux modifications et aux remplacements effectués à compter de la date à laquelle l'entité applique la modification pour la première fois.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022, avec une adoption anticipée autorisée.

C. IFRS 16 - CONTRATS DE LOCATION

La modification supprime le concept de remboursement des améliorations locatives.

Aucune date d'entrée en vigueur n'a encore été fixée puisque la modification à IFRS 16 ne concerne qu'un exemple illustratif.

ADOPTION ANTICIPÉE DE NORMES

Le Groupe n'a adopté aucune norme nouvelle ou modifiée par anticipation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

À l'exception des modifications expliquées à la Note 2 (b), le Groupe a toujours appliqué les conventions comptables et méthodes de calcul suivantes pour tous les exercices évoqués dans les présents états financiers.

A. BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et les Statuts de la Banque. La base d'évaluation appliquée est le coût historique, sauf indication contraire dans les conventions comptables ci-dessous. La monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes du Groupe est le dollar américain (USD).

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers du Groupe ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et aux statuts de la Banque.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Généralement, le Groupe présente l'état de sa situation financière en ordre de liquidité.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

B. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la Banque ainsi que ceux de ses filiales. La Banque détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- elle détient le pouvoir sur l'entité ;
- elle a droit ou est exposée aux rendements variables de sa participation dans l'entité ; et
- elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

La Banque examine de nouveau si elle exerce ou n'exerce pas le contrôle sur une entité si des indices montrent que des modifications ont été introduites dans une ou plusieurs des trois conditions décrites ci-dessus.

Lorsque la Banque détient moins de la majorité des droits de vote d'une entité, elle a autorité sur l'entité détenue si les droits de vote sont suffisants pour lui donner la capacité pratique de diriger unilatéralement les principales activités de l'entité détenue. La Banque tient compte de tous les faits et circonstances pertinents afin d'évaluer si son droit de vote dans une entité détenue est suffisant pour lui conférer ce pouvoir, notamment :

- la taille de la détention du droit de vote de la Banque par rapport à la taille et à la répartition des avoirs des autres votants ;
- les potentiels droits de vote détenus par la Banque, d'autres votants ou d'autres parties ;
- les droits découlant d'autres accords contractuels ; et
- tout autre fait ou circonstance indiquant que la Banque a, ou n'a pas, actuellement la capacité de diriger les activités pertinentes au moment où des décisions doivent être prises, notamment en ce qui concerne les modes de vote lors des précédentes assemblées d'actionnaires.

La consolidation d'une filiale commence lorsque la Banque prend le contrôle de la filiale et se termine lorsque la Banque le perd. Plus précisément, les produits et charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'exercice sont inclus dans l'état consolidé du résultat et des autres éléments du résultat global, de la date à laquelle la Banque prend le contrôle jusqu'à la date à laquelle elle cesse de contrôler la filiale.

Le compte de résultat et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux actionnaires de la Banque et aux actionnaires avec une participation ne donnant pas le contrôle. Le résultat global total des filiales est attribué aux actionnaires de la Banque et aux actionnaires sans contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire de ces derniers.

Le cas échéant, les états financiers des filiales sont ajustés de manière à mettre leurs méthodes comptables en conformité avec les politiques comptables du Groupe.

Tous les actifs et passifs, capitaux propres, produits, charges et flux de trésorerie intragroupe liés aux transactions entre membres du Groupe sont totalement éliminés lors de la consolidation.

C. COMPTABILISATION DES PRODUITS

I. PRODUITS D'INTÉRÊTS ISSUS DES PRÊTS ET PLACEMENTS

Les produits d'intérêts comprennent les intérêts sur les instruments financiers évalués au coût amorti qui représentent les prêts de financement de projets, les prêts pour le financement du commerce, les placements bancaires et les titres publics.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant le taux d'intérêt effectif, selon la norme IFRS 9.

Taux d'intérêt effectif

Le « taux d'intérêt effectif » représente le taux qui actualise avec précision les futurs paiements ou les estimations d'entrées tout au long de la durée de vie prévue de l'instrument financier pour :

- la valeur comptable brute de l'actif financier ; ou
- le coût amorti du passif financier.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

C. COMPTABILISATION DES PRODUITS (SUITE)

I. PRODUITS D'INTÉRÊTS ISSUS DES PRÊTS ET PLACEMENTS (SUITE)

Taux d'intérêt effectif (Suite)

Lors du calcul du taux d'intérêt effectif pour les instruments financiers autres que les actifs dépréciés acquis ou créés, le Groupe estime les futurs flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier, mais pas de l'ECL. Pour les actifs financiers dépréciés acquis ou créés, un taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit est calculé en utilisant les futurs flux de trésorerie estimés, y compris l'ECL.

Le calcul du taux d'intérêt effectif inclut les coûts de transaction, les frais et les points payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction incluent les coûts différentiels directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un actif ou d'un passif financier. Les intérêts sur les arriérés de capital payable sont portés aux produits lorsqu'ils sont reçus.

Coût amorti et valeur comptable brute

Le « coût amorti » d'un actif financier est le montant auquel il est évalué lors de la comptabilisation initiale diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance et, pour les actifs financiers, ajusté pour tenir compte de toute ECL (ou de toute provision pour dépréciation avant le 1^{er} janvier 2019).

La « valeur comptable brute d'un actif financier » est le coût amorti d'un actif financier avant ajustement afin d'intégrer toute provision pour perte sur créances attendue.

Calcul des produits d'intérêts

Le taux d'intérêt effectif d'un actif financier est calculé lors de sa comptabilisation initiale. Dans le calcul des produits d'intérêts, le taux d'intérêt effectif est appliqué à la valeur comptable brute de l'actif (lorsque l'actif ne fait pas l'objet d'une perte de crédit). Le taux d'intérêt effectif est révisé à la suite d'une réestimation annuelle des flux de trésorerie des instruments à taux variable afin de refléter les fluctuations des taux d'intérêt du marché.

Pour les actifs financiers dépréciés lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI), les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction du crédit au coût amorti de l'actif. Le calcul des produits d'intérêts ne revient plus à une valeur brute, même si le risque de crédit de l'actif s'améliore.

Pour les actifs financiers dépréciés après la comptabilisation initiale, les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti de l'actif financier. Si l'actif n'est plus déprécié, le calcul des produits d'intérêts est rétabli sur la valeur brute.

Présentation

Les produits d'intérêts issus des prêts et placements sont présentés dans le compte de résultat et dans les autres éléments du résultat global :

- Intérêts sur les actifs financiers évalués au coût amorti
- Intérêts sur les dépôts ou investissements détenus au coût amorti

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

C. COMPTABILISATION DES PRODUITS (SUITE)

II. HONORAIRES ET COMMISSIONS

Les produits des honoraires et commissions sont perçus par le Groupe lorsqu'il propose des prestations de services aux clients et ne tiennent pas compte des montants collectés pour le compte de tiers.

Les produits des honoraires et commissions sont perçus lors de l'exécution d'une prestation importante, au fur et à mesure que la prestation progresse (au fil du temps) ou lorsque la prestation a été réalisée (à un moment précis). Les produits des honoraires et commissions non encore perçus sont comptabilisés en produits différés.

Les honoraires et commissions sont généralement comptabilisés lorsqu'un mécanisme de financement est mis en place sur un exercice donné. Il s'agit des frais de lettre de crédit, frais de confirmation, frais de garantie, frais d'engagement et autres frais.

Les autres frais et revenus de commissions comprennent les frais uniques relatifs à la mise en place de mécanismes de financement des clients du Groupe. Par exemple les frais de commissions de participation, les frais de prélèvements, les frais de restructuration qui ne font pas partie du taux d'intérêt réel des installations sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est achevée. Les autres frais sont comptabilisés lorsque le service est effectué ou qu'une action importante est posée.

Les commissions de participation sont comptabilisées en produit lorsque la syndication a été finalisée et que le Groupe n'a conservé aucune partie du prêt pour lui-même, ou en a retenu une partie au même taux d'intérêt effectif que pour les autres participants.

Les frais résultant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une transaction pour un tiers, tels que l'arrangement pour un crédit ou l'acquisition d'actions ou d'autres titres ou encore l'achat ou la vente d'une entreprise, sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est achevée. Les commissions ou les éléments de commissions liés à une certaine performance sont comptabilisés après avoir rempli les critères correspondants.

D. FRAIS D'EMPRUNT ET DE FINANCEMENT

Les frais d'emprunt sont les intérêts et autres coûts d'emprunt et de financement que le Groupe supporte dans le cadre d'un emprunt de fonds. Les charges d'intérêts sont comptabilisées en compte de résultat selon la méthode de la comptabilité d'exercice en tenant compte du taux d'intérêt réel. Les autres frais d'emprunt et de financement sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Les escomptes et les primes ou autres différences entre la valeur comptable initiale d'un instrument producteur d'intérêt et son montant à l'échéance sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

E. DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont initialement enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts de conversion sont inscrits au compte de résultat. Les écarts de conversion résultant des activités non commerciales sont comptabilisés comme autres produits d'exploitation en résultat.

Les éléments non monétaires qui sont mesurés en termes de coût historique dans une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date des transactions initiales. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date où cette valeur est déterminée.

F. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Toutes les catégories d'immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique et ultérieurement au coût diminué des amortissements. Le coût historique comprend toute dépense directement imputable à l'acquisition des immobilisations.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

F. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts de réparation et d'entretien sont portés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La dépréciation sur les autres actifs est calculée à des taux estimés pour la radiation des immobilisations corporelles à leur valeur résiduelle estimée en versements annuels égaux sur leur durée de vie utile prévue. La durée de vie utile prévue de chaque catégorie d'actifs est la suivante :

Équipement informatique	3 à 5 ans
Véhicules à moteur	5 à 7 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Meubles et aménagements	5 à 10 ans
Bâtiments	50 ans

Les terrains et immeubles en construction ne sont pas amortis.

Les terrains loués sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée non expirée du bail.

Les actifs en cours de construction à des fins administratives sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute perte de valeur comptabilisée. L'amortissement de ces actifs, au même titre que les autres actifs, commence lorsque les actifs sont prêts à l'utilisation.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans le compte de résultat de l'exercice de décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles des actifs, les durées d'utilité et les modes d'amortissement sont revus à chaque date de clôture et modifiés de façon prospective, le cas échéant.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait être impossible de recouvrer la valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée à l'état du compte de résultat pour le montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur la plus élevée d'un actif, diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont regroupés par niveaux les plus bas pour lesquels il existe des flux de trésorerie identifiables de manière distincte (unités génératrices de trésorerie).

G. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles du Groupe sont liées à la valeur des logiciels. Une immobilisation incorporelle n'est comptabilisée que lorsque son coût peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques futurs attendus qui lui sont attribuables iront au Groupe. Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements cumulés et le cumul des pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans le compte de résultat de l'exercice de décomptabilisation de l'actif.

Les durées d'utilité et les modes d'amortissement des actifs incorporels sont revus à chaque date de clôture et modifiés de façon prospective, le cas échéant.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

H. IMPÔT

Conformément à l'alinéa 6 de l'article 43 de sa Charte, la Banque et ses filiales sont exonérées de tout impôt.

I. CAPITAL SOCIAL

Conformément à l'article 7 de la Charte, pour les actions de catégorie A, les actions émises et appelées sont payées par acomptes par les membres. Le capital payable est crédité en tant que capital social et les acomptes non échus et dus mais non payés à la fin de l'exercice sont déduits de ce capital. Pour les actions de catégorie B, le paiement du montant souscrit par les souscripteurs doit être payé intégralement dans les 90 jours à compter de la date de souscription. Pour les actions de catégorie C, le paiement du montant souscrit par les souscripteurs doit être versé intégralement dans un délai fixé par le Conseil d'Administration.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le Groupe présente le bénéfice de base et le résultat dilué par action sur ses actions de catégorie A et B qui confèrent les mêmes droits sur les bénéfices. Le bénéfice de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte correspondant à la période attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé en fonction des versements en capital exigibles à la fin de l'exercice. Le bénéfice dilué par action tient compte de l'effet dilutif des actions de catégorie A émises mais non libérées. Les actions en circulation de catégorie B sont entièrement libérées et n'ont donc aucun effet dilutif.

J. INSTRUMENTS FINANCIERS

Un actif ou un passif financier est comptabilisé lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument (c'est-à-dire à la date de transaction). Cela comprend les transactions régulières : les achats ou les ventes d'actifs financiers qui nécessitent la livraison d'actifs dans le délai généralement établi par règlement ou convention sur le marché.

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES

À l'exception des créances clients n'ayant pas de composante de financement importante, lors de la comptabilisation initiale, une entité évalue un actif ou un passif financier à sa juste valeur, plus ou moins les frais de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier s'il s'agit d'un actif ou d'un passif non évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les créances clients ne comportant pas de composante de financement importante sont évaluées à leur prix de transaction.

Le Groupe classe ses actifs financiers selon trois principales catégories en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie de l'actif et de l'évaluation du modèle économique. Les instruments financiers sont évalués :

- au coût amorti ;
- à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) ; et
- Juste valeur par le compte de résultat (FVTPL)

Coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il remplit les deux conditions suivantes et s'il n'est pas désigné comme FVTPL :

- il est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels ; et
- ses conditions contractuelles entraînent des flux de trésorerie qui représentent uniquement les remboursements du principal et des intérêts (SPPI) sur le principal restant dû à des dates déterminées.

Le Groupe comptabilise au coût amorti ses espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques, les prêts et autres créances liés à des investissements dans des titres publics, le financement du commerce et le financement de projets. Par essence, le financement de projet est à long terme, tandis que le financement du commerce est à court terme. Ces instruments peuvent être dépréciés.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

J. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) - Actions

Lors de la comptabilisation initiale d'un placement en actions qui n'est pas détenu à des fins de transaction, le Groupe peut irrévocablement choisir de présenter les variations ultérieures en juste valeur dans les autres éléments du résultat global. Ce choix s'opère sur la base des investissements. Le Groupe a choisi de classer certains placements en actions qu'elle détient à la FVOCI.

Juste valeur par le compte de résultat (FVTPL)

Tous les actifs financiers non classés comme évalués au coût amorti ou à la FVOCI, tel que décrit ci-dessus, sont évalués à la FVTPL. En outre, lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut désigner de manière irrévocable un actif financier qui répond aux critères d'évaluation au coût amorti ou en FVOCI comme évalué à la FVTPL si cela élimine ou réduit de manière significative une asymétrie comptable, qui, en d'autres circonstances, résulterait de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de leurs gains et pertes sur différentes bases. Le Groupe classe à la FVTPL ses instruments financiers dérivés.

Déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des remboursements du principal et des intérêts

Afin de déterminer si un actif financier doit être classé comme évalué au coût amorti ou à la FVOCI, une entité détermine si les flux de trésorerie générés par cet actif financier représentent, à des dates spécifiées, uniquement des remboursements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû, le critère SPPI. Un actif financier qui ne répond pas au critère SPPI est toujours évalué à la FVTPL, sauf s'il s'agit d'un instrument de capitaux propres pour lequel une entité peut choisir l'OCI.

Dans le cadre de la présente évaluation, le « principal » est défini comme la juste valeur de l'actif financier lors de la comptabilisation initiale. Les « intérêts » renvoient à une contrepartie de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit associé au principal restant dû pendant un exercice donné et aux autres risques et coûts de prêt de base (tels que le risque de liquidité et les charges administratifs), ainsi qu'une marge bénéficiaire.

Le Groupe a tenu compte des conditions contractuelles de l'instrument afin de déterminer si les flux de trésorerie contractuels constituaient uniquement des remboursements de principal et d'intérêts. Il s'agissait de déterminer si l'actif financier contenait une condition contractuelle susceptible de modifier le calendrier ou le montant des flux de trésorerie contractuels pouvant l'empêcher de remplir cette condition. Ainsi, le Groupe a pris en compte :

- d'éventuels événements susceptibles de modifier le montant et le calendrier des flux de trésorerie ;
- les caractéristiques du levier ;
- les conditions de paiement anticipé et de prolongation ;
- les conditions limitant les droits du Groupe sur les flux de trésorerie liés à des actifs spécifiés, par exemple les arrangements d'actifs sans recours ; et
- les caractéristiques qui modifient la contrepartie de la valeur temps de l'argent - par exemple le rajustement annuel des taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt sur certains prêts consentis par le Groupe sont basés sur les taux variables standard (SVR) définis par le Groupe. Les SVR reposent généralement sur un taux interbancaire du marché et comprennent également un écart discrétionnaire. Dans ces cas, le Groupe déterminera si la caractéristique discrétionnaire est compatible avec le critère SPPI en tenant compte d'un certain nombre de facteurs, notamment si :

- les emprunteurs sont en mesure de rembourser par anticipation les emprunts sans grosses pénalités ;
- la concurrence du marché garantit la cohérence des taux d'intérêt entre les banques ; et
- les cadres réglementaires ou de protection de la clientèle en vigueur obligent les banques à traiter leurs clients de manière équitable.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

J. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Certains prêts du Groupe comportent des options de remboursement anticipé. L'option de remboursement anticipé respecte le critère SPPI si le montant du remboursement anticipé représente une partie importante des montants impayés du principal et des intérêts sur le montant restant dû, ce qui peut inclure une indemnité raisonnable en cas de résiliation anticipée du contrat. En outre, une option de remboursement anticipé est jugée conforme à ce critère si :

- un actif financier est acquis ou créé sur une prime ou un escompte par rapport à sa valeur nominale contractuelle ;
- le montant du remboursement anticipé représente une partie importante du montant nominal contractuel majoré des intérêts contractuels courus (mais non payés) (qui peut également être une indemnité raisonnable en cas de résiliation anticipée) ; et
- la juste valeur de l'option de remboursement anticipé est insignifiante lors de la comptabilisation initiale.

De minimis

Une caractéristique du flux de trésorerie contractuel peut ne pas affecter le classement d'un actif financier si elle ne peut avoir qu'un effet de minimis sur les flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Pour prendre cette décision, le Groupe tient compte de l'éventuel effet de la caractéristique du flux de trésorerie contractuel pour chaque exercice et cumulativement sur la durée de vie de l'actif financier.

Évaluation du modèle économique

Le Groupe évalue l'objectif du modèle économique dans lequel un actif financier est détenu au niveau du portefeuille, car il reflète le mieux la manière dont les activités sont gérées et les informations sont fournies à la direction. Il s'agit notamment des informations suivantes :

- les politiques et objectifs définis pour le portefeuille et le fonctionnement de ces politiques dans la pratique, notamment si la stratégie de la direction est axée sur la génération de produits d'intérêts contractuels, le maintien d'un profil de taux d'intérêt particulier, l'adéquation entre la durée des actifs financiers et celle des passifs qui financent ces actifs ou la recherche des flux de trésorerie par la vente d'actifs ;
- la description de la manière dont la performance du portefeuille est évaluée et communiquée à la direction du Groupe ;
- les risques qui affectent la performance du modèle économique (et des actifs financiers détenus dans ce modèle) et la manière dont ces risques sont gérés ;
- une description de la rémunération des dirigeants de l'entreprise - par exemple si la rémunération est basée sur la juste valeur des actifs gérés ou des flux de trésorerie contractuels collectés ; et
- la fréquence, le volume et le calendrier des ventes des exercices précédents, les raisons de ces ventes ainsi que les prévisions concernant les futures ventes. Toutefois, les informations relatives aux activités de vente ne sont pas utilisées de façon isolée, mais plutôt dans le cadre d'une évaluation globale de la manière dont l'objectif déclaré du Groupe en matière de gestion des actifs financiers est atteint et comment les flux de trésorerie sont réalisés.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur seront évalués à la FVTPL, car ils ne sont pas détenus pour collecter des flux de trésorerie contractuels ni pour collecter des flux de trésorerie contractuels et vendre des actifs financiers.

Décomptabilisation et modification

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif arrivent à expiration ou lorsqu'il transfère le droit de recevoir les flux de trésorerie contractuels sur l'actif financier dans le cadre d'une transaction pour laquelle la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété des actifs financiers sont transférés. Toute participation créée ou conservée par le Groupe dans des actifs financiers transférés est comptabilisée en tant qu'actif ou passif distinct.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

J. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Décomptabilisation et modification (Suite)

Toutefois, lorsque la modification d'un instrument financier non évalué à la FVTPL ne donne pas lieu à une décomptabilisation, le Groupe recalcule la valeur comptable brute de l'actif financier (ou le coût amorti du passif financier) en actualisant les flux de trésorerie contractuels modifiés au taux d'intérêt effectif initial, et comptabilisera tout ajustement qui en résulte comme un gain ou une perte en compte de résultat.

Le Groupe effectue des transactions pour lesquelles il transfère des actifs comptabilisés dans son état de situation financière, mais conserve la totalité ou la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'ensemble ou une partie des actifs transférés.

Si la totalité ou la quasi-totalité des risques et avantages sont conservés, les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés de l'état de la situation financière. Les transferts d'actifs avec retenue de la totalité ou de la quasi-totalité des risques et avantages comprennent, par exemple, les opérations de prêt et de rachat de titres.

Passifs financiers

Évaluation initiale des passifs financiers

Tous les passifs financiers des prêts, des créances et emprunts sont initialement comptabilisés à la juste valeur augmentée des coûts de transaction directement attribuables.

Évaluation ultérieure

Le Groupe classe tous les passifs financiers comme étant ultérieurement évalués au coût amorti, à l'exception des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, seront ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les dépôts dans le compte de recouvrement, les emprunts à court terme, les emprunts à long terme et les autres dettes sont classés au coût amorti.

Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise un passif financier si, et seulement si, ses obligations contractuelles spécifiées dans le contrat sont acquittées, annulées ou expirées.

Reclassement

Le Groupe ne reclasse les actifs financiers que lorsque la direction modifie le modèle économique de gestion des actifs financiers. Dans ce cas, tous les actifs financiers affectés sont reclassés. De tels changements devraient être extrêmement rares et sont déterminés par l'équipe dirigeante du Groupe suite à des réformes internes ou externes.

Une entité n'est pas autorisée à reclasser des passifs financiers.

Réduction de valeur

Le Groupe réduit directement la valeur comptable brute d'un actif financier lorsque l'entité n'espère raisonnablement pas récupérer en totalité ou en partie un actif financier. Une réduction de valeur est un événement de décomptabilisation. Les expositions sont imputées sur les dotations pour dépréciation des créances respectives. En effet, cela s'inscrit en conformité avec les dispositions des normes internationales d'information financière (IFRS) et la politique de la Banque, qui exigent que le Groupe évalue régulièrement les créances très douteuses qui font l'objet d'une provision spécifique mais qui continuent de se détériorer.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

J. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Réduction de valeur (Suite)

Les actifs financiers qui ne sont pas portés au bilan peuvent néanmoins être visés par les mesures d'application afin d'appliquer les procédures du Groupe en matière de recouvrement des montants impayés. Les prêts passés en charges ne sont donc pas annulés. Des mesures appropriées sont prises par la suite dans le but de maximiser le recouvrement de ces créances, sauf dans les cas où les coûts de recouvrement prévus dépassent les montants que l'on s'attend à recouvrer et qu'ils sont donc considérés comme inefficaces.

L'Unité de recouvrement des prêts assure un suivi actif auprès des clients afin de récupérer tout solde résiduel après la réalisation de la garantie et après l'abandon de créance.

Compensation

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état de la situation financière si, et seulement si, le Groupe a le droit juridique de compenser les montants et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et régler le passif simultanément.

Les produits et les charges ne sont présentés sur une base nette que lorsque l'IFRS le permet, ou s'il s'agit de gains et pertes résultant d'un groupe de transactions similaires, telles que les activités de ventes du Groupe.

Dépréciation - Prêts pour le financement du commerce et le financement de projets, placements, autres créances, engagements de prêt et contrats de garantie financière

Le modèle de dépréciation s'applique aux instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la FVTPL :

- les actifs financiers qui sont des titres de créance ;
- les autres créances ; et
- les engagements de prêt et les contrats de garantie financière souscrits (auparavant, la dépréciation était évaluée selon la norme IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels).

Aucune perte de valeur n'est comptabilisée sur les placements en actions.

Le Groupe comptabilise une indemnité de perte correspondant à un montant égal aux ECL sur 12 mois ou à vie. Les ECL à vie résultent des ECL de toutes les éventuelles défaillances sur la durée de vie attendue d'un instrument financier, tandis que les ECL sur 12 mois résultent d'éventuelles défaillances sur une période de 12 mois (ou un exercice plus court si la durée de vie attendue d'un instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérée par la probabilité que ce défaut se produise. Le Groupe comptabilise les provisions pour pertes d'un montant égal de l'ECL à vie, sauf dans les cas suivants, pour lesquels le montant comptabilisé renvoie à l'ECL sur 12 mois :

- les placements obligataires qui présentent un risque de crédit faible à la date de clôture. Le Groupe estime qu'un titre de créance a un faible risque de crédit lorsque sa cote de risque de crédit équivaut à la définition mondialement reconnue comme « qualité supérieure » ; et
- les autres instruments financiers (autres que les créances clients et les contrats de location) pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.

Les exigences de dépréciation de l'IFRS 9 sont complexes et nécessitent des jugements, des estimations et des hypothèses de la part de la direction, en particulier dans les domaines décrits en détail ci-après :

- évaluer si le risque de crédit d'un instrument a augmenté de manière palpable depuis la comptabilisation initiale ; et
- intégrer des informations prospectives dans l'évaluation des ECL.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

J. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Évaluation des ECLs

Les ECL sont une estimation non biaisée et pondérée en fonction des probabilités des pertes de crédit et seront évaluées comme suit :

- pour les actifs financiers non dépréciés à la date de clôture : la valeur actuelle de tous les déficits de trésorerie (c'est-à-dire la différence entre les flux de trésorerie dus à l'entité dans le cadre du contrat et les flux de trésorerie que le Groupe espère recevoir ;
- pour les actifs financiers dépréciés à la date de clôture : la différence entre la valeur comptable brute et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés ;
- pour les engagements de crédit non utilisés : la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus au Groupe en cas de réduction de l'engagement et les flux de trésorerie que le Groupe espère recevoir ; et
- pour les contrats de garantie financière : la valeur actuelle des paiements attendus pour rembourser le titulaire, déduction faite des montants que le Groupe espère recouvrer.

Un actif est déprécié si un ou plusieurs événements sont survenus et ont une incidence défavorable sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif. Citons, entre autres événements :

- de sérieuses difficultés financières pour l'émetteur ou l'emprunteur ;
- une rupture de contrat - par exemple une situation de défaut ou un actif en souffrance ;
- un prêteur ayant accordé une concession à l'emprunteur - pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur - que le prêteur n'envisagerait pas autrement ;
- la probabilité que l'emprunteur se déclare en faillite ou engagé dans une autre réorganisation financière est imminente ;
- la disparition d'un marché dynamique pour cet actif financier en raison de difficultés financières ; ou
- l'achat d'un actif financier avec une décote importante, reflétant ainsi les pertes de crédit subies.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses actifs et passifs, le Groupe utilise des dérivés à des fins de couverture afin de réduire son exposition aux risques de change. Pour y parvenir, elle s'engage dans des swaps de taux d'intérêt, de devises et des contrats de change à terme.

Tous les dérivés sont valorisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière. La variation de la juste valeur est comptabilisée en résultat net.

K. DROITS DES EMPLOYÉS

Les droits des employés à un salaire et aux congés annuels sont comptabilisés lorsqu'ils leurs sont payés. Une provision est constituée au titre des charges prévisionnelles des indemnités de service acquis résultant des services rendus par les employés à la date de clôture. Les employés ont droit à un mois de salaire complet pour chaque année de service accomplie. Une provision est constituée au titre des charges prévisionnelles du congé annuel résultant des services rendus par les employés à la date de clôture.

L. COÛTS DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Le Groupe gère un fonds de prévoyance à cotisations définies pour ses salariés. Il reverse 21 % du salaire brut de chaque employé au fonds, et les employés peuvent choisir de contribuer à hauteur de 7 %, 14 % ou 21 %. Les cotisations du Groupe au régime à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dans l'exercice auquel elles se rapportent. Les fonds du régime sont détenus séparément des actifs du Groupe.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

M. PASSIF ÉVENTUEL

Les lettres de crédit, les acceptations, les garanties et les obligations sont généralement émises par le Groupe pour appuyer le rendement des clients à des tiers. Le Groupe ne sera tenu de respecter ces obligations qu'en cas de défaillance des clients. Ces obligations sont comptabilisées séparément des opérations de l'état de la situation financière et présentées comme passif éventuel.

N. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Afin de déterminer la situation des flux de trésorerie, les quasi-espèces comprennent les placements liquides à court terme qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui étaient à trois mois de l'échéance lors de l'acquisition ; moins les avances des banques remboursables dans les trois mois à compter de la date de l'avance.

O. CONTRATS DE LOCATION

Le Groupe détermine si, lors de sa signature, un contrat est ou contient un contrat de location. Le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels il intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les locations d'actifs de faible valeur. Pour ces contrats de location, le Groupe comptabilise les paiements de loyer en charges opérationnelles de façon linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative du modèle temporel dans lequel les avantages économiques des actifs loués sont consommés.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas versés à la date de début du contrat, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. S'il n'est pas facile de déterminer ce taux, le Groupe utilise son taux d'emprunt marginal.

Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location.

Le passif locatif est présenté sous un poste distinct dans l'état de la situation financière. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

Le Groupe réévalue l'obligation locative (et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe) :

- lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'évaluation concernant l'exercice d'une option d'achat, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé ;
- lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué) ;
- lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas comptabilisée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le Groupe n'a pas apporté de tels ajustements au cours des exercices présentés.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, ainsi que les coûts directs initiaux. Ils sont évalués ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

O. CONTRATS DE LOCATION (SUITE)

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis sur l'exercice le plus court de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par le Groupe, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe doit être amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés sous un poste distinct dans l'état de la situation financière.

Le Groupe applique IAS 36 pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et il comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux « Immobilisations corporelles ».

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel se produit l'événement ou la condition qui est à l'origine de ces paiements et sont inclus dans l'état du compte de résultat.

P. PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés. Une sortie sera probablement nécessaire pour éteindre l'obligation et une estimation fiable du montant de l'obligation sera faite.

Q. DÉPÔTS DANS LES COMPTES DE RECOUVREMENT

Les dépôts dans les comptes de recouvrement comprennent les montants perçus au nom des clients issus du produit des objets financés par le Groupe. Les fonds sont détenus jusqu'à l'échéance des prêts sous-jacents. Les comptes de recouvrement sont reportés au coût amorti. Ils sont décomptabilisés lorsque les actifs sous-jacents sont apurés.

R. INFORMATION SECTORIELLE

Un segment opérationnel s'entend d'une composante du Groupe qui exerce des activités commerciales à partir desquelles il peut générer des recettes et engager des dépenses, et dont les résultats d'exploitation sont régulièrement soumis à l'examen du DG et du PDG du Groupe agissant en qualité de principal décideur opérationnel (CODM). Ces derniers prennent des décisions concernant les ressources à allouer au segment, évaluent ses performances et publient des informations financières discrètes y relatives.

Les résultats du segment communiqués au CODM incluent les éléments directement attribuables à ce secteur, ainsi que les éléments qui peuvent raisonnablement lui être alloués.

Les éléments non alloués représentent les éléments qui ne sont pas directement attribuables à l'activité principale du Groupe. Il participe également à l'investissement dans des titres publics et d'autres placements en actions non cotés. Les transactions entre les secteurs d'activité sont effectuées sur la base de modalités commerciales normales. Les actifs et passifs sectoriels comprennent les actifs et passifs d'exploitation, qui constituent la majeure partie de l'état de la situation financière.

S. JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a fait des estimations et émis des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs, ainsi que sur la présentation des passifs éventuels au cours du prochain exercice. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont fondés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances de l'actif et du passif au cours du prochain exercice.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

S. JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE (SUITE)

i. Juste valeur des instruments financiers

Lorsque les justes valeurs des actifs et des passifs financiers reportés dans l'état de la situation financière ne peuvent être déduites des marchés actifs, elles sont déterminées à l'aide des diverses techniques d'évaluation, notamment l'utilisation de modèles mathématiques. Les contributions de ces modèles sont dérivées de données de marché observables si possible, mais si elles ne sont pas disponibles, un jugement s'impose pour la détermination des justes valeurs. Au titre des jugements figurent les considérations de liquidité et des données de modèle, notamment la volatilité des dérivés et des taux d'actualisation « à plus longue échéance », les taux de remboursement anticipé et les hypothèses de taux de défaut pour les titres « adossés à des actifs ». Le Groupe évalue à la juste valeur les instruments financiers, tels que les dérivés et les actifs non financiers, à chaque date de clôture.

La juste valeur des instruments financiers est présentée plus en détail à la Note 37.

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a fait des estimations et émis des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs, ainsi que sur la présentation des passifs éventuels au cours du prochain exercice. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont fondés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances de l'actif et du passif au cours du prochain exercice.

Lorsque les justes valeurs des actifs et des passifs financiers reportés dans l'état de la situation financière ne peuvent être déduites des marchés actifs, elles sont déterminées à l'aide des diverses techniques d'évaluation, notamment l'utilisation de modèles mathématiques. Les contributions de ces modèles sont dérivées de données de marché observables si possible, mais si elles ne sont pas disponibles, un jugement s'impose pour la détermination des justes valeurs. Au titre des jugements figurent les considérations de liquidité et des données de modèle, notamment la volatilité des dérivés et des taux d'actualisation « à plus longue échéance », les taux de remboursement anticipé et les hypothèses de taux de défaut pour les titres « adossés à des actifs ». Le Groupe évalue à la juste valeur les instruments financiers, tels que les dérivés et les actifs non financiers, à chaque date de clôture.

La juste valeur des instruments financiers est présentée plus en détail à la Note 37.

ii. Pertes de valeur sur prêts - Financement du commerce et de projet

Le jugement est réalisé en mettant en place un critère permettant de déterminer si le risque de crédit lié à l'instrument financier a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale, de déterminer la méthode d'intégration d'informations prospectives dans l'évaluation des pertes de crédit attendues (ECL) et de sélectionner et approuver les modèles utilisés pour évaluer l'ECL.

Les actifs comptabilisés au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont soumis à un test de dépréciation selon la méthodologie décrite dans la convention comptable 3(j).

Le Groupe comptabilise une provision pour perte correspondant à un montant égal aux pertes de crédit attendues (ECL) sur 12 mois ou à vie. Les ECL à vie résultent de toutes les éventuelles défaillances sur la durée de vie attendue d'un instrument financier, tandis que les ECL sur 12 mois résultent d'éventuelles défaillances sur une période de 12 mois après la date de clôture.

En ce qui concerne les expositions de crédit pour lesquelles il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, le Groupe prévoit des ECL sur 12 mois. Celles-ci sont classées comme actifs de l'Étape 1. Pour les expositions de crédit où le risque de crédit a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale individuelle ou collective, une provision pour perte est nécessaire pour les ECL à vie. Celles-ci sont classées comme actifs de l'Étape 2.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

S. JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE (SUITE)

ii. Pertes de valeur sur prêts - Financement du commerce et de projet (Suite)

Pour les expositions de crédit dépréciées et en défaut, comme pour les actifs de l'étape 2, une provision pour perte est nécessaire pour les ECL à vie. Toutefois, la probabilité de défaut de ces actifs est présumée être de 100 % moins le taux de recouvrement et de rétablissement déterminé.

La perte de valeur des prêts est présentée plus en détail aux notes 16, 17 et 18.

iii. Classement et évaluation des actifs financiers

Le jugement résulte du classement de l'évaluation des actifs financiers du modèle économique dans lequel les actifs sont détenus et de l'évaluation pour savoir si les conditions contractuelles des actifs financiers portent uniquement sur le remboursement du principal et des intérêts (SPPI) sur le principal restant dû.

Le Groupe détermine le modèle économique à un niveau qui reflète la manière dont des groupes d'actifs financiers sont conjointement gérés pour atteindre un objectif commercial particulier. Cette évaluation inclut un jugement reflétant toutes les preuves pertinentes, notamment la manière d'évaluer et de mesurer la performance des actifs, les risques qui affectent la performance des actifs, leur gestion et la rémunération de ceux qui les gèrent. Le Groupe surveille les actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui sont décomptabilisés avant leur échéance, afin de comprendre le motif de leur cession et de déterminer si ces raisons sont compatibles avec l'objectif pour lequel l'entreprise détenait l'actif. Le suivi fait partie de l'évaluation continue du Groupe visant à déterminer si le modèle économique dans lequel les actifs financiers restants sont détenus est encore approprié, et dans le cas contraire, s'il y a eu un changement de modèle économique et donc un éventuel changement dans le classement de ces actifs.

iv. Augmentation significative du risque de crédit

Comme expliqué à la note 3 (j) ci-dessus, les ECL sont évalués comme provision égale à une ECL sur 12 mois pour les actifs de l'étape 1, ou à une ECL à vie pour les actifs de l'étape 2 ou 3. Un actif passe à l'étape 2 lorsque son risque de crédit a augmenté de manière considérable depuis sa comptabilisation initiale. L'IFRS 9 ne prévoit pas de définition de ce qui constitue une augmentation significative du risque de crédit. Par contre, afin de déterminer si le risque de crédit d'un actif a considérablement augmenté, le Groupe prend en compte des informations prospectives qualitatives et quantitatives qui sont raisonnables et justifiables.

v. Application de l'IFRS 16 - Contrats de location

L'application de la norme IFRS 16 a fait l'objet d'une évaluation qui consistait à :

- identifier si un contrat contient un contrat de location ;
- déterminer si l'on a la certitude raisonnable qu'une option de prorogation ou de résiliation sera exercée.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

T. PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS (SUITE)

- i. Déterminer le nombre et la pondération relative des scénarios prospectifs pour chaque type de produit ainsi que les informations prospectives pertinentes pour chaque scénario :

Pour évaluer l'ECL, le Groupe utilise des informations prospectives raisonnables et justifiables, qui reposent sur des hypothèses concernant l'évolution future de différents facteurs économiques et la manière dont ces facteurs auront une incidence les uns sur les autres.

- ii. Probabilité de défaut :

La PD constitue un élément clé dans l'évaluation de l'ECL. La PD est une estimation de la possibilité de défaut sur un horizon temporel donné, dont le calcul inclut les données, hypothèses et attentes concernant les conditions futures.

- iii. Perte en cas de défaut :

La LGD est une estimation de la perte causée par un défaut. Elle repose sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus et ceux que le prêteur peut espérer recevoir, en tenant compte des flux de trésorerie provenant des garanties et des rehaussements de crédit intégraux.

- iv. Immobilisations corporelles

Les administrateurs procèdent à des estimations critiques afin de déterminer les taux d'amortissement des immobilisations corporelles.

- v. Évaluation de la juste valeur et processus d'évaluation

Afin d'estimer la juste valeur d'un actif ou d'un passif financier, le Groupe a recours à des données observables sur le marché, si elles sont disponibles. Lorsque ces données de niveau 1 ne sont pas disponibles, le Groupe utilise des modèles d'évaluation pour déterminer la juste valeur de ses instruments financiers.

- vi. Application de l'IFRS 16 - Contrats de location

Les principales sources d'incertitude relative aux estimations faites dans l'application de l'IFRS 16 étaient les suivantes :

- l'estimation de la durée du contrat de location ;
- la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers ;
- l'évaluation de la dépréciation d'un actif au titre du droit d'utilisation.

U. MODÈLES ET HYPOTHÈSES UTILISÉES

Le Groupe utilise divers modèles et hypothèses pour estimer l'ECL. La Banque exerce son jugement pour identifier le modèle le plus approprié pour chaque type d'actif, ainsi que pour déterminer les hypothèses utilisées dans ces modèles, notamment les hypothèses relatives aux principaux facteurs de risque de crédit. Veuillez consulter la note 2 pour plus de détails sur l'évaluation de l'ECL.

V. RÉSERVE DE GESTION

Le Conseil d'administration a approuvé la création d'une réserve de gestion le 31 décembre 2018. Lorsque le 1^{er} janvier 2018, le Groupe a adopté le modèle de pertes attendues (ECL) de la norme IFRS 9 - Instruments financiers, il s'est avéré que la politique de crédit du Groupe était plus prudente et affichait 19,84 millions USD de dépréciations excédentaires.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

V. RÉSERVE DE GESTION

Le Conseil a par conséquent autorisé la création de la réserve de gestion afin de protéger le Groupe contre le risque de crédit et d'autres incidents susceptibles d'entraîner d'importantes pertes. La provision pour dépréciation excédentaire de 19,84 millions USD a été transférée à la réserve de gestion au 31 décembre 2019. Les mouvements de transfert vers et hors de cette réserve de gestion seront validés par le Conseil d'administration.

W. TRANSACTIONS COMPARABLES

À des fins de comparaison, les chiffres comparatifs ont été ajustés pour se conformer aux changements de présentation de l'exercice courant.

4. PRODUITS D'INTÉRÊTS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
SUR PRÊTS ET FACILITÉS :		
Prêts pour financement de projets	151,610,883	170,243,373
Prêts pour financement du commerce	186,522,536	189,196,103
	338,133,419	359,439,476
SUR PLACEMENTS :		
Dépôts/détenus au coût amorti	85,436,952	75,844,453
	423,570,371	435,283,929

5. CHARGES D'INTÉRÊTS

Marchés obligataires régionaux et internationaux	80,405,538	70,363,933
INTÉRÊTS À PAYER SUR LES EMPRUNTS CONTRACTÉS AUPRÈS DES :		
Banques et institutions financières	67,504,528	100,408,688
Amortissement des frais d'émission d'emprunt reportés	11,555,103	11,905,932
Autres institutions	10,203,742	11,468,514
	169,668,911	194,147,067

6. AUTRES COÛTS D'EMPRUNT

Frais d'installation et de gestion	12,981,883	7,533,462
Autres frais	3,828,578	2,273,829
Frais d'engagement	1,823,822	1,044,955
Commission de la Banque	169,131	495,793
Frais de représentation	76,633	112,754
Frais et dépenses engagés au titre des subventions techniques	12,029	120,000
	18,892,076	11,580,793

7. (a) PRODUITS D'HONORAIRES ET COMMISSION

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Frais initiaux dans le financement du commerce	20,365,988	20,266,335
Frais des lettres de crédit dans le financement du commerce	7,939,769	4,133,922
Frais d'installation dans le financement de projets	7,636,125	5,163,349
Frais de gestion dans le financement du commerce	5,964,237	6,192,524
Frais d'engagement dans le financement de projets	3,931,850	5,199,852
Frais d'expertise dans le financement de projets	1,661,893	658,000
Autres frais relatifs aux projets	1,563,688	79,751
Frais de prélèvement dans le financement du commerce	1,289,364	1,049,971
Frais de traitement de dossier dans le financement du commerce	499,148	457,178
Frais de restructuration dans le financement du commerce	475,697	1,604,264
Frais de gestion dans le financement de projets	445,071	309,623
Autres frais dans le financement du commerce	428,902	199,961
Frais de restructuration dans le financement de projets	308,886	3,741,180
Commissions de syndication dans le financement du commerce	202,400	1,142,039
Frais de garantie dans le financement de projets	95,431	371,250
Frais des lettres de crédit dans le financement de projets	73,130	(14,805)
Frais de garantie dans le financement du commerce	63,438	1,212,972
	52,945,017	51,767,366

7. (b) COÛTS D'ATTÉNUATION DU RISQUE

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Coûts de couverture d'assurance *	35,239,230	34,512,993
Coûts de réduction des risques **	5,397,130	1,572,720
	40,636,360	36,085,713

* Il s'agit des primes sur la couverture d'assurance des prêts à divers emprunteurs. Au 31 décembre 2021, la couverture d'assurance s'élevait à 1,54 milliard USD (contre 1,61 milliard USD en décembre 2020). La couverture a été souscrite auprès de l'African Trade Insurance Agency Ltd, la Société Islamique d'Assurance à l'Investissement et aux Crédits à l'Exportation (ICIEC), Mar Risk Services Limited et Lloyds de Londres, qui sont toutes des sociétés bien cotées.

** Ils représentent les coûts de réduction des risques liés aux commissions versées aux acquéreurs d'actifs de prêts distribués via le marché secondaire. Cela correspond aux activités secondaires de négociation de prêts et de distribution d'actifs du Groupe dans le cadre desquelles les prêts sont négociés de manière sélective afin de gérer les limites prudentielles des débiteurs, des secteurs et des régions, permettre la comptabilisation de nouveaux actifs et générer des revenus supplémentaires. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le Groupe a vendu/distribué pour un total de 206 millions USD (contre 702 millions USD en décembre 2020).

8. AUTRES PRODUITS

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Actifs dépréciés recouvrés *	-	5,356,771	-	5,356,771
Frais de gestion	837,438	770,877	-	-
Revenus de dividendes	772,707	354,376	1,096,721	510,952
Revenus divers	592,563	275,252	254,677	275,247
Intérêts sur les prêts au personnel	250,184	165,052	250,184	165,052
Pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles	(247)	(110,174)	(247)	(110,174)
	2,452,645	6,812,154	1,601,335	6,197,848

* Les actifs dépréciés recouvrés correspondent à des prêts précédemment amortis qui ont été recouvrés au cours de l'année.

9. (a) DÉPENSES D'EXPLOITATION

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Coûts de personnel (Note 9(b))	34,443,386	35,055,218	34,443,386	35,055,218
Dépenses générales de bureau	3,009,311	1,469,063	1,795,702	1,431,288
Consultants et conseillers	2,275,586	1,850,698	2,275,586	1,850,698
Promotion de l'entreprise	1,046,196	2,660,304	1,046,196	2,660,304
Amortissement des immobilisations corporelles	979,443	957,654	979,443	957,654
Amortissement des immobilisations incorporelles	845,718	759,464	845,718	759,464
Dépréciation des actifs au titre des droits d'utilisation	587,290	582,663	587,290	582,663
Missions officielles	555,015	407,658	555,015	407,658
Réunion du Conseil d'administration	347,720	175,034	347,720	175,034
Charge d'intérêt sur la dette de loyer (Note 29)	124,716	141,575	124,716	141,575
Honoraires du vérificateur	110,467	64,817	84,000	56,000
Baux à court terme et locations de toutes sortes	90,408	186,018	90,408	186,018
Réunion du Conseil des Gouverneurs	71,530	151,617	71,530	151,617
	44,486,786	44,461,783	43,246,710	44,415,191

9. (b) COÛTS DE PERSONNEL

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Salaires et traitements	16,816,129	16,688,577
Système de récompense et reconnaissance au personnel	7,714,162	8,548,907
Cotisations du personnel à la Caisse de prévoyance - régime à cotisations définies	2,979,447	2,716,318
Frais de scolarité pour les personnes à charge	2,955,748	3,002,612
Frais médicaux	1,375,259	1,189,809
Provision pour salaires	1,180,534	1,098,668
Autres frais *	883,099	1,040,595
Dépenses au titre des congés payés	539,008	769,732
	34,443,386	35,055,218

* Les autres dépenses de personnel concernent les frais de formation ainsi que les frais de déménagement et d'installation du personnel.

10. REVENU NET D'EXPLOITATION ET BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

La Direction a présenté le revenu net d'exploitation et le bénéfice d'exploitation dans les états du compte de résultat, car elle surveille ces mesures de performance dans ses opérations et estime que celles-ci sont pertinentes pour comprendre la performance financière du Groupe et de la Banque.

Le revenu net d'exploitation représente les intérêts, les produits d'honoraires et commissions, moins les intérêts sur les emprunts. Il est calculé en excluant l'impact des autres revenus, des coûts d'atténuation du risque, des dépenses de fonctionnement, des frais de dépréciation et des écarts liés au change. Le revenu net d'exploitation ne constitue pas une mesure de performance conformément aux normes IFRS ; par conséquent, la définition du Groupe peut ne pas être comparable avec des mesures de performance et des informations similaires déterminées par d'autres entités.

Le bénéfice d'exploitation représente les intérêts, les produits d'honoraires et revenus tirés des commissions, et les autres commissions, moins les intérêts sur les emprunts, les coûts d'atténuation du risque et les frais divers directs connexes. Il est calculé en excluant l'impact des dépenses de fonctionnement, des frais de dépréciation et des écarts liés au change. Le bénéfice d'exploitation ne constitue pas une mesure de performance conformément aux normes IFRS ; par conséquent, la définition du Groupe peut ne pas être comparable avec des mesures de performance et des informations similaires déterminées par d'autres entités.

11. DÉPRÉCIATION SUR LES AUTRES ACTIFS FINANCIERS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Autres créances (Note 24)	698,625	363,754

Il s'agit de commissions d'expertise sur des projets antérieurement reconnus comme produits à recevoir, désormais amortis.

12. IMPÔTS EXIGIBLES

La Banque de Commerce et de Développement (« TDB ») est une institution multilatérale pleinement reconnue par la République de Maurice, qui est aussi le pays hôte du siège social de la TDB. Les filiales (ESATAL, ESAIF et TDF) sont les produits des Statuts de la TDB en vigueur à Maurice, et étant détenus en majorité par la TDB, la Société bénéficie d'exemptions fiscales, d'immunités et de privilèges en vertu des Statuts de la TDB.

Pour l'exercice couvrant la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, le Groupe n'était pas assujéti à l'impôt (nul en 2020 :).

13. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base et dilué par action se fonde sur les données suivantes :

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
BÉNÉFICE :				
Bénéfice dans le cadre du calcul du résultat de base par action étant le bénéfice net attribuable aux actionnaires	173,953,777	157,617,853	174,332,543	157,046,645
Bénéfice dans le cadre du calcul du bénéfice dilué par action	173,953,777	157,617,853	174,332,543	157,046,645
Aucun gain ayant un effet dilutif potentiel au cours de l'exercice (nul en 2020).				
NOMBRE D'ACTIONS :				
Nombre moyen pondéré d'actions dans le cadre du calcul du résultat de base par action :				
Catégorie A	90,155	86,207	90,155	86,207
Catégorie B	31,831	29,239	31,831	29,239
	121,986	115,446	121,986	115,446
Calcul du bénéfice de base par action	1,426	1,365	1,429	1,360
Nombre moyen pondéré d'actions dans le cadre du calcul du résultat dilué par action :	125,104	120,343	125,104	120,343
Calcul du bénéfice dilué par action	1,390	1,308	1,394	1,305

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé en fonction des versements en capital exigibles à la fin de l'exercice.

Le bénéfice dilué par action tient compte de l'effet dilutif des actions de catégorie A émises mais non libérées. Les actions en circulation de catégorie B sont entièrement libérées et n'ont donc aucun effet dilutif.

14. ESPÈCES ET SOLDES DÉTENUS SUR LES COMPTES D'AUTRES BANQUES

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Comptes courants – Note 14 (i)	447,496,806	156,760,578	446,442,049	155,994,806
Dépôts à vue et à terme auprès des banques - Note 14 (ii)	1,524,440,655	1,383,163,639	1,524,440,655	1,383,163,639
	1,971,937,461	1,539,924,217	1,970,882,704	1,539,158,445
(I) COMPTES COURANTS :				
Montants en Dollars américains (USD))	407,896,189	134,055,178	406,841,610	133,289,406
Montants dans d'autres devises :				
Kwacha zambien	21,964,621	10,732,930	21,964,621	10,732,930
Kwacha malawite	8,213,657	3,198,035	8,213,657	3,198,035
Shilling tanzanien	5,787,048	5,811,688	5,787,048	5,811,688
Euro	2,898,972	2,028,034	2,898,875	2,028,034
Birr éthiopien	393,123	141,042	393,123	141,042
Franc burundais	247,647	586,035	247,647	586,035
Dollar zimbabwéen	39,997	54,344	39,997	54,344
Livre sterling	19,445	9,587	19,445	9,587
Shilling kenyan	17,894	77,597	17,894	77,597
Dirham émirati	8,738	1,922	8,738	1,922
Yen japonais	5,812	6,515	5,812	6,515
Shilling ougandais	2,072	205	2,072	205
Rand sud-africain	955	14,783	955	14,783
Roupie mauricienne	636	42,683	555	42,683
	39,600,617	22,705,400	39,600,439	22,705,400
	447,496,806	156,760,578	446,442,049	155,994,806
(II) DÉPÔTS À VUE ET À TERME AUPRÈS DES BANQUES :				
Dollars américains (USD)	1,514,515,078	1,348,406,230	1,514,515,078	1,348,406,230
Montants dans d'autres devises :				
Shilling ougandais	6,257,680	5,387,630	6,257,680	5,387,630
Livre soudanaise	3,667,872	29,369,779	3,667,872	29,369,779
Euro	25	-	25	-
	9,925,577	34,757,409	9,925,577	34,757,409
Total des dépôts à vue et à terme	1,524,440,655	1,383,163,639	1,524,440,655	1,383,163,639

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cadre de la gestion de ses actifs et passifs, le Groupe utilise des dérivés à des fins de couverture afin de réduire son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change. Pour y parvenir, elle s'engage dans des swaps de taux d'intérêt, de devises et des contrats de change à terme.

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats entre le Groupe et d'autres institutions financières pour lesquels le Groupe reçoit ou paie un taux d'intérêt variable en échange d'un paiement ou d'un versement, un taux d'intérêt fixe. Ces paiements sont généralement compensés les uns par rapport aux autres, la différence étant payée par une partie à l'autre.

Le Groupe couvre son exposition aux fluctuations défavorables des taux de change sur ses décaissements en euro en concluant des contrats de change à terme. Les contrats de change à terme sont des couvertures, puisque le Groupe préserve la parité USD/Euro, protégeant ainsi la valeur des actifs des fluctuations.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (SUITE)

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés à leur juste valeur, comptabilisés comme actif et passif à la fin de l'année.

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
CONTRATS DE CHANGE À TERME		
Solde d'ouverture net au début de l'exercice	(41,329,500)	40,049,341
Contrats conclus au cours de l'exercice	1,272,928,304	1,122,725,037
Montants nets réglés	(1,172,058,268)	(1,218,304,095)
(Perte)/gains de juste valeur par le compte de résultat	(1,905,701)	14,200,217
Solde net à la clôture à la fin de l'exercice	57,634,835	(41,329,500)

Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, le Groupe ne possédait que des contrats de change à terme à titre d'instruments financiers dérivés.

16. PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Principaux prêts	3,651,502,067	2,593,587,582
Intérêts à recevoir	33,440,745	587,909,480
Prêts bruts	3,684,942,812	3,181,497,062
Dépréciation sur les prêts pour le financement du commerce (Note 18)*	(105,901,128)	(96,862,247)
Prêts nets	3,579,041,684	3,084,634,815
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT PAR ÉCHÉANCE :		
Arrivant à échéance :		
Dans un an	1,842,614,920	1,056,073,385
Dans un à trois ans	1,713,244,510	1,435,549,642
Dans plus de trois ans	129,083,382	689,874,035
	3,684,942,812	3,181,497,062

* Charge de dépréciation incluse pour les engagements hors bilan.

Au 31 décembre 2021, les prêts pour le financement du commerce non productifs bruts (stade 3) étaient de 103 018 461 USD (contre 89 735 648 USD en décembre 2020). Les provisions pour dépréciation spécifiques liées à ces prêts s'élevaient à 61 740 539 USD (contre 71 917 281 USD en décembre 2020), par conséquent la valeur comptable des prêts au stade 3 s'élevait à 41 277 922 USD (contre 17 818 367 USD en décembre 2020). Les provisions pour les prêts de financement du commerce aux stades 1 et 2 s'élevaient à 44 160 589 USD (contre 24 944 967 USD en décembre 2020).

17. PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Prêts décaissés	4,411,317,213	4,225,163,924
Intérêts capitalisés *	93,010,342	74,649,100
Prêts remboursés	(2,467,535,040)	(2,057,830,433)
Soldes principaux prêts	2,036,792,515	2,241,982,591
Intérêts à recevoir	62,302,773	50,281,026
Prêts bruts	2,099,095,288	2,292,263,617
Dépréciation sur les prêts pour le financement de projets (Note 18)	(46,205,821)	(67,486,895)
Prêts nets	2,052,889,467	2,224,776,722

* Les intérêts capitalisés renvoient à des intérêts de retard sur des prêts restructurés et désormais capitalisés à titre de principal.

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT PAR ÉCHÉANCE :		
Arrivant à échéance :		
Dans un an	494,927,418	398,862,677
Dans un à trois ans	783,723,450	692,703,245
Dans trois à cinq ans	507,391,974	708,447,718
Dans plus de cinq ans	313,052,446	492,249,977
	2,099,095,288	2,292,263,617

La proportion des prêts non productifs (Stade 3) pour le financement de projets étaient de 66 740 124 USD (contre 67 820 124 USD en décembre 2020). Les provisions pour dépréciation des prêts au stade 3 s'élevaient à 9 159 700 USD (contre 33 063 944 USD en décembre 2020), par conséquent la valeur comptable du prêt s'élevait à 57 580 424 USD (contre 34 756 180 USD en décembre 2020). Les provisions des prêts pour financement de projets aux stades 1 et 2 s'élevaient à 37 046 121 USD (contre 34 422 954 USD en décembre 2020).

18. ALLOCATION POUR DÉPRÉCIATION

	GROUPE ET BANQUE						TOTAL DE LA PROVISION USD
	INFRASTRUCTURES POUR FINANCEMENT DE PROJETS AU BILAN USD	PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS HORS BILAN USD	TOTAL DES PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS DÉPRÉCIATION USD	PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE AU BILAN USD	PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE HORS BILAN USD	TOTAL DE LA PROVISION POUR PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE USD	
Au 1 ^{er} janvier 2020	40,119,409	538,564	40,657,973	70,003,701	475,674	70,479,375	120,921,432
Montants amortis	-	(538,564)	(538,564)	(6,343,181)	(475,674)	(6,818,855)	(7,357,419)
Charge de l'exercice	25,811,784	1,555,702	27,367,486	32,775,939	425,788	33,201,727	60,598,738
Au 31 décembre 2020	65,931,193	1,555,702	67,486,895	96,436,459	425,788	96,862,247	174,162,751
Au 1 ^{er} janvier 2021	65,931,193	1,555,702	67,486,895	96,436,459	425,788	96,862,247	174,162,751
Montants amortis	(1,000,000)	-	(1,000,000)	(42,454,544)	-	(42,454,544)	(43,454,544)
Charge de l'exercice	(20,221,169)	(59,905)	(20,281,074)	48,170,290	3,323,135	51,493,425	31,965,646
Au 31 décembre 2021	44,710,024	1,495,797	46,205,821	102,152,205	3,748,923	105,901,128	162,673,853

19. PLACEMENTS EN ACTIONS

I. PARTICIPATION AU CAPITAL

	GROUPE ET BANQUE					
	COÛTS DE DÉPART USD	AUGMENTATIONS AU COÛT USD	COÛT TOTAL DE DÉPART USD	VALEUR COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT À LA FIN DE L'EXERCICE USD	VALEUR COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT EXERCICE PRÉCÉDENT USD	RÉSERVE DE LA JUSTE VALEUR POUR L'EXERCICE USD
À la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global :						
Au 31 décembre 2021						
African Export Import Bank	2,364,160	-	2,364,160	7,903,000	7,393,000	510,000
ZEP Reinsurance	31,938,654	-	31,938,654	49,609,000	42,496,000	7,113,000
Tononoka Steels Limited	628,653	-	628,653	706,000	194,000	512,000
Tanruss Investment Limited	1,755,000	-	1,755,000	(375,000)	168,000	(543,000)
Africa Trade Insurance Company	1,000,000	-	1,000,000	1,170,000	981,000	189,000
Gulf African Bank	1,978,734	-	1,978,734	1,809,000	2,448,000	(639,000)
Pan African Housing Fund	805,098	-	805,098	256,070	307,118	(51,048)
	40,470,299	-	40,470,299	61,078,070	53,987,118	7,090,952
Au 31 décembre 2020						
African Export Import Bank	2,364,160	-	2,364,160	7,393,000	7,431,000	(38,000)
ZEP Reinsurance	31,938,654	-	31,938,654	42,496,000	39,191,000	3,305,000
Tononoka Steels Limited	628,653	-	628,653	194,000	519,000	(325,000)
Tanruss Investment Limited	1,755,000	-	1,755,000	168,000	213,000	(45,000)
Africa Trade Insurance Company	1,000,000	-	1,000,000	981,000	939,000	42,000
Gulf African Bank	1,978,734	-	1,978,734	2,448,000	2,086,000	362,000
Pan African Housing Fund	756,850	48,248	805,098	307,118	756,850	(497,980)
	40,422,051	48,248	40,470,299	53,987,118	51,135,850	2,803,020

Les principaux placements en actions du Groupe sont effectués sur ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP), African Export-Import Bank, Tanruss, Africa Trade Insurance Agency et Gulf African Bank. En outre, le Groupe a souscrit aux fonds propres de divers projets dans ses États membres. La participation du Groupe est libellée en dollars américains. Au 31 décembre 2021, tous les placements étaient comptabilisés à la juste valeur conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Le Groupe n'a pas l'intention de céder les actions à court terme et aucune action n'a été décomptabilisée. Les dividendes tirés de ces placements, le cas échéant, sont présentés dans la Note 8.

19. PLACEMENTS EN ACTIONS (SUITE)

II. ACOMPTES VERSÉS :

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Capital total souscrit*	41,865,201	41,865,201
Moins : Versements non dus – Note 19 (iii)	(1,394,902)	(1,394,902)
Acomptes versés à la fin de l'exercice – Note 19 (i) et (iv)	40,470,299	40,470,299

* * Le capital total souscrit comprend le capital libéré et les souscriptions non payées

III. LES SOUSCRIPTIONS NON PAYÉES LIBELLÉES EN DOLLARS AMÉRICAINS AUX TAUX DE FIN D'ANNÉE ÉTAIENT COMPOSÉES DE :

African Export-Import Bank *	1,200,000	1,200,000
Pan African Housing Fund *	194,902	194,902
* Les souscriptions impayées sont payables à vue.	1,394,902	1,443,150

IV. MOUVEMENT DES ACOMPTES VERSÉS :

Au début de l'exercice	40,470,299	40,422,051
Ajouts nets au coût - Note 19 (i)	-	48,248
À la fin de l'exercice	40,470,299	40,470,299

20. (a) INVESTISSEMENT DANS LES COENTREPRISES

La Banque détenait une participation de 50 % dans le Fonds d'infrastructure de l'Afrique orientale et australe (ESAIF) jusqu'en septembre 2017, date à laquelle la TDB a acquis le 100 % des actions de l'ESAIF. L'ESAIF a été constituée en 2016 et son établissement principal est à Ebene, en Ile Maurice. L'ESAIF est un instrument désigné pour la collecte et la gestion des fonds du Fonds COMESA pour les infrastructures. Il n'existe aucune cotation de marché pour les investissements. L'ESAIF présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre.

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
MOUVEMENT DES COENTREPRISES :		
Au 1 ^{er} janvier	317,010	317,010
Évolution des investissements- note 20(b)	(317,010)	-
Au 31 décembre	-	317,010

20. (b) ERREUR DANS LA COMMUNICATION DES CHIFFRES DE L'ESAIF CONSIDÉRÉE COMME CO-ENTREPRISE ET NON COMME FILIALE DANS UNE PÉRIODE ANTÉRIEURE

Comme l'indique la note 20(a), l'ESAIF a été créée comme coentreprise en 2016, et l'est restée jusqu'en septembre 2017 lorsque la Banque en a acquis le contrôle total. Cependant, en raison d'une omission, dans les états financiers, le Groupe et la Banque ont à tort continué à comptabiliser et communiquer leur investissement dans l'ESAIF comme coentreprise, plutôt que comme filiale. L'erreur a été identifiée au cours de l'année, et le traitement comptable et les informations à fournir corrigés ont été incorporés dans ces états financiers de l'exercice en cours. Pour intégrer la correction de l'erreur, le Groupe et la Banque ont pris en compte les dispositions de la norme IAS 8 : Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, qui prévoient la correction rétrospective par une entité des erreurs significatives dans les périodes antérieures.

Le Groupe et la Banque ont déterminé que l'erreur liée au traitement comptable et aux informations relatives à l'ESAIF comme coentreprise plutôt que comme filiale ne constitue pas une erreur significative d'une période antérieure par rapport aux présents états financiers. Les résultats financiers et la situation financière de l'ESAIF n'ont pas une incidence importante ni sur les états financiers individuels ni sur les états financiers consolidés. Par conséquent, les administrateurs estiment qu'il n'est pas nécessaire de retraiter les informations rapportées de la période précédente dans les états financiers.

Le Groupe considère le bénéfice dilué par action (DEPS) comme un indicateur clé dans son information financière. L'erreur qui en résulterait aurait entraîné une réduction de 1 USD du DEPS déclaré en 2020.

Cette erreur n'a pas eu d'impact sur le bilan du Groupe car le mouvement s'est fait à l'intérieur des actifs du Groupe. L'investissement dans les coentreprises a baissé de 317 010 USD tandis que les autres créances ont augmenté d'un montant similaire.

21. COÛT D'UNE PARTICIPATION DANS DES FILIALES

A. ESATAL (EASTERN AND SOUTHERN AFRICAN TRADE ADVISERS LIMITED)

La Banque détient une participation de 50 % plus une action dans ESATAL (Eastern and Southern African Trade Advisers Limited). ESATAL a été constituée en 2015 sous la forme d'une coentreprise entre la TDB et GML Capital, chaque partie détient 50 % de la coentreprise. En août 2019, ESATAL est devenue une filiale de la TDB après être passée sous le contrôle de la Banque. Son principal établissement est à Ebene, en Ile Maurice. L'ESATAL est un gestionnaire de placements du Fonds pour le commerce de l'Afrique orientale et australe – « ESATF » (voir note 23). L'ESATAL présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre.

B. FONDS POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDF)

La Banque détient une participation de 100 % dans le Fonds pour le Commerce et le Développement (TDF). Le Fonds TDF a été constitué en 2020 à Harare au Zimbabwe dans lequel se trouve son siège social. Il accorde des dons et des subventions, ainsi qu'une assistance technique et financière à des conditions non commerciales. Il assure également la formation et le renforcement des capacités auprès de ses partenaires. Le Fonds TDF présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre.

C. FONDS D'INFRASTRUCTURE DE L'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE (ESAIF)

La Banque détient une participation de 100 % dans la Eastern and Southern African Trade Advisers Limited (ESATAL). L'ESAIF a été constituée en 2015 sous la forme d'une coentreprise entre la TDB et Harith General Partners, chaque partie détient 50 % de la coentreprise. En septembre 2017, ESATAL est devenue une filiale de la TDB après obtention du contrôle par la Banque. Voir note 20(b). Son établissement principal est à Ebene, en Ile Maurice. L'ESAIF est une société de gestion de portefeuille du Fonds COMESA pour les infrastructures – « CIF ». L'ESAIF présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre.

D. COMPAGNIE D'ASSURANCES CAPTIVE DE LA TDB (TCI)

La Banque détient une participation de 100 % dans la compagnie d'assurances captive de la TDB (TCI). La TCI a été constituée en 2021 et son établissement principal est à Ebene, en Ile Maurice. La TCI offre des services d'atténuation des risques à la TDB, sa société mère, et à d'autres entités apparentées du Groupe, en misant principalement sur les services d'assurance des actifs financiers. La TCI présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre. La TCI n'était pas entrée en activité au 31 décembre 2021. Il n'y a donc eu aucune opération au cours de l'exercice terminé.

21. COÛT D'UNE PARTICIPATION DANS DES FILIALES (SUITE)

E. ACTIONNARIAT

ESATAL

	2021		2020	
	NBRE D' ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD	NBRE D' ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD
Nbre total d'actions en circulation et entièrement libérées*	139,967	139,967	139,967	139,967
Participation de la TDB : 50 % + 1 action	69,984	69,984	69,984	69,984

Les actions ordinaires jouissent des droits suivants :

- Une voix par action sur toutes les résolutions et questions relevant de la détermination et de l'approbation des actionnaires, en vertu de la Loi de 2001 sur les sociétés de l'Île Maurice et de la Constitution.
- Le droit à une part égale des dividendes déclarés et payés par la société.
- Le droit à une part égale dans la répartition des excédents d'actifs de la Société.

ESAIF

	2021		2020	
	NBRE D' ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD	NBRE D' ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD
Nbre total d'actions en circulation et entièrement libérées*	1,166,944	1,166,944	-	-
Actions de la TDB - 100 %	1,166,944	1,166,944	-	-

TDF

	2021		2020	
	NBRE D' ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD	NBRE D' ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD
Nbre total d'actions en circulation et entièrement libérées	1	1	-	-
Actions de la TDB - 100 %	1	1	-	-
INVESTISSEMENT TOTAL DANS LES FILIALES				
Nbre total d'actions en circulation et entièrement libérées	1,236,929	1,236,929	69,984	69,984

TDB's actual number and value of shares in TDF had not been determined as at year end, hence a token amount of USD 1 disclosed for reporting purposes.

21. COÛT D'UNE PARTICIPATION DANS DES FILIALES (SUITE)

F. RÉSUMÉ DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

i. Filiale avec participation majoritaire

Au 31 décembre 2021	BANQUE	
	TDF USD	ESAIF USD
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Total actifs	2,402,889	37,194
Total passifs	(3,418,206)	(174,799)
Actif net	(1,015,317)	(137,605)
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Produits	13,873	-
Dépenses	(1,029,190)	(25,099)
Résultat de l'exercice en cours	(1,015,317)	(25,099)

ii. Filiale avec participation minoritaire – ESATAL

Le Conseil d'administration se prononce sur les activités pertinentes de la filiale sur la base d'un vote à la majorité simple, chaque administrateur disposant d'une voix. Ainsi, les administrateurs du Groupe ont conclu que le Groupe exerce un contrôle sur l'ESATAL et les résultats ont été consolidés dans les présents états financiers.

La synthèse des informations financières de la filiale avec une participation ne donnant pas le contrôle est présentée ci-dessous :

	BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Total actifs	1,253,893	839,480
Total passifs	(196,845)	(13,781)
Actif net	1,057,048	825,699
Actionnaires sans contrôle	50%	50%
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Résultat courant avant impôt	777,191	724,290
Crédit d'impôt	-	3,494
	777,191	727,784
Bénéfice de l'exercice attribuable aux actionnaires de la Banque	388,596	363,892
Bénéfice de l'exercice attribuable aux actionnaires minoritaires	388,595	363,892
Total du résultat global pour l'exercice	777,191	727,784
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DU FLUX DE TRÉSORERIE		
Flux de trésorerie nets résultant de l'activité d'exploitation	800,091	643,974
Flux de trésorerie absorbés par les opérations de financement	(545,826)	(171,185)
Hausse nette des espèces et quasi-espèces	254,265	472,789
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	765,772	292,983
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	1,020,037	765,772

22. INVESTISSEMENT DANS DES TITRES PUBLICS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
DÉTENUS AU COÛT AMORTI		
Obligations du trésor et bons du trésor :		
Au début de l'exercice	120,928,084	44,897,636
Échéances	(36,978,050)	-
Augmentations : Bons du trésor *	-	47,801,418
Marge à recevoir	-	28,229,030
À la fin de l'exercice	83,950,034	120,928,084

* Dans le cadre du mandat de la Banque visant à approfondir les marchés de capitaux au sein de ses états membres, la TDB a continué à investir dans des bons du trésor zambien dont les rendements concurrentiels sont compris entre 26 et 33 %. Les obligations sont détenues sous forme de placement à leur équivalent en kwacha zambien.

23. INVESTISSEMENT DANS LES TITRES D'UN FONDS POUR LE COMMERCE

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
PLACEMENTS DANS L'ESATF À LA JUSTE VALEUR À TRAVERS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL :				
Au début de l'exercice	52,327,417	49,997,089	52,327,317	49,996,989
Ajouts au cours de l'exercice	1	-	1	-
Amortissements/échéances lors de l'exercice	-	(447,250)	-	(447,250)
Gains liés à la juste valeur	1,842,917	2,777,578	1,842,917	2,777,578
À la fin de l'exercice	54,170,335	52,327,417	54,170,235	52,327,317

L'investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce comprend des placements en action dans l'East and Southern African Trade Fund – « ESATF ».

24. AUTRES CRÉANCES

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Actifs vendus*	-	85,000,000	-	85,000,000
Remboursements anticipés et autres créances**	26,261,292	36,850,165	24,537,847	36,776,556
Prêts et avances au personnel***	16,041,750	14,123,916	16,041,750	14,123,916
Frais d'expertise****	323,563	917,489	323,563	917,489
	42,626,605	136,891,570	40,903,160	136,817,961
<i>Frais d'expertise à recevoir****</i>				
Au début de l'exercice	917,489	677,703	917,489	677,703
Produit à recevoir	917,450	1,201,581	917,450	1,201,581
Entrées	(812,751)	(598,041)	(812,751)	(598,041)
Montants amortis (Note 11)	(698,625)	(363,754)	(698,625)	(363,754)
À la fin de l'exercice	323,563	917,489	323,563	917,489
Montants dus dans un délai d'un an	29,913,002	126,004,800	28,189,557	125,931,190
Montants dus après un an	12,713,603	10,886,770	12,713,603	10,886,771
	42,626,605	136,891,570	40,903,160	136,817,961

* Les actifs vendus à la baisse représentent les actifs vendus aux contreparties sans subvention. La vente à la baisse de créances à recevoir ne produit pas d'intérêt.

** Les remboursements anticipés et autres créances comprennent principalement les coûts d'assurance sur les expositions du Groupe et les frais d'établissement payés en relation avec les facilités de crédit à court terme accordées au Groupe par les prêteurs.

*** Les prêts et avances au personnel sont accordés conformément au Statut et Règlement du Personnel approuvé par le Conseil d'Administration. Ces prêts et avances au personnel ont diverses échéances allant de 3 à 36 mois.

**** Les frais d'expertise sont constatés à titre de produit à recevoir lors de l'approbation d'une facilité auprès de l'emprunteur par le Groupe.

25. IMMOBILISATIONS CORPORELLES - GROUPE ET BANQUE

	GROUPE ET BANQUE						
	TERRES FRANCHES USD	IMMEUBLE EN CONSTRUCTION USD	IMMEUBLES USD	VÉHICULES À MOTEUR USD	MOBILIER ET AMÉNAGEMENTS USD	MATÉRIEL DE BUREAU USD	TOTAL USD
Exercice clos le 31 décembre 2021 :							
COÛT							
Au 1er janvier 2021	140,400	10,117,248	26,685,461	985,164	1,740,237	2,617,250	42,285,760
Augmentations	-	6,884,052	3,164	62,825	5,650	255,347	7211,038
Cessions	-	-	-	-	-	(4,827)	(4,827)
Au 31 décembre 2021	140,400	17,001,300	26,688,625	1,047,989	1,745,887	2,867,770	49,491,971
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
Au 1er janvier 2021	-	-	8,759,218	667,582	1,250,776	2,276,613	12,954,189
Charge de l'exercice	-	-	514,840	115,371	116,158	233,074	979,443
Cessions	-	-	-	-	-	(4,580)	(4,580)
Au 31 décembre 2021	-	-	9,274,058	782,953	1,366,934	2,505,107	13,929,052
VALEUR COMPTABLE NETTE							
Au 31 décembre 2021	140,400	17,001,300	17,414,567	265,036	378,953	362,663	35,562,919

Terres louées :

Les terres louées désignent les terres que le Groupe possède et sur lesquelles il détient un titre à bail de 99 ans. Cela a été transféré au poste « droit d'utilisation des actifs » en 2019 suite à l'adoption de l'IFRS 16 - Contrats de location.

Immeuble en construction :

Le Groupe envisage la construction d'un immeuble pour abriter des bureaux à Nairobi, au Kenya. Des coûts relatifs aux services professionnels, notamment les honoraires des entrepreneurs et des consultants, ont été engagés et, conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur ces coûts jusqu'à ce que le bâtiment soit prêt à l'usage.

Aucun actif n'a été engagé en garantie des emprunts du Groupe (nul en décembre 2020).

25. IMMOBILISATIONS CORPORELLES - GROUPE ET BANQUE (SUITE)

	GROUPE ET BANQUE						
	TERRES FRANCHES USD	IMMEUBLE EN CONSTRUCTION USD	IMMEUBLES USD	VÉHICULES À MOTEUR USD	MOBILIER ET AMÉNAGEMENTS USD	MATÉRIEL DE BUREAU USD	TOTAL USD
Exercice clos le 31 décembre 2020 :							
COÛT							
Au 1er janvier 2020	140,400	4,770,891	26,598,015	864,665	1,865,267	2,477,509	36,716,747
Augmentations	-	5,346,357	87,446	120,499	7,537	154,497	5,716,336
Cessions	-	-	-	-	(132,567)	(14,756)	(147,323)
Au 31 décembre 2020	140,400	10,117,248	26,685,461	985,164	1,740,237	2,617,250	42,285,760
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
Au 1er janvier 2020	-	-	8,250,390	563,148	1,141,595	2,078,551	12,033,684
Charge de l'exercice	-	-	508,828	104,434	133,523	210,869	957,654
Cessions	-	-	-	-	(24,342)	(12,807)	(37,149)
Au 31 décembre 2020	-	-	8,759,218	667,582	1,250,776	2,276,613	12,954,189
VALEUR COMPTABLE NETTE							
Au 31 décembre 2020	140,400	10,117,248	17926,243	317,582	489,461	340,637	29,331,571

26. DROIT D'UTILISATION DES ACTIFS

Le droit d'utilisation comprend les contrats de location portant sur des locaux à usage propre et les terrains que possède et exploite le Groupe en vertu d'un bail de 99 ans. Les informations relatives aux contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur figurent au tableau ci-dessous :

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
OÛT		
Au début de l'exercice	4,397,415	4,378,195
Actif loué comptabilisé	292,619	19,220
À la fin de l'exercice	4,690,034	4,397,415
AMORTISSEMENT CUMULÉ		
Au début de l'exercice	1,048,846	466,183
Charge de l'exercice	587,290	582,663
À la fin de l'exercice	1,636,136	1,048,846
VALEUR COMPTABLE NETTE		
À la fin de l'exercice	3,053,898	3,348,569
<i>Montants comptabilisés dans le compte de résultats :</i>		
Charge d'amortissement du droit d'utilisation	587,290	582,663
Charges d'intérêt sur la dette de loyer	124,716	141,575
Charges relatives aux contrats de location de courte durée	50,152	53,273
	762,158	777,511

27. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
COÛT		
Au début de l'exercice	4,379,081	3,618,920
Augmentations	354,576	760,161
À la fin de l'exercice	4,733,657	4,379,081
AMORTISSEMENT		
Au début de l'exercice	2,380,382	1,620,918
Charge de l'exercice	845,718	759,464
À la fin de l'exercice	3,226,100	2,380,382
VALEUR COMPTABLE NETTE		
À la fin de l'exercice	1,507,557	1,998,699

Les immobilisations incorporelles renvoient au coût des logiciels acquis.

Les logiciels sont amortis sur leur durée de vie utile estimée, qui est en moyenne de 5 ans.

28. DÉPÔTS SUR COMPTE DE RECOUVREMENT

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Au début de l'exercice	93,275,106	95,822,611
Hausse	9,440,947	49,600,753
Baisse	(37,736,948)	(52,148,258)
À la fin de l'exercice	64,979,105	93,275,106

Les dépôts dans le compte de recouvrement sont des sommes recouvrées au titre des prêts à court terme. Ils représentent les dépôts collectés par le Groupe au nom des clients à partir du montant des recettes des produits financés par le Groupe qui seront appliqués sur les remboursements de prêts à leur échéance.

29. PASSIFS LOCATIFS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Au début de l'exercice	1,087,250	1,520,467
Nouveaux passifs locatifs	292,618	19,219
Règlement des dettes de location	(891,826)	(594,011)
Intérêts relatifs aux dettes de location (note 29)	124,716	141,575
À la fin de l'exercice	612,758	1,087,250
<i>Analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés</i>		
Exercice 1	127,361	551,599
Exercice 2	485,397	280,042
Exercice 3	-	255,609
Total des dettes de location actualisées	612,758	1,087,250

Les dettes de location sont actualisées à un taux de 6,88 %

30. EMPRUNTS À COURT TERME

	GROUPE ET BANQUE				
	DATE DE RENOUVELLEMENT/ D'AVANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	2021 USD	2020 USD
Opérations de financement syndicataires mondiales 2021	Déc-21	Nov-24	USD	497,251,930	-
Opérations de financement syndicataires mondiales 2020	Déc-20	Déc-22	USD	450,000,000	450,000,000
Banque nationale d'Éthiopie	Oct-21	Mar-22	USD	301,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (11)	Déc-20	Déc-22	USD	260,000,000	225,000,000
Prêt syndiqué - Middle First Abu Dhabi Bank PJSC	Déc-19	Déc-22	USD	259,065,216	468,989,865
Prêt syndiqué - Asie (1)	Août-21	Juin-22	USD	200,000,000	400,000,000
The Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ, Ltd	Mai-21	Mai-23	USD	150,000,000	150,000,000
Sumarai 2021	Déc-21	Déc-24	USD	150,000,000	-
CDC	Déc-20	Déc-22	USD	100,000,000	100,000,000
CASSA	Jan-21	Jan-24	USD	67,968,000	-
Standard Chartered Bank London	Juill-21	Avr-23	USD	53,797,668	-
NORFUND	Juill-21	Juill-22	USD	50,000,000	50,611,417
Citibank	Sep-21	Avr-22	USD	40,967,211	9,247,080
Financement de projets à travers Africa 50	Nov-21	Feb-22	USD	32,146,475	31,903,540
Commerzbank	Juill-21	Avr-22	USD	21,994,717	-
NOUVBANK	Nov-21	Fév-22	USD	15,670,891	-
African Trade Insurance Agency	Jan-21	Sep-22	USD	8,985,304	5,550,674
BANCOBU	Oct-21	Oct-22	USD	3,000,000	-
KfW	Juin-20	Juin-21	USD	-	20,000,000
Standard Chartered Bank London	Juill-20	Mai-21	USD	-	21,653,436
Opérations de financement syndicataires mondiales 2018	Oct-18	Oct-22	USD	-	260,000,000
Prêt syndiqué dit Samurāi	Déc-18	Déc-21	USD	-	123,783,324
Nedbank	Déc-18	Nov-21	USD	-	50,000,000
Mizuho Bank London	Oct-20	Juill-21	USD	-	40,000,000
Sous-total pour autres emprunts à court terme				2,661,847,412	2,406,739,336
INTÉRÊT À PAYER				1,615,134	737,540
TOTAL EMPRUNTS À COURT TERME				2,663,462,546	2,407,476,876
Montants dus dans un délai d'un an				1,798,242,616	503,487,011
Montants dus après un an				865,219,930	1,903,252,325
				2,663,462,546	2,407,476,876

Les emprunts sont classés comme à court ou à long terme sur la base du portefeuille que le Groupe finance, c'est-à-dire des prêts pour financement du commerce ou de projets, et non sur la base de l'échéance contractuelle du passif. Les prêts pour financement du commerce ont une durée maximale de 3 ans tandis que les prêts pour financement de projets s'étendent au-delà de 3 ans.

31. EMPRUNTS À LONG TERME

	DATE DE RENOUVELLEMENT	DATE	DEVISE	MONTANT EN	MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2021			MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2020		
					SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD
PRÊTEUR										
Banque africaine de développement	Nov-08	Mars-29	USD	175,620,749	162,500,000	26,250,000	136,250,000	188,750,000	26,250,000	162,500,000
Consortium pour la Recherche économique en Afrique	Nov-19	Nov-26	USD	2,993,975	2,993,975	-	2,993,975	2,993,975	-	2,993,975
Programme d'émissions de bons européens à moyen terme pour un montant de 3,5 milliards de dollars américains : Troisième tranche	Mai-19	Mai-24	USD	750,000,000	750,000,000	-	750,000,000	750,000,000	-	750,000,000
Programme d'émissions de bons européens à moyen terme pour un montant de 3,5 milliards de dollars américains : Deuxième tranche	Déc-13	Mar-22	USD	700,000,000	700,000,000	700,000,000	-	700,000,000	-	700,000,000
Programme d'émissions de bons européens à moyen terme pour un montant de 3,5 milliards de dollars américains : Quatrième	Juin-21	Juin-28	USD	500,000,000	650,000,000	-	650,000,000	-	-	-
Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)	Mars-19	Juin-23	USD	50,000,000	40,000,000	20,000,000	20,000,000	60,000,000	20,000,000	40,000,000
Development Bank of Southern Africa (DBSA)	Mars-07	Juin-21	USD	-	-	-	-	4,687,500	4,687,500	-
Private Export Funding Corporation	Août-11	Oct-21	USD	2,231,064	-	-	-	5,205,825	5,205,825	-
KfW	Déc-13	Nov-31	USD	135,238,143	135,238,143	17,142,857	118,095,286	145,714,286	11,428,571	134,285,714
KfW-IPEX	Sep-16	Déc-28	USD	-	-	-	-	96,382,577	13,364,622	83,017,956
Banque européenne d'investissement (BEI)	Août-16	Juin-33	USD	94,620,915	88,746,667	11,749,333	76,997,334	70,496,000	11,749,333	58,746,667
CDC Group	Oct-16	Mai-26	USD	50,754,732	42,045,455	12,878,788	29,166,667	59,469,697	17,424,242	42,045,455
Standard Chartered Bank / USAID	Sep-17	Mars-24	USD	14,797,669	12,683,716	4,227,906	8,455,810	16,911,622	4,227,906	12,683,716

31. EMPRUNTS À LONG TERME (SUITE)

	MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2021				MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2020					
	DATE DE RENOUVELLEMENT	DATE	DEVISE	MONTANT EN	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD
PRÊTEUR (SUITE)										
Finnish Export Credit (FEC) - Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC)	Juill-17	Déc-29	USD	53,488,158	50,341,795	6,292,724	44,049,071	53,921,901	5,226,373	48,695,529
	Juill-17	Fév-24	USD	-	-	-	-	853,983	853,983	-
Japan Bank for International Corporation	Déc-17	Août-35	USD	88,749,700	85,625,000	6,250,000	79,375,000	71,875,000	6,250,000	65,625,000
Agence Française de Développement	Déc-17	Déc-23	USD	250,000,000	100,000,000	100,000,000	-	250,000,000	250,000,000	-
The Exim - Import Bank of China	Mar-18	Fév-26	USD	67043,456	60,339,111	13,408,691	46,930,420	82,164,643	21,825,532	60,339,111
Industrial Development Corporation	Fév-18	Jan-28	USD	12,187,500	11,250,000	1,875,000	9,375,000	13,125,000	1,875,000	11,250,000
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	Juin-20	Avr-25	USD	20,764,678	20,460,208	7185,192	13,275,016	15,677,754	1,789,433	13,888,320
Development Bank of the Republic of Belarus	Juin-20	Juin-30	USD	25,000,000	25,000,000	2,941,176	22,058,824	25,000,000	-	25,000,000
Oesterreichische Entwicklungsbank AG	Juill-20	Juin-30	EUR	334,434,877	378,847,830	-	378,847,830	411,237,846	-	411,237,846
Prêt syndiqué de l'AM/GI	Juill-20	Juin-30	EUR	50,000,000	56,640,000	6,663,529	49,976,471	61,482,500	-	61,482,500
Cassa Depositi e Prestiti	Mars-21	Août-39	USD	25,560,000	25,560,000	-	25,560,000	-	-	-
Mécanisme de la Banque mondiale-Mécanisme d'Infrastructure										

31. EMPRUNTS À LONG TERME (SUITE)

	DATE DE RENOUVELLEMENT	DATE	DEVISE	MONTANT EN	MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2021			MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2020		
					SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD
PRÊTEUR (SUITE)										
Mécanisme de la Banque mondiale-Mécanisme d'assistance	Jan-21	Aug-58	USD	1,641,000	1,641,000	-	1,641,000	-	-	-
Institut de financement du développement Canada-FinDev	Nov-21	Nov-29	USD	20,000,000	20,000,000	-	20,000,000			
Sous-total des emprunts à long terme					3,419,912,900	936,865,196	2,483,047,704	3,085,950,109	402,158,320	2,683,791,789
Intérêt à payer					23,836,580	23,836,580	-	29,829,894	29,829,894	-
Total					3,443,749,480	960,701,776	2,483,047,704	3,115,780,003	431,988,214	2,683,791,789
Dépenses différées					(69,653,116)	(13,023,735)	(56,629,381)	(64,255,723)	(10,545,083)	(53,710,640)
Total des emprunts à long terme					3,374,096,364	947,678,041	2,426,418,323	3,051,524,280	421,443,131	2,630,081,149

Le Groupe rembourse ces emprunts en versements trimestriels ou semestriels, ainsi que sous forme de remboursements in fine. Le Groupe n'a donné aucune garantie pour les emprunts.

Elle s'est acquittée de tous ces emprunts. Les emprunts sont classés comme à court ou à long terme sur la base du portefeuille que le Groupe finance, c'est-à-dire des prêts pour

financement du commerce ou de projets, et non sur la base de l'échéance contractuelle du passif. Les prêts pour financement du commerce ont une durée maximale de 3 ans tandis que les prêts pour financement de projets s'étendent au-delà de 3 ans.

32. AUTRES DETTES

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Fonds de prévoyance*	38,413,550	29,217,684	38,413,550	29,217,684
Bénéfices reportés - Escompte de lettres de crédit	16,284,287	10,116,963	16,284,287	10,116,963
Autres créanciers**	14,198,319	18,871,780	13,087,582	18,857,999
Plan d'intéressement à long terme actualisé	12,199,651	10,282,849	12,199,651	10,282,849
Dividendes à payer	9,565,460	7,661,404	9,565,460	7,661,404
Avantage à payer et comptabilisation	3,811,765	3,547,549	3,811,765	3,547,549
Frais à payer- Financement du commerce	1,314,331	2,301,542	1,314,331	2,301,542
Charges à payer	363,452	1,640,962	363,452	1,640,962
Caution de loyer	51,622	51,622	51,622	51,622
Frais à payer - Financement de projets	16,139	16,139	16,139	16,139
Commissions de syndication actualisées	572	2,308,386	572	2,308,386
	96,219,148	86,016,880	95,108,411	86,003,099
ANALYSE D'AUTRES DETTES PAR ÉCHÉANCES :				
Montants dus dans un délai d'un an	57,805,598	46,516,347	56,694,861	46,502,566
Montants dus après un an	38,413,550	39,500,533	38,413,550	39,500,533
	96,219,148	86,016,880	95,108,411	86,003,099

* La Caisse de prévoyance concerne la contribution du Groupe au fonds qui n'a pas encore été versée.

** Les autres créanciers concernent principalement les dépôts en espèces par les clients.

33. PROVISION POUR SALAIRES ET CONGÉS PAYÉS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
(I) PROVISION POUR SALAIRES		
Au début de l'exercice	7,451,942	6,600,151
Augmentation de la provision	1,180,534	1,098,668
Paiement de l'indemnité de départ	(174,402)	(246,877)
À la fin de l'exercice	8,458,074	7,451,942
(II) PROVISION POUR CONGÉS PAYÉS		
Au début de l'exercice	2,505,837	1,951,359
Augmentation de la provision	391,612	670,419
Paiement des congés payés	(67,789)	(115,941)
À la fin de l'exercice	2,829,660	2,505,837
TOTAL DE PROVISION POUR SALAIRES ET CONGÉS PAYÉS	11,287,734	9,957,779

Les droits des employés à un salaire et aux congés annuels sont comptabilisés lorsqu'ils leurs sont payés.

34. CAPITAL SOCIAL

GROUPE ET BANQUE

	AU 31 DÉCEMBRE 2021				AU 31 DÉCEMBRE 2020			
	ACTIONS DE CATÉGORIE « A » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « B » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « C » USD	TOTAL USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « A » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « B » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « C » USD	TOTAL USD
CAPITAL AUTORISÉ :								
- 176 468 (contre 88 234 actions ordinaires de catégorie « A » d'une valeur de 22 667 USD chacune en 2019	4,000,000,156	-	-	4,000,000,156	4,000,000,156	-	-	4,000,000,156
- 220 585 actions ordinaires de catégorie « B » d'une valeur de 4 533 40 USD chacune en 2020	-	1,000,000,039	-	1,000,000,039	-	1,000,000,039	-	1,000,000,039
- 220 585 actions ordinaires de catégorie « C » d'une valeur de 4 533 40 USD chacune en 2020	-	-	1,000,000,039	1,000,000,039	-	-	1,000,000,039	1,000,000,039
MOINS : NON SOUSCRIT								
- Catégorie « A »	(1,894,462,526)	-	-	(1,894,462,526)	(1,975,179,713)	-	-	(1,975,179,713)
- Catégorie « B »	-	(853,960,460)	-	(853,960,460)	-	(859,400,539)	-	(859,400,539)
- Catégorie « C »	-	-	(1,000,000,039)	(1,000,000,039)	-	-	(1,000,000,039)	(1,000,000,039)
CAPITAL SOUSCRIT :								
- 92 890 actions ordinaires de catégorie « A » (contre 89 329 en décembre 2020) d'une valeur de 22 667 USD chacune	2,105,537,630	-	-	2,105,537,630	2,024,820,443	-	-	2,024,820,443
- 32 214 actions ordinaires de catégorie « B » (contre 31 014 en décembre 2020) d'une valeur de 4 533,40 USD chacune	-	146,039,579	-	146,039,579	-	140,599,500	-	140,599,500
Moins : Capital sujet à appel	(1,684,430,104)	-	-	(1,684,430,104)	(1,619,856,354)	-	-	(1,619,856,354)
Capital à payer	421,107,526	146,039,579	-	567,147,105	404,964,089	140,599,500	-	545,563,589
Moins : Montants non échus	(10,114,000)	-	-	(10,114,000)	(9,802,117)	-	-	(9,802,117)
Capital échu	410,993,526	146,039,579	-	557,033,105	395,161,972	140,599,500	-	535,761,472
Moins : souscriptions arriérées	(1,164,438)	-	-	(1,164,438)	(827,632)	-	-	(827,632)
Capital libéré	409,829,088	146,039,579	-	555,868,667	394,334,340	140,599,500	-	534,933,840

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

	31 DÉCEMBRE 2021			31 DÉCEMBRE 2020		
	ACTIONS DE CATÉGORIE « A » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « B » USD	TOTAL USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « A » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « B » USD	TOTAL USD
MOUVEMENT DU CAPITAL SOCIAL LIBÉRÉ						
Au début de l'exercice	394,334,340	140,599,500	534,933,840	371,673,026	127,434,446	499,107,472
Consortium pour la Recherche économique en Afrique	-	18,134	18,134	-	-	-
Banque africaine de développement	897,614	231,203	1,128,817	1,373,620	503,210	1,876,830
Société africaine de réassurance	-	145,069	145,069	-	113,336	113,336
BADEA - Banque arabe pour le développement économique en Afrique Banco Nacional De Investment	-	181,336	181,336	-	258,405	258,405
Banco Nacional De Investment	-	63,468	63,468	-	131,469	131,469
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) Djibouti	-	1,768,026	1,768,026	-	1,858,702	1,858,702
Fonds d'investissement pour les pays en développement	-	-	-	-	7,425,743	7,425,743
Mauritian Eagle Insurance Company	-	22,667	22,667	-	36,267	36,267
Caisse nationale de retraite - Maurice	-	349,072	349,072	-	698,147	698,147
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda	-	580,275	580,275	-	834,149	834,149
Fonds de l'OPEP pour le développement international	-	140,535	140,535	-	308,273	308,273
Office Rwandais de Sécurité Sociale	-	213,070	213,070	-	462,409	462,409
Seychelles Pension Fund	-	72,534	72,534	-	27,201	27,201
Sacos Group Limited	-	22,667	22,667	-	149,603	149,603
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB	-	417,072	417,072	-	(63,468)	(63,468)
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB	-	965,614	965,614	-	(113,336)	(113,336)
Bélarus	145,068	-	145,068	158,669	-	158,669
Burundi	335,472	-	335,472	498,674	-	498,674
République populaire de Chine	1,001,882	249,337	1,251,219	1,523,221	534,944	2,058,165
Comores	18,134	-	18,134	31,734	-	31,734
RDC	734,411	-	734,411	843,212	-	843,212
Djibouti	18,134	-	18,134	77068	-	77068
Égypte	1,446,154	-	1,446,154	2,153,365	-	2,153,365
Érythrée	110,733	-	110,733	147901	-	147901

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

	GROUPE ET BANQUE					
	31 DÉCEMBRE 2021		31 DÉCEMBRE 2020			
	ACTIONS DE CATÉGORIE « A » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « B » USD	TOTAL USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « A » USD	ACTIONS DE CATÉGORIE « B » USD	TOTAL USD
MOUVEMENT DU CAPITAL SOCIAL LIBÉRÉ (SUITE)						
Eswatini	441,552	-	441,552	432,486	-	432,486
Éthiopie	2,487,023	-	2,487,023	3,162,500	-	3,162,500
Kenya	1,441,621	-	1,441,621	2,076,297	-	2,076,297
Madagascar	427,953	-	427,953	418,886	-	418,886
Malawi	353,605	-	353,605	521,341	-	521,341
Maurice	616,542	-	616,542	879,480	-	879,480
Mozambique	217,603	-	217,603	2,161,030	-	2,161,030
Rwanda	1,444,241	-	1,444,241	2,548,877	-	2,548,877
Seychelles	72,534	-	72,534	108,802	-	108,802
Somalie	146,721	-	146,721	195,969	-	195,969
Sud-Soudan	267,470	-	267,470	285,604	-	285,604
Tanzanie	1,264,818	-	1,264,818	1,813,360	-	1,813,360
Ouganda	902,786	-	902,786	1,249,218	-	1,249,218
Zambie	702,677	-	702,677	-	-	-
Souscriptions au capital pour l'exercice*	15,494,748	5,440,079	20,934,827	22,661,314	13,165,054	35,826,368
à la fin de l'exercice	409,829,088	146,039,579	555,868,667	394,334,340	140,599,500	534,933,840

* Le montant comprend 10 153 175 USD de souscriptions au capital au titre de l'Augmentation Générale du Capital. La prime d'émission afférente à la souscription s'élevait à 10 346 063 USD. Dès lors, le montant total payé était de 20 499 238 USD.

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Le capital à payer correspond au cinquième du capital souscrit en actions de catégorie « A ». Les quatre cinquièmes restants du capital souscrit constituent un capital exigible. Le Conseil des gouverneurs du Groupe peut, sur recommandation du Conseil d'administration, recommander un remboursement uniquement lorsque son montant est nécessaire pour rembourser des emprunts existants ou pour honorer des engagements garantis. La note 49 contient l'état des souscriptions au capital par les pays membres.

	GROUPE ET BANQUE			
	NOMBRE D' ACTIONS	PRIME DE L' ACTION USD	PRIX PAYÉ USD	PRIME D' ÉMISSION USD
PRIME D'ÉMISSION :				
Au 31 décembre 2021 :				
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE B :				
Au 1er janvier 2021	31,014	140,599,500	250,203,353	109,603,853
Augmentations - Paiements versés	1,698	7,697,712	18,026,358	10,326,646
Échéances survenues au cours de l'exercice - Note 40 (f)	(498)	(2,257,633)	(6,443,124)	(4,185,491)
Au 31 décembre 2021	32,214	146,039,579	261,786,587	115,747,008
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE A :				
Au 1er janvier 2021	89,329	23,161,140	66,703,354	37,396,074
Ajouts - Sans prime d'émission	819	3,064,168	3,064,168	-
Augmentations - Paiements versés	1,855	7,762,303	23,999,990	16,237,687
Augmentations - Attribution au titre de l'AGC	887	4,668,280	11,476,006	6,807,726
Au 31 décembre 2021	92,890	38,655,891	105,243,518	60,441,487
TPRIME d'émission totale	125,104	184,695,470	367,030,105	176,188,495
Au 31 décembre 2020 :				
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE B :				
Au 1er janvier 2020	28,110	127,434,446	219,143,494	91,709,048
Augmentations - Paiements versés	2,258	10,236,464	27,576,954	17,340,490
Augmentations - Attribution au titre de l'AGC	731	3,313,930	8,644,203	5,330,273
Échéances survenues au cours de l'exercice - Note 40 (f)	(85)	(385,340)	(5,161,298)	(4,775,958)
Au 31 décembre 2020	31,014	140,599,500	250,203,353	109,603,853
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE A :				
Au 1er janvier 2020				
Hors prime d'émission	84,220	-	-	-
Avec prime d'émission	1,466	6,645,964	16,804,755	10,158,791
Augmentations - Paiements versés	1,732	7,641,064	27,088,271	13,301,067
Augmentations - Attribution au titre de l'AGC	1,911	8,874,112	22,810,328	13,936,216
Au 31 décembre 2020	89,329	23,161,140	66,703,354	37,396,074
Prime d'émission totale	120,343	163,760,640	316,906,707	146,999,927

Actions de catégorie A et B

Au 31 décembre 2021, on comptait 92 890 actions ordinaires de catégorie « A » (contre 89 329 en décembre 2020) et 32 214 actions ordinaires de catégorie « B » (contre 31 014 en décembre 2020). Les actions de catégorie « A » ont une valeur nominale de 22 667 USD chacune (80 % sujettes à appel et 20 % exigibles) et ont été émises uniquement aux membres, tandis que les actions de catégorie « B » ont une valeur nominale de 4 533,40 USD chacune et sont émises à la fois aux Membres et à d'autres investisseurs institutionnels. Toutes les actions ordinaires peuvent recevoir des dividendes dans la proportion du nombre d'actions détenues par chaque membre, si le Conseil des gouverneurs juge la situation et le moment appropriés.

Nature et objet de la prime d'émission

Des actions de catégorie « B » sont émises avec une prime de 9 312,51 USD (contre 8 404,58 USD en décembre 2020) qui est fixée après une évaluation des actions du Groupe. La prime d'émission est utilisée pour financer les opérations du Groupe. La prime d'émission pour les actions de catégorie « A » a été introduite en 2019.

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

	2021 USD	2020 USD
DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES DÉCLARÉS ET PAYÉS :		
Dividende final pour 2020 : 327,03 USD par action (contre 342,01 USD par action en 2019).		
-Déclaré et payé	28,125,735	28,822,936
-Déclaré et non payé/à payer (note 32)	9,565,460	7,661,404
	37,691,195	36,484,340
DIVIDENDES CONSENTIS SUR ACTIONS ORDINAIRES :		
Dividende pour 2021 : 339,71 (contre 327,03 USD par action en 2020)	41,403,979	37,691,195

Les dividendes proposés sur les actions ordinaires sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle et ne sont pas comptabilisés en tant que passif financier au 31 décembre.

35. RÉSERVE DE GESTION

La réserve de gestion sert à comptabiliser les dotations provenant des bénéfices non distribués afin de protéger le Groupe contre le risque de crédit et d'autres incidents susceptibles d'entraîner d'importantes pertes. Les montants comptabilisés dans les réserves de gestion ne peuvent pas être reclassés en compte de résultat et les transferts vers et hors de cette réserve de gestion sont validés par le Conseil d'administration.

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

A. RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE AVEC LES FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION :

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Bénéfice de l'exercice	173,943,777	157,614,359	174,332,543	157,046,645
AJUSTEMENTS :				
Amortissement des immobilisations corporelles (Note 25)	979,443	957,654	979,443	957,654
Amortissement du droit d'utilisation (Note 26)	587,290	582,663	587,290	582,663
Amortissement des immobilisations incorporelles (Note 27)	845,718	759,464	845,718	759,464
Pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles	247	110,174	247	110,174
Gain en devises étrangères	3,111,975	(2,174,974)	3,111,975	(2,174,974)
Intérêts reçus	(601,100,946)	(243,085,234)	(601,100,946)	(243,085,234)
Intérêts payés	162,529,549	181,021,188	162,529,549	181,021,188
Provision pour dépréciation	31,965,646	60,598,739	31,965,646	60,598,739
Augmentation de la provision pour salaires et congés	1,087,764	1,043,450	1,087,764	1,043,450
Dépréciation des éléments hors bilan	(4,016,525)	(2,011,016)	(4,016,525)	(2,011,016)
Intérêts relatifs aux dettes de location (note 29)	124,716	141,575	124,716	141,575
Bénéfice avant la variation des actifs et passifs d'exploitation	(229,941,346)	155,558,042	(229,552,580)	154,990,328
VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT :				
Augmentation des autres créances	94,390,504	(16,368,132)	95,914,803	(16,401,851)
Diminution des instruments de couverture dérivés-Actifs	(57,634,835)	40,049,341	(57,634,835)	40,049,341
(Augmentation)/diminution des instruments de couverture dérivés-passifs	(41,329,500)	41,329,500	(41,329,500)	41,329,500
Augmentation des prêts pour le financement du commerce	(542,577,159)	(251,226,695)	(542,577,159)	(251,226,695)

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

A. RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE AVEC LES FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION (SUITE)

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Diminution/(augmentation) des prêts pour le financement de projets	192,108,424	(145,268,062)	192,108,424	(145,268,062)
Diminution des dépôts dans les comptes de recouvrement	(28,296,001)	(2,547,505)	(28,296,001)	(2,547,505)
Évolution des investissements dans une filiale	317,010	-	(727,141)	-
Augmentation/(diminution) des autres dettes	697,748	(68,982,158)	(460,150)	(68,853,514)
Provision pour salaires et congés payés versés	242,191	362,818	242,191	362,818
Intérêts reçus	601,100,946	243,085,234	601,100,946	243,085,234
Intérêts payés	(162,529,549)	(181,021,188)	(162,529,549)	(181,021,188)
Augmentation nette des emprunts (Note 36 (b))	578,557,754	402,224,261	578,557,754	402,224,261
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	405,106,188	217,195,456	404,817,203	216,722,667

B. ANALYSE DES VARIATIONS DES EMPRUNTS

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
EMPRUNTS À COURT TERME :		
Au début de l'exercice	2,407,476,876	2,465,247,997
Prêts reçus	1,484,608,823	1,095,330,075
Remboursements	(1,228,623,153)	(1,153,101,196)
À la fin de l'exercice	2,663,462,546	2,407,476,876
EMPRUNTS À LONG TERME :		
Au début de l'exercice	3,051,524,280	2,591,528,898
Prêts reçus	862,922,868	739,994,679
Remboursements	(540,350,784)	(279,999,297)
À la fin de l'exercice	3,374,096,364	3,051,524,280
Total des emprunts à la fin de l'exercice	6,037,558,910	5,459,001,156
Augmentation du total des emprunts (Note 36(a))	578,557,754	402,224,261

Dans le cadre de l'état des flux de trésorerie, les emprunts reçus pour rétrocession sont traités comme des opérations normales du Groupe et, par conséquent, sont classés comme des flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation.

C. ANALYSE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
Encaisse et soldes avec d'autres banques - Note 14	1,971,937,461	1,539,924,217	1,970,882,704	1,539,158,445

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

D. FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT

Au 31 décembre 2021, le Groupe disposait des facilités suivantes pour les prêts :

FACILITÉS À COURT TERME	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Opérations de financement syndicataires mondiales 2021	497,251,930	497,251,930	-
Opérations de financement syndicataires mondiales 2020	450,000,000	450,000,000	-
Banque nationale d'Éthiopie	301,000,000	301,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (11)	260,000,000	260,000,000	-
Prêt syndiqué - Middle First Abu Dhabi Bank PJSC	259,065,216	259,065,216	-
Prêt syndiqué - Asie (1)	200,000,000	200,000,000	-
Standard Chartered Bank Hong Kong	200,000,000	50,000,000	150,000,000
Sumitomo Mitsui Banking Corporation Euro	200,000,000	-	200,000,000
Mashreq Bank	200,000,000	-	200,000,000
The Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ, Ltd	150,000,000	150,000,000	-
Samurai 2021	150,000,000	150,000,000	-
Citibank	120,000,000	40,967,211	79,032,789
CDC	100,000,000	100,000,000	-
Mauritius Commercial Bank	75,000,000	-	75,000,000
Cassa Depositi e Prestiti	67,968,000	67,968,000	-
Standard Chartered Bank London	58,680,162	58,680,162	-
ING Bank	56,640,000	-	56,640,000
Mizuho Bank Londres	50,000,000	-	50,000,000
NORFUND	50,000,000	50,000,000	-
Nedbank	35,000,000	-	35,000,000
Emirates NBD Group	35,000,000	-	35,000,000
BHF Bank	33,984,000	-	33,984,000
Financement de projets à travers Africa 50	32,146,475	32,146,475	-
KBC Bank	28,320,000	2,220,830	26,099,170
Commerzbank	21,994,717	21,994,717	-
KfW IPEX	20,000,000	-	20,000,000
NOUVBANK	15,670,891	15,670,891	-
DZ Bank	15,158,226	-	15,158,226
Rand Merchant Bank	15,000,000	-	15,000,000
ABSA Bank	15,000,000	-	15,000,000
Banque de Kigali	10,002,995	-	10,002,995
Banque de Commerce de placement	9,138,500	-	9,138,500
African Trade Insurance Agency	8,985,303	8,985,303	-
BANCOBU	3,000,000	3,000,000	-
	3,744,006,415	2,718,950,735	1,025,055,680

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

D. FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT (SUITE)

Au 31 décembre 2021, le Groupe disposait des facilités suivantes pour les prêts :

FACILITÉS À LONG TERME	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Euro-obligation	750,000,000	750,000,000	-
Euro-obligation	700,000,000	700,000,000	-
Euro-obligation	650,000,000	650,000,000	-
Japan Bank for International Corporation	430,000,000	7,275,000	422,725,000
Mécanisme de la Banque mondiale-Mécanisme d'infrastructure	400,000,000	25,560,000	374,440,000
Prêt syndiqué de l'AMGI	378,847,829	378,847,829	-
Agence Française de Développement	347,520,000	95,000,000	252,520,000
Banque africaine de développement	330,000,000	330,000,000	-
Banque européenne d'investissement	300,443,200	118,120,000	182,323,200
The Exim -Import Bank of China	250,000,000	250,000,000	-
KfW	160,000,000	160,000,000	-
Industrial Development Corporation	100,565,184	100,565,184	-
Exim Bank India	100,000,000	75,000,000	25,000,000
KfW	100,000,000	-	100,000,000
CDC Group	100,000,000	100,000,000	-
KEXIM	100,000,000	-	100,000,000
Banque de développement de la République du Bélarus (DBRB)	70,000,000	21,477,535	48,522,465
Fonds de l'OPEP pour le développement international	60,000,000	60,000,000	-
Cassa Depositi e Prestiti	56,640,000	56,640,000	-
Finnish Export Credit - Sumitomo Mitsui Banking Corporation	56,634,521	56,634,521	-
Invest International (anciennement appelé FMO)	44,400,000	-	44,400,000
Standard Chartered Bank / USAID	25,703,000	25,703,000	-
Oesterreichische Entwicklungsbank AG	25,000,000	25,000,000	-
Institut de financement du développement Canada -FinDev Canada	20,000,000	20,000,000	-
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	15,000,000	15,000,000	-
Mécanisme de la Banque mondiale-Mécanisme d'assistance technique	15,000,000	1,641,000	13,359,000
Exim Bank des États-unis	Illimité	-	-
	5,585,753,734	4,022,464,069	1,563,289,665
TOTAL DES FACILITÉS	9,329,760,149	6,741,414,804	2,588,345,345

Note :

Les facilités utilisées comprennent des lettres de crédit d'une valeur de 180 069 758 USD (contre 279 740 762 USD en décembre 2020) tel que décrit à la note 39(b).

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

D. FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT (SUITE)

Au 31 décembre 2020, le Groupe disposait des facilités suivantes pour les prêts :

FACILITÉS À COURT TERME	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Prêt syndiqué - Middle First Abu Dhabi Bank PJSC	468,989,865	468,989,865	-
Opérations de financement syndicataires mondiales 2020	450,000,000	450,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (I)	400,000,000	400,000,000	-
Opérations de financement syndicataires mondiales 2018	260,000,000	260,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (II)	225,000,000	225,000,000	-
ING Bank	150,111,327	-	150,111,327
Standard Chartered Bank London	150,000,000	50,044,310	99,955,690
The Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ, Ltd	150,000,000	150,000,000	-
Prêt syndiqué dit Samurai	123,783,324	123,783,324	-
Citibank	120,000,000	25,364,349	94,635,651
CDC Group	100,000,000	100,000,000	-
Mashreq Bank	100,000,000	-	100,000,000
Société Générale	95,000,000	-	95,000,000
Mauritius Commercial Bank	90,000,000	-	90,000,000
Standard Bank South Africa	90,000,000	-	90,000,000
Mizuho Bank Londres	80,000,000	40,000,000	40,000,000
Groupe BNP Paribas	75,000,000	-	75,000,000
NORFUND	50,611,417	50,611,417	-
Sumitomo Mitsui Banking Corporation Euro	50,000,000	-	50,000,000
Rand Merchant Bank	50,000,000	-	50,000,000
Nedbank	50,000,000	50,000,000	-
BHF Bank	36,889,500	-	36,889,500
Emirates NBD Group	35,000,000	-	35,000,000
Financement de projets à travers Africa 50	31,903,540	31,903,540	-
KBC Bank	30,741,250	2,410,702	28,330,548
Natixis	30,000,000	-	30,000,000
ABSA Bank	20,000,000	-	20,000,000
KfW IPEX	20,000,000	20,000,000	-
DZ Bank	15,158,226	-	15,158,226
Banque de Commerce de placement	8,828,500	-	8,828,500
African Trade Insurance Agency - Retraite du personnel	5,550,673	5,550,673	-
TOTAL	3,562,567,622	2,453,658,180	1,108,909,442

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

D. FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT (SUITE)

Au 31 décembre 2020, le Groupe disposait des facilités suivantes pour les prêts :

FACILITÉS À LONG TERME	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Euro-obligation	750,000,000	750,000,000	-
Euro-obligation	700,000,000	700,000,000	-
Japan Bank for International Corporation (JBIC)	430,000,000	7,275,000	422,725,000
Mécanisme de la Banque mondiale	415,000,000	-	415,000,000
Prêt syndiqué de l'AMGI	391,673,407	391,673,407	-
Banque africaine de développement	330,000,000	330,000,000	-
The Exim -Import Bank of China	250,000,000	250,000,000	-
Agence Française De Développement (AFD)	225,000,000	75,000,000	150,000,000
Banque européenne d'investissement (BEI)	208,120,000	88,120,000	120,000,000
KfW	160,000,000	160,000,000	-
KfW- Ipex	133,135,287	133,135,287	-
Industrial Development Corporation (IDC)	100,565,184	100,565,184	-
Exim Bank India	100,000,000	75,000,000	25,000,000
CDC Group	100,000,000	100,000,000	-
Banque d'import-export de Corée (KEXIM)	100,000,000	-	100,000,000
Development Bank of South Africa (DBSA)	95,000,000	95,000,000	-
Banque de développement de la République du Bélarus (DBRB)	70,000,000	21,477,535	48,522,465
Cassa Depositi e Prestiti (CDP)	61,482,500	61,482,500	-
Private Export Funding Corporation (PEFCO)	60,000,000	60,000,000	-
Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)	60,000,000	60,000,000	-
Finnish Export Credit (FEC) - Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC)	56,811,725	53,932,708	2,879,017
Oldenburgische Landesbank AG	51,403,510	36,854,139	14,549,371
Standard Chartered Bank / USAID	50,000,000	25,703,000	24,297,000
Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO)	44,400,000	-	44,400,000
Oesterreichische Entwicklungsbank AG	25,000,000	25,000,000	-
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)	15,000,000	15,000,000	-
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (CREA)	2,993,975	2,993,975	-
Exim Bank des États-unis	No limit	-	-
	4,985,585,588	3,618,212,735	1,367,372,853
TOTAL DES FACILITÉS	8,548,153,210	6,071,870,915	2,476,282,295

37. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La section ci-dessous décrit comment les justes valeurs sont déterminées pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'aide des techniques d'évaluation. Il s'agit entre autre des hypothèses du Groupe sur ce que ferait un intervenant du marché lors de l'évaluation des instruments.

Instruments financiers dérivés nets

Les swaps de devises, les swaps de taux d'intérêt et les contrats de change à terme sont des produits dérivés évalués selon une technique d'évaluation avec des données observables sur le marché. La technique d'évaluation la plus fréquemment utilisée est le modèle de swap utilisant les calculs de la valeur actuelle. Le modèle intègre diverses données, y compris les taux de change et les taux à terme.

Instruments financiers présentés à la juste valeur

La direction a estimé que la juste valeur des instruments financiers non évalués à la juste valeur avoisine leur valeur comptable.

Hierarchie de la juste valeur

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et communiquer la juste valeur des instruments financiers par la technique d'évaluation :

- **Niveau 1** : prix cotés (non ajustés) sur des marchés dynamiques pour les actifs ou passifs identiques ;
- **Niveau 2** : autres techniques pour lesquelles toutes les données ayant un effet important sur la juste valeur comptabilisée sont directement ou indirectement observables ; et
- **Niveau 3** : techniques qui utilisent des données ayant un effet important sur la juste valeur comptabilisée et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	GROUPE ET BANQUE			
	NIVEAU 1 USD	NIVEAU 2 USD	NIVEAU 3 USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2021 :				
ACTIFS				
Instruments financiers dérivés nets	-	57,634,835	-	57,634,835
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	54,170,335	-	54,170,335
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	61,078,070	61,078,070
	-	111,805,170	61,078,070	172,883,240
Au 31 décembre 2020 :				
ACTIFS				
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	52,327,417	-	52,327,417
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	53,987,118	53,987,118
	-	52,327,417	54,304,128	106,314,535
PASSIFS :				
Instruments financiers dérivés nets	-	41,329,500	-	-

Le Groupe et la Banque n'ont pas désigné de prêt, de créance ou d'emprunts et dettes à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

37. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Hiérarchie de la juste valeur (Suite) :

Transferts entre niveaux 1, 2 et 3 :

Aux 31 décembre 2021 et 2020, il n'y avait pas de transferts entre les niveaux.

Évaluation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur :

Le Groupe utilise des modèles d'évaluation largement reconnus pour déterminer la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats de change à terme. Les techniques d'évaluation les plus fréquemment utilisées sont la fixation de prix à terme et le modèle de swap utilisant les calculs de la valeur actuelle. Les modèles intègrent diverses données, y compris des ajustements de la valeur de crédit et de débit pour le risque de contrepartie et le risque de crédit propre, les taux de change au comptant et à terme, et les courbes de taux d'intérêt. Pour ces instruments financiers, les intrants importants dans les modèles sont observables sur le marché et inclus dans le niveau 2. L'évaluation répond au Système de gestion de trésorerie dans lequel ces instruments sont gérés. Le Groupe investit dans des sociétés de capital-investissement qui ne sont pas cotées sur un marché actif. Les transactions sur de tels placements ne sont pas fréquentes. Le Groupe engage des experts pour évaluer ces placements. L'évaluation pour ces postes est effectuée conformément aux recommandations de l'International Private Equity Valuation Guidelines.

La Direction est chargée des évaluations des instruments financiers.

L'évaluation des instruments financiers dérivés se fait sur une base quotidienne grâce au Système de gestion de trésorerie, tandis que celle des placements en actions se fait deux fois par an par des consultants recrutés par le Service de gestion financière. Ces évaluations sont également soumises au contrôle d'assurance-qualité réalisé par les commissaires aux comptes internes du Groupe. Les experts testent aussi le degré de précision du calcul. La dernière évaluation est également comparée aux évaluations des exercices précédents. Si les variations de la juste valeur (positives ou négatives) dépassent certains seuils, elles sont soumises à l'appréciation de la direction. La direction juge de la pertinence des méthodes et des données relatives à l'évaluation et peut demander que d'autres méthodes d'évaluation soient appliquées pour étayer l'évaluation découlant de la méthode choisie.

Variations nettes de la juste valeur des actifs et des passifs financiers - Niveau 3

GROUPE ET BANQUE						
	Au 31 décembre 2021			Au 31 décembre 2020		
	RÉALISÉ USD	NON RÉALISÉ USD	TOTAL GAINS USD	RÉALISÉ USD	NON RÉALISÉ USD	TOTAL GAINS USD
ACTIFS						
Placements en actions - à la juste valeur par le biais les autres éléments du résultat global	-	7,090,952	7,090,952	-	2,803,020	2,803,020

Informations quantitatives sur les données non observables importantes - Niveau 3 :

GROUPE ET BANQUE					
	ÉVALUATION TECHNIQUE	DONNÉE NON OBSERVABLE	PORTÉE (MOYENNE PONDÉRÉE)	2021 USD	2020 USD
Placements en actions - à la juste valeur par le biais les autres éléments du résultat global	Mise en équivalence - % de l'actif net	Évaluation des gestionnaires de placement agréés	s.o.	61,078,070	53,987,118

La principale technique adoptée dans l'évaluation des sociétés bénéficiaires est l'approche des multiples de marché. Cette technique d'évaluation relative utilise les multiples d'établissements cotés comparables, à l'instar du multiple de leur valeur comptable (P/B) et du multiple EV/EBITDA pour aboutir à la juste valeur.

37. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Hiérarchie de la juste valeur (Suite) :

Analyse de sensibilité aux variations importantes des données non observables dans la hiérarchie de niveau 3 - Niveau 3 :

Les données non observables importantes utilisées dans l'évaluation de la juste valeur, classées au Niveau 3, ainsi qu'une analyse de sensibilité quantitative, sont présentées ci-dessous :

	DONNÉE	SENSIBILITÉ UTILISÉE	GROUPE ET BANQUE	
			2021 USD	2020 USD
Placements en actions - à la juste valeur par le biais les autres éléments du résultat global	Évaluation des gestionnaires de placement agréés	5 %	3,053,903	2,699,356

D'importantes augmentations (diminutions) des capitaux propres des sociétés émettrices isolées se traduiraient par une juste valeur plus élevée (moins élevée).

Rapprochement du Niveau 3

Le tableau suivant présente un rapprochement de toutes les variations de la juste valeur des instruments financiers catégorisés Niveau 3 entre le début et la fin de l'exercice sous revue :

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Au début de l'exercice	53,987,118	51,135,850
Gains et pertes à la juste valeur	7,090,952	2,803,020
Augmentations	-	48,248
À la fin de l'exercice	61,078,070	53,987,118

38. INFORMATION SECTORIELLE

L'activité principale du Groupe consiste à proposer des produits de prêt, accordés dans diverses zones géographiques. À ce titre, pour l'information sectorielle, le Groupe a choisi de s'organiser en fonction des produits de prêt offerts ainsi que des zones couvertes. Les principaux types de produits de prêt sont les suivants :

- Financement du commerce - Financement à court et à moyen terme structuré pour soutenir des activités commerciales telles que les importations et les exportations dans divers États membres.
- Financement de projets - Financement à moyen et à long terme de projets du secteur privé et investissements dans divers secteurs ou filières économiques.

Le Groupe a également diverses autres activités génératrices de recettes, tel que la location de bureaux, qui ne peuvent pas être directement associées à l'activité principale du Groupe. Il participe également à l'investissement dans des titres publics et d'autres placements en actions non cotés. Les transactions entre les secteurs d'activité sont effectuées sur la base de modalités commerciales normales. Les actifs et passifs sectoriels comprennent les actifs et passifs d'exploitation, qui constituent la majeure partie de l'état de la situation financière.

La Banque couvre principalement les régions ci-après :

- Afrique de l'Est : elle couvre le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.
- Afrique du Nord-Est : elle couvre Djibouti, Égypte, Éthiopie, Sud-Soudan et Soudan.
- Afrique australe : elle couvre le Malawi, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.
- Afrique Franco-lusophone : elle couvre les Comores, Maurice, Madagascar, le Mozambique, le Burundi et les Seychelles.
- Congo et autres potentiels pays de la zone Afrique : elle couvre la RD Congo et d'autres pays dont la liste reste à établir.

La zone multirégionale comprend les conglomérats opérant dans les diverses régions couvertes, alors que le Siège social regroupe toutes les administrations de la Banque.

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

A. ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	AFRIQUE DE L'EST USD	AFRIQUE DU NORD-EST USD	AFRIQUE AUSTRALE USD	FRANCOPHONES/ LUSOPHONES USD	CONGO ET AUTRES POTENTIELS PAYS DE LA ZONE AFRIQUE USD	MULTIRÉGIONAL USD	TOTAL DES OPÉRATIONS DE PRÊTS USD	SIÈGE SOCIAL USD	FILIALE USD	CONSOLIDÉ/ TOTAL DE LA BANQUE USD
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021										
Produits d'intérêts	111,628,903	111,778,536	65,078,279	13,835,061	851,052	34,961,588	338,133,419	85,436,952	-	423,570,371
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(49,129,094)	(50,830,087)	(28,956,904)	(6,169,789)	(370,344)	(15,070,768)	(150,526,986)	(38,034,001)	-	(188,560,987)
Produits d'intérêts nets	62,499,809	60,948,449	36,121,375	7,665,272	480,708	19,890,820	187,606,433	47,402,951	-	235,009,384
Produits d'honoraires et commissions	15,446,570	13,415,599	15,097,090	2,509,851	1,113,073	5,362,834	52,945,017	-	-	52,945,017
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	-	-	-	-	-	-	-	(1,905,701)	-	(1,905,701)
Revenu net d'exploitation	77,946,379	74,364,048	51,218,465	10,175,123	1,593,781	25,253,654	240,551,450	45,497,250	-	286,048,700
Coûts d'atténuation du risque	(14,110,133)	(8,205,857)	(13,381,935)	-	-	-	(35,697,925)	(4,938,435)	-	(40,636,360)
Autres produits	-	-	-	-	-	-	-	1,601,335	851,310	2,452,645
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	(2,412,450)	-	(2,412,450)
Dépenses de fonctionnement	(802,257)	(493,898)	(751,784)	(923,013)	(39,368)	(4,160,640)	(7,170,960)	(33,663,300)	(1,240,076)	(42,074,336)
Perte de valeur des prêts	(26,280,326)	(16,009,713)	11,174,633	(1,730,977)	(52,265)	1,686,297	(31,212,351)	(753,295)	-	(31,965,646)
Dépréciation d'autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	(698,625)	-	(698,625)
Perte nette de change	-	-	-	-	-	-	-	3,229,849	-	3,229,849
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE	36,753,663	49,654,580	48,259,379	7,521,133	1,502,148	22,779,311	166,470,214	7862,329	(388,766)	173,943,777

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

A. ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (SUITE)

	AFRIQUE DE L'EST USD	AFRIQUE DU NORD-EST USD	AFRIQUE AUSTRALE USD	FRANCOPHONES/ LUSOPHONES USD	MULTIRÉGIONAL USD	TOTAL DES OPÉRATIONS DE PRÊTS USD	SIÈGE SOCIAL USD	FILIALE USD	CONSOLIDÉ/ TOTAL DE LA BANQUE USD
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020									
Produits d'intérêts	127,000,079	105,420,632	69,779,086	11,662,563	45,577,117	359,439,477	75,844,452	-	435,283,929
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(60,450,946)	(48,653,462)	(34,038,636)	(5,642,840)	(21,095,680)	(169,881,564)	(35,846,296)	-	(205,727,860)
Produits d'intérêts nets	66,549,133	56,767,170	35,740,450	6,019,723	24,481,437	189,557,913	39,998,156	-	229,556,069
Produits d'honoraires et commissions	11,110,996	5,322,663	21,640,577	5,649,453	8,043,677	51,767,366	-	-	51,767,366
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	-	-	-	-	-	-	14,200,217	-	14,200,217
Revenu net d'exploitation	77,660,129	62,089,833	57,381,027	11,669,176	32,525,114	241,325,279	54,198,372	-	295,523,652
Coûts d'atténuation du risque	(15,661,808)	(5,548,313)	(9,045,576)	-	-	(30,255,697)	(5,830,016)	-	(36,085,713)
Autres produits	4,490,627	-	866,144	-	-	5,356,771	684,501	770,882	6,812,154
Amortissements	-	-	-	-	-	-	(2,299,779)	-	(2,299,779)
Dépenses de fonctionnement	(915,832)	(660,234)	(745,965)	(702,042)	(3,495,126)	(6,519,199)	(35,596,213)	(46,592)	(42,162,004)
Perte de valeur des prêts	(19,343,091)	(10,507,415)	(19,745,055)	(6,293,034)	(4,710,143)	(60,598,738)	-	-	(60,598,738)
Dépréciation d'autres actifs	-	-	-	-	-	-	(363,754)	-	(363,754)
Perte nette de change	-	-	-	-	-	-	(3,211,459)	-	(3,211,459)
Résultat courant avant impôt	46,230,025	45,373,871	28,710,575	4,674,100	24,319,845	149,308,416	7,581,653	724,290	157,614,359
Charge d'impôt	-	-	-	-	-	-	-	3,494	3,494
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE	46,230,025	45,373,871	28,710,575	4,674,100	24,319,845	149,308,416	7,581,653	727,784	157,617,853

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

A. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (SUITE)

	FINANCEMENT DU COMMERCE USD	FINANCEMENT DE PROJETS USD	AUTRES USD	FILIALES USD	TOTAL USD
Exercice clos le 31 décembre 2021					
Produits d'intérêts bruts	186,522,536	151,610,883	85,436,952	-	423,570,371
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	18,108,567	(118,596,087)	(88,073,467)	-	(188,560,987)
Produits d'intérêts nets	204,631,103	33,014,796	(2,636,515)	-	235,009,384
Produits d'honoraires et commissions	37,026,545	15,918,472	-	-	52,945,017
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	(1,905,701)	-	-	-	(1,905,701)
Coûts d'atténuation du risque	(27,909,314)	(7,179,843)	(5,547,203)	-	(40,636,360)
Autres produits	-	-	1,601,335	851,310	2,452,645
Autres actifs amortis	(698,625)	-	-	-	(698,625)
Dépenses d'exploitation	(34,187,406)	(6,646,854)	-	(1,240,076)	(42,074,336)
Amortissements	(2,060,385)	(352,065)	-	-	(2,412,450)
Dépréciation sur les actifs	(50,699,982)	22,893,357	(753,296)	-	(28,559,921)
Dépréciation sur les engagements hors bilan	(3,461,302)	55,577	-	-	(3,405,725)
Gains de change net	2,471,805	-	758,044	-	3,229,849
Bénéfice de l'exercice	123,206,738	57,703,440	(6,577,635)	(388,766)	173,943,777
Exercice clos le 31 décembre 2020					
Produits d'intérêts bruts	189,196,103	170,243,373	75,844,453	-	435,283,929
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(6,800,636)	(120,827,274)	(78,099,950)	-	(205,727,860)
Produits d'intérêts nets	182,395,467	49,416,099	(2,255,497)	-	229,556,069
Produits d'honoraires et commissions	35,117,126	16,650,240	-	-	51,767,366
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	14,200,217	-	-	-	14,200,217
Coûts d'atténuation du risque	(26,348,285)	(6,634,744)	(3,102,684)	-	(36,085,713)
Autres produits	-	-	684,501	770,882	1,455,383
Autres actifs amortis	(294,921)	(68,832)	-	-	(363,753)
Autres actifs récupérés	-	5,356,771	-	-	5,356,771
Dépenses d'exploitation	(34,665,539)	(7,449,873)	-	(46,592)	(42,162,004)
Amortissements	(1,928,297)	(371,482)	-	-	(2,299,779)
Dépréciation sur les actifs	(40,639,517)	(17,948,206)	(29,525)	-	(58,617,248)
Dépréciation sur les engagements hors bilan	(425,788)	(1,555,703)	-	-	(1,981,491)
Perte nette de change	(2,024,439)	-	(1,187,020)	-	(3,211,459)
Résultat courant avant impôt	125,386,024	37,394,270	(5,890,225)	724,290	157,614,359
Crédit d'impôt	-	-	-	3,494	3,494
Bénéfice de l'exercice	125,386,024	37,394,270	(5,890,225)	727,784	157,617,853

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

B. PRODUITS ISSUS DES PRINCIPAUX GROUPES

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Groupes contribuant à 10 % ou plus des produits	94,897,665	179,686,861
Tous les autres clients	381,554,285	307,364,434
Total des produits	476,451,950	487,051,295

C. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	GROUPE ET BANQUE				
	FINANCEMENT DU COMMERCE USD	FINANCEMENT DE PROJETS USD	AUTRES USD	FILIALES USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2021					
ACTIFS					
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	3,667,872	-	1,967,214,832	1,054,757	1,971,937,461
Investissement dans des titres publics	83,950,034	-	-	-	83,950,034
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	54,170,235	-	-	101	54,170,335
Instruments financiers dérivés	57,634,835	-	-	-	57,634,835
Autres créances	-	-	40,903,159	1,475,111	42,378,270
Prêts pour financement du commerce	3,579,041,684	-	-	-	3,579,041,684
Prêts pour financement de projets	-	2,052,889,67	-	-	2,052,889,467
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	61,078,070	-	-	61,078,070
Immobilisations corporelles	-	-	35,562,919	-	35,562,919
Droit d'utilisation de l'actif	-	-	3,053,898	-	3,053,898
Immobilisations incorporelles	-	-	1,507,557	-	1,507,557
Total actifs	3,778,464,660	61,078,070	2,048,242,365	2,529,969	7,943,204,530
PASSIFS					
Emprunts à court terme	2,663,462,546	-	-	-	2,663,462,546
Emprunts à long terme	-	3,374,096,364	-	-	3,374,096,364
Dépôts sur compte de recouvrement	64,979,105	-	-	-	64,979,105
Passif locatif	-	-	612,758	-	612,758
Provision pour salaires et congés payés	-	-	11,287,734	-	11,287,734
Autres dettes	-	-	95,108,409	1,110,739	96,219,148
Total passifs	2,728,441,651	3,374,096,364	107,008,901	1,110,739	6,210,657,655
Capitaux propres	-	-	1,731,784,109	-	1,731,784,109
Actionnaires sans contrôle	-	-	-	762,766	762,766
Total des capitaux propres	-	-	1,731,784,109	762,766	1,732,546,875
Total des passifs et capitaux propres	2,728,441,651	3,374,096,364	1,838,793,010	1,873,505	7,943,204,530

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

D. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2020	GROUPE ET BANQUE				
	FINANCEMENT DU COMMERCE USD	FINANCEMENT DE PROJETS USD	AUTRE USD	FILIALE USD	TOTAL USD
ACTIFS					
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	29,369,779	-	1,509,788,666	765,772	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	120,928,084	-	-	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	52,327,317	-	-	100	52,327,417
Autres créances	-	-	136,817,962	73,608	136,891,570
Prêts pour financement du commerce	3,084,634,815	-	-	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	-	2,224,776,722	-	-	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	53,987,118	-	-	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	-	317,010	-	-	317,010
Immobilisations corporelles	-	-	29,331,571	-	29,331,571
Droit d'utilisation de l'actif	-	-	3,348,569	-	3,348,569
Immobilisations incorporelles	-	-	1,998,699	-	1,998,699
Total actifs	3,287,259,995	2,279,080,850	1,681,285,467	839,480	7,248,465,792
PASSIFS					
Emprunts à court terme	2,407,476,876	-	-	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	-	3,051,524,280	-	-	3,051,524,280
Instruments financiers dérivés	41,329,500	-	-	-	41,329,500
Dépôts sur compte de recouvrement	93,275,106	-	-	-	93,275,106
Passif locatif	-	-	1,087,250	-	1,087,250
Provision pour salaires et congés payés	-	-	9 957 779	-	9 957 779
Autres dettes	-	-	86,003,099	13,781	86,016,880
Total passifs	2,542,081,482	3,051,524,280	97,048,128	13,781	5,690,667,671
Capitaux propres	-	-	1,557,362,096	-	1,557,362,096
Actionnaires sans contrôle	-	-	-	436,025	436,025
Total des capitaux propres	-	-	1,557,362,096	436,025	1,557,798,121
Total des passifs et capitaux propres	2,542,081,482	3,051,524,280	1,654,410,224	449,806	7,248,465,792

39. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

A. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT APPRouvÉES

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Approuvées mais non contractées	14,146,745	20,374,471
Approuvées et contractées	7,211,038	983,312

39. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS (SUITE)

B. PRÊTS ENGAGÉS MAIS NON DÉBOURSÉS

GROUPE ET BANQUE		
	2021 USD	2020 USD
Prêts pour financement de projets	187,725,114	251,982,800
Prêts pour financement du commerce	330,975,149	248,476,824
	518,700,263	500,459,624

Conformément aux opérations bancaires normales, le Groupe effectue des acceptations, des garanties et des performances impliquant les entreprises. La majorité de ces facilités sont compensées par des obligations correspondantes de tiers.

GROUPE ET BANQUE		
	2021 USD	2020 USD
Lettres de crédit - Prêts pour financement de projets	3,068,218	2,283,939
- Prêts pour financement du commerce	177,001,540	277,456,823
	180,069,758	279,740,762
Garanties	133,250,000	39,258,744
	313,319,758	318,999,506

C. CONTENTIEUX EN COURS

Les litiges sont fréquents dans le secteur bancaire en raison de la nature des activités. Le Groupe dispose de contrôles et de politiques pour gérer les réclamations légales. Une fois les conseils d'expert donnés et le montant de la perte raisonnablement estimé, le Groupe prend des dispositions pour se couvrir des effets négatifs que les réclamations pourraient avoir sur sa situation financière.

Au 31 décembre 2021, aucun litige important ne visait le Groupe (contre zéro litige en décembre 2020). Aucune provision n'a été constituée car, de l'avis des Administrateurs et des avocats du Groupe, il est peu probable qu'une perte significative se produise.

40. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

A. COMPOSITION ET GOUVERNANCE

En tant qu'institution financière de développement supranationale composée d'actionnaires de Catégorie A (vingt-deux États africains - les « États membres ») du COMESA, deux États non africains et un membre institutionnel) et d'actionnaires de catégorie B (un État non africain et quatorze membres institutionnels), tous les membres du Groupe souscrivent au capital. Tous les pouvoirs du Groupe sont dévolus au Conseil des gouverneurs, composé des gouverneurs nommés par chaque membre du Groupe, qui exercent les droits de vote du membre nommé. Le Conseil d'Administration, composé de dix-neuf (19) Administrateurs élus par les Membres, conduit les opérations générales du Groupe et, à cette fin, exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. Le Groupe accorde des prêts à certains de ses États membres. Il emprunte également des fonds auprès de certains de ses membres. Les prêts accordés aux États membres sont validés par le Conseil d'administration.

40. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

A. COMPOSITION ET GOUVERNANCE (SUITE)

Le tableau ci-dessous présente les détails des opérations et les soldes avec les apparentés :

B. PRÊTS AUX ÉTATS MEMBRES

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Encours des prêts au début de l'exercice	2,529,746,431	2,397,403,823
Prêts décaissés au cours de l'exercice	293,109,085	303,859,892
Prêts remboursés au cours de l'exercice	(293,784,996)	(171,517,284)
Solde des prêts en cours à la fin de l'exercice	2,529,070,520	2,529,746,431

Les prêts accordés à des apparentés font l'objet de négociations commerciales sur les conditions générales de divers taux d'intérêts et modalités. Les soldes à la fin de l'exercice sont garantis par des caution de dépôts en espèces, des engagements/ garanties souverains et des assurances. Les prêts aux États membres sont en cours et le Groupe n'a pas constitué de provision spécifique pour créances douteuses relatives aux montants dus par des apparentés (contre nul en décembre 2020).

Des provisions générales ont été émises le cas échéant.

C. EMPRUNTS AUPRÈS DES MEMBRES

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Encours des emprunts au début de l'exercice	188,749,999	207,499,999
Emprunts reçus au cours de l'exercice	704,593	5,014,284
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	(26,954,592)	(23,764,284)
Solde impayé à la fin de l'exercice	162,500,000	188,749,999

Les emprunts auprès des apparentés font l'objet de négociations commerciales sur les conditions générales. Les soldes impayés à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et le Groupe n'a fourni aucune garantie pour les emprunts contractés auprès des membres. Les emprunts sont contractés pour une durée moyenne de dix ans.

D. PRODUITS ET CHARGES

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Produits d'intérêts sur les prêts consentis au cours de l'exercice	165,197,950	228,237,210
Charges d'intérêts sur les emprunts contractés au cours de l'exercice	(6,242,699)	(9,067,346)
Honoraires et commissions perçus par les États membres au cours de l'exercice	26,241,006	14,794,113

40. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

E. AUTRES APPARENTÉS

La rémunération des principaux dirigeants au cours de l'exercice s'est établie comme suit :

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
Salaires et autres avantages à court terme	4,296,699	2,233,483
Autres avantages à long terme des employés	643,951	343,138
Avantages postérieurs à l'emploi : Cotisations définies : Fonds de prévoyance	255,536	136,199
Indemnités des Administrateurs et du Conseil des gouverneurs	163,550	23,030
	5,359,736	2,735,850

F. CAPITAL SOCIAL

Au cours de l'exercice, des actions de catégorie « B » d'une valeur de 3 540 585 USD (contre 4 161 680 USD en décembre 2020) ont été émises au Fonds de prévoyance du personnel et Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB, tandis que des actions de catégorie « B » d'une valeur de 2 257 633 USD (contre 4 338 483 en décembre 2020) sont arrivées à échéance et ont été rachetées.

41. DEVISE

Les états financiers sont présentés en dollars américains (USD).

À la date de clôture, les taux de conversion entre le dollar américain et d'autres devises ont été analysés et présentés dans le tableau ci-dessous :

	2021	2020
Livre sterling	0.7401	0.7351
Euro	0.8828	0.8132
Dirham émirati	3.6730	3.6726
Rand sud-africain	15.9186	14.6928
Kwacha zambien	16.6550	21.1186
Roupie mauricienne	43.8004	39.5010
Birr éthiopien	49.3766	39.3369
Dollar zimbabwéen	108.6660	81.7861
Shilling kenyan	113.1400	109.1800
Yen japonais	115.0350	103.1371
Livre soudanaise	442.6039	55.2750
Kwacha malawite	815.1308	772.1772
Franc burundais	1,986.0554	1,923.0000
Shilling tanzanien	2,304.7950	2,319.0000
Shilling ougandais	3,547.3750	3,647.7950

42. IMPACT DE LA COVID-19

En 2021, l'Afrique s'est remise de sa pire récession en plus de 50 ans, car le continent a enregistré une baisse de son PIB de 2,1 % en 2020. Les vents contraires et les facteurs de risque de baisse incluent notamment les vagues répétées de la COVID-19, des progrès plus lents que prévu en matière de vaccination, la méfiance des investisseurs et une fuite de capitaux partiellement résorbée, une dette élevée et un manque de liquidités des clients souverains africains, une augmentation des événements liés aux conflits, et des catastrophes naturelles et météorologiques. La reprise devrait s'accélérer si les campagnes de vaccination sont renforcées, si les mesures de relance budgétaire sont maintenues et si la productivité du capital humain et physique est améliorée à travers la numérisation. La performance de l'Afrique varie selon les régions et en fonction des caractéristiques structurelles. L'Afrique de l'Est s'est montrée la plus résiliente, avec une légère croissance en 2021, tandis que toutes les autres régions ont connu une contraction de leur économie.

La principale source de risque pour le portefeuille de la Banque reste son exposition aux clients souverains qui font face à des transitions sociopolitiques et des difficultés économiques. Toutefois, le Groupe est rassuré par le paiement à échéance du service des facilités accordées aux clients souverains et par l'engagement dont ceux-ci ont fait preuve envers la TDB en tant que prêteur officiel régional multilatéral et préféré des États membres. Grâce aux initiatives d'atténuation à l'échelle du portefeuille proposées aux clients pour contrer les effets négatifs de la pandémie, la Banque a noté une reprise positive dans les secteurs clés de la région. Cette embellie s'est illustrée à travers l'enquête de 2021 sur l'impact de la COVID et une baisse des demandes de modifications de prêt en 2021.

Dans l'ensemble, la solvabilité souveraine résiste bien malgré la récession de 2020. L'exposition brute du portefeuille de la Banque aux Fonds souverains, notamment les entreprises publiques, représente 64 % (3,8 milliards USD) contre 61 % (3,5 milliards USD en décembre 2020). Les secteurs touchés en 2021 sont les transports (aviation) et l'hôtellerie, ainsi que les projets en cours de réalisation dans le secteur de l'énergie. Cette situation est attribuable aux retards pris sur le plan logistique, aux interdictions de voyager et aux confinements décidés par les gouvernements, qui ont eu un effet défavorable sur l'offre et la demande. Les prêts modifiés dans les secteurs touchés s'élevaient à 4,2 millions USD (2021), contre 156,60 millions USD (2020). Du point de vue du crédit, en 2021, la Banque a réussi à contenir le risque important de migration dans toutes les catégories d'actif, et continue de recenser les secteurs et les clients touchés, ce qui a eu comme conséquence la modification de certains actifs de crédit. L'incidence de ces modifications est mentionnée dans la Note 43(a).

La Banque continue d'effectuer périodiquement des simulations de crise portant sur ses actifs de crédit pour évaluer les niveaux de préparation requis, l'ampleur et l'éventuelle incidence négative en vue de la surveillance continue des risques et des conséquences permanentes de la COVID-19 sur ses clients.

JUGEMENT IMPORTANT ET ESTIMATIONS AFFECTÉS PAR LA COVID-19

A. PROVISIONS POUR PERTES DE VALEUR SUR AVANCES

Intégration d'informations de nature prospective

Des informations de nature prospective, notamment une explication détaillée des scénarios et des probabilités connexes pris en compte pour établir les hypothèses prospectives du Groupe aux fins du calcul des pertes de crédit attendues (ECL), ont été communiquées. Compte tenu du large éventail de scénarios et de résultats macroéconomiques possibles, et de l'incertitude relative concernant les répercussions économiques et sociales de la COVID-19, ces scénarios représentent des opinions prospectives raisonnables et justifiables à la date du présent rapport.

Augmentation significative du risque de crédit

Le Groupe n'a pas adopté une approche générique relativement à l'impact de la COVID-19 sur les ECL (lorsque la COVID-19 est perçue comme un facteur de déclenchement de l'augmentation significative du risque de crédit (SICR) qui fait passer l'ensemble du portefeuille des avances à la tranche du stade suivant). Une approche plus systématique et mieux ciblée dans l'examen de l'impact de la COVID-19 sur la clientèle est envisagée, conformément à la politique du Groupe en vigueur qui est consignée dans le dispositif de perte de valeur des prêts du Groupe.

42. IMPACT DE LA COVID-19 (SUITE)

JUGEMENT IMPORTANT ET ESTIMATIONS AFFECTÉS PAR LA COVID-19 (SUITE)

B. MESURES D'ALLÈGEMENT DE LA DETTE POUR LES CLIENTS DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

En raison de la pandémie de COVID-19 et de son impact escompté sur les différentes économies, un grand nombre de clients du Groupe ont été touché par une crise de liquidité, comme mentionné dans la Note 43(b). Le Groupe a fourni diverses mesures d'allègement aux clients afin de les aider. Au niveau du financement du commerce et du financement de projets, ces mesures étaient les suivantes :

- restructuration des risques existants sans modifier la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés ; et
- restructuration des risques existants en modifiant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

Afin de déterminer le traitement comptable approprié de la restructuration des lignes de crédit en cours et des informations supplémentaires à fournir, les principes prévus dans la Note 43(b) des normes comptables ont été appliqués.

C. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les pratiques d'évaluation retenues pour l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ont été évaluées par la Direction afin de déterminer les conséquences de la volatilité du marché en raison de la COVID-19 sur les évaluations à la juste valeur de ces instruments.

Lors de l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers au cours de cet exercice, la Direction a pris en compte des données qui reflètent les contributions des acteurs du marché plutôt que les contributions spécifiques au Groupe.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les objectifs et les politiques de gestion des risques financiers sont présentés ci-dessous :

A. INTRODUCTION

Le risque est inhérent aux activités du Groupe, mais il est géré au moyen d'un processus permanent d'identification, de suivi d'évaluation et d'information, assorti de limites de risque et d'autres contrôles. Ce processus de gestion du risque est essentiel à la viabilité du Groupe et chaque personne au sein du Groupe doit gérer les risques auxquels le Groupe s'expose dans le cadre de ses responsabilités. Le Groupe est exposé au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché (risques non liés à la négociation). Elle est également soumise au risque pays.

Structure de gestion du risque

Le Conseil d'administration assume l'entière responsabilité de l'établissement et de la surveillance du cadre de gestion du risque du Groupe. Dans le cadre de sa structure de gouvernance, le Conseil d'administration a intégré un énoncé d'appétence au risque et un cadre complet de gestion du risque pour mesurer, surveiller, contrôler et atténuer les risques du Groupe. Les politiques sont intégrées dans les systèmes globaux d'information de la Direction du Groupe et complétées par une structure hiérarchique de gestion.

Les politiques et les systèmes de gestion du risque sont régulièrement révisés afin de refléter les changements dans les conditions du marché, ainsi que les produits et les services offerts. À travers ses normes et procédures de formation et de gestion, le Groupe vise à créer un environnement de contrôle discipliné et constructif, dans lequel tous les employés et autres parties prenantes comprennent leurs rôles et obligations.

Le Comité de la gestion intégrée du risque (BIRMC) du Groupe est chargé de surveiller le respect des politiques et procédures de gestion du risque du Groupe et d'examiner la pertinence du cadre de gestion des risques par rapport aux risques encourus par le Groupe. Le BIRMC procède à des examens réguliers et ad hoc des contrôles et procédures de gestion du risque, dont les résultats sont communiqués au Conseil.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

A. INTRODUCTION (SUITE)

Mesure du risque et système d'information

Les risques du Groupe sont mesurés à l'aide d'une méthode reflétant à la fois les pertes prévues dans des circonstances normales et les pertes imprévues, qui sont une estimation des pertes réelles ultimes basée sur des modèles statistiques. Les modèles utilisent des probabilités dérivées de l'expérience passée, ajustées pour refléter l'environnement économique. Le Groupe gère également les pires scénarios qui pourraient se produire si des événements extrêmes improbables survenaient.

Les risques liés à la surveillance et au contrôle sont principalement fonction des limites prudentielles fixées par le Groupe. Ces limites reflètent la stratégie commerciale et l'environnement de marché du Groupe ainsi que le niveau de risque que le Groupe est prêt à prendre. En outre, la politique du Groupe est de mesurer et de contrôler la capacité globale à supporter le risque par rapport à l'exposition globale au risque pour tous les types de risques et toutes les activités.

Les notes ci-dessous fournissent des informations détaillées sur chacun des risques susmentionnés et sur les objectifs, les politiques et les processus de mesure et de gestion du risque du Groupe, ainsi que sur la gestion du capital par le Groupe.

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le Groupe définit le risque de crédit comme le risque que des changements défavorables dans la qualité de crédit des emprunteurs aient une incidence négative sur la performance financière et la situation financière du Groupe. Le risque de crédit découle à la fois des risques déterminés pour le client et des risques déterminés pour le pays. À travers ses opérations de prêt aux entités du secteur privé et du secteur public de ses États membres et, dans une moindre mesure, à travers ses opérations de trésorerie, le Groupe est exposé au risque de crédit.

Appétit pour le risque de crédit

Le Groupe opte pour un appétit défini pour le risque de crédit, qui tient compte du maximum de pertes sur créances qu'il est disposé à absorber sur ses prêts afin d'atteindre ses objectifs.

L'énoncé d'appétence au risque de crédit définit également les mandats de prêt fondés sur le risque et les limites dans la gestion des concentrations de risque de crédit aux niveaux des emprunteurs individuels/en groupe, des pays et des secteurs avec pour objectif de minimiser les pertes de crédit inattendues.

Toutes les limites respectaient les seuils approuvés d'appétit pour le risque au 31 décembre 2021.

Politiques et processus de gestion du risque

Le Groupe gère le risque de crédit au moyen d'un cadre de politique intégrée de gestion du risque et de processus qui mettent l'accent sur une sélection rigoureuse des emprunteurs au moment de l'établissement du prêt.

Les politiques et les processus de gestion des risques sont conçus pour identifier, mesurer, gérer et contrôler le risque de crédit sur toute la durée du cycle de crédit. Le processus de prêt répond à un système formalisé de procédures et processus stricts ainsi que de processus de prise de décision fondés sur les comités. Une séparation des tâches est établie dans les différents processus décisionnels qui se distingue de ceux des équipes responsables des transactions pour renforcer l'indépendance des enquêtes préalables.

Risque déterminé pour le client

Le Groupe utilise des systèmes d'évaluation du crédit et de profilage des risques, notamment les modèles de notation de risques propres aux emprunteurs et aux facilités, afin d'évaluer le risque de crédit des demandes d'investissement à la date d'octroi du prêt et pendant la durée du prêt.

Dans ses opérations de prêt, le Groupe cherche à atténuer le risque de crédit et appelle à la mise en place de mesures de limitation des risques sous forme de sûretés réelles, de garanties personnelles et d'entreprises et autres rehaussements de crédit acceptables. Ces garanties sont réévaluées tous les trois ans ou plus tôt s'il y a des indices de perte de valeur.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Risque pour le pays

Le Groupe prend en compte les événements et facteurs politiques, sociaux et économiques propres au pays et susceptibles d'avoir un effet négatif sur la qualité de crédit de ses emprunteurs. Afin d'atténuer ces risques, le Groupe applique des politiques de gestion prudentes visant à limiter l'exposition au risque du pays. En outre, le Groupe prend en compte le profil économique, social et politique du pays dans lequel le projet d'investissement est domicilié avant toute validation. La proposition d'investissement comporte également une prime de risque qui reflète la cote de risque du pays hôte.

Les notes 47 et 48 des états financiers poussent plus loin l'analyse des encours par pays.

Risques liés aux engagements de crédit

Le Groupe met à la disposition de ses clients des garanties qui peuvent exiger qu'il effectue les paiements en leur nom. Le Groupe s'engage également à élargir les lignes de crédit pour répondre aux besoins de liquidité de ses clients. Les lettres de crédit et les garanties (y compris les lettres de crédit de soutien) engagent le Groupe à effectuer des paiements au nom des clients dans le cas d'un acte spécifique, généralement lié à l'importation ou à l'exportation de biens. De tels engagements exposent le Groupe à des risques similaires aux prêts et sont atténués par les mêmes processus et politiques de contrôle. Ils sont décrits plus en détail à la Note 39(b).

Qualité du crédit

Les tableaux suivants fournissent des informations sur la qualité du crédit et l'exposition au risque de crédit des actifs financiers évalués au coût amorti et à l'égard des prêts et créances. Sauf indication contraire, les montants figurant dans les tableaux représentent les valeurs comptables brutes. En ce qui concerne les engagements de prêt, les montants figurant dans les tableaux représentent la tranche non utilisée des montants engagés. Les engagements de prêt, à l'instar des lettres de crédit, sont des facilités non décaissées. L'explication des termes « Étape 1 », « Étape 2 », « Étape 3 » et actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI) figure à la Note 3 (j).

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Qualité du crédit (suite)

	31 DÉCEMBRE 2021				31 DÉCEMBRE 2020			
	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJET								
Moyen/Acceptable	1,650,513,792	-	-	1,650,513,792	1,871,236,148	-	-	1,871,236,148
Mention spéciale	-	381,841,372	-	381,841,372	-	353,207,345	-	353,207,345
Médiocre, douteux et perte	-	-	66,740,124	66,740,124	-	-	67,820,124	67,820,124
Montant brut	1,650,513,792	381,841,372	66,740,124	2,099,095,288	1,871,236,148	353,207,345	67,820,124	2,292,263,617
Provision pour perte	(9,880,506)	(27,165,615)	(9,159,700)	(46,205,821)	(2,697,363)	(31,725,588)	(33,063,944)	(67,486,895)
Valeur comptable nette	1,640,633,286	354,675,757	57,580,424	2,052,889,467	1,868,538,785	321,481,757	34,756,180	2,224,776,722
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE :								
Moyen/Acceptable	3,449,549,875	-	-	3,449,549,875	2,899,754,462	-	-	2,899,754,462
Mention spéciale	-	132,374,476	-	132,374,476	-	192,006,952	-	192,006,952
Médiocre, douteux et perte	-	-	103,018,461	103,018,461	-	-	89,735,648	89,735,648
Montant brut	3,449,549,875	132,374,476	103,018,461	3,684,942,812	2,899,754,462	192,006,952	89,735,648	3,181,497,062
Provision pour perte	(35,534,554)	(8,626,034)	(61,740,539)	(105,901,128)	(18,082,726)	(6,862,240)	(71,917,281)	(96,862,247)
Valeur comptable nette	3,414,015,321	123,748,442	41,277,922	3,579,041,684	2,881,671,736	185,144,712	17,818,367	3,084,634,815

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Qualité du crédit (suite)

	31 DÉCEMBRE 2021				31 DÉCEMBRE 2020			
	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS ET GARANTIES :								
Moyen/ Acceptable	651,950,263	-	-	651,950,263	518,443,767	-	-	518,443,767
Mention spéciale	-	-	-	-	21,274,601	-	-	21,274,601
Provision pour perte	651,950,263	-	-	651,950,263	539,718,368	-	-	539,718,368
Valeur comptable	(5,159,480)	-	-	(5,159,480)	(1,936,873)	-	-	(1,936,873)
Valeur comptable	646,790,783	-	-	646,790,783	537,781,495	-	-	537,781,495
LETTRÉS DE CRÉDIT :								
Moyen/ Acceptable	180,069,758	-	-	180,069,758	279,740,762	-	-	279,740,762
Provision pour perte	180,069,758	-	-	180,069,758	279,740,762	-	-	279,740,762
Valeur comptable	(85,240)	-	-	(85,240)	(44,617)	-	-	(44,617)
Valeur comptable	179,984,518	-	-	179,984,518	279,696,145	-	-	279,696,145
TOTAL DES ÉLÉMENTS HORS BILAN								
Moyen/ Acceptable	832,020,021	-	-	832,020,021	798,184,529	-	-	798,184,529
Mention spéciale	-	-	-	-	21,274,601	-	-	21,274,601
Montant brut	832,020,021	-	-	832,020,021	819,459,130	-	-	819,459,130
Provision pour perte	(5,244,720)	-	-	(5,244,720)	(1,981,490)	-	-	(1,981,490)
Valeur comptable nette	826,775,301	-	-	826,775,301	817,477,640	-	-	817,477,640

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Exposition maximale aux risques de crédit avant garantie :

EXPOSITION AUX RISQUES DE CRÉDIT	GROUPE ET BANQUE			
	2021 USD	%	2020 USD	%
ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU BILAN				
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	1,971,937,461	25	1,539,924,217	21
Investissement dans des titres publics	83,950,034	1	120,928,084	2
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	54,170,335	1	52,327,417	1
Instruments financiers dérivés	57,634,835	1	-	-
Autres créances	16,365,314	-	100,041,405	1
Prêts et avances	5,784,038,100	72	5,473,760,679	75
- Prêts pour financement de projets	2,099,095,288		2,292,263,617	
- Prêts pour financement du commerce	3,684,942,812		3,181,497,062	
Sous-total	7,968,096,079	100	7,286,981,802	100
ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE HORS BILAN				
Lettres de crédit	180,069,758	26	279,740,762	34
Engagements de prêt non déboursés	518,700,263	74	500,459,624	61
Garanties et cautions	133,250,000	-	39,258,744	5
Sous-total	832,020,021	100	819,459,130	100
Total des expositions au risque de crédit	8,800,116,100		8,106,440,932	

Les chiffres ci-dessus représentent le pire scénario d'exposition au risque de crédit pour les deux exercices sans tenir compte des garanties détenues ou d'autres rehaussements de crédit. Les prêts et avances et les éléments de l'état de la situation financière hors bilan ont augmenté de 75,18 % en décembre 2021 (contre 77,63 % en décembre 2020) par rapport au risque de crédit maximum total.

En dehors des soldes en espèces et bancaires s'élevant à 1 971 937 461 USD (contre 1 539 924 217 USD en décembre 2020) et des investissements dans des titres publics de 83 950 034 USD (contre 120 928 084 USD en décembre 2020), et des investissements dans le fonds pour le commerce de 54 170 335 USD (contre 52 327 417 USD en décembre 2020), toutes les autres expositions au risque de crédit sont garanties par des sûretés sous forme de privilèges en espèces, hypothèques foncières et immobilières, garanties sur les installations et machines et garanties de tiers.

Au 31 décembre 2021, la juste valeur des garanties détenues pour les avances et prêts douteux était de 167 273 966 USD (contre 165 930 368 USD en décembre 2020) et l'exposition brute des prêts douteux était de 169 758 585 USD (contre 157 555 772 USD en décembre 2020).

Garanties détenues

En plus de ses évaluations strictes du risque de crédit, le Groupe cherche à protéger ses intérêts en cas de facteurs imprévisibles et extrêmes qui ont une incidence négative sur la capacité de l'emprunteur à rembourser le prêt du Groupe en exigeant des rehaussements de crédit. À cet égard, le Groupe exige des sûretés telles que des intérêts hypothécaires sur des biens, des titres enregistrés sur des actifs financés ou des actifs et des garanties de tiers, ainsi que le besoin d'assurance-crédit. La couverture de sécurité requise est, d'au moins, une fois et un tiers le montant du prêt décaissé. Cette garantie fait l'objet de révisions régulières et, si nécessaire, d'une réévaluation tous les trois ans.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Garanties détenues (suite)

Le Groupe ne détient aucune garantie sur les dépôts effectués auprès d'autres banques ou institutions financières et les titres publics. Cependant, le Groupe place des dépôts auprès de contreparties sous contrôle et financièrement solides. En outre, le Groupe impose des limites aux expositions de contrepartie qui sont définies, surveillées et examinées par le Comité de la gestion intégrée du risque de la Banque.

Garanties détenues pour le portefeuille de prêts

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
(I) TOTAL DU PORTEFEUILLE :		
Assurances et garanties	2,377,280,729	2,564,069,192
Dépôt de garantie en espèce	1,420,176,889	982,877,837
Charges fixes sur les installations et équipements	587,701,239	561,480,756
Autre débenture flottante	481,904,025	905,229,843
Hypothèques sur les propriétés	317,612,386	406,496,444
Entreprises souveraines	43,675,652	68,675,652
Total de couverture des sûretés	5,228,350,920	5,488,829,724
Portefeuille brut	(5,784,038,100)	(5,473,760,679)
(Déficit)/couverture net(te)	(555,687,180)	15,069,045
(II) PRÊTS NON DÉPRÉCIÉS :		
Assurances et garanties	2,346,273,455	2,513,581,778
Dépôt de garantie en espèce	1,420,176,889	982,307,661
Charges fixes sur les installations et équipements	543,331,453	536,910,970
Autre débenture flottante	481,904,025	904,999,044
Hypothèques sur les propriétés	227,215,480	317,924,250
Entreprises souveraines	42,175,652	67,175,652
Total de couverture des sûretés	5,061,076,954	5,322,899,355
Portefeuille brut	(5,614,279,515)	(5,316,204,907)
(Déficit)/couverture net(te)	(553,202,561)	6,694,448

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Garanties détenues (Suite)

Garanties détenues pour le portefeuille de prêts (Suite)

	GROUPE ET BANQUE	
	2021 USD	2020 USD
(III) PRÊTS DÉPRÉCIÉS		
Hypothèques sur les propriétés	90,396,906	88,572,194
Entreprises souveraines	31,007,274	50,487,414
Charges fixes sur les installations et équipements	44,369,786	24,569,786
Dépôt de garantie en espèce	1,500,000	1,500,000
Assurances et garanties	-	570,176
Autre	-	230,798
Total de couverture des sûretés	167,273,966	165,930,368
Portefeuille brut	(169,758,585)	(157,555,772)
Couverture nette	(2,484,619)	8,374,596

Données, hypothèses et techniques utilisées pour estimer la dépréciation

Augmentation significative du risque de crédit

Pour déterminer si le risque de crédit (c.-à-d. le risque de défaut) d'un instrument financier a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale, le Groupe prend en compte des informations raisonnables et justifiables, pertinentes et disponibles sans coûts ni efforts indus. Il s'agit d'informations à la fois quantitatives et qualitatives et des analyses basées sur les résultats passés du Groupe, une évaluation de crédit par des experts et des données prospectives.

Le Groupe utilise les critères suivants pour déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit :

- quantitatifs ; les facteurs
- qualitatifs ; les facteurs
- pour financement de projets et du commerce classés LCC 3 et 4 ; et les prêts
- un filet de sécurité de 30 jours de retard.

Classification du risque de crédit

Le Groupe classe chaque exposition dans une catégorie de risque de crédit en fonction des attributs du risque, de la juste valeur de ces expositions qui est déterminée avec précision et reflétée dans les livres comptables du Groupe, ainsi que du jugement expérimenté en matière de crédit. Le Groupe se réfère à ces classifications pour identifier les augmentations significatives du risque de crédit en vertu de l'IFRS 9. Les classifications des risques sont définies grâce aux jours de retard, et aux facteurs qualitatifs et quantitatifs qui indiquent le risque de défaut. Ces facteurs peuvent varier en fonction de la nature de l'exposition et du type d'emprunteur. Le Groupe procède à une évaluation du crédit et détermine la qualité de crédit de chaque exposition lors de la comptabilisation initiale en fonction des informations disponibles sur l'emprunteur. Les expositions font l'objet d'une surveillance permanente, ce qui peut entraîner le classement d'une exposition dans une autre catégorie de risque de crédit.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Classification du risque de crédit (Suite)

Le tableau ci-dessous fournit une cartographie indicative de la relation entre les niveaux internes de crédit du Groupe et la PD.

Prêts pour financement du commerce

CLASSIFICATION :	PD MOYENNE PONDÉRÉE SUR 12 MOIS
Très faible risque	4.06%
Faible risque	
Risque modéré	26.11%
Risque élevé	
Médiocre	100%
Mauvais et douteux	
Perte	

Prêts pour financement de projets

CLASSIFICATION :	PD MOYENNE PONDÉRÉE SUR 12 MOIS
Très faible risque	5.69%
Faible risque	
Risque modéré	24.67%
Risque élevé	
Médiocre	100%
Mauvais et douteux	
Perte	

Déterminer un cas d'augmentation significative du risque de crédit

À chaque date de clôture, le Groupe évalue si le risque de crédit a augmenté de manière considérable depuis la comptabilisation initiale. Le Groupe a mis en place un cadre intégrant des informations quantitatives et qualitatives afin de déterminer si le risque de crédit associé à un instrument financier donné a augmenté de manière considérable depuis sa comptabilisation initiale. Le cadre est aligné sur le processus interne de gestion du risque de crédit du Groupe. Les critères permettant de déterminer les augmentations significatives du risque de crédit varient d'un produit à l'autre et intègrent un filet de sécurité basé sur les niveaux de défaillance.

À l'heure actuelle, le Groupe estime que le risque de crédit d'une exposition particulière a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale si un prêt est noté LCC 3 et LCC 4 ou en retard de paiement sur une période de 31 à 89 jours pour les entreprises et sur une période maximale de 179 jours pour les pays.

Le Groupe a mis en place un modèle de notation interne. En outre, l'évolution de la probabilité de défaut (PD) entre l'année considérée et la date de comptabilisation initiale / la date de première application de l'IFRS 9 du prêt constitue la base de l'augmentation significative du risque de crédit. Dans certains cas, faisant appel à son jugement d'expert en matière de crédit et, si possible, à ses résultats passés dans ce domaine, le Groupe peut déterminer qu'une exposition a subi une augmentation significative du risque de crédit si des facteurs qualitatifs spécifiques liés aux processus de gestion du risque du Groupe l'indiquent. Ces indicateurs peuvent ne pas être totalement pris en compte dans son analyse quantitative en temps opportun. En guise de garantie, et conformément à l'IFRS 9, le Groupe considère à priori qu'une augmentation significative du risque de crédit survient au plus tard lorsqu'un actif est arrivé à échéance depuis plus de 30 jours. Le Groupe détermine les arriérés en fonction du nombre de jours écoulés depuis la date d'échéance la plus proche à laquelle le remboursement intégral n'est pas effectif.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Définition du défaut

Le Groupe considère qu'un actif financier est déprécié lorsque :

- il est peu probable que l'emprunteur paye intégralement ses obligations de crédit au Groupe sans que celui-ci ait recours à des mesures telles que la réalisation d'une garantie (le cas échéant) ;
- la cote de risque de l'emprunteur est classée LCC 5, 6 et 7 ; ou
- l'emprunteur :
 - a un retard de paiement de plus de 90 jours sur une dette importante envers le Groupe pour les emprunteurs institutionnels.
 - a un retard de paiement de plus de 180 jours sur une dette importante envers le Groupe pour les emprunteurs souverains, tel que le Conseil d'administration l'a approuvé.

Afin de déterminer si un emprunteur est en situation de défaut, le Groupe tient compte des indicateurs :

- qualitatifs : par exemple des violations de contrat ;
- quantitatifs : par exemple le retard, la dégradation sensible de la probabilité de défaut, la couverture des flux de trésorerie depuis l'initiation et le non-paiement d'une autre obligation du même émetteur envers le Groupe ; et
- sur la base de données empiriques développées en interne et obtenues de sources externes.

Les données permettant de déterminer la défaillance d'un instrument financier et leur importance peuvent varier dans le temps, reflétant ainsi des changements de conditions.

Intégrer des informations prospectives

Le Groupe intègre des informations prospectives dans l'évaluation des ECL. Le Groupe formule trois scénarios économiques : un scénario de base, qui est le scénario moyen dans lequel une probabilité de survenance est de 50 %, et deux scénarios moins probables, l'un à la hausse et l'autre à la baisse, soit respectivement une probabilité de 20 % et de 30 %. Le scénario de base représente un résultat très probable et correspond aux informations utilisées par le Groupe pour déterminer les limites d'emprunt des pays ainsi que la planification stratégique. Les informations externes comprennent entre autres les données et prévisions économiques publiées par les organismes gouvernementaux et les autorités monétaires des différents pays dans lesquelles le Groupe exerce ses activités, des organisations supranationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que certains prévisionnistes des secteurs privé et universitaire.

Le Groupe élabore un « scénario de base » déterminant l'orientation future des variables économiques pertinentes dans les différents pays dans lesquelles elle exerce ses activités, ainsi qu'un éventail représentatif d'autres scénarios possibles basés sur les avis du Comité de gestion des risques du Groupe et des experts économiques, ainsi que sur des informations externes réelles et prévisionnelles.

Les variables macroéconomiques appliquées sont celles utilisées dans le cadre de la définition des cotes de risque pour différents pays qui empruntent auprès du Groupe. Grâce aux informations macroéconomiques prévues, les cotes de risque-pays sont fixées pour une période de trois (3) ans. Les changements cumulés des cotes de risque, en glissement annuel à compter de l'année de référence (fin de l'exercice financier), sont utilisés comme informations prospectives.

Le Groupe a identifié et documenté les principaux facteurs de risque de crédit et de pertes de crédit pour chaque portefeuille d'instruments financiers et, à l'aide d'une analyse des données historiques, a estimé la relation entre les variables macroéconomiques et le risque de crédit et les pertes de crédit.

Ces facteurs clés sont le risque politique, la puissance et la performance économiques, le risque de transfert et de change, la gouvernance, la viabilité de la dette par rapport à la puissance financière et l'expérience du Groupe. Les cotes de risque-pays ont été élaborées sur la base de l'analyse de ces facteurs et l'ensemble des changements prévus pour ces cotes est considéré comme indicateur des futurs taux de défaut. Le Comité de crédit du Groupe valide les scénarios économiques utilisés.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Améliorations du modèle de perte de crédit attendue (ECL) apportées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Au cours de l'année, la Banque a amélioré son modèle de perte de crédit attendue afin de mieux refléter son expérience. Le modèle précédent était conforme à la norme IFRS 9 et reposait sur des informations facilement accessibles par la Banque à l'époque. Il utilisait l'approche standard dans laquelle les provisions pour dépréciation étaient calculées sur le type de produit (Prêts pour financement du commerce et des projets) et un classement par échelonnement des prêts (Étapes 1, 2 et 3). Ce modèle avait ses limites. Par exemple, deux clients avec des profils de risque de crédit différents mais étant classés dans la même catégorie de produits et la même étape se verraient attribuer la même probabilité de défaut.

La Banque a donc initié un exercice visant à améliorer le modèle ECL pour le transformer en un modèle de notation interne (IBR) dans lequel des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (LGD) générées en interne seraient attribuées à chaque emprunteur en fonction de sa notation de crédit spécifique, calculée selon le modèle de notation de crédit de la Banque. En conséquence, les clients présentant des cotes de risque différentes mais qui se trouvent dans la même classification d'étape ne se verraient pas attribuer la même probabilité de défaut. Cette mesure refléterait donc une position plus précise du provisionnement du risque de crédit de la Banque.

Le tableau ci-dessous montre comment le modèle de perte de crédit attendue IBR et l'ancien modèle de perte de crédit attendue standard calculent les provisions pour dépréciation.

ÉLÉMENT DE DÉPRÉCIATION		MODÈLE ECL STANDARD (ANCIEN)	MODÈLE ECL IBR (ACTUEL)
Probabilité de défaut (PD)	PD sur 12 mois	Analyses trimestrielles utilisées pour générer la PD sur 12 mois à l'aide de chaînes de Markov.	Calculé conformément aux normes du document sur la Méthodologie des notations de risque des débiteurs et de la probabilité de défaut
	PD à vie	PD à vie estimée par multiplication matricielle	PD à vie estimée selon l'approche de Kaplan-Meier
Perte en cas de défaut (LGD)	LGD du client	LGD du client dérivée de la comparaison des expositions et des titres.	Calculé à l'aide du Modèle des notations de risque des facilités et de perte en cas de défaut de la Banque.
	LGD du secteur	LGD à l'échelle du secteur dérivée du taux de recouvrement généré à partir d'une analyse des données historiques sur les réductions de valeur, les recouvrements et autres éléments.	Calculé à l'aide du Modèle des notations de risque des facilités et de perte en cas de défaut de la Banque.

Probabilité de défaut (PD)

Dans l'ancien modèle, les PD sur 12 mois étaient dérivées de matrices de transition trimestrielles en utilisant le principe des chaînes de Markov. Les PD sur 12 mois ont ensuite été utilisées pour prévoir les PD à vie par multiplication matricielle.

Les PD à 12 mois du nouveau modèle sont basées sur les notations externes de S&P et Moody's. Les notes du système de notation interne de la banque sont mises en correspondance avec les notes des agences de notation externes. Les taux de défaut des agences de notation externes correspondantes sont ensuite utilisés comme PD sur 12 mois. La Banque ne disposait pas de suffisamment de données internes sur le portefeuille selon les différentes classifications des débiteurs pour fonder ses PD uniquement sur l'expérience interne. Elle a donc utilisé les données de taux de défaut de Moody's et S&P sur les marchés émergents pour définir une échelle de PD afin de fixer une base d'expérience similaire. Les PD sur 12 mois sont ensuite combinées avec la probabilité de défaut dérivée de l'analyse de survie, qui utilise l'estimateur de Kaplan Meier pour calculer les chances de survie à différentes échéances résiduelles, afin de calculer les PD à vie.

À la suite de cette amélioration du modèle, les clients ayant des cotes de risque différentes et qui se trouvent dans la même classification par étape ne se voient pas attribuer la même probabilité de défaut.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Améliorations du modèle de perte de crédit attendue (ECL) apportées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (suite)

Perte en cas de défaut (LGD)

Dans le modèle précédent, la LGD pour les facilités non garanties était calculée à partir des recouvrements des prêts amortis et des prêts non performants, tandis que la LGD pour les sûretés détenues était calculée à partir des sûretés détenues sur chaque facilité. Les sûretés pour toutes les facilités sont les suivantes :

- Décote appliquée aux garanties en fonction du type de sûreté.
- Le délai de réalisation qui dépend du type de sûreté ;
- Le taux d'intérêt effectif tenant compte de l'effet de la valeur temps de l'argent.

Une LGD minimale de 10 % a été appliquée aux prêts entièrement garantis. Conformément aux directives de Bâle II, les expositions souveraines ont été soumises à une LGD maximale de 45 %.

À titre de référence, le nouveau modèle attribue aux expositions souveraines non garanties une LGD globale estimée à 5 % d'après l'étude de Fitch et de la BAD. Il tient compte de l'expérience de la Banque, de l'intensité de ses relations et des indices faibles de risque pays. Une décote supplémentaire de 5 % est appliquée aux indices moyens de risque pays qui tiennent compte de l'expérience de la Banque et de son statut de créancier privilégié précédemment testé auprès d'une entité souveraine, en tant qu'indicateur de l'intensité des relations. Enfin, une décote supplémentaire de 10 % est appliquée sur la base des indices de risque pays moyen à élevé de l'entité souveraine, de l'expérience de la Banque et de l'intensité de ses relations.

La LGD des facilités garanties est calculée à partir des sûretés détenues sur chaque facilité au moment de la déclaration.

Les sûretés de toutes les facilités prennent en compte :

- Les décotes appliquées aux sûretés selon le type de sûreté. Le coût de réalisation de la sûreté est implicitement pris en compte dans les décotes appliquées ;
- Le délai de réalisation qui dépend du type de sûreté ;
- Le taux d'intérêt effectif tenant compte de l'effet de la valeur temps de l'argent.

Une LGD minimale de 10 % est appliquée aux prêts entièrement garantis. Une LGD de premier rang non garantie de 45 % est également supposée.

Prêts restructurés et modifiés

Les termes d'un contrat de prêt peuvent être restructurés pour un certain nombre de raisons, notamment l'évolution des conditions du marché, la fidélisation des clients et d'autres facteurs non liés à une détérioration effective ou potentielle du crédit du client. Un prêt existant dont les conditions ont été modifiées peut être décomptabilisé et le prêt renégocié sera comptabilisé comme un nouveau prêt à la juste valeur. Lorsque les conditions d'un actif financier sont modifiées et que cette modification n'entraîne pas de décomptabilisation, le fait de déterminer si le risque de crédit de l'actif a considérablement augmenté reflète la comparaison entre l'évaluation initiale du risque de crédit de l'emprunteur et l'évaluation actuelle au moment de la modification.

Lorsque la modification entraîne la décomptabilisation, un nouveau prêt est comptabilisé et affecté à l'Étape 1 (en supposant que le crédit n'a pas été déprécié à ce moment-là).

Le Groupe renégocie des prêts aux clients en difficulté financière (cela s'appelle une « restructuration ») afin de maximiser les possibilités de recouvrement et de minimiser le risque de défaut. Conformément à la politique de restructuration du Groupe, la restructuration des prêts est accordée sur une base sélective si le débiteur est en défaut de paiement à ce moment ou s'il existe un risque élevé de défaut de paiement. Elle s'applique également s'il apparaît que le débiteur a déployé tous les efforts raisonnables pour rembourser en vertu du contrat initial ou s'il est en mesure de respecter les nouvelles conditions révisées. Les conditions révisées comprennent généralement la prolongation de l'échéance, la modification du calendrier des paiements d'intérêts et la modification des conditions des clauses restrictives. Le Comité du crédit du Groupe examine régulièrement les rapports sur les activités de restructuration.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Améliorations du modèle de perte de crédit attendue (ECL) apportées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (suite)

Prêts restructurés et modifiés (suite)

En ce qui concerne les actifs financiers modifiés dans le cadre de la politique d'indulgence du Groupe, l'estimation de la PD est fonction de l'amélioration ou du rétablissement de la capacité du Groupe de recouvrer les intérêts et le capital et des expériences antérieures du Groupe en matière d'indulgence. Lors de ce processus, le Groupe évalue la performance des paiements de l'emprunteur par rapport aux conditions contractuelles modifiées et tient compte de divers indicateurs de comportement.

En général, la restructuration est un indicateur qualitatif des situations de défaut et des dépréciations de crédit. Ainsi, les attentes en matière de restructuration sont importantes pour déterminer s'il existe une augmentation sensible du risque de crédit. À la suite d'une restructuration, un client doit systématiquement afficher un bon comportement de paiement sur une période donnée avant que l'exposition ne soit plus considérée comme étant en défaut / en perte de crédit ou que la PD soit jugée réduite afin que la provision pour perte soit à nouveau réévaluée à un montant égal aux ECL sur 12 mois.

Restructuration

Trouve son origine dans une situation de détresse, lorsqu'un risque accru de crédit affecte la génération de flux de trésorerie. La restructuration se caractérise particulièrement par une prorogation de l'échéance de 12 mois voire davantage, des taux d'intérêt inchangés pour la plupart des facilités, un moratoire de capital de 12 mois voire davantage.

Modification

Les prêts modifiés établis sont des prêts dont les performances sont satisfaisantes au 31 mars 2020 (avant la pandémie de Covid-19). Les modifications concernent le refinancement et la prorogation des échéances n'excédant pas six mois dans le cours normal des opérations, sans nécessairement changer la structure de base de la facilité et les principales conditions de la facilité. Les modifications se caractérisent principalement par la prorogation de l'échéance des obligations arrivant à terme de 3 à 6 mois dans le cours normal des opérations ; des prix inchangés ; pour les prêts à long terme, un moratoire de capital de 3 à 6 mois ou, dans certains cas, un moratoire sur le capital et les intérêts ; un report de crédit par la prorogation de l'échéance de 3 à 6 mois ou, dans certains cas, sans prorogation de l'échéance, et la renonciation à une clause restrictive, le cas échéant, au cas par cas.

En raison des perturbations attribuables à la pandémie de Covid-19, les emprunteurs ont pris l'initiative de contacter la Banque pour négocier le report des paiements afin d'éviter le défaut de paiement, de gérer leurs flux de trésorerie et de faire face aux contraintes de liquidité. Les retards de paiement découlant de facteurs systémiques temporaires qui touchent tous les emprunteurs ne sont pas considérés comme une raison valable pour un classement d'office en défaut, en forclusion ou en improbabilité de paiement ; l'improbabilité de paiement a été examinée au cas par cas. Les modifications sont généralement destinées à résoudre les problèmes de liquidités à court terme lorsque les fondamentaux du projet restent solides.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts restructurés et modifiés (suite)

Les tableaux qui suivent portent sur les actifs financiers restructurés et modifiés lorsque la restructuration ou la modification n'entraîne pas de décomptabilisation.

GRUPE ET BANQUE

	31 DÉCEMBRE 2021			31 DÉCEMBRE 2020		
	RESTRUCTURATION USD	MODIFICATION ATTRIBUABLE À LA COVID-19 USD	TOTAL USD	RESTRUCTURATION USD	MODIFICATION ATTRIBUABLE À LA COVID-19 USD	TOTAL USD
Valeur comptable brute avant la restructuration	88,445,114	4,182,661	92,627,775	36,525,112	216,055,980	252,581,092
Provision pour perte avant la restructuration	(9,553,814)	(273)	(9,554,087)	(1,104,339)	(874,338)	(1,978,677)
Coût net amorti avant la restructuration	78,491,300	4,182,388	82,673,688	35,420,773	215,181,642	250,602,415
Gains nets causée par la restructuration	7,613,537	104,158	7,717,695	1,416,502	5,652,870	7,069,372
Coût net amorti après la restructuration	86,104,837	4,286,546	90,391,383	36,837,275	220,834,512	257,671,787
ANALYSE DES MONTANTS BRUTS PAR SECTEUR :						
Secteur manufacturier	-	-	-	7,489,651	60,440,161	67,929,812
Agroalimentaire	-	-	-	-	88,507,215	88,507,215
Hôtellerie	6,326,625	-	6,326,625	3,288,129	5,718,683	9,006,812
Services bancaires et financiers	-	-	-	-	2,507,028	2,507,028
Transport	-	4,182,661	4,182,661	5,822,453	-	5,822,453
Construction	-	-	-	15,661,080	-	15,661,080
Pétrole et gaz	20,740,789	-	20,740,789	4,575,962	-	4,575,962
Énergie	61,377,700	-	61,377,700	-	-	-
Autre	-	-	-	-	63,661,425	63,661,425
	88,445,114	4,182,661	92,627,775	36,837,275	220,834,512	257,671,787
ANALYSE DES MONTANTS BRUTS PAR PRODUIT :						
Prêts pour financement de projets	67,704,325	4,182,661	71,886,986	16,600,234	138,898,077	155,498,311
Prêts pour financement du commerce	20,740,789	-	20,740,789	20,237,041	81,936,435	102,173,476
	88,445,114	4,182,661	92,627,775	36,837,275	220,834,512	257,671,787

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Impact des modifications attribuables à la Covid-19 sur les ECL :

GROUPE ET BANQUE							
31 décembre 2021				31 décembre 2020			
SOLDE APRÈS MODIFICATION	VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE MODIFIÉS	GAIN APRÈS MODIFICATION	DÉPRÉCIATION	SOLDE APRÈS MODIFICATION	VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE MODIFIÉS	GAIN APRÈS MODIFICATION	DÉPRÉCIATION
USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD
4,182,661	4,210,307	4,286,546	76,239	211,162,326	220,834,512	9,672,186	14,414,360

La Banque a continué à accumuler des intérêts sur ces facilités.

À la date de clôture, aucune modification substantielle n'a entraîné la décomptabilisation et la comptabilisation de nouveaux actifs financiers.

Si les prêts qui ont été restructurés en raison de l'impact de la COVID étaient reclassés en prêts de stade 3, cela n'aura pas d'incidence sur la perte de valeur, car la valeur du bien garantissant les prêts dépasse l'encours des prêts de 102,95 millions USD.

Données permettant l'évaluation des ECL

Les principales données permettant l'évaluation des ECL sont les structures d'échéances des variables suivantes :

- Probabilité de défaut, (PD) ;
- Perte en cas de défaut (LGD) ; et
- Exposition en cas de défaut (EAD).

Ces paramètres sont tirés de modèles statistiques développés en interne et d'autres données historiques exploitant les modèles réglementaires. Ils sont rajustés en fonction de la notation du garant et de la nature de la garantie, le cas échéant, ainsi que des informations prospectives décrites ci-dessus.

Les estimations de PD pour les prêts et avances se font à une certaine date. Elles sont calculées à partir de matrices statistiques de migrations qui modélisent le risque de voir une exposition passer à un statut de défaut, et sont évaluées au niveau du portefeuille pour les portefeuilles d'actifs présentant des caractéristiques similaires. Ces modèles statistiques sont basés sur des données compilées en interne comprenant des facteurs quantitatifs et qualitatifs. Lorsqu'elles sont disponibles, des données de marché externes peuvent également être utilisées pour calculer la PD pour les contreparties de grandes entreprises. Si la catégorie de cote d'une contrepartie ou d'une exposition change, cela entraîne également un changement dans l'estimation de la PD y associée. Les PD à vie sont calculées en tenant compte des échéances contractuelles des expositions et des estimations des taux de remboursement anticipés. Les estimations du Groupe en matière de PD pour les autres expositions sont des estimations à une certaine date. Elles sont calculées sur la base d'informations externes liées aux cotes de crédit et évaluées à l'aide d'outils de notation adaptés aux différentes catégories de contreparties et d'expositions.

La LGD représente l'ampleur de la perte probable en cas de défaut. Le Groupe détermine les paramètres de LGD sur la base des garanties sur les expositions, du statut de créancier privilégié et de l'historique des taux de recouvrement des créances envers les contreparties ayant fait défaut. Les modèles de LGD prennent en compte la structure, la qualité de la garantie, le rang de la créance, le secteur dans lequel exerce la contrepartie et les coûts de recouvrement de toute garantie faisant partie intégrante de l'actif financier. Les estimations de la LGD sont étalonnées pour différents types de garanties en appliquant des décotes pour ajuster la valeur de marché des garanties afin de refléter au mieux les montants recouvrables. Les valeurs des garanties à prendre en compte sont calculées sur la base des flux de trésorerie actualisés en utilisant l'intérêt effectif.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Données permettant l'évaluation des ECL (suite)

L'EAD représente l'exposition attendue en cas de défaut. Le Groupe détermine l'EAD de l'exposition actuelle à partir de la contrepartie et des modifications éventuelles du montant actuel autorisé en vertu du contrat, y compris l'amortissement et les paiements anticipés. L'EAD d'un actif financier est la valeur comptable brute en défaut. Pour les engagements de prêt et les garanties non financières, l'EAD prend en compte le montant prélevé, ainsi que les éventuels futurs montants pouvant être prélevés ou remboursés en vertu du contrat. Ces derniers sont estimés sur la base d'observations historiques et de données prévisionnelles.

Comme la section ci-dessus le décrit, et sous réserve d'utiliser une PD sur un maximum de 12 mois pour les actifs financiers pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté de manière considérable, le Groupe mesure les ECL en tenant compte du risque de défaillance sur la période contractuelle maximale (y compris les éventuelles possibilités de prolongation pour l'emprunteur) au cours desquelles elle est exposée à un risque de crédit, même si, aux fins de la gestion des risques, le Groupe envisage une période plus longue. La période contractuelle maximale est prolongée jusqu'à la date à laquelle le Groupe a le droit d'exiger le remboursement d'une avance ou de mettre fin à un engagement ou à une garantie d'emprunt. Pour les découverts, les facilités de garantie et autres facilités renouvelables qui comprennent à la fois un prêt et une composante d'engagement non utilisée, le Groupe mesure les ECL sur une période d'un an, à moins que la durée de vie attendue de l'exposition ne puisse être raisonnablement déterminée.

Lorsque la modélisation d'un paramètre est faite sur une base collective, les instruments financiers sont regroupés en fonction des caractéristiques de risque partagées, notamment :

- le type de produit et
- le secteur d'activité.

Les regroupements sont soumis à un examen régulier afin de s'assurer que les expositions au sein d'un groupe particulier restent bien homogènes.

Analyse de sensibilité des ECL

Si les prêts classés au stade 2 augmentent de 5 % en décembre 2021, les ECL augmenteront de 9,30 % (contre 5,05 % en décembre 2020).

Si tous les prêts renégociés sont considérés comme ayant subi une forte augmentation du risque de crédit et passent du stade 1 au stade 2, les ECL n'enregistreront aucun taux de croissance (contre 0,29 % en décembre 2020).

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Montant découlant de l'ECL

Provision pour perte

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la provision pour perte par segment.

	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2021 :				
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS :				
Solde au 1 ^{er} janvier	2,697,363	31,725,588	33,063,944	67,486,895
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	1,545,232	(1,545,232)	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(27,506)	27,506	-	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	(125,563)	(3,042,247)	(23,904,244)	(27,072,054)
Actifs financiers nets créés	5,902,845	-	-	5,902,845
Actifs financiers décomptabilisés*	(111,865)	-	-	(111,865)
Solde au 31 décembre	9,880,506	27,165,615	9,159,700	46,205,821
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE :				
Solde au 1 ^{er} janvier	18,082,726	6,862,240	71,917,281	96,862,247
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	-	(4,482,624)	4,482,624	-
Déduction nette des actifs financiers créés	5,614,193	-	-	5,614,193
Réévaluation nette de la provision pour perte	11,880,057	6,246,418	24,795,178	42,921,654
Actifs financiers décomptabilisés	(42,422)	-	(39,454,544)	(39,496,966)
Solde	35,534,554	8,626,034	61,740,539	105,901,128
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS ET GARANTIES				
Solde au 1 ^{er} janvier	606,803	1,330,070	-	1,936,873
Actifs financiers nets créés	5,159,480	-	-	5,159,480
Actifs financiers décomptabilisés	(606,803)	(1,330,070)	-	(1,936,873)
Solde au 31 décembre	5,159,480	-	-	5,159,480
LETTRES DE CRÉDIT				
Solde au 1 ^{er} janvier	44,617	-	-	44,617
Actifs financiers nets créés	85,240	-	-	85,240
Actifs financiers décomptabilisés	(44,617)	-	-	(44,617)
Solde au 31 décembre	85,240	-	-	85,240

* Les prêts pour financement de projets qui ont été décomptabilisés du fait de la radiation s'élèvent à 1 million USD, tandis que les ECL sur ces mêmes prêts s'élèvent à 1 million USD.

** Les prêts pour financement du commerce qui ont été décomptabilisés du fait de la radiation s'élèvent à 42,45 millions USD, tandis que les ECL sur ces mêmes prêts s'élèvent à 42,45 millions USD. L'encours total des valeurs contractuelles des actifs financiers qui avaient été radiés au cours de l'exercice et qui sont encore visés par les mesures d'application s'élève à 43,45 millions USD (contre 11,36 millions USD en décembre 2020). L'encours total des valeurs contractuelles des actifs financiers qui avaient été radiés au cours de l'exercice et qui sont encore visés par les mesures d'application s'élève à 43,45 millions USD.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Montant découlant de l'ECL (suite)

Provision pour perte (suite)

	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2020 :				
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS :				
Solde au 1 ^{er} janvier	4,611,444	8,649,253	27,397,276	40,657,973
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	2,070,496	(2,070,496)	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(314,096)	314,096	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	(242)	(600,377)	600,618	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	(3,753,243)	25,433,112	11,257,399	32,937,268
Actifs financiers nets créés	85,918	-	-	85,918
Actifs financiers décomptabilisés	(2,914)	-	(6,191,350)	(6,194,264)
Solde au 31 décembre	2,697,363	31,725,588	33,063,944	67,486,895
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE :				
Solde au 1 ^{er} janvier	1,387,518	4,860,111	64,231,746	70,479,375
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	-	-	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(16,334)	16,334	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	(15,665)	-	15,665	-
Déduction nette des actifs financiers créés	16,545,375	1,000,316	7,669,870	25,215,561
Réévaluation nette de la provision pour perte	183,181	1,160,799	-	1,343,980
Actifs financiers décomptabilisés *	(1,349)	(175,320)	-	(176,669)
Solde au 31 décembre	18,082,726	6,862,240	71,917,281	96,862,247
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS :				
Solde au 1 ^{er} janvier	864,399	-	-	864,399
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(53,653)	53,653	-	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	(434,498)	1,276,417	-	841,919
Actifs financiers nets créés	331,274	-	-	331,274
Actifs financiers décomptabilisés	(100,719)	-	-	(100,719)
Solde au 31 décembre	606,803	1,330,070	-	1,936,873
LETTRES DE CRÉDIT :				
Solde au 1 ^{er} janvier	149,839	-	-	149,839
Réévaluation nette de la provision pour perte	(2,095)	-	-	(2,095)
Actifs financiers nets créés	36,310	-	-	36,310
Actifs financiers décomptabilisés	(139,437)	-	-	(139,437)
Solde au 31 décembre	44,617	-	-	44,617

Les ECL sur les espèces et les soldes auprès d'autres banques, les prêts et engagements pour financement du commerce et de projets sont présentés dans les espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques, les prêts et les autres passifs liés au financement de projets dans l'état de la situation financière.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts et avances bruts

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des prêts bruts par segment.

	AU 31 DÉCEMBRE 2021				31 DÉCEMBRE 2020			
	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS ;								
Solde au 1er janvier	1,871,236,148	353,207,345	67820,124	2,292,263,617	1,927,357,463	171,275,360	48,362,733	2,146,995,556
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	42,183,157	(42,183,157)	-	-	31,933,404	(31,933,404)	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(56,837,820)	56,837,820	-	-	(213,975,257)	213,975,257	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	-	-	-	-	(643,676)	(21,367,414)	22,011,090	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	(205,575,070)	13,979,364	(1,080,000)	(192,675,705)	(153,140,664)	21,257,546	1,545,859	(130,337,259)
Nouveaux actifs financiers créés	70,648,590	-	-	70,648,590	286,964,826	-	-	286,964,826
Actifs financiers décomptabilisés**	(71,141,214)	-	-	(71,141,214)	(7259,948)	-	(4,099,558)	(11,359,506)
Solde à la fin de l'exercice	1,650,513,792	381,841,372	66,740,124	2,099,095,288	1,871,236,148	353,207,345	67,820,124	2,292,263,617
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE :								
Solde au 1er janvier	2,899,464,620	192,296,794	89,735,648	3,181,497,062	2,711,660,871	153,870,032	70,115,393	2,935,646,296
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	-	-	-	-	(23,696,096)	23,696,096	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	-	-	-	-	(15,912,468)	-	15,912,468	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	-	(58,994,861)	58,994,861	-	137,508,514)	19,437,595	3,707,787	160,653,896
Réévaluation nette de la provision pour perte	386,462,752	(637,615)	(6,257,507)	379,567,630	91,500,07	-	-	91,500,097
Actifs financiers nets créés	243,828,073	-	-	243,828,073	(1,596,298)	(4,706,928)	-	(6,303,227)
Actifs financiers décomptabilisés**	(80,495,410)	-	(39,454,543)	(119,949,953)	-	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	3,449,260,035	132,664,318	103,018,459	3,684,942,812	2,899,464,620	192,296,794	89,735,648	3,181,497,062

* Les prêts pour financement de projets qui ont été décomptabilisés du fait de la radiation s'élevaient à 1 million USD, tandis que les ECL sur ces mêmes prêts s'élevaient à 1 million USD.

** Les prêts pour financement du commerce qui ont été décomptabilisés du fait de la radiation s'élevaient à 42,45 millions USD (contre 11,36 millions USD en 2020), tandis que les ECL sur ces mêmes prêts s'élevaient à 42,45 millions USD (contre 6,19 millions USD en décembre 2020). L'encours total des valeurs contractuelles des actifs financiers qui avaient été radiés au cours de l'exercice et qui sont encore visés par les mesures d'application s'élève à 43,45 millions USD (contre 11,36 millions USD en décembre 2020).

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts et avances bruts (suite)

	AU 31 DÉCEMBRE 2021				31 DÉCEMBRE 2020			
	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS :								
Solde au 1er janvier	518,443,767	21,274,601	-	539,718,368	607,732,507	-	-	607,732,507
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	-	-	-	-	(22,238,934)	22,238,934	-	-
Actifs financiers créés ou acquis nets	-	-	-	-	256,636,357	-	-	256,636,357
Réévaluation nette de la provision pour perte	614,329,916	-	-	614,329,916	(239,883,753)	(964,333)	-	(240,848,086)
Actifs financiers décomptabilisés	(480,822,880)	(21,274,601)	-	(502,097,751)	(83,802,410)	-	-	(83,802,410)
Solde à la fin de l'exercice	651,950,533	-	-	651,950,533	518,443,767	21,274,601	-	539,718,368
LETTRÉS DE CRÉDIT								
Solde au 1er janvier	279,740,762	-	-	279,740,762	158,138,671	-	-	158,138,671
Actifs financiers créés ou acquis nets	-	-	-	-	39,258,744	-	-	39,258,744
Réévaluation nette de la provision pour perte	180,069,758	-	-	180,069,758	238,503,398	-	-	238,503,398
Actifs financiers décomptabilisés **	(51,288,857)	-	-	(51,288,857)	(156,160,051)	-	-	(156,160,051)
Solde à la fin de l'exercice	180,069,758	-	-	180,069,758	279,740,762	-	-	279,740,762
Total	832,020,291	-	-	832,020,291	798,184,529	-	-	819,459,130

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par secteur

	EXPOSITION BRUTE								
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU BILAN USD	%	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE HORS BILAN USD	%	NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD	AUTRES MESURES USD	EXPOSITION NETTE USD	%
As at 31 December 2021 :									
Agroalimentaire	1,084,896,109	19	256,901,926	31	(13,832,889)	(459,359,600)	(77,442,173)	791,163,373	22
Services bancaires et financiers	1,040,746,846	18	348,172,743	42	(311,168,659)	(209,690,911)	-	868,060,019	24
Construction	13,016,325	-	-	-	-	-	-	13,016,325	-
Énergie	258,507,536	4	32,946,435	4	-	-	-	291,453,971	8
Services de santé	21,963,399	-	6,748,703	1	-	-	-	28,712,102	1
Hôtellerie	39,685,829	1	10,749,731	1	-	-	-	50,435,560	1
TIC	190,676,757	3	-	-	(40,303,986)	-	-	150,372,771	4
Infrastructure	1,251,124,879	22	122,452,527	15	-	(491,458,333)	(100,000,000)	782,119,073	22
Secteur manufacturier et industries lourdes	202,548,901	4	6,119,011	1	-	-	-	208,667,912	6
Pétrole et gaz	1,525,644,547	26	-	-	(901,619,113)	(312,909,008)	(50,000,000)	261,116,426	7
Autre	61,037,315	1	-	-	(45,668)	-	-	60,991,647	2
Secteur immobilier	12,593,346	-	-	-	-	-	-	12,593,346	0
Transport	79,520,518	1	-	-	-	(62,168,496)	(542,271)	16,809,751	0
Marchandises en gros	2,075,793	-	47,928,945	6	-	-	-	50,004,738	1
	5,784,038,100	100	832,020,021	100	(1,266,970,315)	(1,535,586,348)	(227,984,444)	3,585,517,014	100

** Les éléments de l'état de la situation financière hors bilan comprennent les prêts approuvés mais non décaissés, les lettres de crédit en cours et les garanties et cautions de bonne exécution, le cas échéant.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par secteur (suite)

	EXPOSITION BRUTE																
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU BILAN	%	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE HORS BILAN	%	NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT	ASSURANCE	AUTRES MESURES D'ATTÉNUATION	EXPOSITION NETTE	%								
	USD		USD		USD	USD	USD	USD									
Au 31 décembre 2020 :																	
Agroalimentaire	1,039,514,697	19	186,827,928	23	(56,917,187)	(495,815,175)	(75,301,730)	598,308,533	18								
Services bancaires et financiers	563,884,220	10	246,496,727	30	(1,194,200)	(164,584,005)	(49,785,303)	594,817,440	18								
Construction	16,723,249	-	-	-	-	-	-	16,723,249	1								
Énergie	255,441,663	5	57,618,201	7	(8,243)	(6,249,864)	-	306,801,757	9								
Services de santé	19,696,499	-	13,064,655	2	-	-	-	32,761,155	1								
Hôtellerie	41,185,547	1	10,749,731	1	-	-	-	51,935,278	2								
TIC	186,756,199	3	-	-	(40,303,986)	-	-	146,452,213	4								
Infrastructure	1,299,281,154	24	161,491,943	20	-	(525,000,000)	(200,000,000)	735,773,097	22								
Secteur manufacturier et industries lourdes	205,769,658	4	5,000,000	-	-	-	-	210,769,658	6								
Pétrole et gaz	1,586,717,040	29	8,209,946	1	(924,604,236)	(347,676,675)	-	322,646,075	10								
Autre	6,858,208	-	99,999,999	12	(16,161,816)	-	-	90,696,391	3								
Secteur immobilier	14,281,411	-	-	-	-	-	-	14,281,411	-								
Transport	208,122,014	4	30,000,000	4	-	(72,531,499)	(774,318)	164,816,197	5								
Marchandises en gros	29,529,120	1	-	-	-	-	-	29,529,120	1								
	5,473,760,679	100	819,459,130	100	(1,039,189,668)	(1,611,857,218)	(325,861,351)	3,316,311,574	100								

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par pays

	EXPOSITION BRUTE												
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU BILAN USD	%	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE HORS BILAN USD	%	NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD	AUTRES MESURES D'ATTÉNUATION USD	EXPOSITION NETTE USD	%				
Au 31 décembre 2021 :													
Burundi	13,601,870	-	18,000,000	2	(500,006)	-	-	31,101,864	1				
Comores	17929,558	-	6,748,703	1	-	-	-	24,678,261	1				
RDC	55,768,557	1	4,119,011	1	-	-	-	59,887,568	2				
Djibouti	10,075,686	-	-	-	-	-	-	10,075,686	-				
Égypte	2,075,794	-	47928,944	6	-	-	-	50,004,738	1				
ESwatinini	2,436,755	-	22,569,372	3	-	-	-	25,006,127	1				
Éthiopie	805,782,851	14	168,525,879	20	(301,929,321)	(200,000,000)	(542,271)	471,837,138	13				
Kenya	635,393,749	11	-	-	(45,667)	(350,000,000)	-	285,348,082	8				
Madagascar	11,867,682	-	2,174,635	-	-	-	-	14,042,317	-				
Malawi	323,761,658	6	202,295,709	24	(9,734,465)	(233,366,000)	(77,442,173)	205,514,729	6				
Maurice	208,552,400	4	2,000,000	-	(40,303,986)	-	-	170,248,414	5				
Mozambique	120,098,565	2	19,815,384	3	-	-	-	139,913,949	4				
Rwanda	403,167,072	7	2,220,830	-	(230,000,000)	(62,168,496)	-	113,219,406	3				
Seychelles	43,574,715	1	749,731	-	-	-	-	44,324,446	1				
Sud-Soudan	59,681,374	1	-	-	-	-	(50,000,000)	9,681,374	-				
Soudan	829,101,504	14	-	-	(225,093,070)	(225,993,600)	-	378,014,834	11				
Tanzanie	525,161,384	9	205,602,203	25	-	(141,458,333)	(100,000,000)	489,305,254	14				
Ouganda	401,586,833	7	69,135,818	8	-	-	-	470,722,651	13				
Zambie	790,028,196	14	51,997,986	6	(9,264,718)	(312,909,008)	-	519,852,456	14				
Zimbabwe	524,391,897	9	8,135,816	1	(450,099,082)	(9,690,911)	-	72,737,720	2				
	5,784,038,100	100	832,020,021	100	(1,266,970,315)	(1,535,586,348)	(227,984,444)	3,585,517,014	100				

* * Les éléments de l'état de la situation financière hors bilan comprennent les prêts approuvés mais non décaissés, les lettres de crédit en cours et les garanties et :

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par pays (suite)

EXPOSITION BRUTE									
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU BILAN USD	%	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE HORS BILAN USD	%	NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD	AUTRES MESURES D'ATTÉNUATION USD	EXPOSITION NETTE USD	%
Au 31 décembre 2020 :									
Burundi	13,601,870	-	-	-	(570,176)	-	-	13,031,694	-
Comores	15,447,540	-	13,064,655	2	-	-	-	28,512,196	1
RDC	65,921,096	1	5,000,000	1	-	-	-	70,921,096	2
Djibouti	9,678,662	-	-	-	-	-	-	9,678,662	-
Égypte	79,663,684	1	-	-	-	-	-	79,663,684	2
ESwatini	6,421,664	-	18,586,851	2	-	-	-	25,008,515	1
Éthiopie	383,985,167	7	233,529,843	29	(149)	(150,000,000)	(50,327,574)	417,187,286	13
Kenya	678,901,765	12	99,999,999	12	(16,161,816)	(350,000,000)	(100,000,000)	312,739,948	9
Madagascar	10,498,098	-	7,078,256	1	-	-	-	17,576,355	1
Malawi	357,101,847	7	155,663,710	19	(27,546,076)	(250,500,000)	(75,301,730)	159,417,751	5
Maurice	155,805,562	3	-	-	(40,303,986)	-	-	115,501,576	3
Mozambique	101,115,539	2	41,367,266	5	-	-	-	142,482,805	4
Rwanda	637,244,307	12	3,631,499	-	(280,000,001)	(72,531,499)	(232,047)	288,112,259	9
Seychelles	52,686,913	1	749,731	-	-	-	-	53,436,644	2
Soudan	662,188,381	12	-	-	(152,894,320)	(245,315,175)	-	263,978,886	8
Tanzanie	601,378,046	11	119,121,247	15	(8,243)	(175,000,000)	(100,000,000)	445,491,051	13
Ouganda	358,214,439	7	63,130,079	7	-	-	-	421,344,519	13
Zambie	686,122,079	13	22,789,421	3	(1,523,572)	(347,676,675)	-	359,711,252	11
Zimbabwe	597,784,020	11	35,746,573	4	(520,181,329)	(20,833,869)	-	92,515,395	3
	5,473,760,679	100	819,459,130	100	(1,039,189,668)	(1,611,857,218)	(325,861,351)	3,316,311,574	100

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ait des difficultés à honorer ses obligations financières. La politique de liquidité du Groupe lui assure des ressources suffisantes pour s'acquitter de ses obligations en matière de décaissements nets et de service de la dette et lui permet de choisir le moment opportun pour faire appel aux marchés financiers.

Le Groupe détient suffisamment d'actifs liquides pour lui permettre de poursuivre normalement ses activités, même dans le cas improbable où elle serait dans l'impossibilité d'obtenir de nouvelles ressources auprès de ses prêteurs et des marchés des capitaux pendant une longue période. Pour atteindre cet objectif, le Groupe opère sur un niveau minimum prudentiel de liquidité, basé sur les besoins de trésorerie nets prévisionnels.

Ce niveau minimum est mis à jour tous les trimestres.

L'état de la situation de liquidité est présenté en prenant en compte la plus prudente des dates d'échéance. Les passifs sont classés en fonction de la date de remboursement la plus proche possible, tandis que les actifs sont classés selon la dernière date de remboursement possible.

Le Comité de la gestion intégrée du risque de la Banque (BIRMC) est chargé de veiller à ce que tous les engagements de financement prévisibles soient atteints à l'échéance, et que le Groupe n'aura aucune difficulté à honorer des engagements relatifs à ses passifs financiers au fur et à mesure qu'ils surviennent.

Le BIRMC s'appuie en grande partie sur la Direction de la Trésorerie pour coordonner et assurer la discipline, certifier l'adéquation des liquidités dans des conditions normales et inhabituelles, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Les échéances des actifs et passifs financiers sont les suivants :

Au 31 décembre 2021 :	JUSQU'À 1 MOIS	2 À 3 MOIS	4 À 6 MOIS	6 À 12 MOIS	1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD
ACTIFS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	486,296,437	915,000,000	423,670,987	81,179,535	65,790,502	-	1,971,937,461
Investissement dans des titres publics	-	-	16,269,840	9,819,946	51,634,480	6,225,768	83,950,034
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	-	-	54,170,335	-	54,170,335
Autres créances	1,060,437	483,266	713,239	1,394,770	9,334,578	3,379,024	16,365,314
Instruments financiers dérivés	-	-	57,634,835	-	-	-	57,634,835
Prêts pour financement du commerce	292,921,717	440,591,121	318,371,758	802,840,562	2,124,058,044	14,782,392	3,993,565,594
Prêts pour financement de projets	85,431,829	82,141,907	96,692,172	335,103,756	1,566,714,762	353,882,613	2,519,967,039
Placements en actions à juste valeur dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	53,987,118	-	61,078,070
Total actifs	865,710,420	1,438,216,294	913,352,831	1,230,338,569	3,932,780,771	378,269,797	8,758,668,682
PASSIFS							
Emprunts à court terme	214,360,323	200,475,068	207,375,538	1,126,031,686	915,219,930	-	2,663,462,546
Emprunts à long terme	24,443,412	732,758,164	31,191,787	159,284,680	1,265,391,128	1,161,027,191	3,374,096,364
Compte de recouvrement	64,979,105	-	-	-	-	-	64,979,105
Autres dettes	57,753,976	-	-	-	38,413,550	-	96,167,526
Total passifs	361,536,817	933,233,232	238,567,325	1,285,316,366	2,219,024,608	1,161,027,193	6,198,705,541
Écart net de liquidité	504,173,603	504,983,062	674,785,506	-54,977,797	1,713,756,163	(782,757,396)	2,559,963,141
Écart cumulé	504,173,603	1,009,156,665	1,683,942,171	1,628,964,374	3,342,720,537	2,559,963,141	2,559,963,141

Le tableau ci-dessus analyse les actifs et passifs financiers du Groupe en les regroupant par classe d'échéance pertinente définie en fonction de la durée restant à courir à la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

B. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Les échéances des actifs et passifs financiers sont les suivants (suite) :

Au 31 décembre 2020 :	JUSQU'À 1 MOIS USD	2 À 3 MOIS USD	4 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	PLUS DE 5 ANS USD	TOTAL USD
ACTIFS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,056,710,876	-	-	5,387,630	477,825,711	-	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	120,928,084	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	-	-	52,327,417	-	52,327,417
Autres créances	86,920,238	422,085	627,218	1,185,093	7,888,659	2,998,112	100,041,405
Prêts pour financement du commerce	43,074,939	50,141,061	309,773,493	557,081,520	2,485,086,386	27,803,773	3,472,961,172
Prêts pour financement de projets	94,034,241	77,010,741	105,165,554	270,698,883	1,726,875,559	546,576,138	2,820,361,116
Placements en actions à juste valeur dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	53,987,118	-	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	-	-	-	-	317,010	-	317,010
Total actifs	1,280,740,294	127,573,887	415,566,265	834,353,126	4,925,235,944	577,378,023	8,160,847,539
PASSIFS							
Emprunts à court terme	10,846,242	45,919,030	232,030,405	415,393,927	1,703,287,272	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	38,097,710	38,329,519	29,535,753	315,480,149	1,942,786,358	687,294,791	3,051,524,280
Instruments financiers dérivés	-	-	41,329,500	-	-	-	41,329,500
Compte de recouvrement	93,275,106	-	-	-	-	-	93,275,106
Autres dettes	46,464,725	-	-	-	39,500,533	-	85,965,258
Total passifs	188,683,783	84,248,549	302,895,658	730,874,076	3,685,574,163	687,294,791	5,679,571,020
Écart net de liquidité	1,092,056,511	43,325,338	112,670,607	103,479,050	1,239,661,781	(109,916,768)	2,481,276,519
Écart cumulé	1,092,056,511	1,135,381,849	1,248,052,456	1,351,531,506	2,591,193,287	2,481,276,519	2,481,276,519

Le tableau ci-dessus analyse les actifs et passifs financiers du Groupe en les regroupant par classe d'échéance pertinente définie en fonction de la durée restant à couvrir à la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Les échéances des engagements de prêt et des passifs financiers hors bilan sont les suivantes :

	JUSQU'À 1 MOIS USD	2 À 3 MOIS USD	4 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	PLUS DE 5 ANS USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2021 :							
Garanties	-	-	-	133,250,000	-	-	133,250,000
Lettres de crédit	48,970,096	71,383,648	57,495,184	-	2,220,830	-	180,069,758
Engagements de prêt	51,870,026	103,740,053	155,610,079	207,480,105	-	-	518,700,263
Total	100,840,122	175,123,701	213,105,263	340,730,105	2,220,830	-	832,020,021
Au 31 décembre 2020 :							
Garanties	-	-	-	39,258,744	-	-	39,258,744
Lettres de crédit	55,521,717	171,490,035	20,477,977	14,853,391	17,397,642	-	279,740,762
Engagements de prêt	50,045,962	100,091,925	150,137,887	200,183,850	-	-	500,459,624
Total	105,567,679	271,581,960	170,615,864	254,295,985	17,397,642	-	819,459,130

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

i. Gestion de la liquidité et du financement

Les politiques de liquidité et de financement du Groupe exigent de :

- Signer des contrats de prêt en fonction des fonds disponibles,
- Projeter les flux de trésorerie par principales devises et tenir compte du niveau des liquidités nécessaires à cet effet,
- Veiller à avoir une gamme diversifiée de sources de financement avec des facilités de soutien,
- Investir dans des instruments liquides à court terme qui peuvent être facilement vendus sur le marché en cas de besoin,
- Investir dans les immobilisations corporelles correctement budgétisées et réalisées lorsque le Groupe dispose de flux de trésorerie suffisants,
- Conserver des liquidités et financer des plans d'urgence. Ces plans doivent identifier les indicateurs précoces des conditions de stress et décrire les mesures à prendre en cas de difficultés découlant de crises systémiques ou d'autres crises, tout en minimisant les conséquences négatives à long terme.

ii. Plans d'urgence

Le Groupe planifie le financement d'urgence au début de l'exercice. Ainsi, les mesures suivantes sont prises pour lutter contre la crise de liquidité :

- Lignes de crédit inutilisées, y compris les facilités de réserve, provenant de différentes contreparties.
- Dépôts à terme auprès des contreparties et perspectives de retrait et de transfert.
- Portefeuille d'investissement et sa période de défaisance.
- Montant des ressources à court terme assorti d'une période de temps nécessaire pour accroître ces ressources.
- Montant qui peut être obtenu auprès d'autres contreparties en fonction des relations passées du Groupe.

D. RISQUE DE MARCHÉ

Le processus de gestion du risque de marché du Groupe vise à gérer et contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le rendement lié au risque. Le risque de marché est le risque que l'évolution des facteurs du marché, notamment les taux d'intérêt et les taux de change, réduise le produit ou la valeur du portefeuille.

Le BIRMC est chargé de la gestion du risque de marché. La Direction de la Trésorerie est responsable de l'élaboration de politiques détaillées de gestion des risques de marché et de la mise en œuvre quotidienne de ces politiques.

La gestion du risque de marché est complétée par le suivi de l'analyse de sensibilité des principales variables de risque de marché. Le Groupe utilise habituellement des modèles de simulation pour mesurer l'incidence des variations des taux d'intérêt sur le produit net d'intérêts. Les principales hypothèses utilisées dans ces modèles comprennent les volumes de prêts, les prix et les variations dans les conditions du marché. Ces hypothèses se fondent sur les meilleures estimations des positions réelles. Les modèles ne permettent pas de prédire avec précision l'incidence réelle des variations des taux d'intérêt sur le produit, car ces hypothèses sont très incertaines.

i. Risque du taux d'intérêt

Le risque du taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'ampleur de l'exposition au risque de taux d'intérêt dépend en grande partie de la durée pendant laquelle le taux d'intérêt est fixé pour un instrument financier. L'objectif principal du Groupe en matière de gestion du risque de taux d'intérêt est de générer une marge nette d'intérêts appropriée en faisant correspondre respectivement la caractéristique de taux d'intérêt et le profil de réévaluation des actifs avec ceux des emprunts sous-jacents et des sources des capitaux propres.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (Suite)

Le tableau ci-dessous résume l'exposition du Groupe au risque du taux d'intérêt :

Au 31 décembre 2021 :	JUSQU'À 1 MOIS USD	2 À 3 MOIS USD	4 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	PLUS DE 5 ANS USD	TOTAL USD
ACTIFS FINANCIERS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	482,628,565	915,000,000	25,110,967	-	545,530,057	3,667,872	1,971,937,461
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	83,950,034	-	83,950,034
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	-	-	-	54,170,335	54,170,335
Autres créances	-	-	-	-	15,551,057	814,257	16,365,314
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	57,634,835	57,634,835
Prêts pour financement du commerce	60,133,929	138,052,061	1,753,271,680	-	1,560,556,229	6,702,785	3,579,041,684
Prêts pour financement de projets	14,035,439	291,348,316	1,307,080,135	-	376,250,881	64,174,696	2,052,889,467
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	61,078,070	61,078,070
Total des actifs financiers	556,797,933	1,344,400,377	3,085,462,782	-	2,581,838,258	308,567,850	7,877,067,200
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts à court terme	214,360,323	2,029,388,783	231,030,631	-	188,682,809	-	2,663,462,546
Emprunts à long terme	343,238,462	400,805,383	572,875,079	-	2,057,177,440	-	3,374,096,364
Comptes de recouvrement	-	-	-	-	-	64,979,105	64,979,105
Autres dettes	-	-	-	-	-	96,167,526	96,167,526
Total des passifs financiers	557,598,785	2,430,194,166	803,905,710	-	2,245,860,249	161,146,631	6,198,705,541
Risque du taux d'intérêt net	(800,852)	(1,085,793,789)	2,281,557,072	-	335,978,009	147,421,219	1,678,361,659
Risque du taux d'intérêt cumulé	(800,852)	(1,086,594,641)	1,194,962,431	1,194,962,431	1,530,940,440	1,678,361,659	1,678,361,659

* Les éléments comportant un taux d'intérêt fixe et sans intérêts sont comptabilisés au coût amorti ou à leur valeur comptable qui se rapproche de leur juste valeur.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (Suite)

Le tableau ci-dessous résume l'exposition du Groupe au risque du taux d'intérêt :

Au 31 décembre 2020 :		JUSQU'À 1 MOIS USD	1 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	* TAUX D'INTÉRÊT FIXE USD	* SANS intérêts	TOTAL USD
ACTIFS FINANCIERS								
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques		1,027,341,097	-	5,387,630	-	477,825,711	29,369,779	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics		-	-	-	-	120,928,084	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce		-	-	-	-	-	52,327,417	52,327,417
Autres créances		-	-	-	-	13,335,555	86,705,850	100,041,405
Prêts pour financement du commerce		4,576,960	1,486,979,558	-	-	1,593,078,297	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets		16,936,067	1,849,807,659	-	-	357,695,629	337,367	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	53,987,118	53,987,118
Investissement dans les coentreprises		-	-	-	-	-	317,010	317,010
Total des actifs financiers		1,048,854,124	3,336,787,217	5,387,630	-	2,562,863,276	223,044,541	7,176,936,788
PASSIFS FINANCIERS								
Emprunts à court terme		308,963,383	2,095,201,182	248,119	-	3,064,192	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme		295,842,692	856,539,210	25,000,000	-	1,874,142,378	-	3,051,524,280
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	41,329,500	41,329,500
Comptes de recouvrement		-	-	-	-	-	93,275,106	93,275,106
Autres dettes		-	-	-	-	-	85,965,258	85,965,258
Total des passifs financiers		604,806,075	2,951,740,392	25,248,119	-	1,877,206,570	220,569,864	5,679,571,020
Risque du taux d'intérêt net		444,048,049	385,046,825	(19,860,489)	-	685,656,706	2,474,677	1,497,365,768
Risque du taux d'intérêt cumulé		444,048,049	829,094,874	809,234,385	809,234,385	1,494,891,091	1,497,365,768	1,497,365,768

* Les éléments comportant un taux d'intérêt fixe et sans intérêts sont comptabilisés au coût amorti ou à leur valeur comptable qui se rapproche de leur juste valeur.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (suite)

Réforme des taux d'intérêt de référence

Le Groupe est exposé à des taux d'intérêt variables indexés sur le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR). Cette exposition résulte de l'utilisation par le Groupe de taux d'intérêt variables afin d'évaluer ses actifs et passifs de prêts et emprunts. Outre l'exposition aux taux d'intérêt de référence, le Groupe possède d'importants volumes d'instruments financiers non dérivés dans ses portefeuilles de négociation liés au LIBOR USD qui ne sont pas en relation avec la comptabilité de couverture.

Il surveille également de près le marché et les résultats des différents groupes de travail du secteur qui gèrent la transition vers de nouveaux taux d'intérêt de référence. C'est le cas notamment des annonces faites par les régulateurs du IBOR. En effet, la FCA a confirmé que tous les paramètres du LIBOR cesseront d'être fournis par un administrateur ou ne seront tout simplement plus représentatifs :

- Immédiatement après le 31 décembre 2021, en ce qui concerne tous les paramètres de la livre sterling, de l'euro, du franc suisse et du yen japonais, ainsi que les paramètres du dollar américain à une semaine et à deux mois.
- Immédiatement après le 30 juin 2023, pour ce qui est des paramètres restants du dollar américain.

En réponse à ces annonces, le Comité de gestion actif-passif (ALCO) du Groupe a mis sur pied un « Comité de pilotage pour la transition LIBOR » et un « Groupe de travail sur la transition LIBOR » afin de superviser la mise en œuvre d'une feuille de route et d'un cadre de mise en œuvre de la transition, en collaboration avec tous les départements du Groupe. Ainsi, le programme de transition comprend les axes de travail suivants : gestion des risques, opérations de prêt, trésorerie, service juridique, informatique et finance. En réponse à ces annonces, le Comité de gestion actif-passif (ALCO) du Groupe a mis sur pied un « Comité de pilotage pour la transition LIBOR » et un « Groupe de travail sur la transition LIBOR » afin de superviser la mise en œuvre d'une feuille de route et d'un cadre de mise en œuvre de la transition, en collaboration avec tous les départements du Groupe. Ainsi, le programme de transition comprend les axes de travail suivants : gestion des risques, opérations de prêt, trésorerie, service juridique, informatique et finance.

Risques découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence

Les principaux risques résultant de la transition auxquels s'expose le Groupe sont les suivants :

a. Le risque lié à la base du taux d'intérêt :

Ce risque comporte deux éléments, comme indiqué ci-dessous :

- Si les négociations bilatérales avec les contreparties du Groupe ne sont pas menées à bien avant l'arrêt des IBOR, des incertitudes notables pèsent sur le taux d'intérêt susceptible de s'appliquer. Il en ressort un risque de taux d'intérêt supplémentaire n'ayant pas été anticipé au moment de la signature des contrats et pris en compte par notre stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt. À titre d'exemple, dans certains cas, les clauses de repli des contrats de prêt IBOR peuvent avoir pour effet de fixer le taux d'intérêt pour la durée restante au dernier taux IBOR. Le Groupe travaille en étroite collaboration avec toutes les contreparties afin d'éviter que cela ne se produise. Toutefois, si cela venait à se produire, la politique de gestion du risque de taux d'intérêt du Groupe s'appliquerait normalement et pourrait entraîner la clôture ou la conclusion de nouveaux swaps de taux d'intérêt en vue de conserver un portefeuille d'emprunts à taux variable et à taux fixe.
- Le risque de taux d'intérêt peut survenir si l'instrument non dérivé et l'instrument dérivé détenus pour gérer le risque d'intérêt sur l'instrument non dérivé passent à des taux de référence alternatifs à des moments différents. Ce risque peut également survenir lorsque des dérivés adossés effectuent une transition à des moments différents. Le Groupe surveillera alors ce risque par rapport à sa politique de gestion des risques actualisée afin d'autoriser des décalages temporaires allant jusqu'à 12 mois et de négocier des swaps de taux d'intérêt de base supplémentaires, le cas échéant.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (suite)

Risques découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence (suite)

b. *Risque de liquidité :*

Il existe des différences fondamentales entre les IBOR et les divers taux de référence alternatifs adoptés par le Groupe. Les IBOR sont des taux à terme prospectif publiés pour une année (par exemple 3 mois) au début de cette année et comprennent un écart de crédit interbancaire, alors que les taux de référence alternatifs sont généralement des taux au jour le jour sans risque publiés à la fin de l'année au jour le jour, sans écart de crédit intégré. Ces différences entraîneront une incertitude supplémentaire sur les paiements d'intérêts à taux variable, nécessitant ainsi une gestion supplémentaire des liquidités. La politique de gestion du risque de liquidité du Groupe a été mise à jour afin de garantir des ressources liquides suffisantes pour faire face aux hausses imprévues des taux au jour le jour.

c. *Comptabilité :*

Si la transition vers des taux de référence alternatifs de certains contrats est achevée de manière à ne pas permettre l'application des allègements introduits dans les amendements de la phase 2, cela pourrait entraîner une volatilité du résultat si les instruments financiers non dérivés sont modifiés ou décomptabilisés. Le Groupe entend donc convenir des modifications à apporter aux contrats qui permettraient l'application des allègements de l'IFRS 9.

d. *Risque de litiges :*

Si aucun accord n'est conclu pour mettre en œuvre la réforme des taux d'intérêt de référence sur les contrats existants (par exemple, en raison d'une interprétation différente des clauses de repli existantes), un risque de litiges et de différends prolongés avec les contreparties se pose, lequel est susceptible d'entraîner des frais juridiques et autres frais supplémentaires. Le Groupe travaille en étroite collaboration avec toutes les contreparties pour éviter que cela ne se produise.

e. *Risque opérationnel :*

Les systèmes informatiques du Groupe font l'objet de mises à niveau afin de pouvoir gérer pleinement la transition vers des taux de référence alternatifs, et il y a un risque que ces mises à niveau ne soient pas entièrement fonctionnelles à temps, ce qui entraînerait des procédures manuelles supplémentaires occasionnant des risques opérationnels.

Progrès enregistrés dans la mise en œuvre des taux d'intérêt de référence alternatifs

L'évolution significative observée est une confirmation du comité chargé de la transition LIBOR en USD que la plupart des taux LIBOR en USD seront maintenus jusqu'en juin 2023. Les administrateurs poursuivent l'évaluation de l'incidence globale de ces modifications sur les états financiers de la Banque. Il n'est pas possible à l'heure actuelle de proposer une estimation financière raisonnable des effets, car les prêteurs n'ont pas encore fourni toutes les informations concernant leurs facilités. La Banque a effectué des simulations sur son portefeuille de prêts variables suggérant une réduction des revenus de l'ordre de 5 %. De plus, elle dispose de plusieurs prêts à taux fixe qui ne sont pas affectés par ce changement et environ 75 % de ses prêts actuels ne changeront pas à court terme. Il s'agit principalement de nouveaux prêts qui seront évalués à partir du SOFR. Par ailleurs, la Banque n'avait effectué aucun prêt en utilisant le taux SOFR au 31 décembre 2021.

Activités de transition du LIBOR du Groupe

- L'ISDA ayant annoncé des mesures visant à réduire les éventuelles perturbations en demandant aux participants du marché de lui envoyer une « lettre d'adhésion » d'ici le 25 janvier 2021 en vue de l'intégration automatique d'un protocole de repli matériel, le Groupe a déjà intégré une clause de repli dans tous les nouveaux contrats.
- Depuis novembre 2020, le Groupe a intégré une clause matérielle de repli dans tous ses nouveaux prêts ainsi que dans tous les prêts restructurés. Cette clause est très flexible et générale dans la mesure où lorsque le LIBOR devient indisponible ou peu fiable, les parties conviennent d'une autre base de fixation de prix.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (suite)

Activités de transition du LIBOR du Groupe (suite)

- Étant donné que le LIBOR continuera d'être publié au moins jusqu'en juin 2023, à l'exception des taux à deux semaines et à deux mois qui ont cessé d'être publiés au 31 décembre 2021, le Groupe continuera d'utiliser le LIBOR pour les contrats de prêt existants qui expirent avant la date limite. Cela permettra de réduire le risque de transition car, d'un point de vue statistique, la plupart des contrats du Groupe basés sur le LIBOR seront arrivés à terme à la date limite de juin 2023.
- Le Groupe coordonne minutieusement les différents aspects de la transition, notamment entre l'actif et le passif, afin de tenir compte des éventuels écarts susceptibles de l'exposer au risque de base.
- À cet effet, des équipes de travail techniques ont été mises en place sous chaque pilier pour des aspects spécifiques de la transition tels que la documentation, la communication avec les clients, les systèmes, la simulation, etc.
- La priorité a été accordée au pilier juridique. Les contrats basés sur le LIBOR ont été identifiés sur la base de leurs dates d'échéance contractuelles, et les engagements avec les emprunteurs et les co-prêteurs respectifs ont déjà pris effet pour les contrats dont les dates d'échéance vont au-delà de juin 2023.
- Le pilier « Finances et opérations » est dirigé par le Département de la gestion financière avec l'appui d'autres départements, notamment les systèmes d'information, la gestion du portefeuille et les opérations de prêt. Certains aspects du pilier financier sont gérés par la Trésorerie. Les équipes ont effectué un certain nombre de simulations et évalué l'impact potentiel de la transition.
- Les piliers « Client, Budgétisation et Plan d'entreprise » sont réservés au Département chargé des opérations de prêt. Un document de foire aux questions (FAQ) sur la transition a été compilé et publié sur le site Web du Groupe. En outre, un mini-guide interne de FAQ a été élaboré afin d'aider les équipes internes dans leurs engagements avec les clients.
- Les piliers « Technologie et renforcement des capacités et formation » sont pilotés par le Département en charge de la complexité de risque. Les différents groupes de travail (piliers) ont identifié les besoins de renforcement des capacités (formation et sensibilisation) ayant été pris en compte et intégrés dans les formations dispensées au personnel concerné, afin de s'assurer que ce dernier comprend la transition et les exigences de documentation.
- Les délais et les dates butoirs pour que la TDB cesse d'émettre des contrats basés sur le LIBOR USD et commence à émettre des SOFR ont été fixées sur la base des progrès réalisés par les équipes de travail des différents piliers. Depuis le 1^{er} septembre 2021, le Groupe a initié l'émission des listes de conditions sur la base des taux à terme SOFR prospectifs, bien qu'aucune opération de ce type n'ait été conclue au 31 décembre 2021.
- Le Groupe a effectué plusieurs itérations de la perte nette selon les différentes conventions. La perte nette maximale était minimale si l'on suppose que les actifs et les passifs du Groupe ont employé les mêmes conventions pour la fixation des prix.
- Quant à la préparation des systèmes, le système SAP a été mis à niveau pour traiter la fixation des prix SOFR (autant les taux quotidiens que les taux à terme). En septembre 2021, les systèmes informatiques du groupe étaient suffisamment prêts pour comptabiliser les prêts basés sur le SOFR. Credit Quest n'a eu besoin que d'un léger ajustement pour pouvoir gérer la nouvelle structure de fixation de prix en utilisant SOFR. L'émission de nouvelles transactions à l'aide du SOFR se fera par le biais de Credit Quest après les ajustements apportés au système. Des discussions sur une mise à niveau de la version sont en cours avec le fournisseur du système Trade Innovations.
- Conformément à la clause de repli incluse dans le contrat du Groupe, l'option privilégiée est la transition vers un taux à terme SOFR prospectif. Ayant constaté la disponibilité des taux à terme SOFR, le Groupe a adopté le taux à terme SOFR pour la fixation de prix de ses contrats à taux variable, bien qu'aucune transaction de ce type n'ait été conclue au 31 décembre 2021.
- S'agissant des emprunts, le Groupe a observé une tendance similaire. Les discussions avec les prêteurs bilatéraux et les syndicats de prêteurs respectifs à l'effet de convenir de la fixation de prix de remplacement spécifique ont abouti, de manière générale, à l'adoption des taux à terme SOFR, peu d'entre eux optant pour le SOFR quotidien.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (suite)

Activités de transition du LIBOR du Groupe (suite)

- En tant qu'agent, le Groupe adopte l'approche d'agent actif lorsque le syndicat de prêteurs le permet, et gère la transition des taux tout comme ses propres prêts. Si les autres prêteurs n'approuvent pas cette approche, une réunion des prêteurs sera alors convoquée pour décider de la voie à suivre.
- La sensibilisation des clients commence par la mise à disposition d'une Foire aux questions (FAQ) et par des réunions avec les syndicats et les gouvernements.
- Des efforts de sensibilisation internes sont donc en cours afin d'assurer une transition harmonieuse. Des formateurs externes ont été sollicités pour permettre au personnel de TDB de bien appréhender la transition et le taux SOFR. Par ailleurs, des FAQ internes ont également été élaborées et partagées afin de fournir un point de référence uniforme aux questions ou clarifications soulevées par les membres du personnel durant la transition.
- Le Groupe, à travers le pilier financier, s'est également engagé avec ses auditeurs externes et autres consultants à faire des déclarations financières pertinentes au sujet de la transition.
- Jusqu'ici, le Groupe gère relativement bien sa transition du LIBOR, et le Comité de pilotage de la transition LIBOR continue de tenir des réunions tous les deux mois afin de surveiller de près les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités prévues, assurer le suivi des travaux des différents groupes de travail sur la transition LIBOR, et prendre les décisions pertinentes.

Le Groupe continuera à mettre en œuvre les modifications apportées à la phase 2 de l'IFRS 9 jusqu'à ce que le doute né de la réforme des taux d'intérêt de référence au sujet du calendrier et du montant des flux de trésorerie sous-jacents auxquels le Groupe est exposé soit dissipé.

Le Groupe s'attend à ce que cette incertitude demeure jusqu'à ce que ses contrats liés aux IBOR soient modifiés pour indiquer la date à laquelle le taux d'intérêt de référence sera remplacé, et que la base des flux de trésorerie du taux de référence alternatif soit établie en incluant tout écart fixe.

Risque du taux d'intérêt - Analyse de sensibilité

Le Groupe surveille l'incidence qu'une potentielle augmentation ou baisse immédiate des taux d'intérêt de 100 points de base appliquée au début de l'année aurait sur le produit net d'intérêts.

L'analyse de sensibilité ci-dessous a été établie en fonction du risque de taux d'intérêt pour les instruments non dérivés à la fin de l'exercice. L'analyse a été préparée sur la base des hypothèses suivantes :

- Les actifs et passifs portant des intérêts au 31 décembre 2021 étaient impayés à ces niveaux pour toute l'année,
- Les actifs et passifs portant des intérêts libellés en devises autres que le dollar américain ont connu des mouvements similaires du taux d'intérêt, et
- Toutes les autres variables restent constantes.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i. Risque du taux d'intérêt (suite)

Effet sur le bénéfice net du Groupe :

Si les taux d'intérêt avaient été supérieurs ou inférieurs de 100 points de base par rapport aux hypothèses ci-dessus, le bénéfice net du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 de 173 943 777 USD (contre 157 617 853 USD en décembre 2020) augmenterait ou diminuerait de 11 939 077 USD (contre 7 984 686 USD en décembre 2020) ainsi qu'il suit :

Le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 augmenterait à 185 882 854 USD (contre 165 602 539 USD en décembre 2020) ou baisserait à 162 004 700 USD (contre 149 633 167 USD en décembre 2020).

La variation potentielle est de 6,9 % (contre 5,1 % en décembre 2020) du bénéfice sur l'exercice.

ii. Risque de change

Le risque de change est défini comme la perte potentielle qui pourrait résulter de variations défavorables des taux de change. Les risques de change sont minimisés et, si possible, éliminés lorsqu'il est exigé que les actifs soient financés par des passifs ayant des caractéristiques de change correspondantes.

Les positions en devises étrangères font l'objet d'un suivi trimestriel. L'exposition dans une devise, quelle que soit la position courte ou longue, ne doit pas dépasser la limite de 10 % de la valeur nette du Groupe.

Les actifs et passifs financiers du Groupe sont libellés en USD.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

ii. Risque de change (suite)

La position de change du Groupe au 31 décembre 2021 était la suivante :

ACTIFS FINANCIERS	USD	GBP	EURO	KES	SDG	UGX	AED	MWK	TZSH	ZMW	JPY	AUTRE	TOTAL
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,903,538,158	19,445	2,898,900	17,894	3,667,872	6,259,752	18,852,025	8,213,657	5,787,048	21,964,621	5,812	712,277	1,971,937,461
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83,950,034	-	-	83,950,034
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	54,170,335	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54,170,335
Autres créances	16,365,314	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16,365,314
Investissement dans les dérivés financiers	1,200,115,300	-	(1,142,480,465)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	57,634,835
Prêts pour financement du commerce	2,115,684,514	-	1,463,357,170	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,579,041,684
Prêts pour financement de projets	1,677,656,800	-	375,232,667	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,052,889,467
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	61,078,070	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61,078,070
Total des actifs financiers	7,028,608,491	19,445	699,008,272	17,894	3,667,872	6,259,752	18,852,025	8,213,657	5,787,048	105,914,655	5,812	712,277	7,877,067,200
PASSIFS FINANCIERS													
Emprunts à court terme	2,431,225,040	-	231,926,867	-	-	-	-	-	-	-	146,393	164,246	2,663,462,546
Emprunts à long terme	2,989,661,487	-	384,434,877	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,374,096,364
Compte de recouvrement	43,917,893	-	25	-	3,600,092	-	-	8,196,371	-	9,264,718	-	6	64,979,105
Autres dettes	95,126,718	-	-	90,696	-	-	-	-	-	-	-	950,112	96,167,526
Total des passifs financiers	5,559,931,138	-	616,361,769	90,696	3,600,092	-	-	8,196,371	-	9,264,718	146,393	1,114,364	6,198,705,541
POSITION NETTE	1,468,677,353	19,445	82,646,503	(72,802)	67,780	6,259,752	18,852,025	17,286	5,787,048	96,649,937	(140,581)	(402,087)	1,678,361,659

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

ii. Risque de change (suite)

La position de change du Groupe au 31 décembre 2020 était la suivante :

	USD	GBP	EURO	KES	SDG	UGX	AED	MWK	TZSH	ZMW	JPY	AUTRE	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS													
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,463,849,508	9,587	2,028,034	77,597	29,369,779	5,387,835	18,613,822	3,198,035	5,811,688	10,732,930	6,515	838,887	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120,928,084	-	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	52,327,417	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52,327,417
Autres créances	15,041,405	-	85,000,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100,041,405
Prêts pour financement du commerce	1,665,344,517	-	1,419,290,298	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	1,919,366,648	-	305,410,074	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	53,987,118	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	317,010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	317,010
Total des actifs financiers	5,170,233,623	9,587	1,811,728,406	77,597	29,369,779	5,387,835	18,613,822	3,198,035	5,811,688	131,661,014	6,515	838,887	7,176,936,788
PASSIFS FINANCIERS													
Emprunts à court terme	2,169,665,499	-	199,030,761	-	-	-	-	-	-	-	38,780,616	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	2,578,306,842	-	473,217,438	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,051,524,280
Investissement dans les dérivés financiers	(1,081,340,950)	-	1,122,670,450	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41,329,500
Compte de recouvrement	59,430,123	-	-	-	28,827,039	-	-	3,159,925	8,379	1,280,655	-	568,985	93,275,106
Autres dettes	85,931,863	-	-	29,451	-	-	-	-	-	-	-	3,944	85,965,258
Total des passifs financiers	3,811,993,377	-	1,794,918,649	29,451	28,827,039	-	-	3,159,925	8,379	1,280,655	38,780,616	572,929	5,679,571,020
POSITION NETTE	1,358,240,246	9,587	16,809,757	48,146	542,740	5,387,835	18,613,822	38,110	5,803,309	130,380,359	(38,774,101)	265,958	1,497,365,768

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

D. RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

ii. Risque de change (suite)

Risque de change - Analyse de sensibilité

Le Groupe est principalement exposé à l'euro, à la livre sterling, au shilling kenyan, au shilling tanzanien, à la livre soudanaise et au shilling ougandais. Le Groupe est présent au Zimbabwe et y accorde des crédits à ses clients, mais toutes les transactions sont libellées en USD. L'analyse suivante détaille la sensibilité du Groupe à une hausse et à une baisse de 10 % de la valeur du dollar par rapport aux autres devises. Ce pourcentage (10 %) représente le taux de sensibilité utilisé pour déclarer le risque de change à l'interne et représente l'évaluation par la Direction de la variation raisonnablement possible des taux de change. L'analyse de sensibilité comprend les dépôts en espèces et à terme, les titres, les prêts et les emprunts libellés en devises autres que le dollar américain. Un nombre positif ci-dessous indique une chute des bénéfices et des réserves lorsque le dollar américain se renforce de 10 % par rapport aux autres devises dans lesquelles le Groupe a une position d'actif nette. Pour une dépréciation de 10 % du dollar américain par rapport aux devises concernées, on noterait une incidence contraire sur le bénéfice net.

	GBP	EURO	KES	TSH	AED	SDG	UGX	JPY
Décembre 2021	(56,039)	6,796,870	1,402	251	513,145	15	14,971	261,151
Décembre 2020	1,051	3,653,717	2,357	250	502,935	982	(6,238)	(183,869)

44. GESTION DU CAPITAL

En tant qu'institution financière supranationale, le Groupe n'est soumis à aucun contrôle réglementaire de la part d'un organisme national. Les opérations sont confiées au Conseil d'administration qui surveille étroitement, directement ou par l'intermédiaire de son Comité d'audit, la performance, le profil de risque et l'adéquation des fonds propres du Groupe.

Vu le besoin de se prémunir contre les risques accrus de crédit associés aux projets et au financement des infrastructures dans les économies africaines en développement, la politique de gestion du capital du Groupe recommande de maintenir un ratio de fonds propres d'au moins 30 %. Ce ratio est calculé conformément aux recommandations du document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire intitulé « Convergence internationale de la mesure des fonds propres et des normes de fonds propres » de juillet 1988, avec ses modifications successives (document de Bâle I) et le document préparé par le Comité de Bâle intitulé « Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres : Dispositif révisé » de juin 2004, avec ses modifications successives (document de Bâle II).

Les objectifs du Groupe en matière de gestion du capital, qui est un concept plus large que les « capitaux propres » dans l'état de la situation financière, sont les suivants :

- Disposer de capitaux suffisants pour soutenir sa mission de développement ;
- Préserver la capacité du Groupe à poursuivre ses activités afin de d'assurer des rendements aux actionnaires et des avantages aux États membres et aux autres parties prenantes ; et
- Garantir une base de capital solide pour soutenir le développement de ses activités.

L'adéquation des fonds propres est contrôlée tous les mois par la Direction du Groupe à l'aide des techniques basées sur les lignes directrices élaborées par le Comité de Bâle. À l'heure actuelle, le capital du Groupe est entièrement constitué de fonds propres de catégorie 1, à savoir : le capital-actions libéré, les bénéfices non répartis et les autres réserves.

Les actifs pondérés en fonction des risques sont évalués selon une structure de sept pondérations de risque classées pour refléter une estimation des risques de crédit, de marché et autres associés à chaque actif et contrepartie, en tenant compte des sûretés ou garanties éligibles. Un traitement similaire est adopté pour le risque de la situation financière hors bilan, avec quelques ajustements visant à refléter la nature plus contingente des potentielles pertes.

44. GESTION DU CAPITAL (SUITE)

Le tableau ci-dessous résume les calculs de suffisance du capital du Groupe..

	GROUPE		BANQUE	
	2021 USD	2020 USD	2021 USD	2020 USD
ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES				
État de la situation financière au bilan	4,528,049,409	4,279,000,679	4,525,271,109	4,278,161,199
État de la situation financière hors bilan	35,961,881	76,255,912	35,961,881	76,255,912
Total des actifs pondérés en fonction des risques	4,564,011,290	4,355,256,591	4,561,232,990	4,354,417,111
CAPITAL				
Capital libéré	555,868,667	534,933,840	555,868,667	534,933,840
Bénéfices non distribués et réserves	1,176,163,777	1,022,428,256	1,176,495,907	1,022,108,565
Total du capital	1,732,032,444	1,557,362,096	1,732,364,574	1,557,042,405
RATIO D'ADÉQUATION DU CAPITAL	37.9%	35.8%	38.0%	35.8%

En plus de son capital libéré, le Groupe a accès à un capital supplémentaire sous forme de capital exigible. Au cours des années, le Groupe s'est conformé à ses exigences en matière d'adéquation du capital. Aucun événement important n'est survenu après la date de clôture.

45. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement important survenu après la date de clôture qui nécessiterait la publication ou l'ajustement de ces états financiers n'a été enregistré. Comme il est décrit à la Note 42, l'ampleur de l'impact de la COVID-19 sur les activités et les résultats financiers du Groupe dépendra largement de l'évolution de la situation et de nombreux facteurs, notamment la durée et la progression de la pandémie et l'impact connexe sur la confiance et les dépenses des consommateurs, qui sont tous très incertains et ne peuvent être prévus avec un degré raisonnable de certitude.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse des catégories d'instruments financiers du Groupe.

	COÛT AMORTI USD	À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAS DU COMPTE DE RÉSULTATS* USD	À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL USD	VALEUR COMPTABLE TOTALE USD
Au 31 décembre 2021 :				
ACTIFS FINANCIERS				
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	1,971,937,461	-	-	1,971,937,461
Investissement dans des titres publics	83,950,034	-	-	83,950,034
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	54,170,335	54,170,335
Instruments financiers dérivés	-	57,634,835	-	57,634,835
Autres créances	16,365,314	-	-	16,365,314
Prêts pour financement du commerce	3,579,041,684	-	-	3,579,041,684
Prêts pour financement de projets	2,052,889,467	-	-	2,052,889,467
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	61,078,070	61,078,070
Total des actifs financiers	7,704,183,960	57,634,835	115,248,405	7,877,067,200

45. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE (SUITE)

	COÛT AMORTI USD	À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAS DU COMPTE DE RÉSULTATS* USD	À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL USD	VALEUR COMPTABLE TOTALE USD
Au 31 décembre 2021 :				
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts sur compte de recouvrement	64,979,105	-	-	64,979,105
Emprunts à court terme	2,663,462,546	-	-	2,663,462,546
Emprunts à long terme	3,374,096,364	-	-	3,374,096,364
Autres dettes	95,865,182	-	-	95,865,182
Total des passifs financiers	6,198,403,197	-	-	6,198,403,197

* Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont tous obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat selon IFRS 9, car ils sont soit détenus à des fins de transaction, gérés selon leur juste valeur, détenus en vue de la vente, détenus afin d'encaisser des flux de trésorerie contractuels qui ne sont pas seulement des versements de principal et d'intérêts.

Aucun actif n'est mis en gage pour garantir une dette.

46. CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau ci-dessous présente l'analyse des catégories d'instruments financiers du Groupe.

	COÛT AMORTI USD	À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAS DU COMPTE DE RÉSULTATS* USD	À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL USD	VALEUR COMPTABLE TOTALE USD
Au 31 décembre 2020 :				
ACTIFS FINANCIERS				
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	1,539,924,217	-	-	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	120,928,084	-	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	52,327,417	52,327,417
Autres créances	100,358,415	-	-	100,358,415
Prêts pour financement du commerce	3,084,634,815	-	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	2,224,776,722	-	-	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	53,987,118	53,987,118
Total des actifs financiers	7,070,622,253	-	106,314,535	7,176,936,788
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts sur compte de recouvrement	93,275,106	-	-	93,275,106
Instruments financiers dérivés	-	41,329,500	-	41,329,500
Emprunts à court terme	2,407,476,876	-	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	3,051,524,280	-	-	3,051,524,280
Autres dettes	85,965,258	-	-	85,965,258
Total des passifs financiers	5,638,241,520	41,329,500	-	5,679,571,020

* Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont tous obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat selon IFRS 9, car ils sont soit détenus à des fins de transaction, gérés selon leur juste valeur, détenus en vue de la vente, détenus afin d'encaisser des flux de trésorerie contractuels qui ne sont pas seulement des versements de principal et d'intérêts.

Aucun actif n'est mis en gage pour garantir une dette.

47. PORTEFEUILLE DE PRÊTS FINANCIERS

PAYS	AU 31 DÉCEMBRE 2021			AU 31 DÉCEMBRE 2020		
	SOLDE ENCOURS	MONTANTS EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE SIX MOIS	MONTANTS EXIGIBLE APRÈS UN DÉLAI DE SIX MOIS	SOLDE ENCOURS	MONTANTS EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE SIX MOIS	MONTANTS EXIGIBLE APRÈS UN DÉLAI DE SIX MOIS
	USD	USD	USD	USD	USD	USD
RDC	5,819,262	1,952,596	3,866,666	15,001,067	3,092,081	11,908,986
Djibouti	7,139,512	7,139,512	-	6,481,943	5,767,776	714,167
Égypte	2,075,794	4,738	2,071,056	79,663,684	134,562	79,529,122
ESwatini	2,436,755	2,436,755	-	6,421,664	6,421,664	-
Éthiopie	681,474,121	225,170,236	456,303,885	256,470,157	48,078,755	208,391,402
Kenya	56,256,332	56,256,332	-	19,650,693	13,276,193	6,374,500
Madagascar	6,592,885	6,592,885	-	8,838,299	8,838,299	-
Malawi	323,761,658	217,288,574	106,473,084	357,101,847	149,234,816	207,867,031
Maurice	68,872,903	57,320,527	11,552,376	21,381,344	12,551,953	8,829,391
Mozambique	26,199,432	6,135,512	20,063,920	24,507,937	18,756	24,489,181
Rwanda	241,845,844	2,516,497	239,329,347	349,668,051	2,822,207	346,845,844
Sud-Soudan	59,681,374	59,681,374	-	-	-	-
Soudan	783,357,168	5,307,397	778,049,771	619,290,298	-	619,290,298
Tanzanie	114,939,599	64,883,376	50,056,223	138,865,413	52,698,634	86,166,779
Ouganda	15,031,237	6,614,911	8,416,326	40,582,783	27,491,762	13,091,021
Zambie	778,971,553	344,189,044	434,782,509	675,063,776	208,620,773	466,443,003
Zimbabwe	510,487,383	5,894,523	504,592,860	562,508,106	11,330,359	551,177,747
Prêts bruts	3,684,942,812	1,069,384,789	2,615,558,023	3,181,497,062	550,378,590	2,631,118,472
Moins : Dépréciation sur les prêts pour le financement du commerce (Note 18)	(105,901,128)	-	(108,466,556)	(96,862,247)	-	(96,862,247)
PRÊTS NETS	3,579,041,684	1,069,384,789	2,507,091,467	3,084,634,815	550,378,590	2,534,256,225

48. PORTEFEUILLE DE PRÊTS AUX PROJETS

	AU 31 DÉCEMBRE 2021					AU 31 DÉCEMBRE 2020				
	MONTANTS DÉCAISSÉS	INTÉRÊTS CAPITALISÉ	MONTANTS REMBOURSÉS	INTÉRÊTS À RECEVOIR	SOLDE ENCOURS	EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN	EXIGIBLE APRÈS UN DÉLAI DE UN AN	SOLDE ENCOURS	EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN	EXIGIBLE APRÈS UN DÉLAI DE UN AN
PAYS	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD
Burundi	26,176,875	1,192,186	(14,664,725)	897,534	13,601,871	11,244,727	2,357,144	13,601,870	8,442,014	5,159,856
Comores	21,663,797	-	(3,698,499)	113,146	18,078,444	2,488,668	15,589,776	15,447,541	2,571,363	12,876,178
RDC	49,918,664	2,138,538	(4,244,174)	2,136,266	49,949,295	13,256,777	36,692,518	50,920,029	5,100,960	45,819,069
Djibouti	3,086,487	-	(330,695)	180,382	2,936,174	621,309	2,314,865	3,196,719	905,280	2,291,439
Erythrée	403,652	-	(403,652)	-	-	-	-	-	-	-
Éthiopie	163,547,220	23,506,050	(66,972,414)	4,227,874	124,308,729	25,444,469	98,864,260	127,515,009	15,562,725	111,952,284
Kenya	1,469,375,736	1,532,900	(908,854,095)	17150,548	579,205,089	108,696,198	470,508,891	659,251,068	105,684,111	553,566,957
Madagascar	5,115,627	-	(240,665)	159,170	5,034,132	589,235	4,444,897	1,659,800	21,369	1,638,431
Malawi	60,793,337	2,920	(60,796,257)	-	-	-	-	-	-	-
Maurice	148,481,894	3,702,835	(17,577,779)	5,072,545	139,679,496	5,915,879	133,763,617	134,424,218	2,106,748	132,317,470
Mozambique	103,956,116	-	(11,055,852)	332,399	93,232,664	78,998,898	14,233,766	76,607,602	133,190	76,474,412
Rwanda	444,779,236	9,808,734	(298,149,436)	4,216,226	160,654,760	28,806,159	131,848,601	287,576,258	52,850,120	234,726,138
Seychelles	99,707,531	--	(58,080,512)	1,060,149	42,687,168	11,580,174	31,106,994	52,686,913	9,619,627	43,067,286
Soudan	45,106,624	17056,064	(26,280,452)	8,974,551	44,856,788	8,974,551	35,882,237	42,898,082	-	-
Tanzanie	738,811,983	682,910	(330,290,059)	1,016,957	410,221,792	94,795,747	315,426,045	462,512,635	92,318,724	370,193,911
Ouganda	572,855,923	7,591,480	(206,567,100)	14,975,163	388,855,467	82,723,140	306,132,327	317,612,053	35,749,504	281,862,549
Zambie	131,225,914	25,086,069	(145,253,686)	-	11,058,297	110,582,97	-	11,058,324	-	11,058,324
Zimbabwe	326,310,597	709,656	(314,074,988)	1,789,863	14,735,122	9,733,190	5,001,932	35,295,496	24,898,860	10,396,636
Prêts bruts	4,411,317,213	93,010,342	(2,467,535,040)	62,302,773	2,099,095,288	494,927,418	1,604,167,870	2,292,263,617	398,862,677	1,893,400,940
Moins : Dépréciation sur les prêts pour le financement de projets (Note 18)					(46,205,821)	-	(46,205,821)	(67,486,895)	-	(67,486,895)
PRÊTS NETS					2,052,889,467	494,927,418	1,557,962,049	2,224,776,722	398,862,677	1,825,914,045

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS

Au 31 décembre 2021:		ACTIONS SOUSCRITES	POURCENTAGE DU TOTAL	VALEUR USD	CAPITAL EXIGIBLE USD	CAPITAL À VERSER USD	ACOMPTES À PAYER LE 31.12.2021 USD	ACOMPTES VERSÉS AU 31.12.2021 USD	PRIME VERSÉE AU 31.12.2021 USD	TOTAL VERSÉ AU 31.12.2021 USD
ACTIONS DE CATÉGORIE « A »										
		1,299	1.40	29,444,433	23,555,546	5,888,887	5,888,887	5,888,887	724,832	6,613,719
	Bélarus	1,830	1.97	41,480,610	33,184,488	8,296,122	8,296,122	8,296,122	1,746,849	10,042,971
	Burundi	5,112	5.50	115,873,704	92,698,963	23,174,741	23,174,741	23,174,741	5,202,173	28,376,914
	Chine	189	0.20	4,284,063	3,427,250	856,813	856,813	856,813	121,273	978,086
	Comores	411	0.44	9,316,137	7,452,910	1,863,227	1,863,227	1,863,227	231,218	2,094,445
	Djibouti	6,105	6.57	138,382,035	110,705,628	27,676,407	27,676,407	27,676,407	3,819,641	31,496,048
	RD Congo	7,948	8.56	180,157,316	144,125,853	36,031,463	36,031,463	36,031,463	7,552,861	43,584,324
	Égypte	240	0.26	5,440,080	4,352,064	1,088,016	1,088,016	1,017,370	-	1,017,370
	Érythrée	463	0.50	10,494,821	8,395,857	2,098,964	2,098,964	2,098,964	150,188	2,249,152
	ESwatini	9,062	9.76	205,408,354	164,326,683	41,081,671	39,081,550	39,081,550	7,643,096	46,724,646
	Éthiopie	8,559	9.21	194,006,853	155,205,482	38,801,371	35,088,516	35,088,516	6,094,279	41,182,795
	Kenya	453	0.49	10,268,151	8,214,521	2,053,630	1,652,878	1,652,878	88,075	1,740,953
	Madagascar	1,961	2.11	44,449,987	35,559,990	8,889,997	8,889,997	8,889,997	1,838,904	10,728,901
	Malawi	3,713	4.00	84,162,571	67,330,057	16,832,514	16,832,514	16,832,514	3,218,282	20,050,796
	Maurice	2,362	2.54	53,539,454	42,831,563	10,707,891	10,707,891	10,707,891	860,799	11,568,690
	Mozambique	4,436	4.78	100,550,812	80,440,650	20,110,162	16,109,890	15,109,720	2,102,333	17,212,053
	Rwanda	401	0.43	9,089,467	7,271,574	1,817,893	1,817,893	1,817,893	382,830	2,200,723
	Seychelles	318	0.34	7,208,106	5,766,485	1,441,621	1,441,621	1,348,016	-	1,348,016
	Somalie	2,392	2.58	54,219,464	43,375,571	10,843,893	10,843,893	10,843,893	1,402,392	12,246,285
	Sud-Soudan	5,277	5.68	119,613,759	95,691,007	23,922,752	23,922,752	23,922,752	-	23,922,752
	Soudan	7,436	8.01	168,551,812	134,841,450	33,710,362	33,710,362	33,710,362	5,487,425	39,197,787
	Tanzanie	5,758	6.20	130,516,586	104,413,269	26,103,317	26,103,317	26,103,317	4,668,927	30,772,244
	Ouganda	6,309	6.79	143,006,103	114,404,882	28,601,221	28,601,221	28,601,204	2,446,114	31,047,318
	Zambie	6,337	6.82	143,640,779	114,912,623	28,728,156	28,728,156	28,728,156	-	28,728,156
	Zimbabwe	4,519	4.86	102,432,173	81,945,738	20,486,435	20,486,435	20,486,435	4,658,996	25,145,431
	Banque africaine de développement	92,890	100	2,105,537,630	1,684,430,104	421,107,526	410,993,526	409,829,088	60,441,487	470,270,575

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Au 31 décembre 2021 :		NOMBRE D' ACTIONS	POURCENTAGE DU TOTAL	CAPITAL EXIGIBLE USD	ACOMPTES EXIGIBLES À LA FIN DE L'EXERCICE USD	CAPITAL VERSÉ USD	PRIME D'ÉMISSION USD	TOTAL PAYÉ USD
ACTIONS DE CATÉGORIE « B »								
Banque africaine de développement		5,895	18.30	26,724,513	26,724,513	26,724,513	20,251,418	46,975,931
Consortium pour la Recherche économique en Afrique		179	0.56	811,482	811,482	811,482	1,246,295	2,057,777
Société africaine de réassurance		837	2.60	3,794,473	3,794,473	3,794,473	2,283,597	6,078,070
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)		1,057	3.28	4,791,825	4,791,825	4,791,825	6,411,116	11,202,941
Banco Nacional De Investment		931	2.89	4,220,614	4,220,614	4,220,614	1,817,160	6,037,774
Caisse Nationale de Sécurité Sociale Djibouti		800	2.48	3,626,736	3,626,736	3,626,736	6,426,414	10,053,150
Fonds d'investissement pour les pays en développement (IFC)		3,383	10.50	15,336,546	15,336,546	15,336,546	24,409,789	39,746,335
Mauritian Eagle Insurance Company Limited		283	0.88	1,282,958	1,282,958	1,282,958	496,436	1,779,394
National Pension Fund		2,018	6.26	9,148,442	9,148,442	9,148,442	4,780,871	13,929,314
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda		3,359	10.43	15,227,759	15,227,759	15,227,759	15,391,827	30,619,586
Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)		2,153	6.68	9,760,454	9,760,454	9,760,454	11,444,656	21,205,110
République populaire de Chine		3,729	11.58	16,905,125	16,905,125	16,905,125	7,299,691	24,204,816
Office Rwandais de Sécurité Sociale		3,649	11.33	16,542,451	16,542,451	16,542,451	12,039,505	28,581,956
Sacos Group Limited		135	0.42	612,012	612,012	612,012	561,693	1,173,705
Seychelles Pension Fund		1,078	3.35	4,887,027	4,887,027	4,887,027	2,718,804	7,605,831
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB		185	0.57	838,677	838,677	838,677	55,525	894,202
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB		1,709	5.31	7,747,612	7,747,612	7,747,612	(3,110,916)	4,636,695
ZEP-Re (Société de réassurance de la ZEP)		834	2.59	3,780,873	3,780,873	3,780,873	1,223,127	5,004,000
		32,214	100	146,039,579	146,039,579	146,039,579	115,747,008	261,786,587

Les actions de catégorie « B » ont été émises pour la première fois en 2013 après approbation du Conseil des gouverneurs en Décembre 2012, afin d'augmenter le capital autorisé du Groupe de 2 à 3 milliards USD. Cette augmentation a été possible grâce à la création de nouvelles actions de catégorie « B » d'une valeur nominale de 4 533,42 USD chacune. Les actions de catégorie « B » n'ont pas de partie sujette à appel et sont payables immédiatement.

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Au 31 décembre 2020 :		ACTIONS SOUSCRITES	POURCENTAGE DU TOTAL	VALEUR USD	CAPITAL EXIGIBLE USD	CAPITAL À PAYER USD	ACOMPTES À PAYER LE 31.12.2021 USD	ACOMPTES VERSÉS AU 31.12.2021 USD	PRIME VERSÉE AU 31.12.2021 USD	TOTAL VERSÉ AU 31.12.2021 USD
ACTIONS DE CATÉGORIE « A »										
Bélarus	1,267	28,719,089	1.42	22,975,271	5,743,818	5,743,818		5,743,818	455,885	6,199,703
Burundi	1,756	39,803,252	1.97	31,842,602	7,960,650	7,960,650		7,960,650	1,124,908	9,085,558
Chine	4,891	110,864,297	5.48	88,691,438	22,172,859	22,172,859		22,172,859	3,344,757	25,517,616
Comores	185	4,193,395	0.21	3,354,716	838,679	838,679		838,679	87,655	926,334
Djibouti	407	9,225,469	0.46	7,380,375	1,845,094	1,845,094		1,845,094	197,599	2,042,693
RDC	5,943	134,709,981	6.65	107,767,985	26,941,996	26,941,996		26,941,997	2,458,096	29,400,093
Égypte	7,629	172,926,543	8.54	138,341,234	34,585,309	34,585,309		34,585,308	4,871,793	39,457,101
Érythrée	240	5,440,080	0.27	4,352,064	1,088,016	1,088,016		906,637	-	906,637
ESwatin	454	10,290,818	0.51	8,232,654	2,058,164	2,058,164		1,657,411	74,546	1,731,957
Éthiopie	8,734	197,973,578	9.78	158,378,862	39,594,716	39,594,716		36,594,511	4,886,402	41,480,913
Kenya	7,422	168,234,474	8.31	134,587,579	33,646,895	33,646,895		33,646,895	3,421,616	37,068,511
Madagascar	1,883	42,681,961	2.11	34,145,569	8,536,392	8,536,392		8,536,392	37,648	8,574,040
Malawi	3,577	81,079,859	4.00	64,863,887	16,215,972	16,215,972		16,215,972	1,183,345	17,399,317
Maurice	2,314	52,451,438	2.59	41,961,150	10,490,288	10,490,288		10,490,288	2,075,256	12,565,544
Mozambique	447	10,132,149	0.50	8,105,719	2,026,430	2,026,430		1,224,925	457,385	1,682,310
Rwanda	2,333	52,882,111	2.61	42,305,689	10,576,422	10,576,422		10,576,422	1,278,680	11,855,102
Seychelles	4,338	98,329,446	4.86	78,663,557	19,665,889	19,665,889		13,665,481	248,356	13,913,837
Somalie	385	8,726,795	0.43	6,981,436	1,745,359	1,745,359		1,745,359	-	1,745,359
Sud-Soudan	318	7,208,106	0.36	5,766,485	1,441,621	1,441,621		1,201,294	906,520	2,107,814
Soudan	5,277	119,613,759	5.91	95,691,007	23,922,752	23,922,752		23,922,752	-	23,922,752
Tanzanie	7,157	162,227,719	8.01	129,782,175	32,445,544	32,445,544		32,445,544	3,142,541	35,588,085
Ouganda	5,560	126,028,520	6.22	100,822,816	25,205,704	25,205,704		25,205,531	3,004,816	28,205,347
Zambie	6,154	139,492,718	6.89	111,594,174	27,898,544	27,898,544		27,898,544	1,143,384	29,041,928
Zimbabwe	6,337	143,640,779	7.09	114,912,623	28,728,156	28,728,156		28,728,156	-	28,728,156
Banque africaine de développement	4,321	97,944,107	4.84	78,355,286	19,588,821	19,588,821		19,588,821	2,994,886	22,583,707
	89,329	2,024,820,443	100	1,619,856,354	404,964,089	395,161,972		394,334,340	373,96,076	431,730,416

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

	NOMBRE D' ACTIONS	POURCENTAGE DU TOTAL	CAPITAL EXIGIBLE USD	ACOMPTES EXIGIBLES À LA FIN DE L'EXERCICE USD	CAPITAL VERSÉ USD	PRIME D'ÉMISSION USD	TOTAL PAYÉ USD
Au 31 décembre 2020 :							
ACTIONS DE CATÉGORIE « B »							
Banque africaine de développement	5,844	18.84	26,493,309	26,493,309	26,493,309	19,822,784	46,316,093
Consortium pour la Recherche économique en Afrique	175	0.56	793,349	793,349	793,349	1,212,676	2,006,025
Société africaine de réassurance	805	2.60	3,649,403	3,649,403	3,649,403	2,014,651	5,664,054
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	1,017	3.28	4,610,489	4,610,489	4,610,489	6,074,932	10,685,421
Banco Nacional de Inverimento	917	2.96	4,157,146	4,157,146	4,157,146	1,699,496	5,856,642
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) Djibouti	410	1.32	1,858,702	1,858,702	1,858,702	3,148,628	5,007,330
Fonds d'investissement pour les pays en développement	3,383	10.91	15,336,561	15,336,561	15,336,561	24,470,626	39,807,187
Mauritian Eagle Insurance Company Limited	278	0.90	1,260,291	1,260,291	1,260,291	454,413	1,714,704
Caisse nationale de retraite - Maurice	1,941	6.26	8,799,369	8,799,369	8,799,369	4,133,719	12,933,088
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda	3,231	10.42	14,647,481	14,647,481	14,647,481	14,316,766	28,964,247
Fonds de l'OPEP pour le développement international	2,122	6.84	9,619,918	9,619,918	9,619,918	11,184,114	20,804,032
République populaire de Chine	3,674	11.85	16,655,786	16,655,786	16,655,786	6,837,440	23,493,226
Office Rwandais de Sécurité Sociale	3,602	11.61	16,329,380	16,329,380	16,329,380	11,644,490	27,973,870
Sacos Group Limited	130	0.42	589,346	589,346	589,346	519,669	1,109,015
Seychelles Pension Fund	1,062	3.42	4,814,492	4,814,492	4,814,492	2,584,331	7,398,823
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB	93	0.30	421,608	421,608	421,608	(17,073)	404,535
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB	1,496	4.82	6,781,997	6,781,997	6,781,997	(1,720,936)	5,061,061
ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP)	834	2.69	3,780,873	3,780,873	3,780,873	1,223,127	5,004,000
	31,014	100	140,599,500	140,599,500	140,599,500	109,603,853	250,203,353

